

OANA TRANCA

**RECHERCHE DE MODÉLISATION DU RISQUE DE  
DIFFUSION DES CONFLITS ETHNIQUES. UNE  
APPLICATION AUX CAS DE L'AZERBAÏDJAN ET  
DE LA MACÉDOINE**

Thèse présentée  
à la Faculté des études supérieures de l'Université Laval  
dans le cadre du programme de doctorat en science politique  
pour l'obtention du grade de doctorat (PhD)

DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE  
FACULTÉ DE SCIENCES SOCIALES  
UNIVERSITÉ LAVAL  
QUÉBEC

2009

© Oana Tranca, 2009

## Résumé

La dimension internationale des conflits ethniques a acquis récemment une place importante dans la littérature traitant des causes et de l'évolution de ce type de différends. Si, toutefois, l'accent est mis sur l'intensification du conflit, sur sa radicalisation et sur son escalade, aucune théorie ne fournit un cadre théorique exhaustif des processus de diffusion des conflits ethniques.

L'objectif de notre recherche est donc de combler ce vide théorique en proposant une perspective différente, qui analyse *l'effet que les conflits ethniques ont sur leur environnement externe*, en étudiant notamment le potentiel de débordement du conflit de son foyer initial vers d'autres endroits.

Dans un premier temps, nous donc, allons construire, à partir de quelques hypothèses fondées sur des éléments empruntés à différentes théories des conflits ethniques et des processus de diffusion interétatiques, un indice mesurant le risque de diffusion d'un conflit ethnique dans la période d'après la guerre froide. Deuxièmement, cet indice, composé de plusieurs facteurs structurels propres au conflit, est le point de départ pour deux études de cas qui devraient nous offrir une perspective beaucoup plus détaillée et nuancée concernant le potentiel de diffusion des conflits ethniques.

## **Abstract**

The international dimension of ethnic conflicts is the focus of a large part of the literature dealing with the causes and evolution of ethnic strife. However, while emphasis is often placed on conflict escalation and parties' radicalization, there is no theoretical framework that offers a comprehensive explanation for ethnic conflict diffusion.

The main objective of this dissertation is to contribute to the theoretical knowledge in the field by analyzing the impact that ethnic conflicts have on their external environment, namely their spill-over potential from their initial locus to neighboring areas.

Firstly, several hypotheses based on ethnic conflict theories and on the literature dealing with international conflict diffusion will serve as theoretical foundations for an index measuring the diffusion potential of an ethnic conflict during the post-Cold War period. Secondly, the index, which is composed of several distinctive structural factors, is the starting point for two case studies that have the merit of offering a more nuanced and thorough analysis of the phenomenon of ethnic conflict diffusion.

## **Remerciements**

Cette thèse n'aurait pas pu voir le jour sans l'aide précieuse de Monsieur Gérard Hervouet et de Monsieur Jean-Sébastien Rioux qui m'ont encouragé et soutenu tout au long de cette démarche. Mes pensées vont également à ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à cet achèvement. Ainsi, je remercie mes parents et mes amis pour leur présence fidèle et leur soutien inestimable et indispensable.

*«Là où règne la violence, il n'est de recours qu'en la violence;  
là où se trouvent les hommes, seuls les hommes  
peuvent porter secours »  
Bertold Brecht*

## Table des matières

Résumé .....	i
Abstract.....	ii
Remerciements .....	iii
Table des matières .....	v
Liste des tableaux .....	vii
Liste des figures.....	viii
Introduction.....	1
Chapitre 1 Concepts et théories .....	7
Ethnicité et conflit.....	7
<i>Ethnicité et groupe ethnique</i> .....	7
<i>Ethnicité et nation</i> .....	9
<i>Ethnicité et interactions sociales</i> .....	12
<i>Conflit ethnique</i> .....	20
Origines et causes des conflits ethniques.....	25
<i>Théories psychologiques (le primordialisme)</i> .....	25
<i>Les théories rationalistes</i> .....	27
<i>Le symbolisme ethnique</i> .....	36
Typologie des conflits ethniques .....	37
<i>Conflits irrédentistes</i> .....	39
<i>Conflits sécessionnistes</i> .....	44
Débordement du conflit ethnique : diffusion et contagion .....	53
<i>Diffusion</i> .....	57
<i>Contagion</i> .....	61
Chapitre 2 Cadre théorique.....	68
Les facteurs structurels – Indice de diffusion .....	69
<i>Évaluer le risque de diffusion d'un conflit ethnique</i> .....	72
<i>Construire l'indice de diffusion</i> .....	80
<i>Opérationnalisation des variables</i> .....	86
La variable contextuelle : intervention des tierces parties.....	92
<i>Le type d'intervenant</i> .....	94
<i>Le moment de l'intervention</i> .....	97
<i>Le consentement des parties belligérantes</i> .....	99
<i>Les instruments de dissuasion</i> .....	101
La diffusion des conflits ethniques expliquée à travers le prisme de la psychologie sociale .....	104
<i>Les stéréotypes</i> .....	104
<i>Les traumatismes historiques</i> .....	106
Chapitre 3 Méthodologie des études de cas.....	109
L'importance des études de cas dans le développement de la théorie.....	109
Le rôle de l'histoire dans les études des cas contemporains.....	112
Complémentarité des méthodes employées dans nos études de cas.....	114
La collecte de données.....	115
Chapitre 4 Le Nagorno-Karabakh .....	117

L'Azerbaïdjan – contexte et évolution du conflit .....	118
Les facteurs structurels : évaluer le risque de diffusion .....	123
<i>La contiguïté</i> .....	125
<i>Les affinités ethniques</i> .....	126
<i>L'histoire conflictuelle</i> .....	131
<i>Les prétentions irrédentistes</i> .....	133
<i>Le type de dyade (régime politique)</i> .....	138
<i>Évaluation du risque de diffusion du conflit de Nagorno-Karabakh selon l'indice de diffusion</i> .....	146
La variable contextuelle : échec de l'intervention des tierces parties .....	149
<i>Le type d'intervenant</i> .....	150
<i>Le moment de l'intervention</i> .....	157
<i>Le consentement des parties belligérantes</i> .....	161
<i>Les instruments de dissuasion</i> .....	163
Les facteurs socio psychologiques : la peur d'extinction .....	165
<i>Les traumatismes historiques : le symbolisme du « génocide »</i> .....	165
<i>La force des stéréotypes : identités nouvelles contre identités anciennes</i> .....	168
Conclusions .....	171
Chapitre 5 La Macédoine.....	175
Le potentiel de diffusion des conflits ethniques .....	176
Les conflits serbes et albanais.....	181
Les facteurs structurels .....	187
<i>La contiguïté</i> .....	187
<i>Les affinités ethniques</i> .....	188
<i>L'histoire conflictuelle</i> .....	193
<i>Les prétentions irrédentistes</i> .....	196
<i>Le type de dyade (régime politique)</i> .....	199
<i>Évaluation du risque de diffusion du conflit des conflits serbe-macédonien et albanais-macédonien selon l'indice de diffusion</i> .....	203
La variable contextuelle : intervention préventive des tierces parties.....	207
<i>Le type d'intervenant</i> .....	208
<i>Le moment de l'intervention</i> .....	211
<i>Le consentement des parties belligérantes</i> .....	214
<i>Les instruments de dissuasion</i> .....	216
Les facteurs socio psychologiques : histoire et modernité .....	217
<i>Les traumatismes historiques : la peur d'assimilation</i> .....	218
<i>La force des stéréotypes</i> .....	221
Conclusions .....	225
Comparaisons et conclusions générales.....	226
Bibliographie .....	243
ANNEXE – Le modèle de l'indice de diffusion appliqué à une étude quantitative (extrait de l'article « La diffusion des conflits ethniques - une approche dyadique », <i>Études internationales</i> , vol. 37, no. 4, 2006, pp. 519-523). .....	267

## Liste des tableaux

Tableau 1 .....	56
Tableau 2 .....	66
Tableau 3 .....	268
Tableau 4 .....	270
Tableau 5 .....	271

## Liste des figures

Figure 1 .....	79
Figure 2 .....	84
Figure 3.....	117
Figure 4 .....	175

## Introduction

La plupart des conflits violents, depuis la fin de la guerre froide, ont eu à l'origine, d'une façon plus ou moins évidente, des tensions ethniques. Le sud-est de l'Europe a fourni le cadre le plus spectaculaire de la résurrection du nationalisme et de l'émergence des conflits ethniques violents ayant un grand potentiel déstabilisateur : étant donné sa nature extrêmement violente et le risque accru de débordement, le conflit en ex-Yougoslavie a attiré l'intervention des principaux acteurs internationaux (organisations internationales, États tiers ou coalitions d'États). S'intégrant ainsi aux tendances globalisées du monde contemporain, la question des conflits ethniques est devenue graduellement un sujet important des relations internationales, en échappant ainsi au cadre restreint des politiques nationales auquel elle était traditionnellement confinée.

La dimension internationale des conflits ethniques a acquis récemment une place importante dans la littérature traitant des causes et de l'évolution de ce type de différends. Par exemple, le rôle des facteurs externes dans l'émergence et l'escalade des conflits s'est trouvé au centre des analyses par Ted Robert Gurr (1993a), Susan Woodward (1995) et plus récemment par Erin Jenne (2004). Ainsi, l'appui idéologique et politique des groupes apparentés, d'autres États ou des organisations internationales, est considéré comme une situation favorisant la mobilisation du groupe ethnique (Gurr, 1993a). Des conditions internationales peuvent aussi pousser les groupes ethniques à radicaliser leurs rapports. Par exemple, les pressions économiques internationales peuvent provoquer une réaction de la part des minorités qui réclament plus d'autonomie afin de mieux gérer leurs ressources au détriment de la politique du gouvernement central (Woodward, 1995).

Si, selon cette perspective d'analyse, l'accent est mis sur l'intensification du conflit, sur sa radicalisation et sur son escalade, aucune théorie ne fournit un cadre théorique exhaustif des processus de diffusion et de contagion des conflits ethniques. À l'exception de quelques auteurs (Lake et Rothchild, 1998, Carment et Harvey, 2001, Lobell et Mauceri, 2004), les concepts de diffusion et de contagion des conflits ethniques sont rarement analysés d'une façon systématique, cela malgré une occurrence de plus en plus répandue des conflits ayant un important potentiel de débordement.

L'objectif de notre recherche est donc de combler ce vide théorique en proposant une perspective différente, qui analyse *l'effet que les conflits ethniques ont sur leur*

*environnement externe*, en étudiant notamment le potentiel de débordement du conflit de son foyer initial vers d'autres endroits. Dans un premier temps, nous allons construire, à partir de quelques hypothèses fondées sur des éléments empruntés à différentes théories des conflits ethniques et des processus de diffusion interétatiques, un indice mesurant le risque de diffusion d'un conflit ethnique dans la période d'après la guerre froide. Cet indice, composé de facteurs structurels propres au conflit sera appliqué à deux études de cas, ce qui devrait nous offrir une perspective beaucoup plus détaillée et nuancée concernant le potentiel de diffusion des conflits ethniques.

Fondamentalement, le questionnement principal auquel nous essayons de répondre est pourquoi certains conflits ethniques s'étendent, entraînant ainsi dans la violence leurs voisins, tandis que d'autres restent confinés à leurs frontières initiales. À cet effet, nous avons choisi d'étudier deux conflits qui, selon la majorité des spécialistes œuvrant à la fois dans les milieux universitaire et politique, laissaient entrevoir à la fin de la guerre froide un potentiel de diffusion régionale extrêmement élevé. Toutefois, malgré ce risque de débordement commun, ces conflits ont suivi une évolution différente, ce qui nous permet de cibler d'une manière plus précise quels ont été les facteurs qui aggravent la propension à la diffusion des conflits ethniques et qui souvent déterminent l'occurrence d'un tel phénomène.

Par conséquent, les conflits ethniques ayant comme protagonistes les minorités serbe et albanaise en Macédoine<sup>1</sup> ainsi que le conflit de Nagorno-Karabakh qui oppose la minorité arménienne à la majorité azérie ont été choisis afin de tester quelques hypothèses exploratoires.

En effet, pendant plusieurs années suivant la fin de la guerre froide, une inquiétude grandissante est apparue au sein de la communauté internationale concernant la possibilité d'un prochain foyer de violence de nature ethnique dans le processus de décomposition de la Yougoslavie ayant au centre la toute jeune République de Macédoine. Même si la Macédoine a échappé dans un premier temps aux ambitions nationalistes serbes, les intentions ambiguës et possiblement hostiles de plusieurs de ses voisins, en particulier la

---

<sup>1</sup> Afin d'alléger le texte, nous allons utiliser une version raccourcie du nom officiel de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), soit Macédoine ou République de Macédoine. Cela n'exprime aucunement l'opinion de l'auteur par rapport aux disputes qui ont entouré la reconnaissance internationale du nom officiel de ce pays.

Grèce, la Bulgarie et l'Albanie ont posé des défis importants à la politique intérieure et extérieure de ce pays. Ainsi, tout au long des années 1990, l'éclatement potentiel d'un conflit régional autour de ce nouvel État plutôt fragile était extrêmement présent à l'esprit de plusieurs spécialistes en relations internationales, tant dans les cercles universitaire que politique. De manière surprenante, rien de comparable à la guerre ouverte entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui s'est en effet déclenchée comme conséquence au conflit de Nagorno-Karabakh, ne s'est produit entre la Macédoine et ses voisins.

Afin de comprendre un phénomène tout aussi complexe que la diffusion des conflits ethniques, plusieurs directions de recherche seront privilégiées, en commençant par les conditions structurelles qui signalent la propension à la diffusion d'un conflit ethnique, telles que la contiguïté géographique, les groupes ethniques apparentés vivant dans les États voisins, les prétentions irrédentistes émises par d'autres États à l'égard du pays où a lieu le conflit ainsi que le type de régime politique du pays en question et ses rapports avec ses voisins. Ces facteurs auront comme but d'élaborer une échelle de risque qui permettra de mesurer la probabilité de débordement du conflit par rapport à chacun des pays voisins.

En outre, une variable contextuelle, le rôle et l'impact de l'intervention des tierces parties sur l'évolution et la transformation du conflit, est minutieusement étudiée dans les deux cas mentionnés, sous l'angle de quatre aspects importants : le type d'intervenant, le moment de l'intervention, le consentement des parties belligérantes et les instruments de dissuasion.

Finalement, nous allons nous pencher sur une direction de recherche complémentaire qui souligne le rôle des facteurs sociaux, tels que le contexte de la formation de l'identité des groupes ethniques en conflit ainsi que l'influence du passé historique, en particulier des événements marquants ayant produit des traumatismes historiques profondément enracinés dans la conscience collective, sur la manière de percevoir et interpréter les actions des autres groupes. Lors de cette deuxième étape de recherche, nous essayerons de découvrir si par exemple, les facteurs identitaires, qui façonnent les relations interethniques en Macédoine et avec la plupart des groupes ethniques des pays voisins, ont été des facteurs inhibant la probabilité de diffusion des conflits ethniques macédoniens. Au pôle diamétralement opposé, les adversaires dans le

conflit de Nagorno-Karabakh sont des groupes ethniques qui ont une identité bien différenciée et qui a évolué de manière antagoniste tout au long de leurs relations réciproques. L'intervention de l'Arménie en faveur de son groupe ethnique apparenté en Azerbaïdjan peut-elle être expliquée par cette rivalité de longue date?

L'approche socio psychologique est destinée ainsi à compléter une étude se concentrant exclusivement sur l'évolution récente des conflits et elle est essentielle dans toute démarche essayant d'expliquer des processus de transformation des conflits, tels que l'escalade, la contagion et la diffusion. De plus, elle détient les outils d'analyse appropriés pour l'étude des dynamiques profondes conditionnant les interactions entre les différents groupes, ce qui offre une compréhension des schémas interprétatifs et justificatifs. Les études de cas sont donc destinées à améliorer la compréhension des conflits récents tout en proposant un cadre d'analyse qui pourra, par la suite, être facilement adapté à d'autres cas de conflits émergents.

Nous espérons que nos résultats et conclusions, qui visent en partie à déterminer le potentiel d'un conflit ethnique à ébranler la stabilité régionale et internationale, nous permettront d'intégrer nos recherches dans la littérature portant sur les mécanismes de veille et d'alerte rapide (*early warning*) et sur les stratégies de prévention des conflits. Une autre contribution importante se situe dans l'étude des conditions entourant l'intervention des tierces parties et leurs conséquences sur l'évolution du conflit. Enfin, l'étude des dynamiques profondes des conflits, qui complète ce cadre d'analyse, rattache cette dissertation aux perspectives qui soulignent la nécessité d'une approche multidimensionnelle et multidisciplinaire, une tendance de plus en plus présente dans l'étude contemporaine des relations internationales.

Les conflits ethniques sont devenus une des sources majeures d'insécurité et de violence intra et interétatiques. Le phénomène de débordement des conflits ethniques (diffusion et contagion) a intensifié en même temps la quête de nouvelles formes de résolution. Les stratégies d'*early warning* et de prévention semblent de plus en plus la solution privilégiée dans le cadre des conflits en général. Ainsi des projets appliqués comme *Country Indicators for Foreign Policy*, contiennent des évaluations de risque pour les régions affectées par des conflits civils et ethniques. Une dimension également présente

dans les recherches du *Stockholm International Peace Research Institute* touche à l'étude de la prédictibilité et de la prévention des conflits; elle est destinée à identifier les développements négatifs qui affectent l'évolution des pays. Son but principal est d'offrir les informations nécessaires pour les décideurs politiques afin de contrecarrer ces tendances et y remédier.

L'originalité de nos recherches réside dans l'effort de systématiser un ensemble de facteurs, issus d'une synthèse de différentes approches théoriques en relations internationales, qui devraient, dans des cas spécifiques, être capables d'évaluer le risque de diffusion des conflits ethniques. Ainsi, des éléments empruntés à l'analyse formelle, aux perspectives historiques et à la psychologie sociale constituent les principaux outils de recherche à la base de nos hypothèses. Si les perspectives multidimensionnelles et pluridisciplinaires commencent graduellement à occuper une place importante dans l'étude des relations internationales et particulièrement dans l'analyse des conflits, il n'existe jusqu'à présent aucune étude qui systématiser les facteurs de risque qui prédisposent les conflits ethniques à la diffusion. De plus, cette dissertation essaie d'établir un lien entre les méthodologies formelles et les études qualitatives en soulignant leur complémentarité, leurs points forts et leurs points faibles lors de leur application empirique.

Notre démarche vise essentiellement à comprendre les dynamiques qui se cachent derrière un phénomène qui, malgré ses rares occurrences, reste un des grands défis des organismes chargés de la résolution des conflits. Quand un conflit ethnique se diffuse en attirant la participation des États voisins, il tend à se perpétuer pendant de longues périodes et à résister aux tentatives de négociation et de médiation. Au Nagorno-Karabakh, tout comme à Chypre et au Cachemire, les conflits sont « gelés », suspendus entre une paix fragile marquée par la méfiance et le cynisme envers les autres et un avenir d'insécurité qui renferme la forte probabilité d'une reprise des hostilités. La conclusion évidente serait que, dans les cas de diffusion des conflits ethniques, la prévention devrait avoir une importance déterminante et remplacer de plus en plus les stratégies réactives.

Cette recherche est donc fondamentalement motivée par le souci de cerner les circonstances et les actions clé qui provoquent, ou au contraire, empêchent la diffusion, pour enfin cibler des éventuels remèdes inhibant ce risque. En conséquence, il s'agit d'une démarche qui puise sa valeur à la fois dans différentes perspectives théoriques tout comme

dans l'étude des cas spécifiques pour aboutir à un cadre d'analyse compréhensif qui vise à s'intégrer dans le champ disciplinaire plus large de l'étude des conflits.

Les premiers chapitres seront consacrés à un survol de la littérature concernant les conflits ethniques et les processus de débordement. En nous basant sur ces grandes directions théoriques, nous construirons ensuite les hypothèses de recherche. La deuxième partie est entièrement dédiée à l'analyse des conflits susmentionnés selon le modèle théorique de recherche formulé dans les chapitres antérieurs. Chaque étude de cas est suivie d'une courte section de conclusions. Finalement, le dernier chapitre synthétise les principaux résultats de notre recherche en soulignant les contributions d'ordre pratique et théorique de cette démarche.

# Chapitre 1 Concepts et théories

## Ethnicité et conflit

Ethnicité, groupe ethnique et conflits ethniques ont souvent fait l'objet du même effort de définition, ce qui a mené à des modèles théoriques où ils se sont retrouvés étroitement liés. Le conflit est analysé en fonction d'une certaine conception de l'ethnicité; en même temps, l'approche utilisée dans l'analyse du conflit peut déterminer une certaine définition de l'ethnicité et du groupe ethnique.

### *Ethnicité et groupe ethnique*

Avant même que le terme « ethnicité » gagne une place privilégiée dans l'analyse des conflits, les phénomènes reliés aux comportements des communautés ont fait l'objet de recherches par les sociologues et les politologues. Dans un premier temps, les termes « ethnicité » et « race » ont été utilisés de manière interchangeable; par la suite, l'ethnicité est devenue l'attribut des groupes socioculturels spécifiques, tandis que la race est graduellement marginalisée comme concept d'analyse dans le champ des sciences sociales. Si certains auteurs acceptent encore l'utilité de cette dernière pour désigner des groupes ayant en commun un certain type héréditaire et présentant des caractéristiques morphologiques communes, d'autres nient complètement sa pertinence analytique en soulignant, comme également pour l'ethnicité, sa construction sociale et subjective basée sur le même désir de différenciation par rapport aux autres (Wade, 1993).

Ethnicité et groupe ethnique sont aussi des concepts qui ont fait l'objet de plusieurs efforts de définition avant qu'ils ne se cristallisent dans les quelques grandes approches théoriques qui alimentent les débats entre les spécialistes dans ce domaine. Il fallait, non seulement préciser les éléments qui distinguent l'ethnicité d'autres termes, tels que race et nation, mais également l'opérationnaliser afin de l'intégrer dans des modèles plus larges pouvant être appliqués, notamment, à l'analyse des conflits identitaires.

Dans les années 1950, surtout dans la littérature anglo-saxonne, l'on désignait comme « ethniques » seulement les sous-groupes vivant dans un pays autre que leur pays

d'origine; ce terme était par exemple appliqué aux vagues successives d'immigrants aux États-Unis (Poutignat et Streiff-Fenart, 1995 :22).

Dans la période de la Guerre froide, une tendance présente dans l'espace soviétique et en Europe de l'Est concerne l'usage conventionnel, assez fréquent, du terme « nationalité » pour désigner les différents groupes ethniques. Également, le concept de « minorité nationale » fait toujours partie du répertoire terminologique du Conseil de l'Europe. Cependant, aucune définition de la notion de « minorité nationale » n'est disponible, car une approche pragmatique avait été adoptée, « fondée sur le constat qu'il n'est pas possible, au stade actuel, de parvenir à une définition susceptible de recueillir le soutien global de tous les États membres du Conseil de l'Europe »<sup>2</sup>.

En général, toutefois, dans la littérature scientifique récente, la notion de groupe ethnique ne s'applique pas seulement aux minorités, mais peut être également employée pour définir un groupe dominant au sein d'un État ou vivant dans les régions appartenant à différents États.

Malgré les particularités définitionnelles qui relèvent des préférences de chaque auteur, le terme de groupe ethnique a gagné le consensus de la communauté académique de telle sorte que, par souci de parcimonie et de clarté, il est employé de manière conventionnelle pour décrire des entités telles que les nationalités, les tribus, les autochtones ou les indigènes.

Dans un sens large, le groupe ethnique est défini comme une catégorie de gens qui se différencient et sont perçus différemment par les autres, en vertu de certains critères culturels spécifiques communs à tous les membres du groupe, par exemple la langue, les croyances, les valeurs, la religion ou l'histoire. Un tel groupe peut se trouver rassemblé dans une région spécifique ou peut avoir en commun des « caractéristiques raciales », mais aucune de ces deux conditions n'est indispensable pour que le groupe soit défini comme ethnique (Du Toit, 1978).

En conclusion, le terme « ethnicité » reste, même aujourd'hui, un concept flou et vaguement défini. Cependant, il semble gagner de plus en plus de terrain dans le discours académique et politique qui commence à le privilégier au détriment du terme « race », qui a

---

<sup>2</sup> Convention Cadre pour la Protection des Minorités Nationales, adoptée à Strasbourg, février 1995.

acquis une connotation négative, ou du terme « nation » qui semble plus être relié à un statut juridique étatique.

### *Ethnicité et nation*

Un des sujets au cœur des débats dans le champ des études sur l'ethnicité est la relation entre celle-ci d'une part et la nation et l'État, d'autre part. L'importance de ce dernier aspect ne doit pas être sous-estimée car souvent la façon dont cette relation est définie est à l'origine de la légitimation des droits et des griefs des minorités, tout comme des politiques officielles de l'État. Sans être en elle-même une cause de conflit, elle sert souvent à justifier et à promouvoir, soit l'exclusion, soit l'inclusion de certains groupes dans l'ensemble plus large d'une communauté politique.

Selon Walker Connor (1994), si un groupe ethnique est une catégorie descriptive et objective, la nation, quant à elle, suppose une conscience subjective. En d'autres termes, l'ethnicité se réfère aux peuples, qui sont des nations potentielles, situés à un stade préliminaire de la formation de la conscience nationale.

Connor (1994) a une vision organique de la nation, qui est considérée comme émergeant naturellement de l'ethnicité une fois que le groupe entame une mobilisation politique; ainsi, selon cet auteur, une des raisons majeures à la base de l'emploi erroné du terme « nation » est de le traiter comme synonyme du concept d'État. Des exemples classiques de cette confusion sont l'emploi du terme « relations internationales » pour décrire les relations interétatiques, ainsi que le nom d' « Organisation des Nations Unies » attribué à une structure de coopération intergouvernementale.

Connor (1994) déplore cette confusion qui, à son avis, s'est avérée très grave dans l'étude du nationalisme, étant donné que la loyauté envers la nation a été confondue avec la loyauté envers l'État. Dans un souci de rigueur méthodologique, Connor (1994) définit les nations comme des groupes ethniques politiquement mobilisés, et le nationalisme est, par conséquent, défini comme la loyauté envers le groupe ethnique organisé en tant que nation. Il importe donc de ne pas confondre le nationalisme et le patriotisme, car chacun d'eux fait appel à des loyautés distinctes : le premier est rattaché au groupe national, tandis que le dernier concerne la loyauté envers l'État et ses institutions politiques. Ces deux loyautés ne sont pas clairement différenciées, mais dans un monde où les États

multinationaux prédominant, il est évident que la loyauté envers la nation et celle envers l'État ne coïncident pas et, souvent, se retrouvent en compétition quand un choix personnel s'impose. Par exemple, le nationalisme basque s'est souvent trouvé en conflit avec le patriotisme espagnol; et le nationalisme québécois s'est défini en opposition au patriotisme canadien (Connor, 1994).

Étant donnée cette conception ethnoculturelle de la nation, une conséquence d'ordre pratique peut être déduite : les liens ethniques sont au moins tout aussi importants que la loyauté envers l'État et transcendent souvent les frontières; ainsi, le conflit est plus probable dans des sociétés multiethniques et peut facilement attirer des acteurs externes en vertu de la parenté ethnique. Cette observation renferme une piste de recherche intéressante pour notre sujet d'étude et sera mise à l'épreuve lors des études de cas.

Une deuxième approche qui se penche sur la relation entre l'ethnicité et la nation est préconisée par Ernest Renan. Contrairement à l'appartenance ethnique, la nation est, selon cet auteur, issue d'une démarche d'adhésion volontaire, des critères objectifs tels que les facteurs ethniques, géographiques et linguistiques n'ayant que peu d'importance. La nation est essentiellement une entreprise subjective basée sur le désir, la volonté et le consentement.

Toutefois, Renan souligne également l'importance du passé, de l'héritage des ancêtres et de l'histoire qui inspirent le patriotisme. S'il est important de se rappeler, il est également important d'oublier, car « ...l'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses » (Renan, 1991 :34). Il faut donc oublier la violence et l'arbitraire qui ont unifié une multitude de communautés pour les transformer en une nation. Mais, cette vision idéale de la nation est souvent contestée par des groupes qui refusent d'oublier et qui se transforment en minorités contestataires, revendiquant le droit d'avoir leur propre vision nationale notamment à cause d'un conflit d'identification avec les autres citoyens de l'État.

Chez Renan, il existe donc une distinction nette entre le groupe ethnique et la nation : la nation concerne principalement la communauté politique, peu importe la nature des relations qui lient ses membres, tandis que le groupe ethnique n'a pas besoin d'une validation politique pour justifier son existence. Les groupes ethniques peuvent chercher à donner une forme politique à leurs revendications dans des termes plus ou moins

nationalistes, cependant ni la nation ni le nationalisme ne sont nécessaires et suffisants pour définir l'ethnicité ou le groupe ethnique. D'un autre côté, l'ethnicité, si souvent nécessaire, n'est toutefois pas suffisante pour définir une nation.

Cette théorie entraîne, elle aussi, des conséquences d'ordre pratique. Par exemple, une nation ne peut se prévaloir exclusivement de la parenté ethnique pour revendiquer des populations, le sentiment d'appartenance et l'adhésion volontaire sont nécessaires pour légitimer un tel type de revendications.

Finalement, Max Weber (1971) a une vision plus subjective du groupe ethnique : il s'agit d'une croyance à la parenté ethnique et ce qui est important c'est le symbolisme renfermé dans la communauté de sang. En fait, selon cet auteur, c'est l'appartenance raciale qui est déterminée par une communauté d'origine, alors que ce qui fonde le groupe ethnique c'est davantage une croyance subjective à une communauté d'origine; la nation quant à elle est basée sur une croyance en la vie en commun.

Le groupe ethnique est ainsi défini par la croyance subjective en l'origine commune et est socialement construit à partir de la différence que les membres du groupe perçoivent par rapport aux non-membres, aux étrangers. Ce n'est donc pas l'isolement qui crée la conscience de l'appartenance, mais, au contraire, ce sont les contacts avec des gens perçus comme étant différents qui dressent les frontières de l'ethnicité.

La nation, tout comme le groupe ethnique, est basée sur une croyance subjective, mais se distingue de ce dernier par la passion (pathos) liée à la revendication d'une puissance politique. Au contraire, les groupes ethniques n'ont pas une activité communautaire; ils n'existent que par la croyance qu'ont leurs membres de former un groupe.

La langue et la religion jouent sans doute un rôle dans la formation des communautés ethniques, mais c'est quand même la croyance à la parenté ethnique qui reste le facteur de cohésion le plus fort; celle-ci peut surpasser des conditions objectives telles que des divergences dans les types anthropologiques ou dans les mœurs. La communauté politique, d'autre part, est encore plus artificielle, car elle est le résultat d'une socialisation rationnelle qui mène au développement d'un sentiment de devoir moral attaché à la défense de la patrie.

Benedict Anderson (1991), souvent cité par la littérature sur l'ethnicité, ne se concentre pas sur ce concept, mais plutôt sur le nationalisme. Pour cet auteur, la nation moderne est une construction sociale « inventée », un produit de notre évolution culturelle récente. Moins reliées à l'ethnicité, les limites et la souveraineté de la communauté politique qu'est la nation sont essentiellement « imaginées ».

Nous comprenons donc pourquoi les adeptes de cette approche contestent l'immutabilité des formes de catégorisation sociale. Dans cette perspective, il est aussi possible que l'ethnicité soit le produit des activités nationalistes, comme dans le cas du Québec où le militantisme souverainiste du début des années 1970 a stimulé l'émergence d'un ethno nationalisme québécois qui se distingue par rapport à l'identité plus inclusive des Canadiens français.

Fondamentalement, toutes ces perspectives théoriques ont comme but de préciser et d'opérationnaliser le concept d'ethnicité dans le contexte plus large des interactions sociales, afin d'expliquer certains phénomènes qui affectent la vie des communautés. Ainsi, les deux termes, « ethnicité » et « conflit ethnique » ont connu une évolution parallèle et se sont mutuellement définis en fonction des besoins analytiques.

### *Ethnicité et interactions sociales*

Les trois approches fondamentales dans l'étude de l'ethnicité reproduisent la typologie des cadres théoriques qui circonscrivent l'analyse des conflits ethniques : *primordialisme, instrumentalisme et constructivisme*.

Le *primordialisme* est généralement associé aux travaux de Clifford Geertz (1963). Selon cette approche, l'identité ethnique implique des attachements émotionnels profonds envers le groupe ethnique dont les individus font partie; elle constitue le biais cognitif par l'intermédiaire duquel ces derniers perçoivent le monde qui les entoure. Le soi est défini selon des sens culturels primordiaux. Le noyau dur de l'ethnicité, transmis de génération en génération par l'histoire de chaque nation, est constitué des mythes, des mémoires, des valeurs, des symboles et des particularités propres aux configurations spécifiques des populations (Smith, 1988).

Ainsi, l'ethnicité devrait conserver son sens initial dérivé du mot grec *ethnos*, ce qui signifie un groupe caractérisé par une ascendance commune. Ce lien ancestral explique l'emprise psychologique et émotionnelle que l'ethnicité a sur les membres d'un même groupe. Il y a donc une forte dimension non rationnelle qui caractérise l'ethnicité; elle lie l'identité de l'individu à son groupe ethnique. Le passage du groupe ethnique à la nation s'opère naturellement une fois que le groupe ethnique acquiert et développe la conscience d'un sens unique et vital rattaché à son identité collective (Connor, 1994). Par conséquent, la croyance collective dans une origine et une évolution distinctes du groupe est un ingrédient important de la psychologie nationale. Même si cette croyance est rarement en accord avec les données factuelles, son pouvoir symbolique ne s'en trouve pas diminué.

Selon Crawford Young (1976), le noyau de l'identité ethnique est constitué par le complexe mythes-symboles. Ce sont les mythes, les mémoires du passé, les valeurs et les symboles qui définissent non seulement qui est membre du groupe, mais aussi ce que veut dire être membre du groupe.

Selon une perspective *instrumentaliste*, l'identité ethnique est un phénomène de fond qui est activé comme résultat des discriminations ou des privations économiques du groupe et qui se dissipe une fois qu'une distribution plus juste des ressources est mise en place. De ce point de vue, l'ethnicité est plus malléable et sujette à l'influence des incitations d'ordre matériel, ce qui pousse certains auteurs à assimiler des groupes ethniques à des classes socio-économiques.

Dans le contexte des interactions fréquentes entre les différentes populations et des identités plus inclusives et en même temps plus nuancées qui se sont développées sur fond d'une culture syncrétique et d'une structure sociale de plus en plus bureaucratique, le besoin d'un ancrage plus spécifique devient impératif. L'effritement des structures d'autorité traditionnelles et des liens affectifs rattachés aux anciennes unités sociales (nation ou classe) a pour conséquence que les attachements ethniques deviennent plus prégnants. En même temps, la politisation des décisions qui affectent la vie d'une communauté a fait surgir le besoin de l'organisation du groupe ethnique comme moyen de faire valoir ses droits et de se protéger contre d'autres groupes. En conséquence, l'ethnicité est moins un phénomène primordial causant des identités profondément enracinées à refaire surface dans le contexte des changements sociaux importants, qu'un choix stratégique des

individus qui, dans d'autres circonstances, choisiraient peut-être d'autres allégeances, afin de gagner pouvoir et privilèges. L'importance accordée à l'ethnicité reste, donc, une question de choix et dépend principalement des conditions politiques et économiques. L'ethnicité constitue une réponse aux discriminations subies par une communauté, ou à l'effondrement d'une structure sociale et culturelle historiquement établie, et représente une tentative, de la part de certains groupes d'employer leur spécificité culturelle afin de faire avancer leurs intérêts politiques et économiques (Bell, 1975).

Cependant, selon d'autres auteurs, ce n'est pas vraiment conforme à la réalité de décrire l'appartenance à un groupe ethnique comme une question de « choix », dans le sens où un individu choisit son allégeance envers le groupe en fonction des considérations instrumentales ou stratégiques. Quand ces considérations sont importantes, elles sont conditionnées par des jugements perceptuels qui justifient l'affinité d'un individu par rapport à un certain groupe et non à d'autres (Horowitz, 1975).

Ainsi, une synthèse d'éléments primordialistes et instrumentalistes serait nécessaire pour expliquer le rôle de l'ethnicité dans le contexte des interactions sociales. Selon Ted Robert Gurr (1994), les groupes belligérants dans un conflit ethnique se définissent eux-mêmes selon des critères ethniques ou nationaux, en tant que « communautés psychologiques » dont les membres partagent un sens durable d'intérêt et d'identité commun qui est basé sur une ascendance commune, une expérience historique partagée et sur des traits culturels spécifiques (ce qu'on appelle « une identité culturelle » fondée sur des croyances, une langue, un mode de vie et une notion de patrie qui sont communs).

Gurr and Harff (1994) distinguent quatre types de groupes ethniques « engagés dans des activités politiques » qui emploient leur spécificité ethnique à des fins différentes : les ethno nationalistes, les peuples indigènes, les contestataires communautaires (*communal contenders*), et les ethno classes. Chaque type se différencie par des caractéristiques spécifiques, telles que le poids démographique, la distribution géographique, les relations par rapport aux autres groupes ethniques et à l'égard des autorités, son statut économique et social, et ses buts politiques.

Cette typologie couvre donc la plupart des groupes ethniques et leurs revendications et démontre la flexibilité de l'ethnicité par rapport, à la fois, aux caractéristiques du groupe et au contexte social dans lequel il évolue. Ainsi, dans un premier temps, Gurr and Harff

(1994) font une distinction entre des groupes qui veulent la séparation ou l'autonomie par rapport à l'État qui les gouverne (les ethno nationalistes et les peuples indigènes) et d'autres groupes dont le but est d'obtenir un meilleur accès aux ressources dans le cadre des États existants (les contestataires communautaires et les ethno classes)

Les ethno-nationalistes ont une histoire d'indépendance et veulent rétablir leur propre État. Les Palestiniens, les Kurdes ou selon Gurr et Harff, les Québécois en sont des exemples.

Les peuples indigènes, quant à eux, sont plus intéressés à protéger leurs territoires traditionnels, leurs ressources et leur culture. Comme exemple nous pourrions citer les Premières nations au Canada. Les *communal contenders* sont des groupes distincts du point de vue culturel qui vivent dans des sociétés pluralistes et qui sont en compétition pour acquérir un meilleur accès au pouvoir politique, tels que les Chrétiens maronites au Liban, par exemple.

Il faut remarquer que la distinction entre les ethno nationalistes et les *communal contenders* est souvent floue. Un groupe communautaire dont les chefs ont dirigé, à un moment donné, une guerre de sécession peut être par la suite persuadé de joindre une coalition dans le cadre d'un gouvernement central. Cela montre, encore une fois, la malléabilité des revendications ethniques et, implicitement, le caractère flexible et facilement instrumentalisé de l'ethnicité. Des conclusions d'ordre plus pratique peuvent également en être retirées. Ainsi, selon Gurr et Harff (1994) une stratégie à long terme, ayant de chances de succès, serait de convaincre les chefs des groupes communautaires contestataires qu'il est dans leur intérêt de prendre part aux structures de gouvernement; une autre stratégie, qui peut être utilisée ensemble avec un partage du pouvoir, est de garantir aux groupes communautaires l'autonomie régionale dans le cadre d'un système politique fédéral.

Finalement, les ethno classes réclament des opportunités et des droits égaux afin de surpasser les effets des discriminations résultant de leur statut de minorités ou d'immigrants, comme c'est le cas des gens d'ascendance africaine en Grande-Bretagne ou des Turcs en Allemagne. Mais encore une fois, il n'existe pas une distinction parfaite entre les *communal contenders* et les ethno classes, dans le sens où celles-ci désirent améliorer leur statut dans le cadre du système politique existant, mais sont également concernées par

la protection de leur identité culturelle distincte, comme dans le cas de la communauté maghrébine en France.

Eriksen (1993) identifie également quatre types de groupes ethniques en fonction de la façon dont leur ethnicité influence leurs interactions sociales. Ces catégories peuvent facilement être superposées à la typologie de Gurr et Harff: les minorités ethniques urbaines, les peuples indigènes, les proto nations (ou les ethno nationalistes) et les groupes ethniques dans des sociétés pluralistes.

De plus, dans une perspective instrumentaliste, on souligne le rôle des élites politiques qui l'utilisent l'ethnicité à des fins propres, la plupart du temps pour obtenir des avantages matériels pour elles-mêmes et pour leurs acolytes. Son activation est donc contingente, situationnelle et circonstancielle (Cigar, 1995). Cela se trouve en totale opposition avec la perspective primordialiste. Walker Connor (1994) conteste le penchant de certains auteurs à trop accentuer le rôle des élites, car selon lui, l'ethno-nationalisme reste un phénomène de masse.

Enfin, les *constructivistes* soulignent les origines sociales de l'ethnicité, qui est en fait le produit des interactions qui ont lieu à l'intérieur d'une communauté. L'appartenance à un groupe ethnique est une question de définition sociale, résultant de la perception propre des membres du groupe et des images conçues par des individus extérieurs au groupe (Wallerstein, 1960). Benedict Anderson (1991) met l'accent sur le processus de construction sociale, et sur l'ethnicité comme produit collectif de l'imaginaire.

L'ethnicité étant un phénomène social, elle est moins malléable face aux actions des individus. Malgré cela, l'ethnicité n'est pas un phénomène social immuable. Ainsi, les groupes ethniques subissent dans le temps des processus de division, de fusion, d'agrégation ou de redéfinition. Par exemple, il peut arriver qu'une minorité emprunte de façon volontaire ou involontaire les traits de ses voisins plus puissants ou que les mariages mixtes diluent les différences. Les traits culturels dominants peuvent également devenir tellement généralisés qu'un seul attribut distinct subsiste (par exemple la religion) pour distinguer un groupe ethnique des autres. C'est le cas des Bosniaques musulmans et plus généralement, de la plupart des groupes ethniques en ex-Yougoslavie, à l'exception des Slovènes, des Albanais et des Hongrois de Voïvodine (Diamond et Platner, 1994).

Certains auteurs combinent aussi ces trois perspectives pour conclure que l'ethnicité renferme un potentiel singulier de ressources symboliques et affectives, mais qu'elle évolue dans le contexte fluide et toujours changeant du politique. Selon Stuart Kaufman (2001), l'importance que l'ethnicité a acquise dernièrement, malgré le fait que des groupes ethniques aient existé depuis des millénaires, est due fondamentalement aux changements apportés par la modernité. L'alphabétisation de larges couches de population et les nouveaux moyens de communication ont rendu possible la mobilisation autour de l'État de diverses tribus et regroupements apparentés, afin de forger une ethnie. En même temps, les processus de modernisation ont établi un contact entre des individus éloignés dans l'espace qui ont, ainsi, pris conscience de leur spécificité par rapport aux autres. Également, le rôle de plus en plus important de l'État moderne et son besoin constant de légitimation devant ses citoyens ont transformé l'ethnicité en un instrument de mobilisation politique. Enfin, la reconnaissance internationale du nationalisme comme principe fondamental légitimant les revendications d'indépendance et le droit à un État propre ont encouragé l'émulation parmi d'autres groupes ethniques, qui ont été ainsi incités à demander un statut étatique. Tous ces facteurs ont, selon Kaufman, marqué l'évolution de l'ethnicité à l'époque moderne.

En conclusion, quelques grandes directions théoriques se dessinent à propos du terme ethnicité. Premièrement, il y a un large consensus sur le fait que l'ethnicité comporte, dans une large mesure, une dimension cognitive qui est façonnée par les perceptions à la fois des membres du groupe et des autres groupes plus ou moins éloignés. Un aspect important de l'ethnicité est sa fonction de distinguer les membres du groupe par rapport aux autres (Le Vine, 1997).

La définition d'un groupe ethnique renferme plusieurs éléments. Ceux-ci peuvent inclure la langue, les noms, l'apparence physique, des pratiques sociales spécifiques, la religion. Le groupe peut accentuer une ou plusieurs de ces composantes dans ses relations avec les autres groupes afin d'affirmer une identité distincte (Le Vine, 1997). Il y a, cependant, des auteurs qui mettent l'accent sur l'origine commune des membres du groupe et qui considèrent les caractéristiques ethniques comme étant, simplement, les manifestations visibles du lien psychologique qui maintient la cohésion d'une ethnie et qui assure sa spécificité par rapport aux autres (Connor, 1994). Le mythe de l'origine commune ne doit pas nécessairement être une réflexion fidèle de la réalité, et souvent, d'ailleurs, il ne

l'est pas, les convictions concernant l'origine singulière et unique du groupe ethnique relevant alors du domaine du subconscient et du non rationnel.

L'ethnicité est un phénomène de groupe. Les individus définissent leur identité ethnique en relation avec leur appartenance à une communauté qui se caractérise (ou s'imagine) comme distincte des autres. L'ethnicité peut émerger d'une façon endogène comme résultat des comportements ou des modes de conscientisation présents à l'intérieur du groupe (mythes, expériences historiques) ou d'une façon exogène, comme conséquence des interactions (parfois conflictuelles) avec des éléments externes (Le Vine, 1997).

Un aspect important qui relie l'ethnicité au conflit ethnique est le fait que la conscience ethnique peut émerger (et être transformée) dans le contexte des relations de pouvoir, dans des situations de changement social rapide, ou encore pendant une situation de conflit prolongé (*protracted conflict*). Gurr (1994) cite le cas de l'identité érythréenne, forgée par trente ans de rébellion contre l'Éthiopie; un autre exemple pourrait être celui de l'identité palestinienne qui est apparue pendant le long conflit arabo-israélien. Le conflit ethnique et l'ethnicité évoluent donc dans une interaction dynamique où ils s'influencent mutuellement.

L'ethnicité varie également dans sa complexité. À un extrême de ce continuum se trouvent des groupes ethniques qui utilisent une multitude de référentiels identitaires (tels que la langue, la religion, les mythes d'origine, l'histoire, les traits raciaux, les coutumes, etc.). À l'autre extrême, il y a des groupes qui, faute d'indicateurs identitaires explicites, se retournent vers des expressions plus subtiles de leur spécificité ethnique (Le Vine, 1997). Par exemple, la construction de l'identité macédonienne s'est souvent heurtée à l'absence d'indicateurs linguistiques ou religieux susceptibles de différencier clairement les Macédoniens par rapport à leurs voisins<sup>3</sup>. Longtemps contestés comme groupe ethnique distinct, les Macédoniens ont finalement acquis le statut de nation, après la Deuxième Guerre mondiale, dans la nouvelle République fédérale socialiste de Yougoslavie. Les leaders yougoslaves, sous la direction de Josip Broz Tito, se sont servis du système d'éducation et de la bureaucratie pour introduire des variations dans la langue utilisée par les Macédoniens afin de renforcer sa particularité par rapport au serbe et au bulgare. La

---

<sup>3</sup> Les Macédoniens sont des chrétiens orthodoxes tout comme leurs voisins bulgares, serbes et grecs et parlent une langue qui partage beaucoup de similarités à la fois avec le serbe et le bulgare.

République de Macédoine s'est également dotée d'une histoire officielle qui essayait de relier l'ethnicité des Macédoniens slaves à Philippe II et Alexandre le Grand. En outre, dans un rare exemple de coopération entre un État athée et l'Église, la République fédérale socialiste de Yougoslavie a offert son appui à la création d'une Église orthodoxe macédonienne pour ébranler ainsi l'influence des Églises orthodoxes des pays voisins (Poulton, 1993).

Les différentes formes d'expression de l'identité ethnique varient, donc, en fonction de l'intensité et de l'importance de l'ethnicité dans l'effort d'affirmation du groupe. Ainsi dans une situation hautement conflictuelle, le souci de la défense de l'identité propre prendra la forme des appels aux symboles provocateurs à l'égard des autres groupes ethniques.

Finalement, l'ethnicité suppose la parenté, réelle ou fictive (imaginée) et la primordialité du groupe ethnique<sup>4</sup> (Le Vine, 1997). Même les groupes ethniques qui se sont formés récemment, comme conséquence des changements de statut ou qui ont été créés de manière artificielle, comme dans le cas des nations apparues à l'époque coloniale et post-coloniale, vont construire des histoires relatives aux racines primordiales du groupe.

En conséquence, le langage de l'ethnicité utilise abondamment des symboles et des rituels célébrant les origines communes du groupe et sa spécificité par rapport aux autres. Toutefois, ce souci de différenciation selon des critères ethniques et plus généralement, le rôle de l'ethnicité dans le cadre des interactions sociales plus larges ne renferment pas forcément les germes du conflit. Par conséquent, l'hypothèse de certains auteurs « primordialistes » qui soutiennent que l'ethnicité est souvent, beaucoup plus que les contentieux d'ordre économique et politique, le moteur à l'origine des conflits modernes (par exemple, Smith, 1993 ou Huntington, 2000), doit être considérée avec beaucoup de prudence. Une nation mono-ethnique n'est pas moins soumise au danger de conflit et le fait que tous les citoyens d'un État appartiennent au même groupe ethnique n'est pas une garantie de paix sociale, comme nous l'avons vu dans le cas de la Somalie. La violence intra ethnique devient un phénomène de plus en plus répandu de nos jours.

---

<sup>4</sup> La primordialité du groupe ethnique suppose une revendication envers un statut généalogique *ab initio*, qui est immuable et ahistorique.

Les identités sont souvent multiples et superposées. L'ethnicité n'est pas le seul attribut d'une identité sociale et n'est même pas toujours prédominante ou significative dans la construction de cette identité.

Une conclusion générale serait que l'ethnicité représente une variable, son contenu, ses manifestations et ses délimitations théoriques sont soumis à un changement incessant. C'est notamment l'élasticité des identités ethniques qui est à l'origine du manque de précision dans la définition du concept d'ethnicité et à la source du débat qui se poursuit entre les divers théoriciens. Cependant, que ce soit une question d'identité immuable, acquise à la naissance, ou le résultat des manipulations instrumentales des élites politiques et culturelles ou encore une construction sociale issue des circonstances historiques, le rôle de l'ethnicité n'en reste pas moindre dans tout effort analytique essayant d'expliquer les conflits intra étatiques et, dans certains cas, des conflits interétatiques.

### *Conflit ethnique*

*Un conflit* peut naître d'une divergence d'intérêts perçue par deux ou plusieurs parties, qui peut être résolue soit d'une manière pacifique, soit par la violence. Le conflit caractérise, donc, une situation où les aspirations concomitantes des antagonistes ne peuvent pas être réalisées simultanément. Essentiellement, les conflits sont ainsi le résultat de l'affrontement des intérêts et des valeurs des protagonistes (Dixon, 1996).

Un conflit peut prendre une forme plus ou moins violente, en fonction de stratégies choisies par les acteurs impliqués. Le degré de violence employée et le nombre des victimes sont souvent les indicateurs qui signalent la transformation d'un conflit dans une guerre.

*Une guerre intra étatique* est définie par trois critères : (1) elle a lieu à l'intérieur des frontières d'un État; (2) un des acteurs est le gouvernement en place; (3) la partie opposée est en mesure de fournir une résistance significative (Small et Singer, 1982). La distinction entre guerres internes et guerres internationales est cependant souvent floue. Sans nier l'apport analytique de cette distinction, la dynamique du conflit peut faire qu'une dispute violente interétatique soit la cause d'une guerre civile à l'intérieur du territoire de l'un des belligérants comme c'était le cas de la révolution russe, ou au contraire qu'un

conflit interne déborde de ses frontières initiales et entraîne avec lui ses voisins (Derriennic, 2001). C'est justement ce dernier aspect, appliqué aux conflits ethniques, qui fera l'objet de notre analyse.

Jean-Pierre Derriennic (2001) dresse une typologie des guerres civiles selon la nature et la structure des groupes en conflit : les guerres entre des groupes partisans, où la participation est volontaire, les guerres entre des groupes socio-économiques, où les membres occupent des positions différentes dans la division du travail et la répartition des richesses, et les guerres identitaires, entre des groupes définis par une identité acquise à la naissance qu'il est impossible ou très difficile de changer. Les conflits ethniques font partie de cette dernière catégorie.

*Le conflit ethnique* est une manifestation des tensions durables entre, d'une part, des États qui veulent consolider et étendre leur pouvoir et, d'autre part, des groupes ethniques qui veulent défendre et promouvoir leur identité collective et leurs intérêts (Gurr et Harff, 1994). Il faut cependant souligner que, malgré la distinction mentionnée plus haut, les conflits ethniques, à part leurs enjeux fondamentalement identitaires, acquièrent souvent des dimensions propres aux autres types de conflits civils, l'idéologie et les griefs socio-économiques étant souvent des facteurs importants dans le déclenchement de tels conflits. Tout comme les autres types de conflits, les conflits ethniques peuvent être placés sur une échelle menant du simple désaccord à la guerre.

Longtemps considéré comme une forme de conflit interne, dans le sens de la définition de Small et Singer et conformément à Gurr et Harff, le conflit ethnique a acquis, suite à son évolution récente, deux dimensions qui ne sont pas typiques des conflits civils et qui minimisent le rôle de l'État. D'abord, on assiste à l'émergence des formes de confrontation violente opposant des groupes ethniques qui agissent indépendamment du gouvernement en place. En Afrique, les seigneurs de guerre (*warlords*) qui sont à la tête de différents groupes, sans avoir nécessairement des objectifs ethniques, mais visant plutôt le gain personnel, se prévalent de l'ethnicité pour justifier leurs actions contre les populations civiles et pour mobiliser l'appui parmi les membres de leur groupe. Un État fragile ou absent constitue souvent la toile de fond de ce type de confrontation.

Ensuite, un deuxième aspect concerne le risque de débordement des conflits ethniques, soit à cause des affinités ethniques qui relient des groupes à travers les frontières

nationales, soit en raison du potentiel de contagion, qui a pour conséquence qu'un modèle de résolution des différends ethniques (fussent-ils violents ou non) soit repris par d'autres groupes ethniques partageant des conditions similaires. Cette tendance est de plus en plus présente dans l'évolution des conflits ethniques et est à l'origine de la dimension internationale qu'ils ont acquise dernièrement.

En dernier, une autre spécificité des conflits ethniques est l'escalade vers une confrontation violente dans la plupart des cas où une solution à l'amiable n'a pas été trouvée aux stades initiaux du conflit. Les conflits ethniques renferment une forte dimension perceptuelle, fondée souvent sur la peur d'extinction du groupe ethnique. À cause de cette particularité, au contraire de la plupart des autres types de conflits, les conflits ethniques deviennent des conflits à somme nulle. Ce sont donc des intérêts vitaux qui sont mis en jeu, dans un contexte de revendications incompatibles et intransigeantes.

Pour les élites qui manipulent le sentiment d'insécurité des masses, le conflit a un rôle fonctionnel, destiné à faire avancer leurs intérêts. Quand la cohésion du groupe est relativement faible, une des méthodes pour assurer la mobilisation du groupe ethnique et son appui à la cause promue par les élites est, soit d'accentuer le conflit, en élargissant le champ des revendications, soit de le diffuser, en augmentant le nombre des participants (Carment et James, 1998). Dans le cas du Sri Lanka, la minorité tamoule a activement recherché et obtenu l'appui de l'Inde, dont le sud est peuplé par une ethnie apparentée aux Tamouls de Sri Lanka. Dans un premier temps, le gouvernement indien a accepté d'appuyer les rebelles tamouls en leur fournissant des armes et des sanctuaires. Des négociations qui ont eu lieu par la suite entre l'Inde et les autorités sri lankaises ont mené à l'envoi par l'Inde de troupes de maintien de la paix et à l'octroi par le Sri Lanka de plus d'autonomie aux régions peuplées par les Tamouls. Ces négociations ont été, cependant, rejetées par les Tigres tamouls du LTTE qui ont préféré poursuivre la stratégie de la violence en combattant les troupes de maintien de la paix. Il faut également préciser que des scissions sont apparues parmi les Tamouls, en particulier entre les Tigres tamouls et les autres groupes militants, dont certains se sont rangés du côté du gouvernement<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Conformément à la banque de données Minorities at Risk, <http://www.cidcm.umd.edu/inscr/mar/assessment.asp?groupId=78002>.

Une des questions les plus controversées dans la littérature porte sur les origines et les causes des conflits ethniques. Certains auteurs essaient de nier la spécificité des conflits ethniques et de les expliquer par des facteurs généraux applicables à d'autres types de conflits, par exemple la rareté des ressources et les déficiences de distribution, la faiblesse institutionnelle de structures politiques et l'écroulement du réseau social (Homer-Dixon, 1999). D'autres auteurs soutiennent que le conflit est plutôt causé par l'avidité (*greed*) que par les griefs (*grievances*) des différents groupes organisés selon des critères ethniques ou autres. L'accès au financement, favorisé par l'exploitation des ressources naturelles ou par les donations des diasporas, détermine les opportunités de rébellion (Collier et Hoeffler, 2001).

Une abondance relative des richesses naturelles favorise ainsi une motivation et facilite l'obtention des ressources pour initier une violence organisée, comme c'est le cas au Sierra Leone (Collier, 2000). Fearon et Laitin (2003) affirment que les facteurs qui déterminent le risque de guerre civile dans un pays ne concernent pas l'hétérogénéité ethnique ou religieuse, mais les conditions qui favorisent la rébellion. Ainsi, la pauvreté, propre aux États faibles du point de vue financier et bureaucratique, favorise le recrutement au sein des groupes rebelles, tout comme l'instabilité politique, le terrain montagneux et une large population constituent les conditions propices à l'émergence d'un conflit. L'insurrection tchéchène dans la période postsoviétique, tout en ayant à son origine des revendications de nature identitaire, a été de beaucoup facilitée, d'un côté, par l'affaiblissement de la Russie et de l'autre côté, par un environnement politique, économique et géographique favorable à une résistance prolongée contre le gouvernement central.

Certains auteurs soutiennent que, non seulement, les conflits ethniques constituent un phénomène unique dans l'univers des conflits, mais que chaque conflit ethnique montre un très haut degré de singularité, ce qui rend futile tout essai de généralisation. Par exemple, les mouvements sécessionnistes sont définis de manière conventionnelle comme le résultat des actions de la périphérie contre le centre. Le cas de l'ex-Yougoslavie a été souvent analysé selon ce cadre théorique conventionnel. Au contraire, Daniele Conversi (2000) souligne l'unicité du cas yougoslave qui, selon cet auteur, ne s'inscrit pas dans un scénario classique de sécession. Le conflit en ex-Yougoslavie nécessite l'introduction d'un

nouveau concept théorique : la « sécession centrale » ou la sécession par le centre, applicable seulement au cas où un mouvement nationaliste fort agit au sein du groupe ethnique dominant. Plus précisément, le cas yougoslave a été couramment catégorisé comme un conflit entre des républiques sécessionnistes et un gouvernement central. La rhétorique officielle serbe semblait confirmer cette analyse, car les autorités de Belgrade ont toujours souligné la défense de l'intégrité territoriale, afin de pouvoir jouer le rôle de défenseurs de l'unité du pays contre les tendances centrifuges des périphéries. Selon Conversi, étant donné que le conflit était essentiellement le résultat de l'agenda caché du gouvernement promouvant la séparation des Serbes des non-Serbes, le traiter comme un conflit sécessionniste classique éliminerait cette spécificité propre au cas yougoslave.

Les analogies sont souvent dangereuses si on perd de vue les distinctions fondamentales qui sont à l'origine de l'évolution de chaque pays. Par exemple, l'idée du « *melting pot* » américain peut ne pas s'avérer propice à une application arbitraire dans d'autres situations. Dans les circonstances actuelles, même aux États-Unis, cette approche d'intégration des minorités semble se transformer. Les fortes communautés ethniques latinos, au sud des États-Unis, sont de plus en plus conscientes de leur héritage culturel. L'accent est mis davantage sur l'ethnicité et la diversité et de nouveaux termes sont apparus pour décrire ce phénomène, par exemple « *salad bowl* » ou « mosaïque » (Branigin, 1998).

La spécificité des conflits ethniques, dans l'ensemble plus large des formes de confrontation sociale, a été soulignée par une grande partie des auteurs. De manière générale, si les adversaires arborent les attributs de l'ethnicité et si celle-ci est le déterminant majeur du conflit, nous sommes en présence d'un conflit ethnique. Cependant, comme nous l'avons vu, les causes explicatives du conflit ethnique avancées par les auteurs sont toujours reliées d'une façon plus ou moins explicite à leur manière de définir l'ethnicité. Selon certains auteurs, les différentes cultures et civilisations créent des lignes naturelles de confrontation qui ont comme conséquence l'émergence des conflits ayant à l'origine des haines ancestrales (Kaplan, 1993; Huntington, 2000). D'autres auteurs considèrent les différences culturelles comme instrumentalisées par des entrepreneurs ethniques afin d'obtenir l'accès à des ressources politiques et économiques. Dans beaucoup de conflits violents, également, c'est la nature de la violence qui définit par la suite les griefs des groupes ethniques, ce qui signifie que le premier groupe qui se mobilise pour une

confrontation violente déterminera d'une façon significative les enjeux du conflit (Gurr et Harff, 1994; Cigar, 1995).

## Origines et causes des conflits ethniques

La recrudescence des conflits ethniques dans les années 1990 a souvent été expliquée par le relâchement des contraintes autoritaires, ce qui aurait fait surgir les « haines ancestrales » opposant des groupes ethniques différents qui avaient, jusqu'alors, cohabité de manière pacifique dans le cadre d'un même État. Toutefois, la littérature extrêmement riche qui a accompagné l'émergence de ces conflits a mis en évidence la complexité des origines et des causes de la violence ethnique. Des facteurs structurels, politiques, socio-économiques ou psychologiques ont été avancés comme la cause principale du conflit, ou des modèles combinant plusieurs de ces facteurs ont été construits pour étudier les défis posés par cette nouvelle vague de conflits. Trois approches dominent la littérature portant sur les conflits ethniques. Le primordialisme souligne l'importance des référentiels ethniques qui façonnent de manière essentielle l'identité du groupe et ses rapports avec les autres. Les théories rationalistes mettent l'accent sur les calculs stratégiques des individus ce qui mène à une instrumentalisation de l'ethnicité. Des facteurs circonstanciels, tels que des changements sociaux et politiques majeurs, sont également pris en compte par les théories rationalistes. Enfin, le symbolisme ethnique constitue une synthèse des approches antérieures : la matrice ethnique sert d'arrière-plan aux stratégies de mobilisation des groupes ethniques.

### *Théories psychologiques (le primordialisme)*

Les théories psychologiques qui expliquent les causes des conflits ethniques, se concentrent principalement sur le caractère immuable des identités ethniques, ainsi que sur les circonstances historiques qui ont entouré l'émergence et l'évolution d'un groupe ethnique et qui définissent, d'une manière fondamentale, ses relations et son comportement envers d'autres groupes. Les mythes entourant l'origine d'un peuple et son histoire sont, selon cette approche, des facteurs déterminants pour désigner les ennemis traditionnels et

les stratégies à adopter en cas de conflit. Ils assurent la cohésion du groupe et sont à l'origine du prisme à travers lequel les autres sont perçus.

Le nationalisme est une des manifestations qui démontrent l'importance de l'origine commune des membres du groupe et des mythes décrivant une ascendance ancestrale. Le mythe des ancêtres communs surpasse tout fait historique contraire. La formation d'une nation est un processus et non pas un événement ponctuel. Walker Connor (1994), récuse le penchant des journalistes et même des scientifiques à décrire un phénomène ethno psychologique, tel que le conflit ethnique, par des considérations tangibles, telles que les différences raciales, culturelles, linguistiques ou religieuses. Par exemple, le conflit en Irlande du Nord a été souvent traité comme un conflit religieux, tandis que, selon Connor, la religion est en fait une manifestation visible des différences ethniques entre les deux groupes distincts. En réalité, c'est une divergence fondamentale entre les identités primordiales des groupes qui est à l'origine de leur tentative d'affirmer leur spécificité. Si les clivages religieux ou linguistiques se superposent aux clivages ethniques, ils vont renforcer les facteurs ethnonationaux. En conséquence, Connor inclut dans la catégorie des conflits ethniques, la plupart des conflits ayant un enjeu identitaire et dont les manifestations visibles peuvent prendre la forme des antagonismes religieux, linguistiques, culturels ou économiques ou toute autre forme qui exprime de manière explicite le besoin de différenciation du groupe.

Également, le danger d'associer le nationalisme à la loyauté envers l'État conduit à un biais involontaire, le chercheur étant amené à percevoir l'État comme le vainqueur ultime dans tout test des loyautés éprouvées par l'individu. Cependant, cela est rarement le cas. En fait, les appels à la loyauté au nom de l'État ont une résonance seulement pour le groupe politiquement dominant, mais ils vont être perçus différemment par les groupes ethniques minoritaires. Le lien intuitif qui unit les individus dans un groupe ethnique (constitué d'une façon informelle et non structurée) est beaucoup plus profond et puissant que les rapports formels et juridiques qui les relient à la structure étatique où ils vivent.

Un autre courant dans les théories psychologiques, essayant d'expliquer l'émergence des conflits ethniques, souligne l'importance des divisions culturelles et religieuses qui seraient le principal facteur de séparatisme et de désintégration dans un État multinational. Cette division ne se limite pas aux clivages intra étatiques, mais se transpose

également au plan international (Huntington, 2000). L'histoire peut jouer aussi un rôle important dans la définition des enjeux menant à un conflit ethnique : des « haines ancestrales » qui ont façonné l'évolution de chaque groupe ethnique, dans sa tentative de se construire une identité distincte, sont la motivation principale des conflits ethniques récents. Robert Kaplan (1993) applique cette perspective analytique au conflit en ex-Yougoslavie, où, selon cet auteur, malgré des relations basées en apparence sur la coopération entre les différents groupes ethniques, la méfiance, l'animosité et même la haine ont toujours été présentes tout au long de l'histoire des Balkans. Par exemple, les légendes entourant la bataille de Kosovo, où les Serbes ont été vaincus par les Ottomans et qui a marqué le début d'une occupation qui a duré cinq siècles, ont été transmises de génération en génération par l'intermédiaire des poèmes glorifiant le sacrifice serbe afin de créer un « royaume spirituel ». Cela a été également le véhicule par lequel la haine contre les Musulmans a perduré au sein des Serbes orthodoxes longtemps après que l'occupation turque ait pris fin.

Toutefois, l'ethnicité en soi est rarement une cause de conflit. La plupart des groupes ethniques sont capables de préserver leur cohésion et leur spécificité de manière pacifique par l'intermédiaire des mécanismes politiques établis. D'autres facteurs sont nécessaires pour expliquer l'émergence de la violence comme moyen de résolution des différends ethniques (Lake et Rothchild, 1998).

### *Les théories rationalistes*

Selon l'approche théorique qui explique le conflit ethnique par la *compétition pour des ressources*, les groupes ethniques sont assimilés à des groupes d'intérêt qui cherchent à acquérir un meilleur statut économique. Dans cette perspective, la concurrence économique devient un enjeu politique dans le sens où certains groupes qui détiennent le pouvoir acquièrent un accès privilégié aux ressources, ce qui accroît leur richesse relative par rapport au reste de la population. Dans la plupart des pays multiethniques, chaque groupe a des préférences différentes quant à la gestion des ressources. En ex-Yougoslavie, les Slovènes et les Croates contestaient le système fédéral de redistribution au profit des régions plus pauvres; la population appuyait les doléances de ses leaders pour un changement radical des politiques fédérales, ce qui a mené à des demandes d'autonomie

politique accrue (Woodward, 1995). Quand les groupes décident que le seul moyen d'améliorer leur situation matérielle est aux dépens des autres, la compétition pour les ressources se transforme en quête pour le pouvoir politique, soit dans le cadre de l'État dont ils font partie soit dans une nouvelle structure politique indépendante (Lake et Rothchild, 1998).

Cependant, l'existence des alternatives opposées concernant l'aménagement des politiques économiques ne conduit pas forcément à une confrontation violente; le recours à la guerre serait d'autant plus destructif pour l'économie. En Tchécoslovaquie, les différentes régions n'ont pas pu se mettre d'accord sur une politique économique commune et ont ainsi décidé de se séparer à l'amiable, sans recourir à la violence.

Naturellement, cette explication instrumentaliste des conflits ethniques a soulevé les critiques assidues des adeptes de l'approche ethno-psychologique. Contrairement aux théories (et aux techniques de résolution des conflits) qui accordent un poids important à la compétition pour les ressources comme facteur explicatif de la rébellion de certains groupes ethniques, Connor (1994) met l'accent sur le pouvoir des sentiments ethniques. De nombreux analystes se sont trompés dans leurs évaluations des causes des conflits ethniques à cause de la coïncidence, presque universelle, entre un certain déséquilibre économique entre les groupes et l'émergence du conflit ethnique. Cependant, la plupart des pays connaissent des variations dans leur développement régional, mais cette division a une dimension émotionnelle moindre quand elle ne se superpose pas à la distribution territoriale des groupes ethniques.

Un autre argument à l'encontre des explications qui favorisent les facteurs économiques est le fait que plusieurs mouvements sécessionnistes ont négligé de prendre en compte que le territoire, dont ils réclamaient l'indépendance, était souvent trop peu étendu pour soutenir une économie viable.

De ce point de vue, les considérations économiques peuvent devenir un catalyseur de conflit, mais leur poids dans le déclenchement du conflit est nettement inférieur par rapport aux facteurs émotionnels qui sont à l'origine du nationalisme ethnique. Les inégalités économiques entre deux groupes ethniques peuvent exercer une influence majeure sur l'émergence d'un conflit ethnique, mais seulement d'une façon indirecte. Les catalyseurs et les forces indirectes à l'œuvre dans un conflit ne doivent pas être pris pour

ses causes. Walker Connor (1994) avertit donc contre le danger d'utiliser exclusivement des incitations économiques pour résoudre un conflit ethnique, sans prendre en compte la forte dimension psychologique et l'enjeu identitaire qui se trouvent à son origine. En fin de compte, les incitations économiques vont facilement échouer, quand la loyauté d'un individu envers son groupe ethnique sera mise à l'épreuve. Ce sont donc les solutions politiques (et non pas économiques) qui sont les plus aptes à répondre aux doléances des groupes vivant dans un État multiethnique.

Il arrive assez souvent que les mouvements sécessionnistes construisent leurs stratégies politiques sans prendre en compte le coût économique. Si une région est sous-développée par rapport au reste du pays, comme c'était le cas de la Slovaquie (un des rares exemples de sécession pacifique) ou de la Tchétchénie, la sécession signifie la perte des subventions du centre. Une des raisons pour lesquelles les populations des régions séparatistes choisissent, néanmoins, de poursuivre la sécession est que leurs doléances politiques et ethniques ont plus d'importance que les bénéfices économiques qu'elles auraient dans le cadre d'un État unitaire. Toutefois, une explication instrumentaliste peut être opposée à cette argumentation. Une autre raison justifiant la sécession des régions économiquement désavantagées pourrait être le fait que les intérêts économiques et politiques des élites sont favorisés par l'indépendance. Plutôt qu'être une minorité politique dans un État hétérogène plus large, ces élites pourraient voir l'indépendance comme un moyen d'être au centre des processus de prise de décision (Stofft et Guertner, 1995).

D'autres formes de discrimination, ayant le potentiel de se transformer en conflits ethniques, concernent les *inégalités dans le statut culturel ou politique*. En général, il y a un consensus sur le fait que des normes de tolérance généralement acceptées aident à désamorcer d'éventuels conflits ethniques. De même, des situations de pluralisme ethnique, où aucun groupe ne vise à acquérir la domination par rapport aux autres, favorisent une résolution pacifique des différends.

Donald Horowitz (1985) étudie la relation entre le groupe ethnique et son statut social, en différenciant les groupes ethniques qui se trouvent, soit dans une position d'infériorité, soit de supériorité par rapport aux autres groupes ethniques et les groupes partageant une position de parité dans le cadre d'un même État. Si les groupes ethniques

sont ordonnés dans une hiérarchie, le conflit ethnique prend une certaine direction. Si, au contraire, les groupes sont parallèles et aucun d'entre eux n'est subordonné à l'autre, le conflit ethnique peut évoluer d'une manière différente. Le conflit entre des groupes ethniques hiérarchisés implique des questions concernant les différences de statut, des inégalités dans l'allocation des ressources et des discriminations de nature ethnique; les conflits entre des groupes ethniques non hiérarchisés ont à leur origine des disputes territoriales, des différends concernant les frontières, la compétition pour les ressources et des tentatives de convertir le système non hiérarchisé dans une structure hiérarchique.

Cependant, la discrimination ne suffit pas pour provoquer la violence ethnique. Gurr et Harff (1994) combinent la discrimination politique, la discrimination économique, l'emprise de l'identité collective, la cohésion et le leadership du groupe pour expliquer le processus de mobilisation à l'intérieur du groupe ethnique en vue d'une action politique contre d'autres groupes ou contre le gouvernement. La décision de contester le statu quo politique dépend, en grande partie, du degré de grief que le groupe éprouve par rapport à sa situation courante et du degré de conscientisation de l'identité commune parmi les membres du groupe. Les Kurdes en Irak n'ont jamais eu accès à des positions très élevées dans le cadre de l'échelon politique pendant le régime de Saddam Hussein. Cependant, cela était plutôt la conséquence du régime dictatorial qui limitait le leadership politique à l'oligarchie sunnite provenant de Tikrīt et qui formait le cercle de proches de Saddam Hussein. Les griefs politiques les plus importants des Kurdes concernaient surtout les restrictions qui étaient appliquées à leur liberté d'expression et à l'affirmation libre de leur identité ethnique. Quant aux discriminations économiques, elles ont été le résultat du refus du gouvernement central de partager les revenus pétroliers de la région de Mosul avec les autorités kurdes locales et, surtout, la conséquence des actions répressives dévastatrices qui ont abouti à la destruction des villages entiers et qui ont disloqué une grande partie de leur population. L'identité collective des Kurdes a été partiellement érodée par l'urbanisation et la modernisation, beaucoup de membres du groupe étant assimilés dans la société irakienne. La religion n'est pas non plus un facteur unificateur, les Kurdes rassemblant des musulmans sunnites, chiites et des adeptes d'autres religions. Leur langue contient également plusieurs dialectes et est parlée en parallèle avec l'arabe. En ce qui concerne la cohésion et le leadership du groupe, la tradition de fragmentation politique entre divers

tribus, clans et principautés semble toujours façonner les interactions des différentes factions politiques kurdes. La nature répressive du régime baathiste et l'emploi disproportionné de la violence qui a suivi chaque rébellion kurde ont néanmoins provoqué l'escalade du conflit. Même s'ils ont été vaincus plusieurs fois par les troupes gouvernementales, les Kurdes ont vu leur identité collective se renforcer et l'intensité de leurs griefs s'accroître, ce qui a mené par la suite à d'autres insurrections (Gurr et Harff, 1994).

Selon une autre approche théorique, *la modernisation*, sous la forme de l'urbanisation, de l'industrialisation, de l'éducation, ainsi que des moyens plus développés de transport et de communication conduit à une assimilation spontanée des divers groupes ethniques. Selon Deutsch (1966), le processus de modernisation va inciter la plupart des individus doués et entrepreneurs à quitter leur communauté ethnique et à se diriger vers les grandes villes ou vers des secteurs de l'économie en plein essor. Cela diluera l'importance des groupes traditionnels, qui perdront leur dynamisme et seront plus facilement gouvernables.

Ernest Gellner (1983) a une vision quelque peu différente de la relation entre conflit ethnique et modernisation. Cet auteur conçoit également l'ethnicité de façon instrumentaliste : elle est un produit de l'époque moderne, du développement économique, de la formation et du développement de l'État nation. Mais la modernisation n'a pas favorisé l'uniformisation et l'individualisme, mais plutôt le regroupement selon des critères ethniques. Ainsi, l'ethnicité est apparue en réaction aux inégalités de développement, soit comme stratégie de revendication des ressources, soit comme outil de résistance à la globalisation. En fait, la fréquence accrue des échanges et le flux d'informations ont accentué les particularismes, car les différents groupes sont devenus de plus en plus sensibilisés aux menaces que le contact avec d'autres cultures pose à leurs traditions.

D'autres auteurs, tels que Walker Connor (1994) et Anthony D. Smith (2004) soutiennent qu'il n'y pas de preuve empirique à l'appui de la théorie de la modernisation. Non seulement, on ne peut séparer les nations d'aujourd'hui de la longue évolution historique qui a abouti à leur création, mais il n'y a aucune garantie quant à l'émergence à l'avenir d'un monde cosmopolite, post-nationaliste. Ainsi, ce serait irréaliste de penser

qu'une société globale et intégrée mettrait fin aux passions nationalistes et au fléau des conflits ethniques. En fait, selon ces auteurs, plus de communication et d'interactions à l'échelle globale tendent à augmenter la conscience des distinctions culturelles et à exacerber les conflits interethniques. Un État non centralisé ne pose pas de menace grave à la survie de différentes communautés ethniques, mais le développement des communications et des moyens de transport érode, progressivement, l'isolement qui protégeait la spécificité d'un groupe ethnique contre les influences des autres groupes vivant dans le même pays. Le progrès rendra, également, les groupes ethniques plus conscients de leurs distinctions par rapport aux autres.

Les tensions ethniques dans les nouveaux États indépendants d'Asie et d'Afrique ne peuvent être expliquées par l'absence de la modernisation, mais plutôt par la politique de « diviser pour mieux régner » des anciennes puissances coloniales, qui ont encouragé les divisions et les antagonismes ethniques d'une façon délibérée. Les conflits ethniques dans ces régions seraient, donc, le résultat des politiques artificielles de l'ancien régime sans lesquelles l'ethnicité ne constituerait pas un problème grave dans les nouveaux États (Connor, 1994).

La *théorie des élites*, quant à elle, conteste l'hypothèse selon laquelle l'existence d'une population hétérogène du point de vue ethnique suffit à expliquer la violence ethnique. Le conflit ethnique est le résultat d'une politique rationnelle des élites politiques et fait partie d'une stratégie pour conserver ou acquérir le pouvoir. La mise en œuvre délibérée de cette politique fait partie d'un projet plus large destiné à réaliser un objectif politique concret et bien défini. Un corollaire de cette hypothèse est le fait que l'inefficacité d'une intervention externe fait partie des calculs coûts-bénéfices des acteurs du conflit et favorise le choix d'une stratégie plus radicale pour atteindre ces objectifs politiques (Cigar, 1995).

Par conséquent, l'analyse des conflits ethniques doit se concentrer sur le leadership politique, en particulier sur la façon dont les élites d'une société gèrent la compétition ou le conflit à l'intérieur de l'État ou sur la scène internationale. Les autorités politiques peuvent décider d'exploiter et d'amplifier des sentiments « primordiaux », ou même de les inventer, afin de mobiliser les masses au service de leurs buts politiques. Le contrôle des

infrastructures politiques facilite la mobilisation effective des passions populaires. En outre, l'implication des autorités officielles influence d'une manière significative la légitimité de l'appui et de la participation de la population, qui justifie ainsi ses actions par les dispositions issues du leadership politique.

Comme nous l'avons vu selon les théories primordialistes, l'essence du nationalisme ne doit pas être recherchée dans les motivations des élites, mais plutôt dans les sentiments des masses auxquels les élites font appel (Connor, 1994). Toutefois, la théorie des élites ne nie pas le rôle de l'histoire comme arrière-plan des événements récents, ni son pouvoir explicatif. Il faut éviter cependant de lui accorder la valeur d'un facteur déterminant. L'histoire est malléable et manipulable et sa plus grande utilité réside dans son potentiel de mobilisation en faveur de certains objectifs politiques. Si l'on relie les événements récents à des différends non résolus ayant eu lieu quelques siècles auparavant, ou aux époques éloignées de l'émergence du groupe ethnique, une solution au conflit est implicitement difficile ou même impossible à identifier (Cigar, 1995).

Un exemple d'une manipulation réussie du passé historique a été la quête de « la Grande Serbie » entamée par les élites serbes tout au long du conflit yougoslave, mais, particulièrement, en Bosnie-Herzégovine. Profitant de la confusion entourant les changements politiques et sociaux de la fin des années 1980, les élites politiques serbes ont utilisé les tensions générées par l'insécurité éprouvée par la population, pour se forger une position de pouvoir. Le mythe de la Grande Serbie fournissait un symbole déjà familier au peuple serbe et offrait l'avantage d'une idéologie nationaliste déjà formée. Cependant, même si le conflit yougoslave a semblé suivre un scénario similaire à des conflits passés quant aux objectifs et aux méthodes, une répétition des excès antérieurs n'était pas inévitable. C'était plutôt le résultat des choix délibérés des dirigeants politiques qui ont favorisé le changement dans le système des valeurs de toute une génération de Serbes (Cigar, 1995).

Stuart J. Kaufman remarque cependant qu'en l'absence d'une haine profonde entre les groupes ethniques, les manipulations des leaders n'ont pas de chance de réussite et qu'il ne faut pas ignorer des cas où la violence surgit du bas vers le haut. Il est, donc, important d'étudier le rôle des aspects historiques et circonstanciels pour expliquer comment les dirigeants arrivent à mobiliser les masses (Kaufman, 2001).

Les solutions envisagées par les auteurs, face aux conflits issus des manipulations des élites, concernent des mesures concrètes destinées à augmenter le coût de la mise en œuvre des stratégies violentes de la part des groupes ethniques, ainsi qu'une condamnation internationale claire des pratiques violentes de résolution des différends. Un exemple où ces mesures n'ont pas été appliquées, ou ont été appliquées de manière incomplète, est illustré par les échanges qui ont eu lieu entre les Serbes bosniaques et les représentants de l'OTAN (plus précisément les États-Unis et leurs partenaires européens) entre avril 1993 et avril 1994. Parce que les principes fondamentaux de la dissuasion n'ont pas été respectés par l'OTAN, ce qui était censé aboutir à un cessez-le-feu entre les parties belligérantes a mené en fait à l'escalade de la violence. Ces principes incluent une définition claire de ce qui constitue un comportement inacceptable, un engagement ferme envers la punition de ceux qui violent un tel comportement et une démonstration de force destinée à confirmer l'intention d'employer des représailles au cas où une telle violation aurait lieu (Carment et James, 1998).

*La défaillance de l'État* peut également être une cause de l'émergence des conflits ethniques. L'État, n'étant plus capable de répondre aux besoins de survie du groupe ethnique, pousse celui-ci à trouver une forme juridique alternative pour préserver son identité. En Yougoslavie, la disparition de la génération de dirigeants communistes, qui s'identifiaient au projet fédéral, a enlevé un important élément de coercition et a ouvert la voie vers la démocratie et le changement, et par conséquent à de nouvelles opportunités de remédier aux inégalités réelles ou perçues des différents groupes ethniques. Cette possibilité a réveillé l'inquiétude des Serbes qui l'ont perçue comme une potentielle menace individuelle et collective à leurs statut et privilèges (Cigar, 1995).

Il existe plusieurs perspectives qui expliquent la relation entre la défaillance des États et l'émergence des conflits ethniques. Selon une perspective macro, les normes internationales peuvent influencer d'une manière significative la mobilisation du groupe ethnique. Quand un État autoritaire multiethnique refuse de reconnaître le droit de participation des minorités au processus de prise de décision politique ou quand il refuse de se porter garant de la sécurité du groupe, celui-ci peut tenter d'internationaliser ses revendications et de faire appel à des instances supranationales. Dans une perspective

intermédiaire, la faiblesse institutionnelle a comme conséquence le relâchement des contraintes qui circonscrivaient la compétition ethnique, sociale et idéologique. En conséquence, l'effritement de la structure hiérarchique d'autorité cause l'émergence des formes d'organisation régionales, décentralisées et informelles ayant une forte composante ethnique. Le résultat est une lutte pour le pouvoir entre le groupe ethnique dominant, qui a le contrôle des institutions politiques, et les groupes minoritaires qui essaient de se soustraire au contrôle du centre. Finalement, dans une perspective micro, la défaillance de l'État est vue comme le signe d'une anarchie émergente, ce qui stimule des groupes qui n'ont pas de statut étatique à chercher des moyens propres pour assurer leur survie (Carment, 2003).

L'écroulement des structures étatiques est relié de façon directe à l'émergence d'une *spirale d'insécurité*. Les facteurs structuraux, par exemple, la force et la cohésion des structures centrales ou fédérales ont une influence extrêmement importante sur les conditions menant à l'apparition d'un conflit ethnique.

Des dilemmes de sécurité dans le cadre d'un État peuvent apparaître quand il y a des conditions semblables à l'anarchie qui caractérise les relations interétatiques (Posen, 1993). Par exemple, la désintégration des États multiethniques a pour conséquence que, en l'absence d'un gouvernement central efficace, les différents groupes ethniques à l'intérieur de l'État sont forcés à recourir à un système d'autosuffisance (*self-help*) pour assurer leur sécurité. En outre, le dilemme de sécurité qui caractérise un conflit ethnique sera aggravé par la charge émotionnelle qui accompagne d'habitude une telle manifestation, d'où le potentiel accru d'escalade du conflit (Roe, 1999).

Le dilemme de sécurité émerge dans des conditions d'anarchie causées par un gouvernement faible ou absent. Même si cette théorie est contestée par certains auteurs, comme étant insuffisante pour expliquer l'émergence du conflit ethnique, elle s'avère très utile pour expliquer l'escalade. L'anarchie et la possibilité d'une menace à la sécurité du groupe ne sont pas déterminantes pour créer un dilemme de sécurité entre des communautés qui ont vécu en paix pendant des décennies. Un dilemme de sécurité ethnique apparaît quand la peur réciproque de l'extinction définit dans une large mesure les relations interethniques (Kaufman, 1996).

La vulnérabilité combinée avec un sentiment de supériorité constitue un mélange particulièrement dangereux, car elle amplifie la croyance, réelle ou imaginaire que des ennemis internes ou externes visent à s'emparer des possessions matérielles du groupe ou à attenter à son prestige (Staub, 2002).

David Lake et Donald Rothchild (1996) expliquent le conflit ethnique comme étant le résultat d'une peur collective concernant l'avenir du groupe (*collective fears of the future*). Le conflit émerge au moment où un groupe ethnique commence à développer des craintes concernant sa survie ou sa sécurité.

### *Le symbolisme ethnique*

Le *symbolisme ethnique* est une approche qui combine, à la fois, des éléments des théories psychologiques et des théories rationalistes. En commençant par Anthony Smith (1981) et par Crawford Young (1976), le pouvoir des symboles utilisés dans le discours de mobilisation ethnique a été reconnu comme un des facteurs majeurs qui façonnent le cours d'un conflit.

Selon Stuart J. Kaufman (2001), ce ne sont pas les haines ancestrales qui causent un conflit, mais des haines « modernes », issues des circonstances présentes et exploitées par des élites avides de pouvoir. Ainsi, il y a deux conditions nécessaires qui mènent à la guerre interethnique : (1) l'existence des mythes et des symboles justifiant la violence contre l'autre groupe et (2) la peur d'extinction du groupe qui conduit à des mesures extrêmes d'autodéfense et qui sont perçues par les autres comme une agression contre leur existence.

En outre, les groupes doivent trouver des occasions propices pour se mobiliser et combattre, ce qui suppose un manque de coercition de la part de l'État. Aussi longtemps que l'État est capable de maintenir en place des mécanismes de répression efficaces et de les utiliser afin d'empêcher la mobilisation ethnique, une violence à large échelle ne peut pas surgir. Une fois que la répression s'affaiblit, plusieurs possibilités s'offrent aux entrepreneurs ethniques pour mettre en marche leurs projets politiques. Par exemple, en Union soviétique, la politique de *glasnost* de Gorbatchev a ouvert de nouvelles opportunités aux entrepreneurs ethniques de mobiliser les masses et d'essayer, ainsi, d'obtenir soit l'indépendance, soit plus d'autonomie pour leur groupe ethnique.

De même, quand ce sont les leaders de l'État qui provoquent la violence ethnique, leur tâche est facilitée par leur position d'autorité, comme ça a été le cas des Hutus au Rwanda en 1994.

L'évolution récente de la littérature témoigne d'une nouvelle tendance dans la construction des modèles théoriques expliquant les origines et les causes des conflits ethniques. Les analyses unifactorielles et déterministes ont été remplacées par des perspectives analytiques plus larges. Ainsi, il ne suffit plus de remettre en question la théorie des « haines ancestrales » comme explication exhaustive des violences ethniques récentes. Contester d'une manière absolue l'importance des griefs historiques et essayer de les remplacer par une autre analyse centrée sur un seul facteur explicatif – par exemple, les problèmes économiques – aboutirait à la même impasse théorique et empirique (Brown, 2001).

Une majorité des auteurs semblent conclure qu'il y a plusieurs types distincts de conflits ethniques et, en conséquence, qu'il n'y a pas de facteur unique responsable de l'émergence du conflit. Cela semble suggérer que la meilleure façon d'étudier la violence ethnique et d'offrir des alternatives crédibles de résolution du conflit est de construire un modèle intégré qui puisse prendre en compte un ensemble de facteurs pertinents pour le phénomène qui constitue le sujet de l'analyse.

## Typologie des conflits ethniques

L'ethnicité est de plus en plus souvent invoquée comme étant à l'origine des conflits internes. Qu'elle soit transformée par les élites en une importante ressource politique ou utilisée comme arrière-plan pour faire avancer les doléances sociopolitiques, économiques et culturelles des masses, l'ethnicité reste une variable importante dans une guerre interne. Depuis 1990, le nombre de conflits civils à enjeux purement politiques décline au profit des conflits où l'ethnicité joue un rôle central. Ainsi, l'ethnicité a été à l'origine de 46% des épisodes de violence politique, par rapport à 36% des conflits civils à caractère non ethnique et 18% des crises interétatiques<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> Conformément à la base de données *Major Episodes of Political Violence*, compilée par Monty G. Marshall, directeur du Center for Systemic Peace, <http://members.aol.com/CSPmgm/warlist.htm>.

Tout comme l'étude des origines des conflits intercommunautaires a engendré plusieurs approches et théories, la complexité des formes qu'ils peuvent prendre a nécessité la construction de typologies. Comme nous l'avons déjà mentionné, Gurr et Harff (1994) ont distingué quatre types de groupes ethniques mobilisés du point de vue politique. La nature du groupe ethnique influence ses revendications et la stratégie adoptée pour résoudre le conflit l'opposant à d'autres groupes ethniques. Par exemple, les ethno nationalistes, un groupe ethnique qui possède une histoire d'indépendance politique, auront comme principale doléance le rétablissement de leur propre État. Les peuples indigènes sont plutôt concernés par la protection de leurs territoires traditionnels, de leurs ressources et de leur culture. Les contestataires communautaires (*communal contenders*) sont des groupes qui se distinguent, du point de vue culturel, de la majorité ethnique du pays où ils vivent et, le plus souvent, ils s'engagent dans la compétition politique pour acquérir un meilleur accès au pouvoir dans le contexte d'une société pluraliste. Les ethno classes sont des minorités ou des immigrants dont les objectifs principaux concernent l'égalité de droits et de chances, afin de contrecarrer la discrimination résultant de leur statut social et politique.

Il existe donc des conflits ethniques qui se limitent à des revendications dont le but est une amélioration de la situation du groupe ethnique dans le cadre de la structure étatique dont il fait partie; ce type de conflit est rarement internationalisé, à l'exception des cas où l'on assiste à une violation massive des droits de l'homme, ce qui pourrait causer l'intervention d'une tierce partie.

Peuples indigènes, contestataires communautaires et ethno classes ont moins d'intérêt à faire des changements radicaux dans leur appartenance à un certain État et les acteurs externes ont moins de justification à s'y mêler, car les enjeux du conflit restent une question de politique intérieure et leur résolution est mieux réalisable dans le cadre des structures étatiques.

Dans certains cas toutefois, l'ethnicité, comme enjeu causant des conflits, ne reste pas confinée aux frontières internes de l'État. Certains types de conflits ethniques, comme dans le cas des ethno nationalistes, possèdent un fort potentiel de débordement, soit parce qu'ils attirent la participation d'autres États comme acteurs du conflit, soit parce qu'ils atteignent un stade où leur résolution nécessite l'intervention d'une tierce partie. Ce sont surtout les conflits irrédentistes et sécessionnistes qui sont sujets au processus

d'internationalisation parce que, dans les deux cas, l'enjeu du conflit est le changement du statu quo territorial et du statut juridique d'une population, ce qui a d'importantes conséquences aux plans régional et international.

### *Conflits irrédentistes*

L'irrédentisme est défini comme la tentative d'un État de détacher une partie du territoire – et de la population – d'un autre État afin de l'incorporer à l'intérieur de ses frontières. L'irrédentisme constitue, donc, un projet politique ayant comme but l'unification d'une communauté qui a la conscience d'une identité commune. C'est donc la population et le territoire qu'elle occupe qui ont le plus d'importance pour déterminer les frontières de l'État. Les conflits irrédentistes ont comme acteurs principaux des États qui se disputent un territoire, soit en raison d'un droit d'occupation historique, soit en raison de l'affinité ethnique avec le groupe minoritaire qui y habite (Carment, 1993).

Deux types de revendications sont, selon la littérature, à l'origine d'un mouvement irrédentiste. Premièrement, un certain groupe ethnique qui est majoritaire dans un État peut formuler des demandes irrédentistes à l'égard d'une minorité apparentée qui se trouve sur le territoire d'un État voisin. Dans cette situation, l'irrédentisme concerne aussi bien la demande faite par un gouvernement d'intégrer ses co-nationaux et le territoire qu'ils habitent dans ses frontières, que les demandes de la population minoritaire d'être réunie avec son groupe ethnique de l'autre côté de la frontière. Est ce que ce dernier aspect, illustré, par exemple, par le cas des Grecs d'Albanie, peut véritablement être considéré une forme d'irrédentisme ? Selon la définition classique de l'irrédentisme, la décision de récupérer une population avec le territoire qu'elle occupe et de changer, ainsi, les frontières existantes reste le privilège exclusif des autorités gouvernementales. De ce point de vue, l'irrédentisme se différencie de la sécession qui est essentiellement l'initiative du groupe ethnique, parce que l'irrédentisme relève des politiques de l'État. Cependant, une évolution plus récente dans la littérature démontre plus de flexibilité quant à la définition de l'irrédentisme.

Par exemple, une forme plus ambiguë d'irrédentisme concerne des groupes ethniques qui se trouvent éparpillés à l'intérieur de deux ou de plusieurs États, comme les Pashtounes en Afghanistan et Pakistan et les Kurdes en Turquie, Iran et Irak. Dans une telle

situation, le groupe ethnique peut rechercher l'union avec un de ces pays, ou il peut réclamer le droit de se constituer dans un État indépendant. Cependant, étant donné qu'il n'y a aucune patrie mère qui appuie ses revendications, la classification comme conflit irrédentiste devient problématique (Chazan, 1991).

L'irrédentisme, par définition, relève des relations interétatiques et a un poids important dans la diffusion des conflits ethniques. En outre, à cause de son but déclaré de changer des frontières étatiques déjà établies, l'irrédentisme est souvent à l'origine des guerres impliquant des États voisins ou l'intervention des tierces parties. Le cas des Kurdes en Irak illustre ces deux aspects. Non seulement la situation des Kurdes a constitué l'objet de plusieurs tensions entre l'Irak et ses voisins, l'Iran et la Turquie, mais elle a également attiré l'intervention des tierces parties qui ont dû s'impliquer pour apaiser un conflit qui posait de graves menaces à la sécurité régionale. La rébellion des Kurdes d'Irak, qui a éclaté après la première guerre du Golfe, a été brutalement réprimée par les autorités de Bagdad, ce qui a causé un flux d'environ un million de réfugiés vers la Turquie et l'Iran. Cela a provoqué une intervention des États-Unis, à la tête d'une coalition d'autres gouvernements, s'opposant au régime de Saddam Hussein. Cette intervention a eu comme conséquence l'établissement, en avril 1991, d'une zone libre au nord du pays destinée à protéger les Kurdes d'Irak contre de nouvelles représailles de la part des autorités irakiennes (Gurr et Harff, 1994).

Si l'irrédentisme est conçu comme une stratégie pour récupérer des groupes ethniques apparentés, avec le territoire qu'ils habitent dans un autre État, la dichotomie souvent présente entre les frontières des groupes ethniques et les frontières étatiques offrent d'innombrables possibilités aux ambitions irrédentistes. Toutefois, les conflits irrédentistes se font de moins en moins fréquents aujourd'hui. Par exemple, en Afrique après la décolonisation, dans le contexte de frontières que l'on qualifiait souvent d'« artificielles », seulement la Somalie dans le désert d'Ogaden et le Maroc au Sahara occidental se sont impliqués, dans des conflits dont la nature irrédentiste a été officiellement déclarée. Il est donc évident que la simple présence du même groupe ethnique dans des pays différents est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour avoir un mouvement irrédentiste. Cette observation a également des conséquences importantes pour notre sujet d'étude, car

l'irrédentisme constitue une piste intéressante pour étudier les incitations à l'origine de l'implication des acteurs externes dans les conflits ethniques.

Il faut également remarquer le changement qui s'est opéré, après la deuxième guerre mondiale, dans l'attitude de la communauté internationale concernant la légitimité des demandes irrédentistes, comme justification d'une intervention militaire dans un autre pays. Cela se reflète aussi dans la littérature scientifique qui, après la période de la décolonisation, a relégué d'une certaine manière l'irrédentisme à l'arrière-plan de ses objets de recherche. Toutefois, l'irrédentisme est un phénomène latent qui se manifeste, souvent, dans des périodes de changements importants du système international (Horowitz, 1985), par exemple, à l'époque de l'établissement des États en Europe centrale et orientale à la fin de la Première Guerre mondiale, à la suite du processus de décolonisation qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, ou encore à la fin de la bipolarité rigide de la guerre froide.

Aujourd'hui, si le symbole de la réunification avec la patrie mère fait encore partie du vocabulaire des élites nationalistes qui essaient de mobiliser les membres de leur groupe ethnique pour atteindre certains objectifs politiques, le discours change radicalement quand les mêmes élites justifient leurs actions devant les forums internationaux. Cette situation a été illustrée par l'intervention serbe en Croatie et en Bosnie. Malgré le projet déclaré de la « Grande Serbie » promu par plusieurs élites politiques et intellectuelles, le gouvernement serbe a toujours soutenu dans les instances internationales qu'il agissait, soit pour secourir des minorités ethniques serbes qui se trouvaient en danger, soit pour tenter une médiation du conflit (Cigar, 1995).

En somme, une demande irrédentiste et toute action entreprise pour sa réalisation sont condamnables selon les règles et les coutumes de la communauté internationale et ne seront que très rarement avancées comme justification d'un changement des frontières. En outre, une démarche irrédentisme implique automatiquement une guerre ouverte avec un autre État et cela peut également affecter la stabilité interne de l'État irrédentiste. Selon Horowitz (1985), l'irrédentisme est la prérogative des États homogènes. Dans des États hétérogènes, l'irrédentisme produit inévitablement des divisions parmi les différents groupes ethniques. Si le groupe irrédentiste n'a pas une position de pouvoir dans le cadre de l'État, ses revendications vont être soit ignorées soit supprimées (Weiner, 1971). Même

quand le groupe qui le promeut est au pouvoir, l'hétérogénéité crée de nombreux obstacles à l'irrédentisme.

Même parmi les membres du groupe irrédentiste, l'enthousiasme pour une telle politique n'est pas automatique et troisièmement, le groupe que l'on veut récupérer ne sera pas toujours accommodant. L'existence des griefs de nature sociale, culturelle ou économique est essentielle pour initier un projet irrédentiste. D'une part, la minorité peut convertir ces griefs en demandes irrédentistes. D'autre part, le rôle des entrepreneurs politiques est fondamental, car ils peuvent camoufler des projets expansionnistes sous le couvert du devoir sacré de la nation de libérer une population apparentée de l'oppression d'un autre État (Esman, 1995).

Même si un groupe ethnique veut renforcer sa position à l'intérieur d'un État en y attachant un territoire habité par un groupe apparenté, cela peut soulever l'opposition des groupes qui seraient désavantagés par ce changement : si un tel schéma menace de changer l'équilibre ethnique interne, les groupes désavantagés vont s'y opposer.

Alors même qu'elles sont au pouvoir, les élites qui proclament une idéologie irrédentiste ne vont pas forcément la mettre en pratique, car souvent les bénéfices n'excèdent pas les coûts d'une telle entreprise. Par exemple, si l'Irlande envisageait sérieusement de récupérer l'Irlande du Nord, elle se retrouverait avec un groupe protestant au nord qui formerait, sans doute, une minorité extrêmement non coopérante dans l'ensemble du nouvel État. L'hétérogénéité ethnique du territoire qui fait l'objet des prétentions irrédentistes doit donc être également prise en considération (Horowitz, 1985).

Finalement, pour revenir à la question de l'accord du groupe que l'on tente de récupérer, il est évident que les groupes n'ayant pas une affinité ethnique avec le groupe dominant dans l'État irrédentiste vont s'y opposer. Cependant même dans le cas des groupes apparentés, une opposition peut exister surtout quand l'État irrédentiste est hétérogène du point de vue ethnique. Dans de tels cas, les membres du groupe peuvent préférer la sécession et l'indépendance à l'intégration dans un nouvel État qu'ils ne peuvent pas entièrement contrôler. Le groupe peut préférer également ne pas quitter l'État dont il fait partie, particulièrement s'il peut améliorer sa position économique en utilisant la menace irrédentiste comme outil de négociation avec le gouvernement, comme l'ont fait les Pachtouns au Pakistan par exemple. Un autre aspect important est la distribution

démographique qu'a le groupe sur le territoire de l'État qui est visé par les prétentions irrédentistes, car si le groupe en question est dispersé dans plusieurs régions, et si seulement une partie du territoire habité par ce groupe passe à l'État irrédentiste, les autres membres du groupe seront abandonnés (Horowitz, 1985).

En conséquence, les principaux facteurs qui influencent la réalisation d'un projet irrédentiste sont : la composition ethnique de l'État irrédentiste (homogène ou hétérogène), la composition ethnique du territoire que l'on veut récupérer, ainsi que la distribution territoriale (Byman, 1997) et l'accord du groupe faisant l'objet des prétentions irrédentistes.

D'autres facteurs, tels que la puissance économique relative des deux pays, peuvent aussi être importants. Par exemple, le fait que l'Afghanistan soit plus pauvre que le Pakistan a fait en sorte que la minorité pachoune du Pakistan, malgré un projet de nature irrédentiste qui visait à la réunir à l'Afghanistan, n'a jamais donné son plein accord à ce projet (Horowitz, 1985). La même situation existe actuellement au Kosovo, où la majorité de la population préfère l'indépendance à un éventuel rattachement à l'Albanie. Il est, donc, souvent plus intéressant de faire l'objet des prétentions irrédentistes d'un État plus riche que l'État auquel l'on appartient actuellement, mais il y a aussi des exceptions, comme dans le cas de la Somalie.

Par conséquent, étant donné les risques élevés et les résultats plutôt hasardeux de l'irrédentisme, ce n'est pas étonnant que, dans le monde contemporain, très peu de cas soient répertoriés. Qu'est-ce qui pousse quand même un État à adopter une politique irrédentiste? En se concentrant sur un niveau d'analyse intra étatique, Donald Horowitz (1985) a découvert que, dans les rares cas où l'irrédentisme est devenu une politique d'État, il y avait des liens personnels entre les leaders des pays irrédentistes et le groupe ou le territoire que l'on voulait récupérer. Ainsi, il explique les tendances irrédentistes de la Libye dans le Tchad du Nord par le fait que la famille de Kadhafi était elle-même originaire de cette région. Siyad Barré, le dirigeant somalien jusqu'en 1991 provenait du clan Darood, qui habite aussi la région du désert Ogaden sur laquelle la Somalie émettait des prétentions irrédentistes. La même situation se retrouve dans le cas de l'Afghanistan, dont les dirigeants les plus irrédentistes avaient aussi des racines dans les groupes pashtounes de Pakistan. Cette hypothèse reste toujours à vérifier dans d'autres cas d'irrédentisme, mais c'est intéressant de remarquer que, dans les cas cités, ce n'est pas seulement une affinité

ethnique, mais une parenté beaucoup plus directe et étroite qui influence la politique irrédentiste. En même temps tous ces régimes étaient des autocraties qui gouvernaient des sociétés traditionnelles où les liens familiaux et de clan des élites politiques pouvaient opérer sans trop d'obstacles.

Dans le cas où une politique irrédentiste a du succès, les résultats seront probablement semblables à ceux de la sécession, c'est-à-dire des nouvelles tensions ethniques dans l'État irrédentiste. Souvent, pour donner une réplique aux projets irrédentistes, il suffit de démolir le mythe de l'homogénéité ethnique. Même dans des États comme la Somalie, qui sont souvent décrits comme mono ethniques, la structure des clans sur laquelle repose la société sera inévitablement perturbée par l'addition du territoire d'Ogaden avec ses habitants Darood et soulèvera l'opposition des autres clans (Horowitz, 1985).

En conclusion, si l'irrédentisme est un phénomène moins fréquent dans l'univers des processus d'internationalisation des conflits ethniques, les résultats d'une telle stratégie restent aussi médiocres. En général, une politique irrédentiste provoque la formation d'alliances défensives ainsi que d'autres mesures de condamnation au niveau international. Cela s'inscrit dans une politique de plus en plus enracinée de l'inviolabilité des frontières qui, malgré ses paradoxes parfois dangereux, reste la règle fondamentale en relations internationales. De plus, une fois qu'un projet irrédentiste perd son pouvoir de justification et de légitimation, il devient très difficile de mobiliser un appui politique (Kornprobst, 2007).

Malgré son déclin idéologique, il ne faut pas sous-estimer le potentiel de déstabilisation de l'irrédentisme, car, s'il se transforme à un moment donné en une confrontation violente, son caractère interétatique combiné à la volatilité issue des enjeux ethniques le rend extrêmement réceptif à la diffusion et favorise l'émergence d'un conflit généralisé dans la région.

### *Conflits sécessionnistes*

La sécession représente la tentative d'un groupe ethnique qui réclame une patrie, de se retirer, avec le territoire qu'il habite, de l'autorité d'un État plus large dont il fait partie (Horowitz, 1991). Les conflits sécessionnistes concernent surtout les demandes

d'autodétermination émises par un groupe ethnique qui désire poursuivre sa propre forme d'organisation étatique. Ce type de conflit a un grand potentiel d'internationalisation soit par l'intermédiaire d'un État voisin qui appuie les objectifs du groupe ethnique séparatiste, soit par l'intermédiaire de la médiation d'une tierce partie (Carment, 1993).

Le sécessionnisme a souvent été relié aux demandes d'autodétermination des peuples. Il faut cependant remarquer que toutes les demandes d'autodétermination ne mènent pas forcément à la sécession. Dans la plupart des cas où un mouvement séparatiste est actif, une grande partie du groupe concerné ne favorise pas la sécession et, peu importe leur attitude en ce qui concerne la sécession, un nombre prépondérant des membres du groupe vont privilégier des changements majeurs dans le système politique qui auront comme conséquence plus d'autonomie (Connor, 1994).

L'autodétermination est le fruit du mariage entre la souveraineté populaire et l'ethnicité. Quand est-il légitime pour un groupe ethnique de réclamer son droit à l'autodétermination? La doctrine de « l'autodétermination des nations » conçue par Wilson n'avait pas au départ la portée universelle qu'elle a acquise par la suite. Elle concernait seulement les nations qui se trouvaient auparavant sous l'emprise des pays vaincus à l'issue de la Première Guerre mondiale. Par la suite, l'autodétermination a souvent été invoquée par des groupes essayant de s'émanciper d'un gouvernement étranger, comme cela a été le cas pour les mouvements de décolonisation en Afrique et Asie. Cependant, il faudrait remarquer que, même si ces mouvements d'indépendance ont été menés au nom de l'autodétermination des nations, ils réclamaient, en fait, une indépendance politique qui n'était pas en accord avec la distribution territoriale des groupes ethniques et qui prenait comme acquises les frontières administratives des anciennes puissances coloniales. Cela a conduit à l'émergence d'une nouvelle vague d'États multinationaux, souvent sujets à des tensions interethniques (Connor, 1994). Comme ailleurs dans le monde postcolonial, l'Afrique a connu très peu de conflits irrédentistes par rapport à une multitude de mouvements sécessionnistes (Horowitz, 1985 :229).

Évidemment, ce ne sont pas toutes les demandes d'autodétermination qui peuvent être acceptées. Le droit des États de préserver leur intégrité et leur ordre intérieur et de punir des actes de trahison est une réponse acceptée par les normes internationales face aux tentatives de sécession de la part des minorités. Il faut, cependant, remarquer que la plupart

des méthodes par lesquelles les gouvernements ont combattu des mouvements sécessionnistes ont été de nature coercitive, incluant souvent l'emploi de la force, ce qui a souvent attiré l'implication des acteurs externes.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les États ont accepté d'adhérer à une série de normes et de règles qui limitent les circonstances dans lesquelles un peuple a le droit de réclamer l'indépendance. Comme mentionné plus haut, dans un premier temps seulement, les peuples colonisés avaient le droit à l'indépendance et seulement des entités autodéterminées qui avaient été auparavant placées sous un gouvernement colonial ont été reconnues comme États souverains par des tierces parties. Un autre principe à la base de cette doctrine largement acceptée concernait la non-intervention dans les affaires internes d'un État (Bélanger, Duchesne, Paquin, 2005).

À la fin de la guerre froide, ces règles à caractère ouvertement anti-sécessionniste ont connu plus de flexibilité afin de mieux intégrer les valeurs libérales et démocratiques. Le souci de protéger les droits de l'homme est devenu un critère très important qui, s'il est violé, pouvait légitimer la sécession. Il y a de plus en plus de consensus parmi les membres de la communauté internationale concernant le fait que des groupes qui subissent l'exploitation, la domination et l'injustice sociale de la part de leur gouvernement central ont le droit de réclamer la sécession. Par contre, la légitimité des demandes sécessionnistes souffre beaucoup quand il s'agit d'un État démocratique, parce qu'en général un régime démocratique va offrir une multitude de possibilités pour assurer le droit à l'autodétermination de ses populations et la protection des droits des minorités (Bélanger, Duchesne, Paquin, 2005). Les normes internationales sont, donc interprétées comme donnant un droit exceptionnel de sécession seulement aux peuples qui ne peuvent pas exercer leur droit à l'autodétermination dans l'État où ils vivent à cause des politiques de répression ou parce qu'ils sont colonisés. Dans toute autre circonstance, les peuples sont tenus à exercer leur droit à l'autodétermination dans le cadre de l'État existant. Également, la légitimité d'un mouvement sécessionniste dépend de la volonté démocratiquement exprimée par le peuple qui habite la région sécessionniste.

Par exemple, dans le cas du Timor-Oriental, une des rares instances où un projet sécessionniste a eu du succès, plusieurs facteurs ont contribué à sa reconnaissance par la communauté internationale. Sans aucun doute, l'invasion indonésienne du Timor-Oriental

en 1975 et la condamnation internationale qu'elle a suscitée ont aidé à légitimer la lutte pour l'indépendance des Timorais. Toutefois la répression brutale pratiquée par l'armée indonésienne face aux demandes d'indépendance du Timor-Oriental ainsi qu'aux violations fréquentes des droits de l'homme intrinsèques au régime autoritaire et répressif de l'Indonésie ont mobilisé l'appui de la communauté internationale en faveur du mouvement sécessionniste. Même après le changement de leadership politique qui a rendu possible l'organisation d'un référendum permettant au peuple timorais de choisir entre l'autonomie dans le cadre de l'Indonésie et l'indépendance, l'option claire de la population du Timor-Oriental en faveur de la sécession a provoqué des actions brutales de la part de l'armée et des milices indonésiennes. En conséquence, une administration provisoire des Nations unies a dû prendre la relève jusqu'à l'organisation des élections nationales en août 2001, en consacrant ainsi l'indépendance de la jeune nation.

L'autre cas de sécession réussie est celui du Kosovo. Les discriminations de longue date subies par la population albanaise, ainsi que la répression intense qui a culminé avec les massacres et les expulsions massives menant à la guerre de 1999, ont sans doute été le facteur déterminant dans la décision des puissances occidentales de soutenir le projet indépendantiste.

Donald Horowitz (1991) a souligné l'interchangeabilité des dimensions irrédentistes et sécessionnistes propres aux conflits ethniques. Souvent irrédentisme et sécessionnisme constituent une alternative l'un à l'autre. La convertibilité des demandes, qui sont à l'origine d'une mobilisation ethnique, fait en sorte qu'un conflit change de catégorie en fonction des opportunités. Si les conditions ne sont pas propices à un mouvement irrédentiste, la stratégie du groupe ethnique peut se transformer afin de favoriser le sécessionnisme et vice-versa. Ce sont la flexibilité des revendications, le contexte international et les affinités ethniques transfrontalières qui influencent d'une manière essentielle la transformation du conflit.

Il est évident que, dans le monde moderne, les conflits sécessionnistes sont beaucoup plus fréquents que les conflits irrédentistes. Malgré cette supériorité numérique des projets sécessionnistes, les résultats sont les mêmes dans les deux cas : globalement, très peu de sécessions ont eu du succès. La validité de cette affirmation est, quand même,

tempérée par l'exemple du démantèlement des fédérations communistes, l'URSS, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie à la fin de la guerre froide. Des circonstances internationales particulières et le fait qu'il s'agissait de quasi-États qui avaient une histoire antérieure d'indépendance et qui étaient maintenus ensemble par des régimes répressifs expliquent peut-être ce phénomène. Après que le système international ait retrouvé sa stabilité, les probabilités de succès des mouvements séparatistes sont redevenues très faibles.

Malgré le fait que les sécessions constituent une forme distincte dans l'univers des conflits ethniques, elles conservent, toutefois, plusieurs caractéristiques générales propres à ceux-ci.

Par exemple, l'adoption d'une stratégie sécessionniste repose sur un calcul par les élites quant à la réalisation des intérêts du groupe. La rationalité de ce calcul n'est pas toujours apparente; en fait, dans la plupart des cas, les groupes optent pour la sécession même si, à première vue, ce n'est pas dans leur intérêt. Souvent, il s'agit de régions pauvres qui reçoivent des subventions du centre, mais la décision de se séparer est prise et cela malgré les coûts économiques de la sécession.

Au moment de prendre une décision définitive concernant la sécession, les intérêts économiques des élites et ceux des masses peuvent être différents. Les élites éduquées vont y gagner par la création de nouvelles opportunités dans un État plus petit, même s'il est plus pauvre. La sécession crée de nouveaux débouchés et réduit la compétition. Toutefois, la virulence des mouvements sécessionnistes ne peut être que rarement attribuée exclusivement aux intérêts égoïstes des élites. Malgré une divergence d'intérêts, un processus avancé de sécession est souvent modelé et dirigé par une avalanche de sentiments ethniques qui indiquent que la continuation de l'appartenance à l'État actuel est inconcevable. Les raisons économiques jouent rarement un rôle principal dans les sécessions (Horowitz, 1985).

La décision de se séparer dépend souvent du degré d'animosité et de menace qu'un groupe ethnique éprouve par rapport aux autres groupes qui forment l'État. Généralement, les groupes qui réclament l'indépendance sont aussi les groupes qui ont subi la répression dans le cadre d'un État (Lustick, Miodownik, Eidelson, 2004). En Espagne en comparant les mouvements nationalistes des Basques et des Catalans, on constate que, bien que les

derniers aient une toute aussi grande conscience de leur identité de groupe que les premiers, et qu'en outre ils sont appuyés par une plus large population, ce sont les Basques qui ont recouru à des stratégies plus radicales et violentes. Cela peut être expliqué en partie par les politiques de répression massive pratiquées par le régime de Franco contre la population basque. Également, le fait qu'il y ait une partie des Basques qui habitent en France rend le projet d'indépendance plus attrayant en vue d'une éventuelle unification des territoires basques (Horowitz, 1985). On peut remarquer, dans ce cas, l'impact qu'a l'animosité du groupe ethnique envers le pays où il habite, dans la formulation de ses objectifs politiques déclarés. Il faudrait aussi y rajouter l'importance que peut revêtir un éventuel appui externe. Évidemment, un groupe ethnique apparenté dans un pays voisin qui a également accès au pouvoir politique peut constituer une ressource importante pour l'acquisition d'un appui externe.

Ces observations doivent toutefois être nuancées par d'autres considérations d'ordre pratique qui façonnent la stratégie des groupes ethniques contestataires. Par exemple, les Kurdes en Irak, malgré la répression qu'ils ont subie, ont toujours nié que leur objectif était l'indépendance, en se limitant à réclamer l'autonomie régionale (Tripps, 2002: 274). La raison dans ce cas est clairement tactique : s'ils avaient déclaré l'indépendance comme objectif politique final, les Kurdes d'Irak auraient provoqué l'hostilité des pays voisins, Syrie, Iran et Turquie qui ont, eux-mêmes, des minorités kurdes. En conséquence, pour des raisons tactiques, les demandes des sécessionnistes sont souvent flexibles; ils peuvent souvent renoncer à l'indépendance pour une autonomie plus large ou dans l'espoir de dominer l'État existant, en fonction des négociations avec le gouvernement central ou d'un environnement international plus ou moins hostile à leurs griefs. Il y a même des groupes qui vont préférer garder l'ambiguïté quant à leurs demandes, non seulement pour les raisons énoncées plus haut, mais aussi pour éviter des divisions internes, entre les factions plus radicales et plus modérées.

En conclusion, les conflits sécessionnistes se trouvent au carrefour des politiques internes et internationales. Un mouvement sécessionniste prend naissance, principalement, en raison des politiques intérieures d'un pays et à cause de la relation entre le groupe ethnique et l'État. Toutefois, sa réussite dépend en grande partie des facteurs internationaux, de l'équilibre de forces et intérêts qui dépassent les limites de l'État

(Horowitz, 1985). Pour cette raison, l'implication des acteurs externes dans les sécessions peut avoir une influence majeure, en déterminant soit l'apaisement, soit la radicalisation d'un mouvement sécessionniste.

Pratiquement tous les mouvements sécessionnistes forts d'après la Deuxième Guerre mondiale ont bénéficié de l'appui des acteurs internationaux puissants, tout comme les régimes qui ont combattu les sécessionnistes. Le Bangladesh a acquis son indépendance en partie comme conséquence de l'appui explicite de l'Inde qui s'est déclarée prête à aller en guerre contre le Pakistan (Islam, 1985).

Toutefois, les engagements des acteurs externes en faveur des sécessionnistes sont souvent incomplets et insuffisamment durables pour assurer le succès dans les conflits prolongés et violents qui accompagnent les sécessions. La fluidité des relations internationales, la possibilité de négocier afin d'assurer l'apaisement du conflit (une situation qui avantage clairement l'État au détriment du groupe séparatiste), la possibilité de contagion et la menace d'autres conséquences d'ordre interne inhibent une implication majeure et durable en faveur des mouvements sécessionnistes. En réalité, très peu d'États vont se déclarer prêts à aller en guerre contre un autre État pour défendre la cause des sécessionnistes.

Plusieurs approches théoriques expliquent la décision d'un État d'appuyer ou non un groupe sécessionniste dans un autre pays. Premièrement, les rivalités régionales constituent presque toujours une raison à l'origine de l'appui externe pour et contre le séparatisme. Nous pouvons citer à titre d'exemple la rivalité Inde - Pakistan dans le cas du Bangladesh ou Iran - Irak dans le cas des Kurdes. L'aide de l'Iran en faveur des Kurdes en Irak a atteint des proportions phénoménales dans les années 1974-1975, mais l'Iran a cessé brusquement toute aide aux Kurdes lorsqu'il a obtenu un compromis avec l'Irak sur une dispute territoriale concernant l'estuaire Shatt-Al-Arab. Cela a complètement découragé la révolte kurde. En 1979 l'Iran est de nouveau en conflit ouvert avec l'Irak, cependant il refuse toute aide aux Kurdes irakiens parce qu'il doit faire face lui-même à une révolte séparatiste parmi sa propre population kurde (Horowitz, 1985). Les chances que les conditions internes et externes soient favorables à une intervention prolongée en faveur du groupe séparatiste sont donc souvent très minces.

Deuxièmement, les prétentions irrédentistes d'un État voisin sur le territoire du pays où a lieu le mouvement sécessionniste peuvent également alimenter son implication dans le conflit. Cela est bien sûr corrélé avec l'existence des affinités ethniques transfrontalières qui vont souvent diriger l'appui en faveur d'un groupe ethnique. Selon cette théorie, l'État appuiera la partie au conflit qui a une affinité ethnique avec l'électorat de ses dirigeants politiques (Saideman, 1997).

En troisième lieu, une théorie véhiculée surtout à l'époque de la guerre froide soutenait que les États qui sont eux-mêmes vulnérables à la sécession, vont s'abstenir d'aider les séparatistes ou vont aider l'État contre les sécessionnistes. La peur de contagion et de l'effet de domino va prévaloir dans leur politique étrangère (Horowitz, 1985). La force d'un mouvement sécessionniste, particulièrement s'il est appuyé par un acteur externe, peut inciter d'autres mouvements séparatistes à cause de l'éventuel succès ou des concessions obtenues par le groupe initial. Cependant, il faut remarquer que les possibilités de contagion sont beaucoup plus accentuées à l'intérieur de l'État où la sécession a lieu (Horowitz, 1985). Un État qui a subi une sécession est plus à risque de devoir faire face à d'autres, comme l'ont montré les cas de la Yougoslavie et de l'URSS.

La vulnérabilité explique aussi pourquoi un État respecte les normes de coopération internationale, telles que le principe de non-intervention dans les affaires internes des autres États. Par exemple, la vulnérabilité commune aux États africains est une incitation très forte à la coopération, parce que le contraire pourrait résulter en un effet de domino dangereux, qui pourrait mener à des changements incessants des frontières en Afrique. En conséquence, conformément à cette théorie, les États africains perdurent malgré l'ampleur de leurs mouvements sécessionnistes, parce que leurs dirigeants n'ont pas d'autre choix que d'accepter les règles et les normes de coopération (Saideman, 1997).

Toutefois, cette théorie n'offre pas une explication exhaustive de l'appui des États à la cause des séparatistes dans d'autres États. En réalité, il existe de multiples exceptions à cette règle, l'Albanie a reconnu le Kosovo, l'Italie a reconnu la Croatie, et la Russie a ouvertement appuyé la Transnistrie. Cela montre que des États multiethniques et même menacés par des sécessions vont tout aussi bien appuyer des mouvements sécessionnistes que des États homogènes.

Enfin, une théorie connexe au programme de recherche sur la paix démocratique met l'accent sur le type de régime. Ainsi, un État démocratique n'appuiera presque jamais un mouvement sécessionniste dans un autre État démocratique. Cette théorie est basée sur le fait que, dans les années 1990, une nouvelle norme internationale est apparue qui évalue la légitimité des mouvements sécessionnistes selon le degré d'autodétermination qu'ils exercent dans l'État. Cela est la principale raison qui guide la politique étrangère des démocraties envers les groupes séparatistes. Les démocraties vont donc estimer la légitimité des revendications séparatistes en fonction de la nature du régime qui gouverne le groupe séparatiste. Par conséquent, les mouvements séparatistes qui ont lieu dans le cadre des pays démocratiques ne vont pas recevoir l'appui d'autres démocraties, parce qu'on présume que les démocraties libérales modernes fournissent aux minorités la possibilité d'autodétermination à l'intérieur de l'État, ce qui est incompatible avec une demande de sécession. Les démocraties vont, donc, s'opposer aux mouvements sécessionnistes dans d'autres démocraties parce qu'elles partagent des valeurs politiques communes, qui assurent le respect des droits des minorités et des nations. Ainsi, des mouvements sécessionnistes qui se sont développés dans des démocraties libérales, tels qu'au Québec, au Tyrol du Sud et au Pays Basque, ne vont probablement pas recevoir l'appui d'autres démocraties. De même, la démocratisation de l'Irak va, probablement, réduire de manière significative un éventuel appui de ce pays au mouvement sécessionniste kurde en Turquie. Parallèlement, le mouvement sécessionniste kurde en Irak ne recevra plus d'appui de la part des autres États démocratiques ou des organisations internationales composées par des États démocratiques (Bélanger, Duchesne, Paquin, 2005).

Selon un corollaire de cette théorie, les mouvements de sécession dans le cadre des autocraties ont beaucoup plus de chances de recevoir l'appui des acteurs externes, soit démocraties soit autocraties.

Plusieurs conclusions pertinentes pour notre sujet d'étude peuvent être tirées de cette section. Tout d'abord, les conflits sécessionnistes sont généralement le résultat des dissensions graves entre le groupe ethnique et l'État dont il fait partie; en général la sécession est une stratégie de dernier recours employée quand la continuation de l'appartenance aux structures politiques existantes est perçue comme une menace à la survie du groupe. Deuxièmement, l'appui externe est un facteur important pour le succès

d'un programme sécessionniste; ainsi, les groupes ethniques sécessionnistes essaient d'attirer une implication externe, de préférence favorable à leur cause, afin de maximiser leurs chances dans le conflit. L'irrédentisme et les affinités ethniques transfrontalières, ainsi qu'une rivalité traditionnelle avec le pays affecté par le mouvement sécessionniste, sont des facteurs importants dans la décision d'un État d'intervenir dans le conflit. Finalement, le type de régime politique est une variable extrêmement importante dans l'étude de sécessions : les mouvements sécessionnistes qui se développent dans des démocraties ont très peu de chances d'attirer un appui externe et d'obtenir la légitimation nécessaire à leur reconnaissance internationale. Une combinaison de ces facteurs pourrait éventuellement expliquer un possible processus de diffusion dans le cas des conflits sécessionnistes.

### Débordement du conflit ethnique : diffusion et contagion

La définition des concepts tels que l'escalade, la diffusion et la contagion des conflits ne fait pas l'unanimité des auteurs qui se sont penchés sur ces sujets. Une première tentative de définition a été faite par Manus Midlarsky (1978), mais il avouait à l'époque le besoin de raffiner ces concepts. Selon Midlarsky (1978) la diffusion est la propagation d'un type particulier de comportement à travers le temps et l'espace, comme conséquence d'un ensemble d'événements indépendants. Par exemple, la diffusion d'un conflit ethnique est provoquée par les interactions du groupe ethnique avec certains éléments de son environnement (circonstances sociopolitiques, attitudes des tierces parties, opportunités politiques).

La contagion, selon le même auteur, est la propagation d'un type particulier de comportement à travers le temps et l'espace comme le résultat de l'adoption du prototype ou du modèle qui est à la base de ce comportement par d'autres groupes (par exemple, stratégies de gérer un conflit, pratiques employées par les belligérants pour faire avancer leurs intérêts).

Most et Starr (1990) décrivent ce qu'ils appellent « la diffusion spatiale » comme étant un processus par lequel des événements, dans une entité politique, sont conditionnés par l'occurrence des événements similaires dans d'autres entités politiques à un moment antérieur. Cette définition large inclut non seulement l'expansion d'un conflit interétatique

par la participation d'une tierce partie du côté d'un des belligérants, ce qui augmente le nombre des acteurs impliqués dans des confrontations armées, mais également le début d'un nouveau conflit, ce qui est normalement connu sous le nom de contagion. Hammarstrom et Heldt (2002) reprennent la définition de Most et Starr (1990) en accentuant le fait que la diffusion d'un conflit comprend l'expansion ou l'amplification du conflit, ce qui signifie une augmentation du nombre des participants au conflit.

Ces définitions ont été conçues principalement pour décrire des processus de diffusion des conflits interétatiques, une situation où un conflit entre deux États se transforme en une guerre régionale ou mondiale.

Les nouveaux développements dans la littérature, ayant comme objet d'étude le débordement des conflits ethniques, montrent que des concepts tels que la diffusion et la contagion sont souvent employés de manière interchangeable. Par exemple, pour Lobell et Mauceri (2004 :3), la diffusion et la contagion décrivent le même phénomène, un processus de débordement par lequel les conflits internes d'un pays affectent directement les pays voisins, tandis que l'escalade concerne l'implication d'autres États, acteurs non étatiques ou autres groupes ethniques dans le conflit. Leurs définitions reprennent celles de Lake et Rothchild (1998) dont l'ouvrage reste le point de référence dans la littérature portant sur les processus d'internationalisation et débordement des conflits ethniques.

Selon Lake et Rothchild (1998), la diffusion a lieu quand le conflit dans une région influence la probabilité d'un conflit ailleurs. Leur définition n'inclut pas la participation d'autres belligérants comme étant un signe de diffusion, mais plutôt d'escalade, tandis que leur définition de la diffusion ressemble plus au processus de contagion : selon les mêmes auteurs, la diffusion aurait comme cause le flux d'informations qui influence les croyances des groupes ethniques dans d'autres sociétés. Le concept de contagion n'est pas du tout utilisé dans leur analyse du risque de débordement des conflits ethniques.

Le même flou conceptuel entre diffusion, contagion et escalade se retrouve dans le livre de Lobell et Mauceri (2004). La seule différence qui sépare la diffusion de l'escalade semble être le fait que le premier processus est l'initiative d'un groupe ethnique qui est partie au conflit, tandis que l'escalade est plutôt celle d'un groupe ethnique apparenté qui se trouve dans un pays voisin au conflit. Sans nier la valeur de cette distinction, nous considérons qu'il est important d'analyser ensemble les incitations venant de la part du

groupe ethnique qui est partie au conflit et celles des pays voisins qui décident de s'y impliquer. Les deux aspects nous paraissent étroitement liés et leur interaction, plutôt que leur action séparée, semble causer le processus de diffusion, comme cela a été le cas pour l'intervention de la Serbie en Bosnie, de l'Inde au Sri Lanka et du Pakistan au Cachemire.

Le problème intrinsèque à ce type de définitions, plutôt générales et imprécises, est qu'elles ont tendance à ignorer d'autres phénomènes qui caractérisent l'évolution des conflits ethniques. Par exemple, si l'escalade signifie un nombre accru d'acteurs impliqués dans le conflit, quel autre terme pourrions-nous utiliser pour décrire une nouvelle phase d'antagonisme plus intense ou violent dans l'évolution du conflit ? En fait, il y a beaucoup d'auteurs qui emploient le concept d'escalade pour décrire une hausse dans l'intensité de la crise, illustrant le processus qui mène des confrontations de basse intensité à la guerre généralisée (Carment, 1993, 1995, 2001; Dixon, 1996; Roeder, 2003; Spalding, 2000). L'escalade d'un conflit ethnique est d'habitude annoncée par des pertes humaines et matérielles importantes, par des dislocations de populations (flux de réfugiés) ou par une situation d'effondrement des structures étatiques (Carment et James, 1998). En ce sens, l'escalade d'un conflit ethnique est directement reliée à l'intensité de la violence qui accompagne ce nouveau stade du conflit. Plus explicitement, l'escalade est conceptualisée comme une étape de transition du conflit qui est caractérisée par un changement vers un niveau plus violent de la confrontation (Dixon, 1996).

Comme nous l'avons déjà mentionné, d'autres définitions de la diffusion, particulièrement dans la littérature portant sur le débordement des conflits interétatiques, emploient ce terme pour désigner un nombre accru d'acteurs impliqués dans une dispute internationale (si l'on suppose que chaque dispute éclate initialement entre deux acteurs) (Hammarstrom et Heldt 2002).

Même si ce phénomène peut être corrélé ou non à une intensification du conflit (escalade), nous sommes en présence d'un processus différent qui affecte l'évolution d'un conflit. Cependant, la contagion se réfère au processus par lequel les actions d'un groupe fournissent l'inspiration et les lignes directrices, autant stratégiques que tactiques, à d'autres groupes dans des pays différents (Gurr, 1996) et se distingue donc d'un processus de diffusion, tel que défini dans le paragraphe précédent. Par conséquent, nous considérons utile de faire une distinction entre les deux processus de débordement, diffusion et

contagion, car chacun suit un scénario différent et les facteurs à leur origine ne sont pas les mêmes.

Par conséquent, pour des raisons analytiques, étant donné que les deux conflits qui se trouvent au cœur de notre analyse ont éprouvé aux différents stades de leur évolution chacun des trois processus décrits plus haut, nous avons choisi d'employer le concept de diffusion tel que défini par la littérature sur la diffusion des conflits interétatiques. Ainsi, la *diffusion* désigne fondamentalement la participation d'acteurs additionnels (différents des belligérants originels) au conflit. Le tableau qui suit schématise les définitions de ces trois concepts, diffusion, contagion et escalade.

Tableau 1

### Diffusion, contagion, escalade

Concept	Définition	Exemples
Diffusion	<ul style="list-style-type: none"> <li>▫ Forme directe de débordement</li> <li>▫ Expansion du conflit à partir de son foyer initial à l'extérieur des frontières nationales par l'implication d'un nombre accru d'acteurs étatiques.</li> <li>▫ Phénomène essentiellement régional</li> <li>▫ Résultat du choix délibéré des acteurs</li> </ul>	L'intervention de la Serbie dans le conflit opposant les Serbes de Krajina au gouvernement Croate (1991-1995)
Contagion	<ul style="list-style-type: none"> <li>▫ Forme indirecte de débordement</li> <li>▫ Les actions d'un groupe fournissent l'inspiration et les lignes directrices qui se trouvent à la base des actions stratégiques d'un autre groupe dans un pays différent</li> <li>▫ Phénomène systémique, mais plus accentué au niveau régional</li> <li>▫ Phénomène d'apprentissage social</li> </ul>	L'éclatement des confrontations violentes entre les Albanais de Macédoine et le gouvernement de Skopje alimentées par les succès des Albanais de Kosovo qui ont pu attirer l'intervention de l'OTAN à leurs côtés (2001)
Escalade	<ul style="list-style-type: none"> <li>▫ Nouveau stade dans l'évolution d'un conflit</li> <li>▫ Désigne l'intensification du conflit, soit le passage d'une confrontation de basse échelle à des stades supérieurs de violence ou d'antagonisme pouvant mener à l'éclatement d'une guerre ethnique.</li> </ul>	Le conflit rwandais après 6 avril 1994

Notre recherche se concentre principalement sur les origines, les causes et les facteurs qui facilitent ou, au contraire, inhibent les processus de diffusion des conflits ethniques. En conséquence, les sections suivantes s'arrêteront sur les scénarios qui, selon la littérature dans ce domaine, expliquent ce phénomène. Pour une meilleure compréhension des concepts, nous allons dresser une parallèle entre les mécanismes causaux à l'origine de la diffusion et ceux qui provoquent la contagion dans le cas des conflits ethniques.

### *Diffusion*

Plusieurs modèles ont été conçus pour expliquer la diffusion des conflits interétatiques. Les scénarios de diffusion mettent l'accent soit sur les moyens à la disposition des États qui conditionnent leur participation au conflit, soit sur un ensemble de facteurs internes et externes dont l'interaction mène à la décision d'un État de s'impliquer dans un conflit, ou encore sur le réseau qui réunit plusieurs unités politiques et qui agit comme un véhicule de diffusion.

Le modèle de Most et Starr (1990) stipule que si une guerre commence aux frontières d'un État, celui-ci pourrait être impliqué dans le conflit en fonction des changements perçus concernant sa vulnérabilité, l'incertitude, les risques et les occasions qui accompagnent l'émergence d'une confrontation militaire. Ce type de mécanismes de diffusion met l'accent sur les relations de pouvoir entre les États et est le plus souvent associé avec une perspective réaliste des relations internationales. Un exemple serait l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique en 1979. Soucieuse d'assurer la survie d'un régime prosoviétique dans un pays dont l'importance est accrue par sa proximité géographique, l'Union soviétique décide de s'impliquer dans le conflit civil qui oppose une faction rebelle au gouvernement afghan. Malgré certaines actions entreprises par les États-Unis (embargo sur l'exportation de certains produits vers l'Union soviétique et boycott des Jeux olympiques de Moscou), ceux-ci décident de ne pas participer de façon directe au conflit. Cela confirme le calcul de Moscou qui, ayant perçu un changement dans son environnement, a agi afin de maximiser ses intérêts (la préservation d'un régime prosoviétique) sans pour autant déclencher une confrontation directe avec les États-Unis.

Un autre cadre théorique portant sur l'analyse de la diffusion des conflits interétatiques souligne le rôle des corrélations entre des facteurs internes et la politique

étrangère des États. Des rivalités idéologiques, ethniques ou religieuses entre des groupes non gouvernementaux qui agissent à travers les frontières peuvent influencer la politique étrangère d'un État à l'égard de son voisin. Ainsi, la présence dans un État d'un groupe, qui se trouve dans une situation de conflit ouvert avec les autorités en place et qui cherche ou accepte l'aide de la part d'autres États afin de contester le pouvoir politique en place, accroît le risque de diffusion du conflit, pouvant provoquer un conflit interétatique dans la région (Hammarstrom, 1994). Ce modèle pourrait expliquer l'évolution du conflit au Kosovo. Une fois que l'autonomie de cette province a été retirée par le gouvernement serbe en 1989, la population albanaise a adopté une constitution séparée en 1990. Le mouvement séparatiste albanais, constitué ainsi comme une faction s'opposant au régime de Belgrade, a longtemps eu l'appui moral de l'Albanie qui s'est prononcée d'une façon très franche contre la politique des autorités serbes au Kosovo. Des rencontres ont eu lieu entre les leaders des Albanais du Kosovo et des représentants du gouvernement albanais. Même si ces contacts politiques ont été la seule manifestation de l'implication de l'Albanie dans le conflit au Kosovo, cela a établi une relation d'inimitié entre l'Albanie et la Serbie, allant jusqu'à des incidents armés à la frontière des deux pays en juillet 1991 (Hammarstrom, 1994).

Finalement, un troisième modèle théorique met l'accent sur l'importance des réseaux reliant certains types d'unités qui partagent des caractéristiques communes ou un type spécifique de relations. Ce modèle essaie d'expliquer à la fois des processus de diffusion et de contagion. L'hypothèse principale est que deux acteurs dans un système social ont tendance à adopter un comportement semblable quand ils occupent des positions similaires dans le système. Deux acteurs occupent une position similaire dans le système quand ils ont des relations similaires par rapport à un troisième acteur. Ainsi, l'État B et l'État C seront considérés comme ayant des positions similaires par rapport à l'État A si B et C appuient une faction anti-régime qui agit dans le cadre de l'État A, ou si l'État A appuie des factions anti-régime dans les États B et C. B et C sont, donc, considérés comme des ennemis indirects de l'État A. Cette situation a pour conséquence que dans le cas d'un conflit entre les États A et B, il y aurait une probabilité plus forte que l'État C soit aussi attiré dans le conflit (Hammarstrom et Heldt, 2002). Ce schéma analytique combine à la fois des facteurs internes et des facteurs systémiques pour expliquer la diffusion des conflits

interétatiques, une fois que le conflit interne d'un État atteint le stade d'internationalisation. Par exemple, le début de la guerre de Corée, à la suite de l'invasion de la Corée du Sud par la République Démocratique de Corée, est marqué par l'intervention des États-Unis du côté de la Corée du Sud. Par la suite, la Chine et, de manière indirecte, l'Union soviétique ont été attirées dans le conflit premièrement sans doute, à cause de liens idéologiques qui les reliaient à la Corée du Nord, mais également pour contrecarrer l'intervention des États-Unis.

La littérature concernant la diffusion des conflits interétatiques soutient en grande partie que ce processus tend à affecter la sécurité au niveau régional et que les États contigus au conflit sont les plus susceptibles de devenir les cibles du processus de diffusion (Hammarstrom et Heldt, 2002)<sup>7</sup>.

La contiguïté territoriale rend les États plus vulnérables dans le cas de l'émergence d'un conflit dans leur proximité immédiate. Paul Diehl (1985) a découvert que, même si ce n'est pas une condition suffisante, la contiguïté est nécessaire pour que les disputes entre deux États se transforment en guerre. Most et Starr (1980) ont aussi confirmé l'hypothèse conformément à laquelle un conflit à l'intérieur d'un État augmente la probabilité que ses voisins soient également impliqués dans ce conflit. La contiguïté est un facteur important dans la diffusion des conflits inter et intra étatiques car elle pose une menace tout en offrant en même temps de nouvelles opportunités aux pays voisins (Vasquez, 1993). Ceux-ci sont plus menacés par la contagion qu'ailleurs dans le monde mais, en même temps, ils peuvent profiter de ce conflit pour concevoir une stratégie de diffusion qui appuie leurs intérêts propres.

Selon John Vasquez (1993), trois facteurs fondamentaux sont à la base du processus de diffusion des conflits internes : la contiguïté territoriale, les alliances et les rivalités. Dans cette perspective, la diffusion des conflits ethniques aurait donc plus de chances de se produire s'il y avait une alliance ethnique transnationale entre des groupes ethniques qui vivent dans des pays voisins et une histoire de rivalité entre le pays affecté par le conflit et le pays où le groupe ethnique en question détient une position politique dominante. La longue histoire de rivalité et de conflit prolongé entre Israël et ses voisins arabes augmente

---

<sup>7</sup> Il n'y a aucune preuve empirique cependant pour soutenir l'idée selon laquelle certaines régions seraient plus réceptives au processus de diffusion que d'autres (Hensel et Diehl, 1994).

le potentiel explosif du conflit israélo-palestinien et les chances d'une guerre généralisée dans la région.

Un autre aspect important souligné par la littérature portant sur la diffusion est l'intentionnalité du processus. Si la contagion peut être traitée comme un processus social incontrôlable qui échappe dans une large mesure aux actions individuelles, la diffusion est, la plupart du temps, le résultat des actions et des intentions des acteurs impliqués dans le conflit ou désirant s'impliquer dans le conflit. Comme Vasquez (1993) le suggère, à l'exception de quelques cas isolés, les conflits ethniques se diffusent parce que les États profitent de l'opportunité offerte par le conflit interne de leur voisin ou parce que leur participation est déterminée par des pressions internes (Carment et James, 1995) ou par les « alliances » que Vasquez mentionnait. Ainsi, deux dimensions importantes caractérisent un processus de diffusion, la volonté et l'opportunité, qui influencent toutes deux l'implication d'un État dans le conflit interne de son voisin.

Lake et Rothchild (1998) soulignent également l'importance des affinités et des rivalités ethniques. La solidarité ethnique transfrontalière peut même surpasser des considérations d'ordre plus pratique. Par exemple, les États qui sont eux-mêmes vulnérables aux mouvements sécessionnistes ne devraient pas appuyer des mouvements sécessionnistes dans d'autres États, parce que leur choix rationnel serait de défendre la norme de l'intégrité territoriale, un élément fondamental à leur survie. Néanmoins, comme Saideman (1997) le souligne, les liens ethniques se situent souvent au cœur des préoccupations des politiciens impliqués dans une campagne électorale. L'appui offert à un groupe ethnique apparenté pourrait constituer un test concernant l'engagement d'un politicien en faveur de la défense des intérêts de son groupe ethnique dans son propre pays. En conséquence, les affinités ethniques ont un poids important dans toute démarche explicative d'un scénario de diffusion.

En outre, si un groupe rebelle a un lien de parenté ethnique avec un autre groupe de l'autre côté de la frontière, l'escalade du conflit pourrait provoquer la recrudescence des sentiments irrédentistes. Si une minorité prend part à un conflit ethnique, l'État ou un groupe ethnique apparenté qui détient le pouvoir politique peut agir comme un protecteur des droits de cette minorité. Les prétentions irrédentistes concernant le territoire d'un autre

État peuvent ainsi être justifiées par le besoin de défendre la survie du groupe ethnique apparenté (Lake et Rothchild, 1998).

Les autres raisons expliquant pourquoi un État causerait la diffusion d'un conflit ethnique incluent une opposition politique croissante et le besoin de détourner l'attention du public vers des problèmes externes; les enjeux ayant un fort symbolisme ethnique constituent, souvent, un moyen efficace de mobiliser l'appui de la population en vue d'une implication dans un conflit à l'extérieur. Une « guerre de diversion » peut être, ainsi, justifiée en faisant appel à des symboles ethniques destinés à promouvoir une politique agressive envers l'État où un groupe ethnique apparenté est impliqué dans un conflit ethnique. Finalement, des États prédateurs dans la région peuvent profiter de la faiblesse d'un État engagé dans un conflit interne et décider, ainsi, de s'impliquer dans le conflit pour des raisons purement instrumentales (Lake et Rothchild, 1998). Cette observation à portée générale doit toutefois être nuancée par le fait que les démocraties ne vont que rarement, voire jamais, devenir acteurs dans un conflit ethnique qui se déroule dans un autre État démocratique (Bélangier, Duchesne, Paquin, 2005).

En conclusion, la diffusion d'un conflit vers des pays contigus est généralement le résultat des actions délibérées d'un État qui décide de s'impliquer comme acteur dans le conflit interne de son voisin pour une ou plusieurs des raisons mentionnées plus haut. Les États doivent avoir, à la fois, la possibilité et la volonté de s'impliquer dans un conflit ethnique (Jesse et Simon, 2004). Leurs interventions peuvent prendre la forme d'actions ouvertement hostiles à l'égard du pays abritant le conflit ethnique. Le plus souvent cependant elles prennent la forme d'actions clandestines, surtout par la mise à disposition de sanctuaires et de moyens logistiques pour les rebelles (Zartman, 1993).

### *Contagion*

La contagion est essentiellement un phénomène systémique (Kadera, 1998). Cependant, si la contiguïté des acteurs n'est pas une condition nécessaire pour y observer la contagion, elle en augmente les chances. Par exemple, la sécession du Biafra a été, sans aucun doute, perçue comme une menace beaucoup plus grave en Afrique qu'en Asie. De même, la création du Bangladesh a eu beaucoup plus d'importance aux yeux des dirigeants

de l'Inde et du Pakistan qu'ailleurs dans le monde. John Vasquez (1993) ajoute une précision supplémentaire : selon cet auteur, les États autoritaires sont plus vulnérables aux actions revendicatives ayant lieu dans des pays voisins, la probabilité des telles actions étant, ainsi, accrue à l'intérieur de leurs frontières.

Les événements ayant lieu dans un pays peuvent changer l'équilibre ethnique dans un pays voisin (à cause des flux des réfugiés par exemple), en perturbant les relations interethniques existantes et en provoquant un conflit ethnique violent (Lake et Rothchild 1998).

Une condition nécessaire toutefois, pour la contagion, est la présence des conditions similaires à celles qui ont mené à l'émergence du conflit dans le pays initial. En ce qui concerne la contagion des conflits ethniques, pour que des États soient menacés par un conflit sévissant ailleurs, leur situation interne doit être suffisamment semblable aux conditions qui ont contribué au conflit initial afin qu'un scénario qui ressemble à celui éprouvé par le pays en conflit soit possible. Lake et Rothchild (1998) reconnaissent le fait que la contagion des conflits ethniques a plus de chances d'affecter des pays abritant des populations « *à risque* » (des groupes ethniques qui subissent des discriminations ou de la répression, ou qui sont en train d'organiser un mouvement de résistance). En somme, le conflit ethnique a plus de chances de se propager dans des pays qui sont déjà confrontés à un risque de violence ethnique. Cette hypothèse est conforme à la théorie des réseaux (Hammarstrom et Heldt, 2002), à l'exception du fait qu'au lieu de regarder la position similaire de deux acteurs à l'intérieur du système, on souligne les ressemblances concernant leur situation interne.

Un exemple de contagion du conflit, illustrant l'adoption des tactiques politiques par des groupes éloignés dans l'espace, mais qui ont des revendications similaires, est fourni par l'influence que la stratégie des manifestations non violentes, conçue par Martin Luther King pour faire avancer les droits politiques des Américains d'origine africaine dans les années 1960, a eu sur la mobilisation des catholiques en Irlande du Nord. Ce processus d'émulation a été facilité par le succès de la stratégie initiale (Hill, Rothchild et Cameron, 1998).

Un deuxième volet de l'analyse du processus de contagion porte sur la présence des liens directs entre les acteurs, dans le sens où des relations plus ou moins étroites entre deux

acteurs influencent leur penchant à imiter l'autre (Hammarstrom et Heldt, 2002), par exemple, l'échange d'informations entre des groupes ethniques différents qui ont un statut similaire dans le cadre de leurs États respectifs.

Selon Lake et Rothchild (1998), la contagion peut se produire de plusieurs façons qui ne sont pas mutuellement exclusives et peuvent avoir lieu en même temps. Les actions d'un groupe ethnique peuvent stimuler d'autres groupes dans le cadre du même État ou ailleurs dans le monde à radicaliser leurs demandes; par exemple en reconsidérant le calcul coûts-bénéfices par l'emploi de la violence. Au niveau fédéral, comme dans le cas de l'ex-Yougoslavie, le succès des actions d'un groupe ethnique peut pousser un autre groupe à emprunter les moyens employés par celui-ci. La séparation relativement facile de la Slovénie, qui a eu comme conséquence une guerre de dix jours et très peu de victimes, a donné l'impression que la fédération n'était pas si difficile à dissoudre et a renforcé les revendications sécessionnistes des autres Républiques yougoslaves (Woodward, 1995). Les signaux envoyés par la communauté internationale jouent également un rôle majeur dans la décision des leaders ethniques d'employer la violence comme moyen d'atteindre leurs fins. Les groupes ethniques seront plus facilement convaincus que les coûts de la violence seront inférieurs aux bénéfices obtenus s'il n'y a aucune preuve convaincante d'une éventuelle intervention punitive de la part de la communauté internationale. Par exemple en 1994, dans le conflit civil haïtien, la faction des militaires a misé sur une non-intervention des États-Unis, suite au retrait de ceux-ci en Somalie, ce qui a donné le signal d'un manque de volonté de s'impliquer d'une manière décisive dans le conflit civil d'un petit pays du tiers monde (Lake et Rothchild, 1998). Par conséquent, le processus de contagion du conflit est essentiellement facilité par l'échange de croyances, d'idées et d'informations qui a lieu entre les divers groupes.

De même, un conflit ethnique dans un autre pays peut accentuer le dilemme de sécurité éprouvé par un groupe qui se trouve dans une situation semblable, ce qui l'amènerait à mettre en doute l'efficacité des mécanismes politiques qui assurent sa survie. La dissolution de l'Union Soviétique a commencé une fois que les États baltes ont décidé de réclamer leur indépendance. Combiné à l'absence de répression et à des signes de faiblesse en provenance du gouvernement central soviétique, cela a déclenché une réaction en chaîne pour l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie qui ont presque immédiatement

suiwi l'exemple des Pays baltes. D'autres républiques soviétiques ont choisi par la suite la voie de l'indépendance, le système fédéral n'étant plus estimé comme un moyen sûr d'assurer la survie des diverses nationalités.

Les mécanismes favorisant la contagion relèvent plutôt des processus sociaux d'apprentissage collectif qui font que l'expérience vécue par une certaine population soit adaptée (et en cas de succès, adoptée) par d'autres groupes placés dans une situation similaire. Le conflit interne d'un État peut ainsi être contagieux pour d'autres États par la force de l'exemple (Hill et Rothchild, 1986).

Les scénarios qui signalent un éventuel processus de contagion des conflits ethniques sont annoncés par la mise en marche d'actions protestataires et de moyens d'expression des griefs repris des autres groupes. De ce point de vue, ce qui est vraiment important, selon Hill et Rothchild (1993), c'est l'accès à ce genre d'information.

Premièrement, l'observation de groupes se mobilisant et s'engageant dans des actions politiques, dans d'autres pays, peut stimuler et accentuer le sens de l'identité collective. Un groupe, qui se perçoit comme étant l'objet d'un traitement discriminatoire de la part du gouvernement ou d'un autre groupe, peut ainsi développer une idée plus claire concernant son projet politique, en s'inspirant du combat mené par les autres dans un pays différent. Une condition nécessaire pour que ce type de processus ait lieu est l'existence d'une identité de groupe, au moins latente, qui puisse assurer la solidarité des membres au moment d'une action politique.

Deuxièmement, un conflit politique dans un pays étranger peut être instructif sous l'angle des moyens efficaces pour atteindre certains objectifs politiques. Les manifestations et les boycotts sont des moyens politiques qui peuvent être facilement adaptés d'un conflit à l'autre. Une autre condition nécessaire, pour que l'exemple des méthodes de résistance employées par un groupe contestataire soit importé par un autre groupe, dans un pays différent est la présence d'une volonté de changement de statut au sein de ce dernier.

Il existe, également, des conditions systémiques qui favorisent ou au contraire, limitent l'ampleur du processus de contagion. Selon Hill et Rothchild (1986), certaines périodes caractérisées par des changements importants au niveau global et régional sont plus propices au processus de contagion des conflits internes. À certains moments, l'attention de la population sera monopolisée par les événements politiques qui ont lieu à

l'intérieur du pays et dans les pays voisins. À d'autres périodes, le centre d'attention du public va se diriger vers d'autres questions (soucis concernant l'économie ou l'environnement, par exemple). Le continent africain a été affecté dans les années 1960 par une vague de conflits ethniques, que certains auteurs expliquent comme étant le produit d'un processus de contagion (Hill et Rothchild, 1986). Ce phénomène a coïncidé avec la fin du colonialisme, une époque où les aspects politiques (en particulier la modification des frontières interétatiques et la création de nouveaux États) attiraient, en grande partie, l'intérêt des groupes qui se sentaient concernés par ces changements.

En ce qui concerne le potentiel de contagion des conflits ethniques, Hill et Rothchild (1986) postulent que les pays les plus réceptifs se trouvent au milieu de l'échelle de diversité ethnique, les pays les plus homogènes ou les plus hétérogènes du point de vue ethnique en seront le moins affectés. Plus en danger seraient donc des pays polarisés autour de deux groupes ethniques, dont l'un se trouverait dans une position de domination par rapport à l'autre. Les pays qui sont marqués par une hétérogénéité ethnique vont être moins affectés par le processus de contagion, car le poids de leurs groupes ethniques est plus fractionné par rapport à l'ensemble de la population. Dans cette situation, l'exemple d'un conflit ethnique à l'extérieur du pays n'est pas très instructif pour faire avancer leurs objectifs politiques, parce que les possibilités que le coût d'une telle action violente soit couvert par les bénéfices sont moindres dans une situation où le pouvoir politique est divisé entre plusieurs groupes.

Puisque c'est l'État qui détermine structurellement les règles du conflit politique, ainsi que l'accès à l'information des masses, le type de régime semble une variable importante pour expliquer le processus de contagion. Les résultats de Hill et Rothchild (1993) confirment le fait que les citoyens des démocraties ont tendance à s'inspirer, plutôt, des expériences passées de leurs ancêtres, tandis que les citoyens des autocraties ont plus tendance à regarder les expériences des autres peuples. Cela est, cependant, conditionné par l'accès à un média indépendant, les États autoritaires qui réussissent à contrôler le flux d'informations en provenance de l'extérieur ayant plus de chances de limiter l'ampleur de la contagion des manifestations protestataires à l'intérieur de leurs frontières.

Les concepts de diffusion et de contagion que nous avons abordés dans cette section ont une importance particulière dans la formulation de notre cadre d'analyse. Nous

présentons, donc, un tableau récapitulatif à la Figure 2 afin de systématiser et de synthétiser les principales approches et les auteurs qui les représentent, en présentant également les exemples que nous avons employés pour une meilleure compréhension des théories.

Tableau 2

Tableau récapitulatif

	Postulats et indicateurs	Auteurs	Exemples
<b>Diffusion</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le modèle de diffusion spatiale (perspective réaliste) : Des facteurs comme la vulnérabilité, l'incertitude, le calcul des risques conditionnent la décision d'un État de s'impliquer dans un conflit sévissant à proximité de ses frontières.</li> </ul>	Most et Starr (1990)	L'invasion soviétique en Afghanistan (1979).
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le modèle de diffusion « transfrontalière » : Ce modèle souligne les corrélations entre des facteurs internes et la politique étrangère d'un État : L'aide d'un État à une faction anti-gouvernementale dans un autre pays constitue un important indicateur du potentiel de diffusion d'un conflit.</li> </ul>	Hammarstrom (1994)	L'implication de l'Albanie au Kosovo
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le modèle des réseaux : La décision d'un État de s'impliquer dans un conflit qui ne le concerne pas de manière directe est déterminée par sa relation par rapport aux acteurs du conflit.</li> </ul>	Hammarstrom et Held (2002)	La Chine dans la guerre de Corée (1950)
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diffusion des conflits ethniques : Des facteurs comme les affinités ou les antagonismes ethniques, les prétentions irrédentistes et « la guerre de diversion » jouent un rôle important dans la décision des États de s'impliquer dans les conflits internes de leurs voisins.</li> </ul>	Lake et Rothchild (1998), Saideman (1997)	Intervention de la Serbie dans le conflit bosniaque (1992-1995)

<b>Contagion</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▫ La contagion se produit au moment où les actions d'un groupe stimulent la mobilisation et la radicalisation des demandes d'un autre groupe dans un pays différent.</li> <li>▫ La contagion d'un conflit est favorisée par le dilemme de sécurité éprouvé par un groupe qui se retrouve dans une situation similaire au groupe impliqué dans le conflit initial.</li> </ul>	Lake Rothchild (1998) et	La désintégration de la Yougoslavie et le démembrement de l'Union soviétique (à partir de 1991).
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▫ La contagion est la conséquence d'un processus d'émulation par lequel des groupes éloignés dans l'espace, mais qui partagent des revendications similaires, adoptent une même stratégie pour faire avancer leurs intérêts. L'échange d'informations entre les groupes est essentiel à cet effet.</li> </ul>	Hill, Rothchild et Cameron (1998)	L'adoption de la stratégie de la « non-violence », conçue par Martin Luther King, par les catholiques en Irlande du Nord.

Cette section conclut la revue de littérature sur les concepts qui sont utilisés dans l'élaboration de notre modèle de recherche et par la suite, lors des études de cas. Le chapitre suivant présente les fondements théoriques qui sont à l'origine de nos hypothèses de recherche.

## Chapitre 2 Cadre théorique

Nous avons consacré la section antérieure à la définition des deux phénomènes qui sont à la base du débordement des conflits ethniques : la diffusion et la contagion. Nous avons particulièrement insisté sur les différences qui les séparent afin de mieux circonscrire le sujet de notre recherche, la diffusion des conflits ethniques. Le but de ce chapitre est de fournir un cadre analytique pertinent pour évaluer les facteurs et les circonstances associés à un conflit ethnique qui le rendent plus ou moins réceptif à un processus de diffusion.

Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, nous allons nous pencher sur trois volets théoriques. Dans un premier temps, nous allons créer un indice qui regroupe les facteurs structurels propres à un conflit, qui le prédisposent à une éventuelle diffusion. Cet indice, à portée plus générale, devrait nous fournir une indication préliminaire du potentiel et de la direction de diffusion d'un conflit ethnique. Étant donné la nature interétatique du processus de diffusion, l'analyse se concentre à cette étape sur l'environnement régional dans lequel évolue le conflit.

Le deuxième volet de recherche est consacré à une variable contextuelle - l'intervention des tierces parties dans le conflit - et à la manière dont celle-ci influence le risque de diffusion. Ainsi, le niveau d'analyse s'élargit pour englober l'influence des dynamiques internationales sur l'évolution du conflit.

Finalement, le troisième volet se penche sur les dynamiques internes du conflit et évalue, sous l'angle de la psychologie sociale, les contextes historique et actuel qui façonnent les interactions des deux groupes belligérants et qui facilitent ou, au contraire, inhibent la diffusion du conflit.

## Les facteurs structurels – Indice de diffusion

Plusieurs éléments repris des théories portant sur les conflits ethniques ainsi que de la littérature sur la diffusion, que nous avons présentées dans la section antérieure, constituent les fondements de l'indice de diffusion. Ainsi, l'affinité ethnique, comme justification de l'interférence externe dans un conflit ethnique, est un élément extrêmement important expliquant le potentiel de diffusion du conflit. Cette observation est conforme aux théories primordialistes qui accordent la primauté au lien de sang qui unit les ethnies et aux loyautés ethniques par rapport aux loyautés patriotiques, quelle que soit la distribution spatiale et politique des groupes. Par exemple, après la désintégration de la Fédération Yougoslave, l'Albanie a réclamé le droit d'agir comme le protecteur des Albanais du Kosovo, du Monténégro et de la Macédoine, en vertu de leur ascendance commune (Connor, 1994).

Les théories rationalistes, surtout en ce qui concerne le calcul coûts-bénéfices d'une intervention et la manipulation de l'ethnicité par les élites politiques, sont à la base des scénarios concernant la guerre de diversion. L'emploi de l'ethnicité, comme moyen de répondre aux pressions électorales ou pour justifier les actions agressives d'un État envers un autre, est un élément central du calcul rationnel des États dans leur décision de s'impliquer dans un conflit ethnique qui a lieu à l'extérieur de leurs frontières.

L'étude de la relation entre un conflit ethnique et sa diffusion dans d'autres États doit prendre en compte à la fois des facteurs internationaux et des facteurs internes (Lobell et Mauceri, 2004). La politique externe d'un État, face à un conflit ethnique affectant son voisin, est donc un mélange de pressions internes motivées par l'affinité ethnique, par des considérations rationnelles concernant la faisabilité et les bénéfices d'une politique interventionniste, et par des estimations de succès basées sur le contexte international et la position des éventuelles tierces parties qui pourraient s'y impliquer. Les exemples incluent l'intervention de l'Inde au Sri Lanka, celle de la Russie en Géorgie et en Moldavie, et celle de la Grèce et de la Turquie à Chypre (Carment et James, 2004).

Pour analyser le processus de diffusion, nous prenons comme acquis l'existence d'un conflit ethnique dans un pays. Pour le premier volet d'analyse, qui a comme but la

découverte des facteurs structurels et la construction de l'indice de diffusion, nous ne nous proposons pas d'étudier les causes et les circonstances qui ont entouré l'émergence du conflit, et cela pour deux raisons. Premièrement, nous allons revenir sur ces aspects lors du troisième volet d'analyse qui se penche sur les dimensions historique et identitaire qui ont façonné les interactions sociales des groupes. Deuxièmement, pour avoir un sens préliminaire du potentiel de diffusion ainsi que de l'éventuelle direction de ce processus, nous allons nous concentrer d'abord sur l'environnement proche du conflit car, selon la théorie, l'analyse des processus de diffusion devrait donner une place privilégiée aux positions et aux actions des acteurs étatiques contigus pour lesquels le conflit constitue un enjeu.

En ce qui concerne notre unité d'analyse, c'est-à-dire un conflit ethnique spécifique, une précision supplémentaire est nécessaire. Pour qu'un tel conflit puisse offrir les prémisses d'une éventuelle diffusion vers d'autres États, il devrait déjà se trouver dans une *phase de confrontation ouverte* (et possiblement violente); comme nous le verrons par la suite, cela est indispensable pour justifier les actions qui causeraient sa diffusion.

Il est donc important de bien délimiter les circonstances qui entourent le potentiel de diffusion et de contagion d'un conflit. Victor T. Le Vine (1997) distingue plusieurs étapes dans l'évolution du conflit. La gravité de ce dernier est généralement mesurée en fonction du degré de violence employé par les adversaires; un autre élément important est la longévité du conflit. Souvent les deux variables s'influencent mutuellement.

Pendant la première étape, le stade initial, les parties commencent à affirmer leurs revendications dans l'arène politique et leur position par rapport aux adversaires. Les enjeux du conflit sont ainsi précisés. Le conflit, y compris sous sa forme violente, est encore assez malléable face à des stratégies de résolution entreprises par les instances internes. Les parties adverses pourront encore faire appel à des mécanismes institutionnels pour résoudre leurs différends. Un stade supérieur du conflit est atteint au moment de la « phase ouverte » (*open phase*), quand les adversaires agissent de manière antagoniste visible dans l'espace institutionnel de l'État ou en dehors de celui-ci, dans des secteurs informels. À ce stade du conflit, l'emploi de la violence peut s'accroître et les identités ethniques peuvent s'affirmer d'une façon agressive (si cela n'est pas déjà arrivé à l'étape initiale du conflit). Le conflit et ses enjeux sont de plus en plus perçus dans un contexte de

confrontation hostile. Cependant, malgré toutes les tensions générées à ce stade, le règlement du conflit par des moyens pacifiques n'est pas entièrement compromis, il pourrait prendre la forme d'un compromis institutionnel ou d'une intervention des acteurs habilités, internes ou externes. C'est à ce moment dans l'évolution du conflit qu'un processus de diffusion devient possible; si une ou plusieurs parties constatent que les mécanismes de résolution internes sont inefficaces, l'implication des acteurs externes dans le conflit pourrait devenir une solution acceptable. En outre, le blocage des institutions internes peut fournir la justification d'une intervention externe.

Une troisième étape dans le cheminement du conflit est ce que Le Vine (1997) appelle « *out of control* » et représente l'évolution du conflit qui a lieu après qu'un hypothétique « point de non-retour » (*point of no return*) est atteint. Pendant ce stade du conflit, l'escalade de la violence est au-delà de toute possibilité de contrôle et de résolution par les acteurs internes et le conflit commence à se constituer comme une menace à la paix, à la sécurité ou aux intérêts vitaux de ses voisins plus proches ou éloignés. C'est à ce moment dans l'évolution du conflit que les acteurs externes auront le plus d'incitations à intervenir. Le « point de non-retour » ne représente pas la défaite inévitable de l'une des parties, mais représente surtout le moment où plus d'escalade menacerait de mener vers une désintégration sociale généralisée, vers un effondrement institutionnel de l'ensemble du système politique, vers le débordement du conflit au-delà de ses déterminants initiaux (enjeux ou acteurs), ou vers une fusion des ces trois scénarios. Cela a été le cas du Rwanda après le 6 avril 1994, une date qui marque la mort des présidents du Rwanda et du Burundi, ce qui a mené par la suite à une intensification des tensions ethniques dans les deux pays, en allant jusqu'aux atrocités généralisées perpétrées au Rwanda.

Nous allons donc considérer comme l'unité d'observation de notre cadre théorique, un conflit ethnique qui a atteint la phase ouverte et qui présente les caractéristiques suivantes : manifestations violentes, rébellions contre le régime et la proclamation des états d'urgence. Cet aspect constitue une contribution significative de nos recherches, car il permet de faire une première sélection des conflits ethniques pouvant être au centre d'un

processus de diffusion; cela est particulièrement intéressant pour des analyses de grand N<sup>8</sup>, mais également pour guider le choix des études de cas dans des recherches qualitatives.

Nos études de cas, en l'occurrence les conflits ethniques sévissant en Macédoine au début des années 1990, qui opposaient les minorités serbe et albanaise à la majorité macédonienne, et le conflit de Nagorno-Karabakh (1988-1992), région faisant partie de l'Azerbaïdjan, mais dont la population est à 80% arménienne, avaient tous atteint et même dépassé la phase de confrontation ouverte, au moment où nous commençons notre analyse du potentiel de diffusion. Une description plus détaillée de ces conflits est incluse dans les chapitres suivants portant sur les études de cas.

Une autre précision importante concerne la nécessité d'établir un lien d'antériorité (et de causalité) clair entre le conflit dans un pays et les actions d'un autre pays causant la diffusion du conflit. Nous allons, donc, nous concentrer sur les relations dyadiques entre ces États. Étant donné qu'un conflit n'a pas le même potentiel de diffusion par rapport à tous ces voisins, nous allons analyser des dyades composées de l'État où le conflit a lieu et de chacun de ses voisins, qui pourraient être impliqués dans un processus de diffusion. Cela devrait nous permettre de détecter qui, parmi les États à proximité, serait le (ou les) plus réceptif(s) à une éventuelle diffusion.

#### *Évaluer le risque de diffusion d'un conflit ethnique*

Étant donné la nature du processus que nous étudions, l'accent sera mis sur d'autres considérations outre les caractéristiques propres au conflit. L'analyse ne sera donc pas centrée sur le conflit ethnique en soi, mais plutôt sur les conditions qui favorisent son potentiel de diffusion. Tout en gardant à l'esprit la rareté de cas où des conflits ethniques ont été sujets à un processus de diffusion, nous essayerons de découvrir quels sont les facteurs qui augmentent la probabilité de débordement du foyer initial du conflit et quelles sont les solutions pour le prévenir. À cet effet, nous estimons qu'il est particulièrement

---

<sup>8</sup> L'expression « analyses de grand N » est couramment utilisée en français pour désigner des études quantitatives faisant appel à des modèles formels et à des méthodes statistiques.

important de se pencher sur des cas qui, tout en ayant un fort risque de diffusion, ont été contenus et apaisés.

La diffusion sera mesurée par le nombre des acteurs contigus impliqués dans le conflit (Moss et Starr, 1990). Un ou plusieurs acteurs étatiques, à l'exception de l'État où a lieu le conflit, engagé(s) dans des actions militaires ou non militaires (octroi de sanctuaires, logistique, armement, etc.) à caractère discriminatoire et qui viole(nt) la norme d'impartialité, à l'extérieur ou à l'intérieur du pays où a lieu le conflit ethnique, sera considéré comme un signe de diffusion.

Il nous semble également très important de bien distinguer entre un acteur au conflit et une tierce partie intervenante. De manière générale, une tierce partie dans un conflit ethnique est considérée comme étant tout État, coalition d'États ou organisation internationale qui a comme objectif de changer le cours du conflit (Carment et James, 2004). Leur intervention peut aussi prendre la forme des actions militaires ou non militaires et changer le cours du conflit. Une tierce partie peut, également, intervenir en faveur d'une des parties au conflit dans le but de résoudre la dispute. Toutefois, le vrai test d'une intervention des tierces parties n'est pas sa neutralité, mais son impartialité, ainsi que sa volonté d'agir et de mettre en œuvre des stratégies, dont le but fondamental est la résolution du conflit.

Une tierce partie intervenante peut ne pas être neutre, tout en gardant son impartialité. Par conséquent, nous ne remettons pas en question le fait qu'une tierce partie puisse choisir d'intervenir du côté d'un groupe ethnique, afin de résoudre le conflit. Il est presque inévitable qu'une partie au conflit viole plus fréquemment ou gravement les normes internationales, ce qui rend impossible pour une tierce partie d'agir à la fois d'une façon neutre et impartiale. Par exemple, la neutralité est nécessaire pour une organisation telle que la Croix Rouge, dont la vocation n'est pas d'intervenir dans la résolution du conflit, mais d'apaiser les souffrances de la population touchée par les combats. Cependant, pour qu'une tierce partie puisse intervenir d'une manière efficace en vue de la résolution du conflit, la neutralité est souvent abandonnée et c'est plutôt l'impartialité<sup>9</sup> de l'intervention qui lui assure la légitimité (Kaldor, 1999).

---

<sup>9</sup> L'impartialité suppose des actions non discriminatoires régies par un ensemble de normes acceptées par la communauté internationale.

Afin de bien délimiter quels sont les acteurs impliqués dans le conflit et quelles sont les tierces parties intervenantes, il faut analyser non seulement leurs raisons d'intervenir, mais également les conditions structurelles qui peuvent faire en sorte qu'une intervention soit biaisée ou non. Selon Brecher et Wilkenfeld (2000), un acteur dans une crise est un État dont les décideurs, en matière de politique étrangère et de sécurité nationale, perçoivent une menace (posée par le conflit) à ses valeurs fondamentales, telles que son existence, son influence, son intégrité territoriale, la survie de son régime politique ou à l'état de son économie. Dans le cas des conflits ethniques, la menace perçue par un groupe ethnique peut se transmettre aux groupes apparentés qui vivent dans des pays voisins. Naturellement, cela a des répercussions sur la nature des interventions externes dans les conflits ethniques.

Il faut, donc, faire la distinction entre une intervention comme celle des États-Unis et de leurs alliés au Kosovo et celle de la Turquie et de la Grèce dans le conflit chypriote. Est-ce vraiment une tierce partie si le pays intervenant a une affinité ethnique ou religieuse avec une des parties au conflit? Sans nier les possibles exceptions, nous estimons que l'État qui intervient dans un conflit, où un groupe ethnique apparenté est impliqué, a moins de chances d'être impartial et tend à favoriser les bénéficiaires du groupe ethnique apparenté, au détriment d'une résolution du conflit. Un tel État risque davantage d'être entraîné dans le conflit comme acteur.

Le fait qu'un intervenant soit apparenté, du point de vue ethnique à une des parties au conflit, influence la présomption d'impartialité dont une tierce partie a besoin pour maintenir son rôle et pour éviter de devenir un acteur du conflit. L'intervention de la Russie en Moldavie, malgré que son objectif déclaré fût la résolution du conflit, a eu davantage comme conséquence une escalade à cause de l'appui préférentiel accordé aux russophones de Transnistrie. Nous considérons, donc, comme intervention biaisée toute intervention qui est fondée sur les liens idéologiques ou religieux.

En conclusion, l'intervention de tout État qui viole le critère d'impartialité et dont les actions influencent le cours du conflit constitue un signe de diffusion. Maintenant que notre variable dépendante a été définie, nous allons nous pencher sur les variables indépendantes qui composent l'indice de diffusion. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'analyse se concentrera sur la relation dyadique entre le pays où a lieu le conflit ethnique et

chacun de ses voisins. La perspective dyadique est nécessaire parce qu'un conflit n'a pas le même potentiel de diffusion par rapport à tous ses voisins et elle va nous permettre de déterminer quelle est la direction la plus probable de diffusion du conflit.

Selon la littérature résumée dans les chapitres précédents, les conditions structurelles qui influencent la diffusion d'un conflit ethnique d'un pays A vers un pays B sont représentées par cinq variables : la contiguïté des acteurs, les affinités ethniques, l'historique des conflits entre les acteurs, les prétentions irrédentistes et le type de régime.

*La contiguïté* des acteurs est tout aussi importante dans le cas de la diffusion des conflits ethniques que dans le cas des conflits interétatiques, car la diffusion reste un phénomène régional. Cependant, si la simple contiguïté avec le pays affecté par un conflit ethnique n'est pas suffisante pour expliquer la diffusion du conflit, elle en augmente considérables les chances (Diehl, 1985). En conséquence, la contiguïté d'un État avec le pays où a lieu un conflit ethnique augmentera la probabilité de diffusion du conflit vers cet État.

*L'affinité ethnique* est un facteur important dans la décision d'un État d'intervenir dans un conflit ethnique, même quand d'autres considérations pourraient peser contre une telle décision. Par exemple, on serait enclin à croire que des pays qui sont eux-mêmes vulnérables à un mouvement sécessionniste ne s'impliqueront pas dans le conflit ethnique de leurs voisins. Non seulement cette action affaiblirait leur capacité de faire face aux défis internes, mais cela pourrait aussi encourager un précédent (le changement du statu quo territorial) dangereux pour leur intégrité territoriale. Stephen Saideman (1997) a démontré toutefois que, lorsque des affinités ethniques sont en jeu, les États vont préférer poursuivre une politique interventionniste malgré les dangers que cela pose à leur sécurité interne et externe. De telles actions sont facilitées par deux situations : l'existence d'un conflit impliquant le groupe ethnique apparenté et l'accès au pouvoir politique du groupe ethnique intervenant. Nous pouvons, donc, supposer qu'un groupe ethnique apparenté, dans un État voisin au pays où a lieu le conflit, augmentera le risque de diffusion du conflit vers cet État.

La diffusion d'un conflit ethnique n'émerge pas, cependant, du simple jeu entre la contiguïté territoriale et les affinités ethniques. Les liens formels ou informels entre les deux États, qui reflètent en grande partie l'histoire de leurs relations à travers le temps, constituent également une dimension importante : à cet effet, il est pertinent d'étudier s'ils

ont *historiquement* été impliqués dans des *conflits* et si les deux États ont des *prétentions irrédentistes* persistantes l'un à l'égard de l'autre. Ces aspects constituent à cette étape de notre recherche juste un indice préliminaire du potentiel de diffusion du conflit; toutefois, étant donné le rôle important que l'histoire des relations entre les groupes et la manière dont elle façonne leurs interactions jouent dans l'émergence et l'évolution du conflit, nous allons approfondir cette dimension lors du troisième volet d'analyse qui se penche sur les aspects identitaires et socio-psychologiques.

Il a été démontré que la plupart des conflits émergents ont lieu entre des pays qui ont déjà été des adversaires dans le passé (Goertz et Diehl, 1993). Étant donné que nous étudions des conflits relativement récents (le conflit actuel en Nagorno-Karabakh débute en 1988 et les tensions ethniques en Macédoine commencent après son indépendance, au début des années 1990), il est donc nécessaire de se pencher sur *les événements passés* qui pourraient influencer l'attitude des États voisins par rapport à ces conflits. Par conséquent, un passé marqué par des querelles entre l'État où a lieu le conflit et un pays voisin augmentera probablement les chances de diffusion du conflit vers ce pays.

Il est pertinent de rappeler ici que l'indice de diffusion est conçu pour les conflits ethniques qui continuent ou émergent après la fin de la guerre froide. Ainsi, la dimension temporelle des conflits passés doit être bien délimitée. Premièrement, de toute évidence, cette variable s'applique uniquement à des confrontations qui ont eu lieu avant le déclenchement du conflit étudié : par conséquent, il est important de distinguer entre les différentes phases du conflit récent et une dispute qui, même ayant un enjeu similaire, peut être considérée comme un événement historique distinct. Deuxièmement, il nous semble pertinent de limiter l'étude des conflits passés au XXe siècle, car c'est l'époque par excellence où l'ethnicité et la quête d'une légitimation étatique convergent et, de ce point de vue, elle constitue la toile de fond historique pour les conflits ethniques récents. Par exemple, dans le cas de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, Nagorno-Karabakh a déjà été l'enjeu au cœur d'une confrontation armée à la fin de la Première Guerre mondiale; les implications de cette guerre sur le conflit actuel ne sont pas à négliger. La propagande des entrepreneurs ethniques fait référence, dans certains cas, à des événements plus lointains que les conflits du XXe siècle (par exemple, le symbole de la bataille du Kosovo de 1389 a été souvent utilisé par les autorités serbes lors du conflit récent). L'influence de ce type de

discours ne constitue pas, à notre avis, un facteur structurel, mais plutôt une dimension de psychologie sociale et elle sera analysée plus loin comme un volet complémentaire au modèle formel.

*Les prétentions irrédentistes* peuvent diminuer ou augmenter en intensité à travers le temps, mais elles restent quand même un facteur important dans la politique étrangère d'un État. En outre, à cause des enjeux symboliques soulevés par l'émergence d'un conflit ethnique, les prétentions irrédentistes, passées ou présentes, peuvent servir les arguments justifiant une éventuelle implication dans le conflit d'un pays voisin. Nous pouvons, donc, supposer que les prétentions irrédentistes de la part d'un État envers un pays affecté par un conflit ethnique, augmenteront la probabilité de diffusion du conflit vers cet État.

Un conflit dans un pays voisin peut, également, offrir l'opportunité d'une guerre de diversion à un pays confronté à une forte opposition interne, en quête d'une nouvelle légitimation. Carment et James (2004) établissent une corrélation entre la composition ethnique de l'État, son type de régime et sa politique interventionniste. Ainsi, les régimes qui ont peu de contraintes institutionnelles (une caractéristique fréquente des régimes autoritaires) ont plus tendance à faire appel à des stratégies nationalistes pour combler leur manque de légitimité. Moins de contraintes institutionnelles donnent aux élites plus de marge de manœuvre par rapport au conflit dans un pays voisin. L'interventionnisme pour des raisons ethniques peut, également, être employé par des régimes ayant un haut niveau de contraintes institutionnelles, mais de manière plus sporadique et dans des circonstances particulières qui dépendent justement de la position du groupe ethnique dominant. Le *type de régime* sera donc une variable importante de notre indice de diffusion. De plus, étant donné la perspective dyadique que nous employons pour évaluer le risque de diffusion du conflit, le type de régime acquiert une signification accrue, car les membres d'une dyade démocratique adopteront rarement, sinon jamais, un comportement violent pour résoudre un différend<sup>10</sup>. Ainsi, nous estimons que la nature des dyades, résultant du type de régime des États en question, influence sur la probabilité de diffusion. En conséquence, l'existence d'une dyade mixte (démocratique - autocratique) composée de l'État où a lieu le conflit et un autre État voisin augmentera la probabilité de diffusion du conflit vers ce dernier.

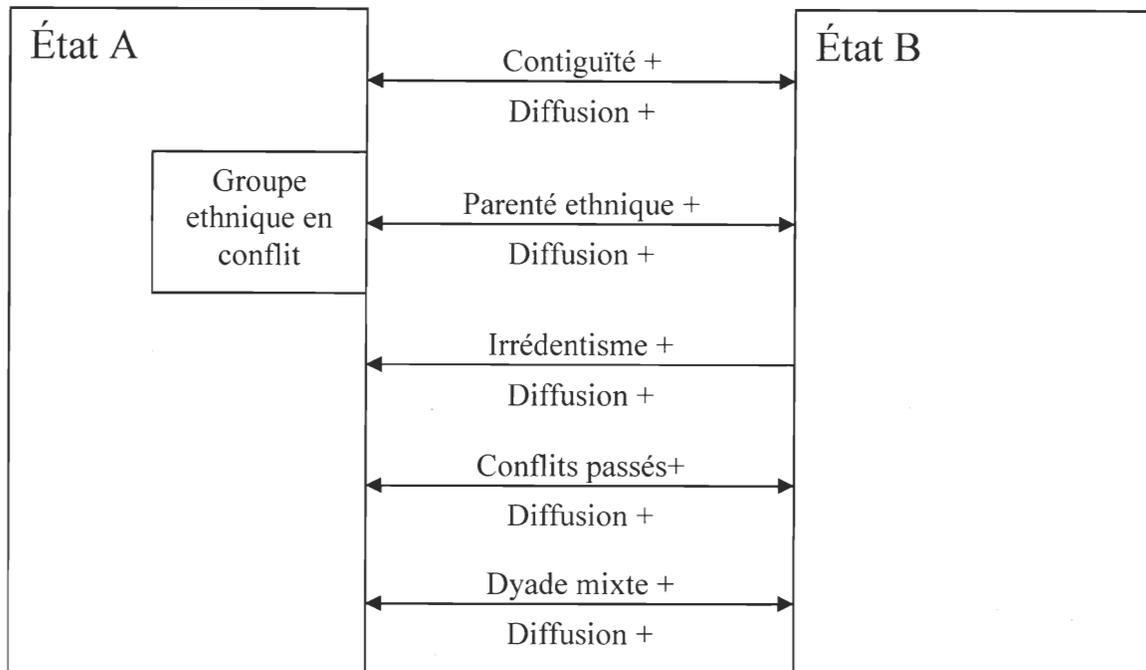
---

<sup>10</sup> Conformément à la vaste littérature qui est à l'origine du programme de recherche sur la paix démocratique. Parmi les auteurs les plus importants, l'on peut citer : Doyle (1986), R. J. Rummel (1997), Maoz et Russett (1993), Owen (1994).

Finalement, un dernier facteur, qui n'est pas inclus dans l'indice de diffusion, mais qui, dans certaines circonstances, peut avoir un impact sur le potentiel de diffusion d'un conflit ethnique, est le poids démographique du groupe contestataire. Si le savoir consensuel à ce sujet souligne la nécessité de la présence d'un groupe ayant un poids démographique important pour justifier une intervention extérieure, cela ne semble pas se confirmer par des recherches plus approfondies. En effet, Saideman et Ayres (2000) ont démontré que cette variable a beaucoup moins d'impact qu'initialement prévu, dans des processus d'internationalisation des conflits ethniques (sécession et irrédentisme). Toutefois, les études de cas permettront de nuancer cette conclusion.

Notre modèle théorique est présenté dans le schéma suivant :

Figure 1



Finalement, il nous semble important de préciser deux aspects essentiels à l'origine de cette démarche destinée à offrir un sens préliminaire de la probabilité de diffusion d'un conflit ethnique. Premièrement, conformément à la littérature étudiée, nous avons conclu que l'impact cumulatif des variables indépendantes que nous avons choisies, plutôt que leur influence individuelle, offre une évaluation plus fidèle du risque de diffusion des conflits ethniques.

Deuxièmement, nous sommes pleinement conscients du fait qu'un conflit qui présente une forte probabilité de diffusion puisse, quand même, être contenu. Par exemple, le conflit au Kosovo, n'a jamais débordé de ses frontières initiales. Cependant, son évolution a été fortement influencée par l'intervention de l'OTAN. Les actions des tierces parties, acteurs gouvernementaux ou intergouvernementaux, peuvent donc transformer, d'une manière radicale, le cours d'un conflit ethnique. Par conséquent, le deuxième volet de notre recherche se concentrera sur l'impact d'une variable contextuelle, l'intervention des

tierces parties dans les conflits prédisposés à la diffusion. Nous allons, donc, observer de très près les interventions des tierces parties qui peuvent avoir des conséquences importantes sur le cheminement du conflit. Finalement, les facteurs identitaires, relevant des interactions sociales et de la psychologie collective des groupes, nous aideront à nuancer les résultats précédents et à offrir une explication plus complète des dynamiques qui ont facilité ou, au contraire inhibé, la diffusion des conflits.

### *Construire l'indice de diffusion*

Afin d'évaluer l'impact cumulatif des variables indépendantes sur un éventuel processus de diffusion, nous employons une méthode similaire à celle élaborée par Brecher et James (1986) pour mesurer la sévérité des crises internationales. L'indice de sévérité offrait un indicateur de l'instabilité systémique générée par une crise internationale, une situation semblable aux dynamiques régionales entourant l'émergence d'un conflit ethnique. De plus, cette méthodologie est appropriée à notre analyse car elle répond aux exigences d'ordre théorique que nous avons mentionnées dans la section précédente : elle nous permet d'évaluer l'impact cumulatif des cinq variables indépendantes et nous pouvons facilement l'adapter à une analyse dyadique. Également cette méthodologie, par le système des poids qui relie chaque variable aux autres, nous permet d'avoir une perspective dynamique des interactions des différents aspects étudiés.

Selon le modèle de Brecher et James (1986), des poids sont assignés à chaque variable en fonction des liens de causalité qui la mettent en relation avec les autres variables. En d'autres termes, le nombre de liens causaux qu'une variable a avec les autres pondérera son input final dans l'indice de diffusion. Cela suit la supposition logique que plus une variable influencera les autres, plus elle devrait avoir de l'importance dans le cadre de l'impact cumulatif de l'ensemble des variables.

Finalement, le modèle de Brecher et James nous permet d'établir les liens de causalité qui relient les variables et qui déterminent leur poids, de manière déductive et selon la théorie. Cela nous évite de faire appel à d'autres méthodes statistiques impliquant un grand nombre de cas, ce qui est tout à fait approprié pour notre démarche scientifique qui se penche évidemment sur des études de cas.

La première étape, dans la construction de l'indice de diffusion, est d'établir le poids des variables; par la suite, chaque variable, multipliée par son poids, sera additionnée afin d'obtenir le score final de l'indice de diffusion. Ce score sera, ensuite, transposé sur une échelle de 0 à 10, afin de faciliter le classement et la comparaison des différents résultats obtenus pour chaque conflit et dyade analysés. Enfin, nous procéderons à l'opérationnalisation des variables en leur donnant des valeurs ordinales destinées à couvrir les variations dans l'intensité des facteurs structurels qui composent notre indice de diffusion. Ainsi, nous serons, par la suite, en mesure d'appliquer ce modèle pour avoir un sens préliminaire du risque et de la direction d'un processus de diffusion des conflits, qui se trouvent au centre de nos études de cas.

Les explications suivantes illustrent la manière dont nous avons établi les poids de nos cinq variables indépendantes et sont résumées au schéma présenté à la figure 4.

*La contiguïté (D1)* influence trois autres variables : l'affinité ethnique (D2), les conflits passés entre les deux États (D3) et les prétentions irrédentistes (D4). En conséquence, D1 a le poids 3.

Tout d'abord, les États contigus ont plus de chances que les États non contigus d'avoir sur leur territoire des groupes appartenant à la même ethnie. Deuxièmement, comme plusieurs auteurs le soulignent, il semble y avoir une forte corrélation entre la contiguïté des États et leur propension à des confrontations violentes<sup>11</sup>. En effet, Paul Diehl (1985) a découvert que durant la période 1816-1980, les guerres entre des États contigus comprenaient 88% de toutes les guerres interétatiques. Plus les adversaires sont rapprochés géographiquement, plus ils sont susceptibles de s'impliquer dans des conflits ayant comme enjeux le territoire, la population, des différends culturels et linguistiques ou autres. Ces confrontations sont provoquées par des contacts fréquents entre les adversaires, ce qui augmente leurs chances de devenir des conflits prolongés (Brecher et Wilkenfeld, 2000). Finalement, les prétentions irrédentistes concernent généralement un territoire disputé qui se trouve à l'intérieur des frontières d'un État voisin. De ce point de vue, il est évident que la contiguïté influence les prétentions irrédentistes passées ou présentes.

---

<sup>11</sup> Sur la relation entre la contiguïté et la rivalité des États : Goertz et Diehl (1993); Vaquez (1993); Henderson, (1997).

*Un groupe ethnique apparenté dans un État voisin au conflit (D2)* influence deux autres variables : l'histoire conflictuelle (ou les conflits passés) des deux États (D3) et les prétentions irrédentistes (D4) à l'égard de l'État où a lieu le conflit. En conséquence, D2 a le poids 2.

Pour ce qui est du premier lien de causalité, Davis et Moore (1997) ont étudié l'influence des alliances ethniques transnationales sur les interactions des États (une alliance ethnique transnationale existe quand les deux États dans une dyade contiennent des membres d'un même groupe ethnique). Leurs résultats confirment le fait que deux types de dyades vont éprouver un niveau conflictuel plus élevé : les dyades où une minorité avantagée dans un État a un lien ethnique avec une minorité désavantagée dans un autre État, et les dyades qui contiennent une alliance transnationale où le groupe dans un des États est politiquement mobilisé. Douglas Woodwell (2004), qui analyse la relation entre les affinités ethniques transfrontalières et le comportement belliqueux des États pendant la guerre froide, confirme cette tendance : deux États qui contiennent un même groupe ethnique (que ce soit une majorité dans les deux États ou une minorité dans l'un et une majorité dans l'autre) vont généralement avoir une propension à s'impliquer dans des conflits violents beaucoup plus élevée que dans le cas d'autres dyades. La relation entre les affinités ethniques transfrontalières et la formulation des demandes irrédentistes est fondée sur deux observations : tout d'abord, une population apparentée du point de vue ethnique va généralement rechercher une forme d'organisation politique commune et deuxièmement, les ambitions expansionnistes d'un État peuvent souvent être justifiées par l'intention de récupérer un groupe ethnique apparenté avec le territoire qu'il occupe.

*L'histoire conflictuelle des deux États (les conflits passés) (D3)* influence seulement une autre variable : les prétentions irrédentistes (D4). En conséquence D3 a le poids 1.

Des conflits récurrents ou prolongés ont tendance à diffuser un comportement hostile à toutes les sphères des relations entre deux États. Même si la confrontation est déclenchée par un enjeu différent, l'irrédentisme peut acquérir une place centrale dans le conflit soit à cause de la recrudescence des anciennes rivalités ethniques, soit comme

stratégie de mobilisation de la population. Plus de la moitié des crises irrédentistes énumérées par ICB<sup>12</sup> (55%) ont lieu dans un contexte de conflit prolongé.

Les *prétentions irrédentistes* (D4) influencent à leur tour l'histoire des conflits entre deux États (D3). En conséquence, D4 a le poids 1.

En général, les crises interétatiques qui ont comme enjeu l'ethnicité ont tendance à se transformer en conflits récurrents et prolongés (Brecher et Wilkenfeld, 2000). Carment et James (1995) ont trouvé que les crises qui ont lieu dans le cadre d'un conflit irrédentiste se différencient d'autres crises en ce qui concerne les techniques de résolution de la crise, la gravité de la menace perçue, et la sévérité de la violence. Ces deux derniers aspects sont plus intenses que dans le cas des conflits n'ayant pas d'enjeux irrédentistes, et sont aggravés par l'émergence d'une contestation visant le régime d'un acteur de la crise. Les crises interétatiques ayant au centre des prétentions irrédentistes se transforment, donc, en conflits violents beaucoup plus souvent que d'autres types de crises. Nous concluons, qu'il y a une relation bidirectionnelle entre l'histoire des conflits entre deux États et les prétentions irrédentistes qu'un État peut formuler à l'égard de son adversaire.

Le *type de dyade* (D5) influence également une seule variable : les prétentions irrédentistes (D4).

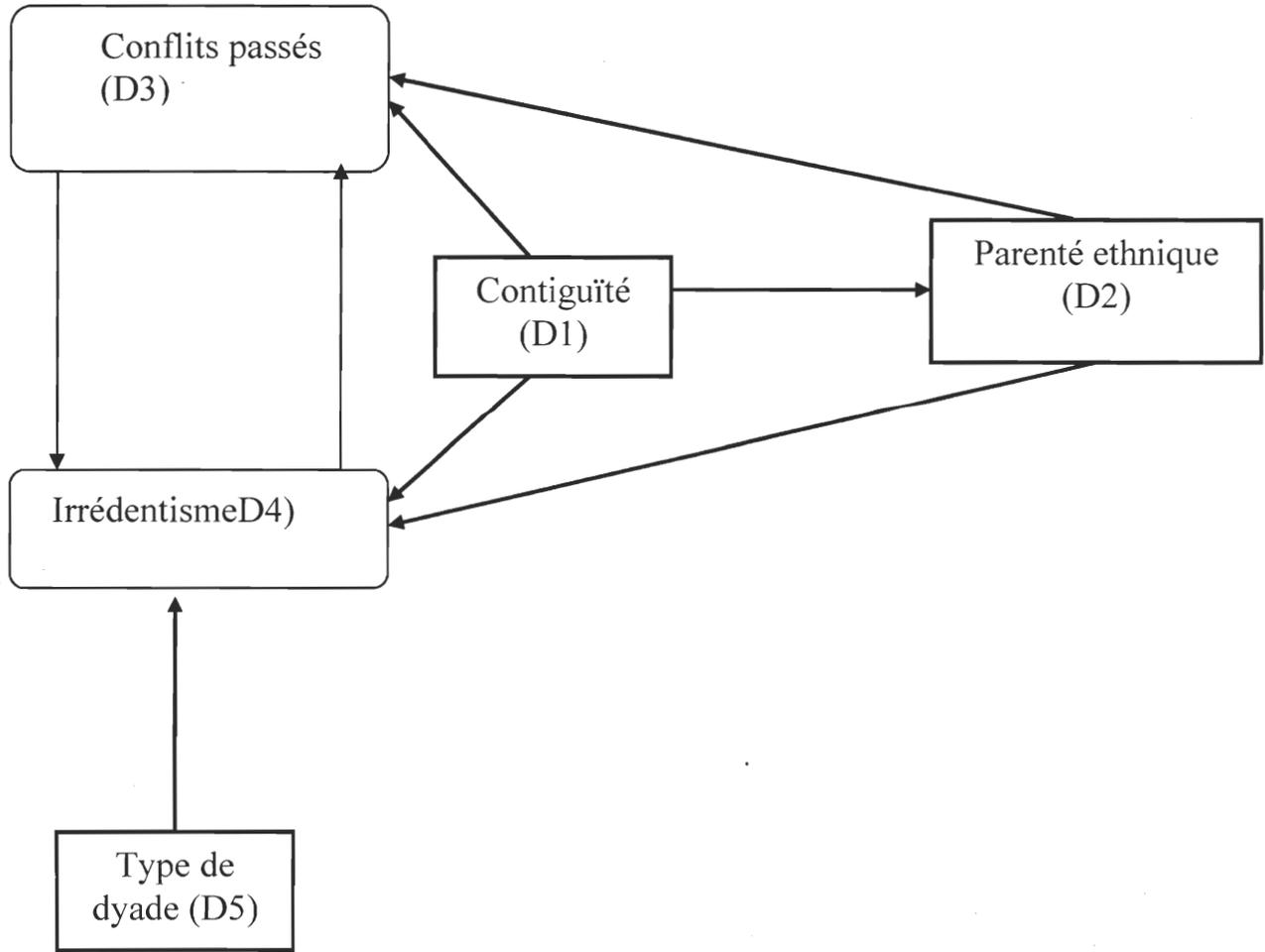
Selon Maoz et Russett (1993), dans la mesure du possible, les États démocratiques reproduisent, dans leur politique étrangère, les normes de comportement qui sont propres à leurs processus de décision et à leurs institutions internes et qui favorisent une compétition politique réglementée et le compromis. Ainsi, il est plus facile pour deux démocraties de résoudre des revendications irrédentistes par la voie du compromis. Un exécutif autoritaire, toutefois, peut exploiter des prétentions irrédentistes, afin de s'impliquer dans un conflit ethnique sévissant dans un pays voisin, pour accroître sa légitimité aux yeux de la population ou tout simplement pour des raisons instrumentales profitables au petit nombre des élites qui se trouvent au pouvoir. En conséquence, le type de dyade influence le poids que les prétentions irrédentistes ont dans la politique étrangère d'un État.

Un schéma des liens entre les différentes variables est présenté à la figure 2.

---

<sup>12</sup> *International Crisis Behavior*, <http://www.icbnet.org>.

Figure 2



Comme nous l'avons mentionné, l'indice de diffusion reprend le modèle de Brecher et James (1986). Ainsi, il sera calculé comme la somme des variables indépendantes pondérées par le poids, que nous avons établi de manière déductive, en fonction des liens qui les mettent en relation l'une par rapport aux autres. Le modèle garde, ainsi, sa cohérence théorique et nous permet d'observer à la fois la manière dont les facteurs analysés interagissent et leur impact cumulatif sur le processus de diffusion

$$D' = \Sigma p_n d_n$$

$D'$  = indice brut de diffusion

$d_n$  =  $n^{\text{ième}}$  variable ( $n = 1, \dots, 5$ )

$p_n$  = poids assigné à la  $n^{\text{ième}}$  variable

Afin d'avoir une meilleure image d'ensemble des scores de diffusion obtenus dans le cas des dyades spécifiques rattachées à un des conflits étudiés, nous allons transposer l'indice brut de diffusion sur une échelle de 0 à 10. Ainsi nous obtenons le résultat final concernant le potentiel de diffusion d'un conflit ethnique, selon les facteurs structurels que nous avons analysés.

$$D = (D' * 10) / D_{\text{max}}$$

$D$  = le score final de diffusion sur une échelle de 0 à 10;

$D'$  = l'indice brut de diffusion;

$D_{\text{max}}$  = la valeur maximale que l'indice brut de diffusion peut atteindre (dans notre cas, cette valeur est 12).

Tel que mentionné dans la section précédente, l'index de diffusion nous permet d'observer l'impact cumulatif des variables indépendantes qui le composent. Nous pouvons donc formuler une première hypothèse à cet effet.

*Hypothèse 1 : Plus la valeur de l'index de diffusion est élevée, plus le risque de diffusion du conflit, dans le cadre d'une dyade composée du pays où a lieu le conflit et un de ses voisins, augmente.*

Dans la section suivante les cinq variables indépendantes seront opérationnalisées, en fonction de l'intensité des conditions et des phénomènes structurels décrits. Cela nous permettra, par la suite, d'appliquer l'indice afin d'évaluer le potentiel de diffusion des conflits ethniques en Macédoine et en Azerbaïdjan et de confronter ces résultats avec ce qui s'est véritablement passé dans ces deux cas.

#### *Opérationnalisation des variables*

Les cinq variables indépendantes que nous employons pour construire notre indice de diffusion sont des variables ordinales, dont les valeurs sont ordonnées selon leur potentiel à favoriser le processus de diffusion. Étant donné la nature dyadique de l'indice de diffusion, les variables décrivent la relation entre un État A où a lieu le conflit et un État B qui pourrait éventuellement être impliqué dans un processus de diffusion.

(1) La contiguïté avec l'État A (D1) :

0 = non contigu;

1 = contigu

Une valeur supérieure est attribuée aux États contigus parce que la distance qui sépare deux pays a un impact sur leur propension à se faire la guerre (Bremer, 1992). La diffusion des conflits ethniques semble encore plus tributaire de la contiguïté des acteurs à cause de sa nature régionale.

(2) Un groupe ethnique dans l'État B apparenté à la faction rebelle dans l'État A (D2)

0 = aucun groupe apparenté

1 = un groupe apparenté qui ne détient pas une position politique dominante

2 = un groupe apparenté qui détient une position politique dominante

Les groupes ethniques qui se trouvent dans une position politique dominante représentent, généralement, la majorité ethnique d'un État. Également, un groupe ethnique qui détient une position politique dominante dans le cadre d'un État, aura plus tendance à accentuer des enjeux de nature ethnique dans sa politique étrangère, au moment où un

groupe apparenté devient partie à un conflit ethnique dans un pays voisin. Dans une telle situation, les dirigeants politiques auront plus d'incitations à exploiter une rhétorique à forts accents ethniques afin d'obtenir l'appui de la majorité. Même un gouvernement modéré pourrait être poussé à adopter une politique plus radicale comme conséquence des pressions émanant des éléments ethniques extrémistes. L'intervention dans le cadre d'un conflit ethnique, en faveur d'un groupe ethnique apparenté, peut être également employée comme un moyen de répondre aux éléments contestataires du régime (Carment et James, 2004).

Une remarque importante concerne la relation entre deux groupes dominants, dans deux pays voisins, partageant un lien d'affinité ethnique. Ce type d'alliance peut sans doute émerger sur fond de tensions de nature ethnique. Cependant, elle n'est pas incluse et analysée dans l'indice de diffusion car elle représente un processus différent de celui étudié dans cette dissertation. Ainsi, si un groupe apparenté qui détient une position politique dominante au sein d'un État décide d'appuyer le gouvernement du pays où a lieu le conflit, ce n'est pas une diffusion du conflit (telle que définie précédemment) qui a lieu; il s'agit tout simplement de l'obtention d'un appui externe qui permet aux autorités de renforcer leur position dans le conflit. Dans ce cas, il est clair que le conflit interne n'a pas le potentiel de se transformer en conflit interétatique, suivant un scénario de diffusion.

Les données pour cette variable seront puisées dans la banque de données *Minorities at Risk*, développée par Ted Robert Gurr<sup>13</sup>. Cette banque de données fournit des informations sur 285 groupes ethniques engagés dans des activités politiques. La période couverte s'étend de 1945 jusqu'à présent. Employant une perspective politique, économique et culturelle, ce projet offre également des résumés analytiques de l'histoire des groupes, des évaluations de risque et des chronologies pour chacun d'entre eux. Ces informations, de nature qualitative et quantitative, portent sur les caractéristiques et les activités des « minorités à risque ». Plus précisément, la variable de l'affinité ethnique, utilisée dans l'indice de diffusion, est compilée selon les informations recueillies par cette banque de données sur la répartition territoriale des groupes ethniques, ainsi que sur leur position sur l'échiquier politique dans les États voisins (un groupe qui a un statut de minorité dans un

---

<sup>13</sup> Minorities at Risk Project (2005), "Minorities at Risk Dataset", College Park, MD: Center for International Development and Conflict Management. Accessible sur internet: <http://www.cidcm.umd.edu/inscr/mar/>.

État et qui a un accès restreint ou est exclu du pouvoir politique, peut en revanche se retrouver dans une position avantageuse du point de vue politique dans un État voisin).

(3) Histoire conflictuelle (les conflits passés) entre l'État A et l'État B (D3)

0 = aucun conflit

1 = conflit isolé

2 = conflits récurrents (*protracted conflict*)

Outre le fait que la plupart de nouveaux conflits ont lieu entre des belligérants qui ont déjà éprouvé une relation conflictuelle dans le passé (Goertz et Diehl, 1993), un conflit récurrent, qui n'a jamais connu une solution définitive, peut élargir le nombre et la nature des aspects conflictuels pour englober, aussi, des questions d'ordre ethnique. Ainsi, l'intervention dans le conflit ethnique sévissant à l'intérieur d'un État considéré comme ennemi peut être la conséquence d'un conflit prolongé et persistant entre cet État et l'État intervenant.

Les données pour cette variable seront établies selon les faits historiques ainsi que selon la banque de données MID Version 3.02, qui fait partie du programme de recherche *Correlates of War* (Sarkees, 2000). Cette banque de données demeure un outil largement utilisé par les analyses quantitatives dans le champ d'étude des conflits. Le critère de 1000 victimes, employé pour établir l'existence d'une dispute violente entre deux États, permet de fixer un seuil qui signale un différend suffisamment important pour acquérir une signification historique dans l'analyse des interactions interétatiques récentes. En outre, cette banque de données utilise une approche dyadique pour établir les relations conflictuelles entre deux États, une méthodologie similaire à celle employée dans l'indice de diffusion. Les informations concernant la durée des conflits permettent de bien délimiter les conflits passés par rapport aux événements au centre de notre analyse. Dans un premier temps, il s'agit donc d'établir l'existence d'un conflit violent entre deux États (le volet "Inter-State War Participants" de MID).

En ce qui concerne les conflits prolongés (*protracted conflicts*), les informations sont disponibles dans la banque de données *International Crisis Behavior – System Level*, développée par Michael Brecher et Jonathan Wilkenfeld (2000). La version la plus récente de cette banque de données (2004) contient des informations sur 447 crises internationales et 32 conflits prolongés (*protracted conflicts*), couvrant la période entre la fin de la

Première Guerre mondiale jusqu'à présent<sup>14</sup>. Les informations recueillies dans cette banque de données permettent de cibler les conflits qui constituent les formes de confrontation les plus durables et imperméables aux tentatives de règlement. Elles sont complémentaires à celles fournies par d'autres banques de données en raison de la dimension perceptuelle qui y est contenue, et qui est essentielle à l'explication et à la compréhension des conflits prolongés.

(4) Prétentions irrédentistes de la part de l'État B (D4)

0 = aucune prétention irrédentiste ou prétentions irrédentistes résolues dans le passé

1 = prétentions irrédentistes persistantes

Les prétentions irrédentistes sont un indice clair du potentiel de diffusion d'un conflit ethnique. Cependant l'actualité des prétentions irrédentistes est un facteur décisif. Il est évident que les revendications irrédentistes passées entre la France et l'Allemagne ne représentent pas le même risque de conflit violent que celles des Kurdes ou des Pakistanais. Une valeur supérieure est donc attribuée aux prétentions irrédentistes persistantes.

Les données seront également puisées dans *International Crisis Behavior- System Level* qui offre des informations sur la centralité de l'ethnicité dans le déclenchement d'une crise internationale, et en particulier sur son caractère irrédentiste. Ces informations sont particulièrement importantes pour l'analyse de la diffusion des conflits ethniques en raison de la combinaison des dimensions ethniques/irrédentistes et internationales.

(5) Type de dyade entre État A et État B (D5)

0 = démocratique

1 = autocratique

2 = mixte

Une dyade formée de deux démocraties a deux fois moins de chances de se faire la guerre qu'une dyade mixte (démocratie - autocratie). En ce qui concerne une dyade autocratique, la probabilité de guerre est plus forte que dans le cas des dyades démocratiques, mais moins importante que dans le cas des dyades mixtes (Raknerud et Hegre, 1997).

---

<sup>14</sup> *International Crisis Behavior* est accessible sur internet: <http://www.cidcm.umd.edu/icb/>.

Les données sur le type de dyades sont fournies par la banque de données *Polity IV*, créée par Ted Robert Gurr (Gurr, Eckstein, 1975)<sup>15</sup>. *Polity IV* contient des informations sur les régimes de tous les États indépendants (dont la population dépasse 500 000 habitants) et couvre la période entre 1800 et 2006. Les principales institutions d'un régime sont évaluées de manière concomitante selon leurs qualités démocratiques ou autocratiques. Cela permet d'éviter la simple dichotomie démocratie/autocratie. Les valeurs attribuées aux régimes politiques sont placées sur une échelle de 21 points allant de -10 (une monarchie héréditaire) à +10 (une démocratie consolidée). Les principales dimensions analysées sont : la méthode de désignation du pouvoir exécutif, les contraintes posées au pouvoir exécutif et le degré de compétition politique. Cette banque de données permet également la création des catégories plus larges : autocraties (-10 à -6), une catégorie intermédiaire, "anocraties", (-5 à +5) et démocraties (+6 à +10). *Polity IV* recommande donc de considérer une dyade comme démocratique si chacun des deux États qui la composent a un score égal ou plus élevé à la valeur +6. Cette évaluation sera toutefois complétée et nuancée par les informations résultant de l'étude approfondie des cas analysés.

L'opérationnalisation des variables conclut la section théorique sur le potentiel de diffusion des conflits ethniques, conformément aux facteurs structurels qui composent l'indice de diffusion.

Ce modèle, partiellement appliqué à deux études de cas dans cette dissertation, a déjà été testé lors d'une analyse quantitative de 75 conflits couvrant l'ensemble des régions du monde affectées par la violence ethnique, dans la période suivant la fin de la guerre froide (1990-2000). Même si plusieurs anomalies ont été détectées, les conditions structurelles qui caractérisent un conflit et son environnement externe proche, ainsi que leur interaction, telles que présentées par l'indice de diffusion, ont pu fournir une estimation générale quant au risque de diffusion d'un conflit ethnique (Tranca, 2006)<sup>16</sup>. Pour une

<sup>15</sup> *Polity IV* est accessible sur internet: <http://www.systemicpeace.org/polity/polity4.htm>

<sup>16</sup> Les résultats préliminaires de ces recherches ont été également présentés lors de plusieurs conférences internationales : "A World Survey of Ethnic Conflict Diffusion: 1990-2000", présenté à la Peace Science Society (International) Conference, Iowa City, 4-6 novembre 2005; "Why Ethnic Conflicts Diffuse : Creating an Index, A Study of Conflicts in Eastern Europe, Caucasus and Africa", présenté à la 46ème Annual International Studies Association Convention, Honolulu, Hawaii, 1-5 mars 2005; "Modelling Ethnic Conflict Diffusion in Eastern Europe and Ex-Soviet Republics", présenté dans le cadre de la Northeast Political Science Association / International Studies Association Northeast joint annual regional conference, Boston, 11-13 novembre 2004.

explication détaillée des résultats et des conclusions de cette analyse quantitative se rapporter à l'annexe.

Le principal mérite de cette démarche préliminaire est de nous montrer globalement le potentiel et la direction d'un processus de diffusion, dans le cas d'un conflit ethnique spécifique. De plus, notre indice de diffusion a un caractère assez parcimonieux et général pour pouvoir être appliqué à d'autres conflits, qui ont atteint une phase de confrontation ouverte, et peut constituer ainsi le point de départ pour d'autres études de cas portant sur la diffusion des conflits ethniques.

Toutefois, des cas comme la Macédoine qui, malgré les prédictions pessimistes des élites politiques et universitaires occidentales au début des années 1990 et malgré des conditions structurelles nettement désavantageuses, a réussi à contenir la diffusion de ses conflits ethniques, démontrent le besoin d'une analyse beaucoup plus approfondie, afin de découvrir quels autres facteurs ont influencé son évolution. En conséquence, les sections suivantes présentent, d'un point de vue théorique, deux autres volets d'analyse.

Tout d'abord, nous analysons la valeur explicative d'une variable contextuelle, l'intervention des tierces parties. Nous avons préféré étudier séparément l'impact de cette variable sur un processus de diffusion au lieu d'essayer de l'intégrer dans l'indice de diffusion car, comme sa classification (*variable contextuelle*) l'indique, il s'agit d'un facteur qui est plutôt ponctuel et qui ne revêt pas le caractère durable des facteurs structurels qui composent l'indice de diffusion. Pourtant, son influence dans l'émergence d'un processus de diffusion n'en reste pas moindre. Si les conditions structurelles entourant les dynamiques régionales peuvent prédisposer un conflit à la diffusion, une intervention efficace et décisive de la part des acteurs internationaux peut en fournir l'antidote. Plusieurs aspects de l'intervention des tierces parties sont, par conséquent, analysés en relation avec le potentiel de diffusion des conflits ethniques.

Finalement un dernier volet d'analyse est dérivé, comme nous l'avons déjà annoncé, d'une perspective socio psychologique qui met principalement l'accent sur l'impact des processus sociaux qui sont à l'origine de la formation des identités ethniques et des patterns de comportement, qui caractérisent les interactions des groupes belligérants.

## La variable contextuelle : intervention des tierces parties

Tel que discuté dans la section précédente de ce chapitre, intitulée *Évaluer le risque de diffusion d'un conflit ethnique*, les principaux indices qui distinguent un acteur dans le conflit, par rapport à une tierce partie intervenante, concernent les pratiques non discriminatoires orientées vers la résolution du conflit que cette dernière applique comme principe directeur de ses actions. Par conséquent, la volonté de construire des stratégies et d'agir en vue d'une résolution du conflit constitue notre principal critère qui différencie une tierce partie d'un acteur au conflit. En réalité toutefois, cette distinction n'est pas toujours facile à opérer. Par exemple, un acteur externe peut devenir une tierce partie dans l'évolution ultérieure du conflit. Initialement, l'Inde s'est activement impliquée dans le conflit opposant les Tigres Tamouls aux autorités sri-lankaises, en appuyant ouvertement les rebelles. Par la suite, cependant, sa position par rapport à cette dispute s'est transformée. Ainsi, l'Inde est devenue plus intéressée par le règlement du conflit que par l'appui biaisé à un des adversaires.

Cette distinction analytique, qui met l'accent plutôt sur la forme et les modalités d'intervention et qui ne prend pas en compte les raisons de l'intervention, nous permet de simplifier nos hypothèses. Étant donné que l'intervention des tierces parties reste, pour notre sujet d'étude, une variable indépendante qui nous aide à expliquer la diffusion des conflits ethniques, nous ne considérons pas nécessaire d'insister sur les aspects de politique interne ou internationale qui ont déterminé l'intervention. Toutefois, il faut reconnaître que les actions d'un intervenant et leurs conséquences sur l'évolution du conflit sont souvent liées aux motivations des tierces parties. Dans ce sens, si nous ne nous penchons pas sur le processus décisionnel qui a précédé l'intervention, nous observons de très près les changements dans l'attitude et le comportement des tierces parties tout au long du conflit, ainsi que les possibles développements qui justifient de tels changements.

Les principaux aspects que nous nous proposons d'analyser concernent le type d'intervenant, le moment choisi de l'intervention et finalement, le résultat de l'intervention par rapport à la résolution du conflit ou par rapport à toute autre évolution positive.

L'intervention est définie comme une action qui influence d'une manière significative l'évolution du conflit quant à sa direction, ou bien sa durée ou bien sa résolution. En général, une condition nécessaire pour l'intervention d'une tierce partie est l'existence d'une crise ou d'un conflit antérieur à cette intervention (Rioux, 2003).

Il y a plusieurs types d'interventions parmi lesquelles la forme la plus visible est l'emploi de la force armée. Les sanctions économiques et diplomatiques sont aussi une forme d'intervention, parce qu'elles ont comme conséquence soit des incitations positives en faveur de la résolution du conflit, soit des mesures punitives. D'autres formes d'intervention concernent la conciliation, la supervision, le maintien de la paix (*peacekeeping*) et le renforcement de la paix (*peace enforcement*) (Haas, 1993). La médiation internationale constitue, aussi, une des formes importantes d'intervention des tierces parties. Cependant, la plupart du temps, on peut observer un ensemble de techniques d'intervention qui sont appliquées tout au long d'un conflit (Regan, 1996).

Il existe, également, des formes d'intervention « non-officielles », comme les actions contestataires, les déclarations d'appui et de solidarité, le secours humanitaire ou les bons offices (des actions qui ont comme but de promouvoir ou faciliter le dialogue) mais justement en raison de leur caractère non officiel, leur impact sur le conflit est plus difficile à évaluer (Rigby, 1995).

Les sections suivantes se concentreront sur le développement des hypothèses destinées à circonscrire le poids des interventions des tierces parties dans l'apaisement des conflits étudiés, en particulier par rapport à la diminution de leur potentiel de diffusion. Naturellement, ce sont les aspects reliés à l'efficacité de l'intervention et à son degré de succès qui se trouvent au cœur de notre recherche, car une intervention inefficace a, certes, le mérite de montrer l'intérêt que la communauté internationale accorde au conflit mais peut ne pas influencer d'une façon significative la diffusion du conflit à l'échelle régionale.

Le but principal de cette démarche théorique est de découvrir les indicateurs qui mettent en relation l'intervention des tierces parties et le risque de diffusion d'un conflit ethnique. À cet effet, nous étudions le type d'intervenant, le moment de l'intervention, le consentement des groupes ethniques belligérants concernant une intervention externe et, finalement, les instruments de dissuasion employés par l'intervenant.

### *Le type d'intervenant*

L'intervention n'est pas le domaine exclusif de l'ONU ou des autres organisations internationales, en général. On peut élargir la définition des tierces parties qui interviennent dans les conflits aux États, aux coalitions d'États, aux organisations transnationales ou sous nationales, aux commissions ad hoc, aux individus et à tout autre acteur qui a un statut international (Dixon, 1996). En conséquence, pour le même conflit, nous pouvons assister à des formes d'intervention unilatérales ou multilatérales qui peuvent avoir lieu séparément, consécutivement ou simultanément.

Les organisations internationales, tout comme les États individuels, sont souvent soumis aux pressions du public afin de s'impliquer dans la résolution des conflits ethniques, surtout quand les violations flagrantes des droits de l'homme ou les menaces à l'ordre régional ou international qui les accompagnent, font l'objet d'une large couverture médiatique.

Le monde d'après la guerre froide est caractérisé par un déclin à long terme des interventions unilatérales en faveur des interventions multilatérales, moins coûteuses et bénéficiant d'une légitimité accrue au plan international. Toutefois, à part cette évolution, qui semble réunir le consensus des auteurs, il y a peu d'études théoriques ou empiriques capables d'offrir des indications quant au moment et aux conditions propices à une intervention susceptible d'affecter de manière positive l'évolution d'un conflit.

Une étude intéressante qui met en relation le type d'intervenant et l'efficacité de l'intervention est celle de Carment et Harvey (2001). À première vue, les États semblent mieux équipés pour intervenir dans les conflits, car le processus de prise de décision et la mobilisation des ressources sont beaucoup plus rapides que dans le cas des organisations internationales. Cependant, comme nous l'avons mentionné plus haut, des problèmes de légitimité et d'impartialité peuvent surgir quand un État agit seul, sans l'aval d'un organisme international.

En effet, Carment et Harvey (2001 :97) ont trouvé que la probabilité de violence est diminuée quand les organisations internationales et les États interviennent ensemble et, qu'au contraire, il y a une hausse dans la probabilité de violence quand l'intervention des organisations internationales ne bénéficie pas d'un appui militaire et politique significatif

de la part d'un ou plusieurs États. Cette affirmation est, selon les auteurs, particulièrement valide pour les crises à enjeux ethniques.

Si, en théorie, les décisions prises dans le cadre d'une organisation internationale sont, plus ou moins, l'expression de la volonté politique des États qui la composent, en réalité, dans des situations de crise, les règles qui circonscrivent son mandat et ses actions posent souvent des obstacles à la mise en œuvre de ses résolutions. Toujours selon Carment et Harvey, la prestation de l'ONU est particulièrement déficiente (encore plus qu'une intervention unilatérale étatique) dans la prévention de l'escalade des crises internationales quand elle agit seule. Une des raisons majeures de ce manque d'efficacité est le peu d'influence que l'ONU peut exercer de manière crédible sur les parties au conflit (Ryan, 1998).

Toutefois, dès que des États se joignent aux actions de l'ONU dans la gestion du conflit, en y apportant une contribution importante, on remarque une hausse dans l'efficacité de l'intervention. La présence d'un intervenant étatique aux côtés d'une organisation internationale est particulièrement significative pour la crédibilité et le poids des mesures de dissuasion dont les tierces parties font usage, afin d'influencer d'une manière positive l'évolution du conflit.

L'intervention isolée de l'ONU est, notamment, problématique pour les crises ethniques. Dans les phases initiales du conflit en Bosnie par exemple, les limitations imposées par la Charte onusienne ont souvent miné les efforts d'autres États d'arrêter les hostilités et de résoudre le conflit. Entre 1993 et 1994, plusieurs violations par les Serbes bosniaques des résolutions onusiennes et des accords de cessez-le-feu négociés sous l'égide de l'ONU ont provoqué une implication accrue des États-Unis. Suite à l'attaque dévastatrice du marché de Sarajevo, le 5 février 1994, les États-Unis ont menacé d'utiliser des frappes aériennes unilatéralement si les troupes serbes ne se retiraient pas des environs de la ville avant le 21 février. Cela a eu comme conséquence presque immédiate la fin du siège de Sarajevo et la cessation des attaques contre les troupes de l'ONU (Carment et Harvey : 2001 :57).

Les recherches de Carment et Harvey utilisent la banque de données ICB qui ne dispose pas d'une variable codant l'intervention des grandes puissances pour la période d'après 1945. Nous estimons, toutefois, que cet élément est indispensable pour l'analyse

des interventions dans le monde multipolaire post guerre froide. De plus, c'est surtout un État ayant des capacités militaires et symboliques importantes qui peut assurer les instruments de dissuasion nécessaires à appuyer les actions d'une organisation internationale.

En ce qui concerne la diffusion des conflits ethniques, une façon de réduire le risque d'une implication externe est de déployer une mission internationale le long de la frontière (Kaufman, 1998). Une armée étrangère qui voudrait s'y immiscer devrait confronter les forces de maintien de la paix et provoquerait ainsi l'outrage de la communauté internationale. Cependant, les performances passées de l'ONU, concernant la dissuasion de l'implication des acteurs externes dans les conflits de leurs voisins, ne sont pas notables. Ryan (1998) cite le cas de Chypre qui en 1974, malgré la présence des forces onusiennes, a subi l'invasion de la Turquie. La même situation se retrouve au Liban en 1982, quand l'armée israélienne a occupé une partie du territoire de ce pays, y compris les portions surveillées par la FINUL. En conséquence, Ryan (1998) conclut que la simple présence d'une organisation internationale ne suffit pas pour empêcher la diffusion du conflit à d'autres acteurs étatiques dans la région. Une possible solution à ce problème est l'envoi des troupes appartenant aux membres permanents du Conseil de sécurité. Cette hypothèse a été partiellement vérifiée à Chypre, où la présence des Britanniques a dissuadé les attaques turques dans les parties de territoire contrôlées par ceux-ci, notamment l'aéroport international de Nicosie (Ryan, 1998).

La présence des effectifs provenant d'une grande puissance dans le cadre d'une organisation internationale peut, donc, influencer d'une façon cruciale les calculs stratégiques des potentiels acteurs externes, en élevant les coûts d'une éventuelle implication.

Nous pouvons donc formuler une deuxième hypothèse concernant l'intervention des tierces parties.

*Hypothèse 2 : L'intervention des organisations internationales/régionales appuyée par une grande puissance sera plus efficace dans la prévention de la diffusion d'un conflit ethnique que l'intervention isolée des organisations internationales/ régionales ou des États agissants seuls.*

Tout comme le type d'intervenant, le moment de l'intervention, à un stade précis de l'évolution du conflit, peut assurer une meilleure chance de succès dans l'inhibition de son risque de diffusion. La section suivante est, donc, consacrée à cet aspect complémentaire de notre variable contextuelle.

### *Le moment de l'intervention*

En ce qui concerne le meilleur moment d'intervenir pour assurer le succès de l'intervention, plusieurs courants existent dans la littérature. L'argument classique soutient que l'intervention devrait avoir lieu quand le conflit a atteint une phase où les adversaires sont arrivés à la conclusion qu'il n'y avait pas d'alternative acceptable à l'exception d'une médiation des tierces parties. Cette situation est caractérisée par la littérature comme une « impasse mutuellement désavantageuse » (*mutually hurting stalemate*) et a lieu quand le conflit a atteint un stade qui le rend prêt pour la résolution (*ripe for resolution*) (Zartman, 1989), c'est-à-dire quand les parties ont épuisé la plupart des ressources nécessaires pour continuer la lutte armée.

Ainsi une tierce partie devrait intervenir au moment où les belligérants ont appris que les conséquences désastreuses de l'emploi de la violence et les coûts de continuer la guerre sont plus élevés que les bénéfices, ce qui signifie principalement qu'aucune des parties ne peut envisager une victoire définitive sur l'autre. En effet, selon cette approche, les tierces parties devraient même provoquer une telle situation afin de ramener les adversaires à la table des négociations.

Toutefois, plusieurs recherches empiriques ont confirmé que plus le nombre des victimes augmente, plus la probabilité de succès de l'intervention d'une tierce partie est réduite (Carment et James, 1998). Une fois que la violence gagne en ampleur et en intensité, les moyens à la disposition des tierces parties afin d'inhiber des processus d'escalade et de diffusion sont extrêmement limités. L'emploi de la violence, comme instrument privilégié de gestion du conflit, peut radicaliser les deux parties et marginaliser les éléments modérés, jusqu'au point où même une situation d'impasse mutuellement désavantageuse peut être préférée aux négociations; la victoire ou la défaite semblent dans cette situation les seules options possibles (Kriesberg, 1998).

Pour remédier au fléau du cercle vicieux de la violence, une évolution plus récente dans la littérature met plutôt l'accent sur les interventions préventives (Lund, 1996), au moment où l'on détecte des conflits ayant un grand potentiel de déstabilisation à l'échelle régionale. Ainsi, l'intervention devrait avoir lieu aux stades initiaux du conflit, souvent même avant son déclenchement, quand des signes de violence imminente sont détectés.

Les critiques des interventions préventives argumentent que de telles interventions auraient, peut-être, plus de chances de succès mais souffrent d'un défaut majeur. Les mesures préventives sont difficilement approuvées et mises en œuvre, parce qu'il est problématique de convaincre les États (et par conséquent, les organisations internationales) d'investir leurs ressources dans des situations qui, en fin de compte, pourraient ne pas devenir conflictuelles.

Un autre problème qui désavantage cette approche c'est qu'il n'y a pas vraiment de moyens pour mesurer l'impact que l'intervention des tierces parties a eu sur l'inhibition du conflit (Ackermann, 2000). Si une intervention préventive a réussi, le conflit n'éclatera pas, mais les sceptiques pourront toujours soutenir que cela a été entièrement le résultat de circonstances fortuites ou d'autres facteurs dont la complexité ou la multitude sont impossibles à prévoir. Ainsi, on peut facilement rattacher un caractère normatif aux théories qui appuient les interventions préventives, ce qui les rend naturellement beaucoup plus susceptibles aux critiques des auteurs positivistes.

Toutefois, Carment et Harvey (2001) ont conclu, à la fin de leur étude empirique approfondie, qu'il y a toujours plus de chances d'obtenir une solution négociée dans la phase initiale d'une crise internationale à caractère ethnique (une situation correspondant à un potentiel scénario de diffusion d'un conflit ethnique) que dans les phases subséquentes du conflit. Même s'il y a le risque que les tensions émergent de nouveau à l'avenir, cette alternative est préférable à la tergiversation de l'intervention jusqu'à l'entrée du conflit dans une phase d'« impasse mutuellement désavantageuse ». À part les dangers de génocide, des flux de réfugiés et de nettoyage ethnique qui peuvent résulter de cette situation, une conséquence très probable est la radicalisation des parties qui, même en ayant épuisé leurs ressources pour continuer le conflit, préféreront garder le statu quo au détriment d'une solution négociée. Par exemple, si le territoire conquis tout au long du conflit reste sous le contrôle de la partie gagnante sans aucune reconnaissance juridique

nationale ou internationale, l'autre partie peut toujours espérer le récupérer, si l'équilibre militaire change en sa faveur. Ainsi, le conflit sera figé dans une « impasse mutuellement désavantageuse », sans que les parties soient plus sensibilisées aux bénéfices des négociations.

La diffusion des conflits ethniques est, elle aussi, tributaire des dynamiques qui affectent l'évolution interne du conflit. Par conséquent, si une tierce partie n'intervient pas dans les stades initiaux et donne libre cours à la violence afin de rendre plus coûteuse la continuation du conflit par la force, des acteurs externes qui ont des enjeux dans le conflit pourraient être incités à s'y impliquer de manière plus ou moins directe, ce qui augmente considérablement le risque de diffusion du conflit. Nous pouvons donc déduire notre troisième hypothèse :

*Hypothèse 3 : Une intervention des tierces parties dans les stades initiaux d'un conflit, caractérisé par un risque élevé de diffusion, a plus de chances d'arrêter sa diffusion qu'une intervention qui a lieu quand le conflit entre dans une phase d'« impasse mutuellement désavantageuse ».*

Un troisième aspect qui nous semble particulièrement important pour le succès d'une intervention est le consentement des parties belligérantes. Le risque de diffusion du conflit s'en trouve également diminué, car si les adversaires sont favorables à une intervention des tiers, il y a moins d'incitations pour l'implication biaisée des acteurs externes.

#### *Le consentement des parties belligérantes*

Inhiber le risque d'escalade ou de diffusion d'un conflit ethnique dépend principalement des principaux protagonistes. Les interventions des tierces parties ont souvent un effet limité même si, à des moments clés dans l'évolution du conflit, leur contribution est essentielle (Kriesberg, 1998).

Le recours à la violence signifie, souvent, le manque d'alternatives pour répondre aux griefs des groupes ethniques belligérants. C'est aussi le résultat des ressentiments, des humiliations et de la révolte ressentis par ces groupes. Toutefois, souvent la violence est la

conséquence des stratégies politiques des élites qui exploitent de tels sentiments pour acquérir l'appui populaire en leur faveur (Kriesberg, 1998). Le défi pour les tierces parties qui interviennent dans des situations de crise est, donc, d'obtenir la collaboration des adversaires qui ont appris à employer la violence comme instrument principal pour résoudre leurs différends.

Obtenir le consentement des parties belligérantes en faveur d'une intervention préventive peut aussi s'avérer problématique car, dans cette situation, il faut obtenir leur appui avant qu'ils aient éprouvé les conséquences désastreuses de la violence et qu'ils aient, ainsi, appris la valeur de la coopération (Ryan, 1998).

La personnalité, l'idéologie politique et les capacités cognitives des leaders sont, en conséquence, d'une importance majeure dans le déroulement du conflit. Les stratégies des tierces parties doivent nécessairement en tenir compte. Si les leaders des parties belligérantes ne sont pas prêts à accepter une solution pacifique ou les émotions des masses sont trop fortes pour accepter un compromis, une intervention des tierces parties a peu de chances de succès. Idéalement, tous les acteurs ou les potentiels acteurs internes ou étrangers ayant un enjeu dans le conflit devraient inviter une tierce partie et collaborer avec elle en vue d'une résolution du conflit (Kaufman, 1998).

Deux obstacles sont particulièrement importants pour obtenir le consentement des belligérants. Premièrement, si un gouvernement est partie à un conflit ethnique, ce qui est très souvent le cas, il consentira avec beaucoup de réticence à l'intervention d'un tiers qui sera plutôt interprétée comme une atteinte à sa souveraineté étatique. Deuxièmement, si un acteur accepte une intervention externe, ses préférences iront plutôt vers un allié que vers une tierce partie qui respecte les normes de l'impartialité (Kaufman, 1998).

Cependant, il faut remarquer qu'en présence de menaces externes, comme lors de conflits ethniques à haut risque de diffusion, le gouvernement du pays où a lieu le conflit pourrait encourager une intervention des tiers, afin de dissuader les actions hostiles de ses voisins (Kaufman, 1998). La menace externe doit, néanmoins, être perçue comme étant assez grave pour internationaliser un conflit qui, autrement, pourrait être géré exclusivement comme une affaire interne. De plus, l'autre partie, normalement un acteur contestataire non étatique, doit aussi apprécier les mérites d'une intervention non biaisée,

au lieu de chercher un appui explicite à sa cause. En somme, toutes les parties doivent être prêtes à collaborer afin que la mission d'intermédiaire des tierces parties puisse réussir.

Si les dirigeants des parties belligérantes peuvent être persuadés d'accepter une intervention externe, cela peut non seulement calmer le conflit, mais prévenir également sa diffusion. Les États voisins, qui ont des enjeux dans le conflit, auront moins de justifications et d'opportunités de s'y impliquer et les coûts matériels et symboliques d'une telle action seront beaucoup plus élevés. La présence d'une tierce partie, ayant le mandat de résoudre le conflit et ayant le consentement des adversaires, rend ainsi futile l'implication d'autres acteurs. Notre hypothèse reflète ce raisonnement.

*Hypothèse 4 : Le consentement des dirigeants des groupes ethniques belligérants concernant l'intervention d'une tierce partie dans le pays où a lieu le conflit inhibe le risque de diffusion du conflit.*

Non seulement les tierces parties doivent-elles convaincre les adversaires d'accepter leur intervention, mais il leur incombe aussi de renforcer les effets positifs de l'intervention (Kaufman, 1998). Ainsi, il est également essentiel de mettre en place une bonne stratégie de dissuasion afin de contrecarrer des éventuelles tentatives de sabotage. Par conséquent, notre dernière hypothèse se penche sur cet aspect important de notre variable contextuelle.

#### *Les instruments de dissuasion*

La dissuasion est, selon Carment et Harvey (2001), une théorie « relativement abstraite » appartenant au courant réaliste et dérivée de l'analyse du comportement des États indépendants dans le contexte d'« anarchie » du système international. Les critiques de ce concept soutiennent que, étant donné que l'anarchie et les États sont devenus obsolètes suite aux changements apportés par la fin de la guerre froide, des modèles rationalistes tels que la dissuasion ne sont pas pertinents pour l'analyse des nouvelles menaces à la sécurité posées par les conflits ethniques. La violence ethnique, selon ces critiques, est la conséquence des haines ancestrales ou des différences culturelles et religieuses profondes, qui ne se prêtent pas aux modèles rationalistes qui analysent les relations interétatiques. Par conséquent, essayer de comprendre des conflits ethniques

virulents et récurrents à travers le prisme des grandes théories des relations internationales est voué à l'échec.

Carment et Harvey (2001) rejettent ce type d'argumentation<sup>17</sup> car, basée entièrement sur une vision primordialiste de l'ethnicité, elle tend à ignorer d'autres aspects importants des conflits ethniques. En effet, la vaste majorité des dirigeants des groupes ethniques sont réceptifs aux incitations, aux menaces et à d'autres moyens coercitifs de manière assez prévisible. Le défi pour les tierces parties est de trouver la juste combinaison de « bâtons et carottes » afin de sensibiliser les leaders des mouvements ethniques violents aux bénéfices de la négociation. En ce sens, l'« irrationalité » des conflits ethniques n'est pas complètement immune aux effets d'une bonne stratégie de dissuasion.

La dissuasion consiste dans la tentative d'empêcher un challenger d'entreprendre des actions indésirables par deux moyens que l'on peut utiliser séparément ou ensemble : (1) la menace des sanctions; (2) l'offre de récompenses ou d'autres incitations positives (Carment et Harvey, 2001 : 47).

Afin d'assurer le succès d'une stratégie de dissuasion, deux éléments sont particulièrement importants : premièrement, la définition claire de ce qui est considéré un comportement inacceptable et deuxièmement, l'engagement crédible en vue de mettre en œuvre soit les menaces de représailles soit les incitations positives ou les deux à la fois (Carment et Harvey, 2001).

La crédibilité est un élément essentiel de la dissuasion. Contrairement à un conflit classique entre deux camps belligérants, les tierces parties doivent s'assurer que toutes les parties au conflit, souvent composées de plusieurs acteurs étatiques et non étatiques, respectent leurs engagements. Ainsi pour s'assurer que la menace de représailles, tout comme les autres incitations positives, sont perçues d'une manière crédible par les belligérants, Carment et Harvey (2001 : 47) soulignent trois indicateurs indispensables : (1) des *actions* appuyant les effets de l'intervention (y compris, la mobilisations de forces armées); (2) des *déclarations* explicites concernant la menace de représailles immédiates ou des ultimatums et dates limites concernant un comportement inacceptable; (3) des

---

<sup>17</sup> Par ailleurs, d'autres auteurs ont appliqué des concepts empruntés aux théories classiques des relations internationales à l'étude des conflits ethniques (Roe, 1999; Kaufman, 1996).

*conditions* assurant un appui aux représailles, telles que l'appui interne et international, une couverture médiatique positive etc.

Si ces conditions sont satisfaites, les coûts encourus par un challenger suite à la menace de représailles seront plus élevés que les gains potentiels résultant du non-respect du statu quo, parce que la punition pourrait l'empêcher d'atteindre ses objectifs (Carment et Harvey, 2001).

En ce qui concerne la diffusion des conflits ethniques, nous nous penchons particulièrement sur les instruments de dissuasion que les tierces parties utilisent pour empêcher l'implication dans le conflit d'un acteur externe. Les indicateurs de Carment et Harvey peuvent facilement s'appliquer à cette situation. Toutefois, les dynamiques des deux volets, dissuasion face aux tentatives internes et externes de saboter l'intervention des tierces parties sont, également, importantes. Ainsi, la dernière hypothèse concernant notre variable contextuelle est :

*Hypothèse 5 : Quand les trois éléments - actions, déclarations et conditions facilitant l'appui pour les représailles - sont présents, la stratégie des tierces parties pour dissuader la diffusion d'un conflit ethnique sera efficace. Si un de ces éléments manque, la stratégie de dissuasion échouera.*

Cette section conclut le sous-chapitre consacré à l'intervention des tierces parties, la variable contextuelle qui influence la probabilité de diffusion des conflits ethniques. Notre dernier volet de recherche se penche sur une explication souvent citée comme une alternative aux modèles d'analyse plus formels, mais que nous espérons intégrer comme complémentaire dans notre cadre théorique. Cette approche, puisée dans le champ de la psychologie sociale, permet d'analyser l'impact des dynamiques sociales profondes, tels que la formation de l'identité et les perceptions que le groupe a de lui-même et des autres, sur le comportement collectif des acteurs impliqués dans un conflit ethnique.

## La diffusion des conflits ethniques expliquée à travers le prisme de la psychologie sociale

L'angle de recherche issu de la psychologie sociale est un courant relativement nouveau dans l'analyse des conflits ethniques. Cette approche étudie des aspects spécifiques des relations interethniques, sous l'angle des processus cognitifs tels que la catégorisation, les stéréotypes, les attributions et les attitudes (Taylor et Moghaddam, 1994).

Le champ d'étude de la psychologie sociale peut apporter un angle d'analyse intéressant à nos études de cas, car les facteurs structurels qui composent notre modèle formel peuvent être ainsi complétés, lors des études de cas spécifiques, par des facteurs qui seraient, autrement, difficilement quantifiables. Des éléments empruntés à la psychologie sociale peuvent s'avérer utiles pour comprendre si les schémas de comportement collectif issus des antagonismes historiques, qui ont influencé la formation des identités, tout comme les perceptions négatives du groupe ethnique rival, peuvent effectivement avoir un impact sur l'implication des acteurs externes dans les conflits ethniques.

### *Les stéréotypes*

Les stéréotypes sont un indicateur souvent utilisé dans la psychologie sociale. Ceux-ci sont des généralisations concernant un groupe ethnique construites à partir de l'attribution des caractéristiques qui, aux yeux d'un observateur objectif, peuvent paraître injustes (Taylor et Moghaddam, 1994). D'autres auteurs définissent les stéréotypes comme un ensemble d'opinions préconçues appliquées à certains groupes, qui conditionnent des généralisations concernant des membres appartenant à ces groupes exclusivement sur la base de leur appartenance à un groupe spécifique (racial, ethnique ou religieux) (Baron et Byrne, 1977).

La création d'un stéréotype est le résultat d'un processus collectif qui apparaît quand il y a un consensus parmi les membres d'un groupe concernant les caractéristiques

propres à un autre groupe. Traditionnellement, les stéréotypes étaient considérés comme un type de processus cognitif inférieur, parce qu'ils prenaient la forme d'une perception exagérée ou simpliste de la réalité. De plus, les stéréotypes étaient moralement déplorables, parce qu'ils constituaient une forme arbitraire et intransigeante de catégoriser les individus contre leur gré (Taylor et Moghaddam, 1994).

Toutefois, dernièrement, des auteurs ont commencé à regarder les stéréotypes comme un processus cognitif de base qui n'est ni désirable ni indésirable en soi. En bref, il peut être défini comme un schéma qui conditionne les perceptions collectives des membres d'un groupe spécifique (Hamilton, 1981). Ainsi, les stéréotypes se développent simultanément avec la formation identitaire des groupes et en font partie intégrante. Dans une situation de conflit, ils atteignent le plus haut degré de consensus parmi les membres d'un même groupe (Taylor et Moghaddam, 1994). Les stéréotypes sont des éléments potentiellement accélérateurs du conflit à cause des simplifications et des généralisations, ainsi que des distorsions biaisées de la réalité qu'ils entraînent.

Comment les stéréotypes influencent-ils la diffusion des conflits ethniques ? Il est évident que les stéréotypes qu'un acteur externe nourrit peuvent avoir une influence sur sa décision d'appuyer la partie au conflit, qu'il perçoit d'une manière positive, et d'agir contre ceux qui font l'objet des stéréotypes négatifs. Ceci peut s'avérer un angle intéressant d'analyse, afin de faire ressortir les motivations d'ordre psychologique qui sont à l'origine de l'implication d'un acteur externe dans le conflit ethnique de son voisin. Les perceptions subjectives, que les parties au conflit ont une par rapport à l'autre et qui peuvent, par la suite, définir les perceptions des potentiels acteurs externes, se joignent ainsi aux conditions plus objectives, qui sont à la base de notre indice de diffusion et de notre variable contextuelle.

Toutefois, les stéréotypes ne peuvent pas expliquer, en eux-mêmes, un comportement agressif. Selon une perspective d'analyse relevant de la psychologie sociale, les relations entre les groupes s'inscrivent dans un contexte historique spécifique. Cet aspect, qui constitue le sujet de la section suivante, sert à nuancer et à raffiner notre cadre analytique.

*Les traumatismes historiques*

L'histoire des relations interethniques joue un rôle particulièrement important dans un contexte de conflit. Les stratégies destinées à changer un comportement collectif, afin de transformer une attitude basée sur la confrontation en une attitude basée sur la coopération, peuvent échouer si, dans les relations passées des groupes belligérants, il n'existe aucun pattern alternatif de comportement non-violent. En somme, les groupes, qui construisent leur identité propre de manière antagoniste par rapport à d'autres groupes ont tendance à perpétuer ce comportement à travers le temps. Cette observation à portée générale doit, toutefois, être nuancée pour certains cas où des antagonismes enracinés ont pu, quand même, être surpassés. À cet effet, il est important de souligner le rôle des élites politiques, ainsi que des organismes qui agissent au niveau communautaire et qui, dans certaines circonstances, peuvent entamer des transformations importantes au niveau sociétal. Une autre observation concerne la variation en intensité et en ampleur de l'influence que de tels processus cognitifs exercent sur les comportements collectifs, principalement en fonction du niveau des tensions interethniques éprouvées par les différents groupes.

Un indicateur de ce phénomène social complexe est la manière dont les individus catégorisent les événements récents, en donnant la priorité à certaines similitudes avec des événements passés et en décidant d'ignorer des différences fondamentales (Taylor et Moghaddam, 1994). Cela explique, par exemple, pourquoi pendant les conflits en Bosnie et au Kosovo, certains Serbes étaient enclins à percevoir les Musulmans comme des ennemis de longue date, remontant à des époques éloignées de leur histoire, comme la conquête ottomane et la lutte pour l'indépendance serbe.

Conformément à ces processus de catégorisation, qui ont comme fonction d'organiser l'information que nous recueillons de notre environnement, si la répression ou le génocide font partie du passé d'un groupe et ont contribué à sa formation identitaire, cette information dominera les autres dans une situation ambiguë. Le groupe privilégiera les éléments qui suggèrent une éventuelle répétition des événements traumatiques passés qui sont gravés dans la psyché collective du groupe. « Plus jamais » est souvent le slogan des groupes qui ont éprouvé la menace d'annihilation à un moment donné de leur histoire. Une conclusion concernant les intentions de ses adversaires, conforme à cette perception,

sera donc privilégiée au détriment des alternatives possibles. Leur expérience historique rend de tels groupes particulièrement vigilants, mais également extrêmement biaisés quand ils interprètent les attitudes ou le comportement de leurs ennemis traditionnels<sup>18</sup>.

Ces contraintes sont établies tôt dans l'évolution d'un conflit et sont, par la suite, difficilement amovibles. Nous estimons que, non seulement, elles peuvent avoir une influence sur la radicalisation du conflit à l'intérieur de l'entité politique où il a émergé, mais qu'elles ont également un impact sur le potentiel de diffusion du conflit en attirant la participation des États voisins. Quand des groupes ayant éprouvé une expérience traumatique dans le passé se sentent de nouveau menacés, ils ont tendance à mobiliser tout l'appui favorable à leur cause, en invitant ainsi la participation des acteurs externes qui pourraient leur fournir de l'aide. La quête d'un appui externe revêt donc une urgence particulière. Du point de vue de l'acteur externe, la menace ressentie par un groupe que l'ont considère apparenté (que ce soit par l'ethnicité, la religion, la race ou tout autre attribut commun ayant une forte valeur symbolique) peut se transformer en un devoir d'agir accentué par une obligation morale d'empêcher une répétition des atrocités passées. Par conséquent, notre dernière hypothèse sera ainsi formulée :

*Hypothèse 6 : Des événements traumatiques passés qui ont eu comme conséquence une menace à la survie d'un groupe ethnique par un groupe rival augmentent le potentiel de diffusion du conflit qui oppose ces deux groupes.*

En conclusion, d'une part l'indice de diffusion peut donner une approximation du potentiel de diffusion des conflits ethniques et l'efficacité de l'intervention des tierces parties peut avoir un impact déterminant sur l'endiguement du conflit. D'autre part, pour avoir une analyse plus précise et nuancée du potentiel de diffusion d'un conflit spécifique, une dimension subjective, qui souligne le côté socio psychologique des interactions entre les groupes ennemis, doit nécessairement être prise en compte.

Lors de nos deux études de cas, cette approche complémentaire nous aide à comprendre si les schémas de comportement, issus des antagonismes identitaires qui se sont formés tout au long de l'histoire, ont eu un impact déterminant sur l'implication des acteurs externes dans le conflit.

---

<sup>18</sup> Cette théorie est similaire à la théorie de « modern hatreds » (Kaufman, 2001).

Les chapitres suivants se concentreront sur l'analyse approfondie des facteurs structurels qui composent l'indice de diffusion. Le score final nous indiquera d'une façon préliminaire le potentiel de diffusion des conflits étudiés. Par la suite, nous allons nous concentrer sur les deux autres angles de recherche mentionnés, le rôle et l'impact des interventions des tierces parties ainsi que l'influence des facteurs de nature socio psychologique, par rapport au potentiel de diffusion des conflits ethniques. Ce cadre analytique sera appliqué, dans un premier temps, au conflit de Nagorno-Karabakh, et ultérieurement aux deux conflits ethniques qui ont menacé la stabilité de la Macédoine.

Dans le chapitre final nous allons comparer les résultats des recherches sur les deux études de cas et nous allons conclure sur les implications théoriques et empiriques issues de notre démarche.

## **Chapitre 3 Méthodologie des études de cas**

Une étude de cas est une démarche empirique qui vise à investiguer un phénomène contemporain dans son contexte réel, particulièrement quand les frontières entre le phénomène étudié et son contexte ne sont pas clairement définies. En d'autres termes, la méthode des études de cas est utilisée quand l'on veut se pencher sur certaines conditions contextuelles parce qu'on les considère comme étant extrêmement pertinentes pour le phénomène étudié (Yin, 2003 : 13).

Les études de cas nous permettent, donc, de diversifier le nombre de variables étudiées tout en gardant un nombre restreint d'unités d'analyse. Toutefois une étude de cas nécessite un support théorique très rigoureux et plusieurs sources d'information, afin d'assurer une collecte de données et une analyse non biaisées.

### **L'importance des études de cas dans le développement de la théorie**

Tout comme le but d'une étude de grand N est d'établir une corrélation statistique entre les variables indépendantes et les variables dépendantes, et prouver ainsi un lien de cette nature, la valeur des études de cas réside dans une analyse approfondie d'une situation, où ce lien de causalité apparaît particulièrement fort ou particulièrement faible, afin d'établir s'il y a un facteur intervenant qui pourrait annuler le lien de causalité postulé par la méthode statistique. En outre, même si elle est intégrée dans une catégorie plus large d'unités d'analyse, une étude de cas permet de mettre à jour l'importance des caractéristiques uniques propres à chaque cas et d'éviter le danger de nager trop dans l'« abstrait » (George, 1979).

Si les éléments théoriques déduits d'une démarche à caractère plus général sont validés lors d'une étude de cas approfondie, la validité interne et externe de la théorie est renforcée. Si au contraire, l'étude de cas fait ressortir d'autres aspects essentiels qui n'avaient pas été pris en compte par l'étude statistique, la théorie peut être révisée et complétée. Il est donc évident qu'à la fois les études de cas et les modèles formels participent au développement de la théorie; en conséquence, les recherches qui combinent plusieurs méthodes de travail deviennent de plus en plus fréquentes.

Le principal défi, dans la plupart des études de cas, est de trouver la bonne manière de transformer les résultats obtenus en propositions théoriques ayant un caractère assez abstrait et général pour pouvoir être appliquées à d'autres situations semblables. Ainsi, le chercheur doit choisir ce que l'on appelle « un cas crucial » (Eckstein, 1975), résultat d'une sélection stratégique, et dont l'objectif est de valider ou infirmer une théorie. Un tel cas devrait, d'une part, illustrer très précisément les postulats de la théorie et, d'autre part, contredire toute autre explication concurrente. Une autre possibilité serait de choisir « un cas déviant » (Lijphart, 1971) qui, tout en présentant les conditions décrites par les variables indépendantes, révèle une variation de la variable dépendante autre que celle postulée par la théorie.

Toutefois, malgré les efforts les plus poussés de rigueur méthodologique, une seule étude de cas est rarement satisfaisante pour tester une théorie (George, 1979; Yin, 2003). Ce problème peut être résolu en augmentant le nombre de cas étudiés (au moins deux cas, qui vont varier selon des variables contextuelles) ce qui pourrait offrir la possibilité de « reproduire » le même cadre théorique et de comparer les résultats obtenus (Yin, 2003 :47).

Le chercheur peut, dès lors, se pencher autant sur les similarités des deux cas (duplication), que sur leurs différences (mise en contraste), ce qui est principalement destiné à améliorer la validité externe du modèle théorique (Yin, 2003). En effet, souvent, un des critères utilisés pour choisir les cas pour une « comparaison contrôlée » est la variation des variables intéressantes du point de vue théorique. Ainsi, il devient plus facile d'identifier des « généralisations conditionnelles » qui s'appliquent à des circonstances où à des facteurs spécifiques à un certain type de cas, ce qui mène à des résultats plus nuancés de la variable dépendante (George, 1979). En d'autres termes, cela nous permet d'établir les conditions qui accompagnent un certain phénomène, tout comme les conditions hostiles à l'apparition du même phénomène, ce qu'on appelle « a two-tail design », une situation où deux cas appartenant aux deux extrêmes d'une hypothèse théorique importante (par exemple, des cas qui portent à fortement confirmer ou infirmer l'hypothèse postulée) sont choisis de manière délibérée par le chercheur. Les retombées théoriques issues de cette méthode de recherche deviennent ensuite plus facilement un véhicule de généralisation

pour d'autres cas et peuvent, également, s'avérer très utiles pour élaborer des solutions pertinentes pour la pratique politique (Yin, 2003).

En faisant le choix de nos études de cas, nous avons donc tenté de répondre à ces critères méthodologiques, en sélectionnant des conflits qui tout en appartenant à la même « classe » (conflits ethniques à risque de diffusion élevé) présentent assez de variations, pour nous permettre d'étudier différents mécanismes causaux et identifier, ainsi, les conditions dans lesquelles chaque pattern causal évolue.

Selon une analyse préliminaire, nous avons choisi deux cas caractérisés par un score élevé selon notre indice de diffusion, c'est-à-dire, un fort risque de diffusion. Cependant, dans un des cas, la diffusion a eu lieu tandis que dans l'autre cas, malgré une forte probabilité de diffusion, celle-ci ne s'est pas produite. Notre souci principal a été, ainsi, de choisir des cas qui couvrent les deux valeurs possibles de notre variable dépendante, en s'assurant par là même de sa variation; en d'autres termes, un cas déviant et un cas crucial. Un autre facteur guidant notre choix a été d'opter pour des cas qui partagent assez de similarités pour être comparables, mais dont les différences peuvent nous éclairer quant à l'objet de notre étude : les deux pays partagent un passé autoritaire et ont récemment acquis leur indépendance suite à la dissolution presque simultanée des fédérations communistes respectives, en 1991 et 1992.

Également, il faut éviter de choisir des cas où il y a une corrélation préétablie entre la variation de la variable indépendante et la variation de la variable dépendante (King, Keohane et Verba, 1994). Par exemple, nous avons évité de choisir un cas qui, selon nos hypothèses, aurait un faible risque de diffusion et qui ne s'est pas diffusé et un cas qui, tout en ayant une forte probabilité hypothétique de diffusion, a débordé. Le cas de la Macédoine est particulièrement intéressant en raison, notamment, de l'absence de diffusion, ce qui nous aide à améliorer notre modèle théorique en détectant possiblement d'autres variables, qui ont contribué à façonner l'évolution du conflit. Cela s'intègre dans l'objectif principal de notre projet de recherche, qui est la découverte des conditions favorisant la diffusion, mais également des facteurs qui l'inhibent.

En même temps, nous voulons éviter un biais de sélection résultant des études de cas qui ne varient pas selon les variables indépendantes. Étant donné que dans nos deux études de cas, les conflits ethniques étudiés ont une forte probabilité de diffusion, nous

sommes conscients du fait que la variation des variables indépendantes est assez limitée. En outre, tel que recommandé par Yin (2003 :51), même une étude de cas multiples devrait inclure l'analyse de quelques sous-groupes faisant partie de chaque unité d'analyse et qui varient selon leurs attributs, afin d'assurer une duplication du modèle théorique. Par conséquent, dans ce travail, la nature dyadique de notre modèle théorique, qui fait en sorte que, dans le cas d'un même conflit ethnique, la probabilité de diffusion n'est pas la même envers tous les États voisins du pays où a lieu le conflit, nous permet de nous pencher également sur des situations où il y a un faible risque de diffusion, en augmentant ainsi le nombre d'observations.

En respectant tous ces critères méthodologiques, nous espérons donc retirer le plus de bénéfices de nos études de cas et de participer, ainsi, au développement de la théorie concernant les conditions qui entourent la diffusion des conflits ethniques.

## Le rôle de l'histoire dans les études des cas contemporains

L'histoire constitue, sans doute, un réceptacle unique de leçons et de révélations sans lesquelles la compréhension des événements contemporains resterait incomplète et tronquée. Pourtant, si dans le cas des conflits ethniques, certains auteurs (surtout ceux qui adoptent une perspective primordialiste) perçoivent une répétition des anciennes rivalités historiques, en réalité les leçons de l'histoire sont souvent contradictoires et leur généralisation soumise à l'incertitude (George, 1979). Une des plus graves erreurs, qui est inhérente à la perception d'une situation récente à travers le prisme du passé, est la formulation des stratégies d'action et de réaction inappropriées qui ignorent l'influence possible d'autres facteurs (George, 1979 : 44).

Par exemple, si les conflits yougoslaves des années 1990 avaient été interprétés comme une simple répétition des massacres mutuels entre les différents groupes ethniques de la région au début du 20<sup>e</sup> siècle, on aurait dû se résigner à la fatalité de la violence, car toute tentative d'intervention n'aurait fait que diffuser le conflit en le transformant en une guerre, voire mondiale (Glenny, 1992; Kaplan, 1993). La solution aux conflits yougoslaves aurait donc été, selon cette perspective, de bâtir un cordon sanitaire autour de la région et

d'accepter le nettoyage ethnique pratiqué par les différents belligérants comme une conséquence normale de leur passé historique.

Une bonne façon d'utiliser l'expérience historique, selon George (1979), est de construire des typologies d'événements semblables, dont le but ultime serait de formuler des généralisations à caractère scientifique assez larges pour couvrir toutes les variations des phénomènes inclus dans une catégorie spécifique. Cette démarche devrait être complétée par une attention particulière portée au contexte historique propre à chaque cas, afin d'éviter une explication biaisée qui ne prendrait en compte que les pistes de recherche basées sur les expériences passées.

Par conséquent, si nous estimons que l'étude des conflits ethniques en Azerbaïdjan et en Macédoine ne peut pas se réaliser sans une bonne connaissance de l'histoire des interactions des groupes ethniques impliqués, nous nous proposons d'ancrer fermement notre analyse dans son contexte actuel. Toutefois, pour une pertinence accrue de nos études de cas, les variables indépendantes et contextuelles doivent refléter suffisamment la richesse du passé historique des conflits étudiés, afin de bien cerner les mécanismes causaux qui ont affecté leur risque de diffusion.

Les conflits ethniques, qui affectent ces pays, ont tous les deux des origines qui remontent dans leur passé, et leur recrudescence après la fin de la Guerre froide peut être facilement interprétée comme un nouveau stade dans l'évolution des disputes antérieures qui n'ont pas été résolues. Au début du 20<sup>e</sup> siècle la Macédoine a constitué l'objet des revendications à la fois de la Serbie, de la Grèce et de la Bulgarie. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'Albanie (à l'époque sous tutelle italienne) a annexé la Macédoine yougoslave occidentale. La population ethniquement diversifiée de la Macédoine a été un des prétextes à l'origine de ces interventions externes. Le conflit au Nagorno-Karabakh, et en général le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, remontent également au début du 20<sup>e</sup> siècle et continuent tout au long de la première moitié de ce siècle.

Par contre, un phénomène nouveau dans l'évolution de ces conflits est leur risque accru de diffusion. Il est fort probable que ce risque avait été contenu auparavant par les contraintes de la Guerre froide et par des régimes autoritaires et centralisateurs. Après la fin de la Guerre froide et dans le contexte de la dissolution de la Yougoslavie, la minorité serbe de Macédoine se retrouve mêlée au projet de la « Grande Serbie » conçu par les autorités de

Belgrade. Cependant, malgré les prédictions pessimistes des élites politiques et universitaires occidentales, le conflit n'a pas débordé des frontières du pays. Le conflit opposant la minorité albanaise de Macédoine à la majorité slavophone a également pu être contenu, jusqu'à présent, malgré l'instabilité qui a caractérisé la province voisine du Kosovo, un territoire majoritairement peuplé par les Albanais. En Azerbaïdjan, sur les ruines de l'empire soviétique, le Nagorno-Karabakh a été la raison d'une guerre interétatique avec l'Arménie, ce qui constitue un cas clair de diffusion.

Il est donc évident que, sans nécessairement considérer les conflits contemporains comme la conséquence inévitable de vieux antagonismes, nous n'allons pas négliger les événements historiques qui nous permettraient de mieux comprendre leur évolution récente, dans le contexte spécifique de la fin de la guerre froide.

## Complémentarité des méthodes employées dans nos études de cas

Si jusqu'à tout récemment les études de cas et les modèles plus formels constituaient deux univers méthodologiques séparés dans l'étude des sciences sociales, plusieurs auteurs ont commencé à souligner la complémentarité plutôt que l'antinomie de ces méthodes. De plus en plus, les études de cas font usage des données et des méthodes de travail à la fois quantitatives et qualitatives.

Des analyses employant des méthodes multiples peuvent toucher à des questions complémentaires qui sont traitées de manière différente. Par exemple, si les enquêtes statistiques fournissent une indication de la fréquence d'un phénomène, les études de cas sont très utiles pour mettre à jour les nuances des processus causaux qui sont à l'origine d'un phénomène. Si ces deux types de méthodes fournissent indépendamment des analyses et des rapports initiaux, les résultats finaux peuvent être cumulés afin d'offrir une image complète des retombées empiriques et théoriques qui en ont été déduites (Yin, 2003 : 151).

Pour les recherches entreprises dans ce travail, le mérite principal des études de cas est de nous permettre de bâtir une forte base empirique pour une entreprise théorique qui part des fondements déductifs. L'objectif final de nos études de cas est de raffiner et d'élaborer la théorie que nous avons synthétisée dans les chapitres introductifs et qui a été à la base de la construction de l'indice de diffusion. En même temps, notre modèle formel a

constitué la base exploratoire qui nous a permis de détecter les cas pertinents pour tester d'autres hypothèses concernant la diffusion des conflits ethniques, une démarche souvent nécessaire avant d'entreprendre une analyse plus approfondie (Yin, 2003 :30).

Un autre élément important dans la construction de notre cadre théorique est l'emploi de différentes perspectives de recherche, ancrées dans les propositions théoriques décrites dans les chapitres précédents. Le but de cette démarche est de construire un cadre comparatif qui reproduit la même étude de cas selon différents schémas explicatifs. Si nous ne considérons pas nécessairement ces perspectives comme étant des théories rivales, mais plutôt complémentaires, elles servent justement à offrir un cadre intéressant de comparaison pour les résultats empiriques des études de cas.

En conclusion, nous espérons que l'emploi de plusieurs perspectives et méthodes de recherche nous permettra non seulement de comparer les résultats de nos recherches, mais aussi de consolider les retombées théoriques de notre démarche et les intégrer dans la littérature déjà existante.

## La collecte de données

Des sources de documentation fournissant des informations sur l'évolution des conflits étudiés, ainsi que sur leur contexte historique et géopolitique (livres, articles, interviews déjà publiés, ressources Internet) seront principalement utilisées. Si ces données secondaires ne présentent pas toujours la précision et la finesse des interviews sur le terrain et de l'observation directe, elles nous permettent toutefois d'éviter un biais involontaire de sélection et d'interprétation dans leur collecte. En outre, étant donné que nous concentrons notre analyse sur une période relativement éloignée (le début des années 1990), l'utilité de faire une étude sur le terrain à présent est moindre.

L'objectif de ce travail étant, principalement, d'offrir un nouveau cadre d'analyse pour la diffusion des conflits ethniques et non pas découvrir des aspects inédits des conflits qui ont déjà fait l'objet de plusieurs excellents ouvrages, nos efforts se dirigeront, surtout, vers l'interprétation des données selon notre schéma d'analyse. Toutefois, en raison de l'emploi d'une seule catégorie de données, nous porterons un soin particulier à la consultation de multiples sources d'information regroupant différents points de vue et

différentes perspectives analytiques afin de reconstruire un univers complet des faits et des événements rattachés aux deux cas.

À cet effet, nous essayerons donc, non seulement, de corroborer les informations en faisant appel à plusieurs sources, mais aussi de prendre en compte différentes évaluations du même événement, différentes perspectives d'interprétation des mêmes données ainsi que différentes méthodes d'analyse (Yin, 2003 :99).

Finalement, nous estimons qu'il est extrêmement important d'établir une distinction claire entre les données à caractère objectif (événements ou faits corroborés par plusieurs sources) et l'interprétation fournie par l'auteur du document.

En conclusion, après avoir énoncé ces aspects d'ordre méthodologique destinés à assurer la rigueur analytique et la pertinence théorique de nos études de cas, on procèdera dans les chapitres suivants à l'analyse proprement dite des conflits de Nagorno-Karabakh et de Macédoine.

## Chapitre 4 Le Nagorno-Karabakh

Figure 3



Dans le but de bien définir l'unité d'analyse retenue par rapport à son contexte, le conflit azéri - arménien à propos de la région disputée du Nagorno-Karabakh sera restreint à son évolution récente, et délimité de son déclenchement en 1988 jusqu'au cessez le feu de 1994, moment où le conflit s'est figé dans un statu quo vacillant qui perdure. Ces limites temporelles précises sont nécessaires afin de bien cerner le début et la fin de l'étude de cas (Yin, 2003 :26). Cela ne signifie pas que nous négligerons l'importance des aspects historiques du conflit ou les essais de résolution qui ont eu lieu après 1994. Les références à ces événements seront particulièrement utiles pour mieux comprendre le contexte qui entourait l'éclatement du conflit ainsi que son évolution possible à l'avenir.

Dans un premier temps, nous allons présenter d'une manière succincte le fond sociopolitique et historique qui a mené au déclenchement du conflit ainsi que les principaux événements qui l'ont caractérisé. Une analyse plus approfondie des aspects clé du conflit sera entreprise par la suite tout au long de ce chapitre, selon le schéma théorique que nous avons présenté dans la première partie de ce travail.

## L'Azerbaïdjan – contexte et évolution du conflit

Le Nagorno-Karabakh n'est qu'une des nombreuses régions affectées par les conflits ayant à l'origine les tensions ethniques et qui ont caractérisé la fin du monde bipolaire. La forme que certains de ces conflits ont prise, et qui a mené graduellement à leur entrée dans un immobilisme imperméable à toute tentative de règlement, a concrétisé le terme nouveau de « conflit gelé ». Sans pour autant qu'on puisse parler d'un phénomène nouveau dans les relations internationales, les cas du Chypre et du Cachemire étant les exemples les plus connus, la multitude de foyers conflictuels de ce type, qui sont apparus sur le territoire de l'ancien empire soviétique, ainsi que l'instabilité constante qu'ils génèrent constituent aujourd'hui l'un des défis majeurs des relations internationales.

Le Nagorno-Karabakh, connu aussi sous le nom de Haut Karabakh ou Nagorny-Karabakh désigne une enclave à l'intérieur de l'Azerbaïdjan majoritairement peuplée par des Arméniens, dont le nombre s'élève à environ 5.8% de la population totale de

l'Azerbaïdjan<sup>19</sup>. Une grande partie des auteurs, qui se sont penchés sur le cas du Haut Karabakh, ont souligné les origines historiques du conflit et la longue histoire de rivalité entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan concernant ce territoire.

Le conflit a commencé en 1988 avec en arrière plan les politiques de *Glasnost* et *Perestroïka* promues par le régime soviétique et dans le contexte d'une dégradation, de plus en plus accentuée, des conditions de vie dans la région. Des activistes provenant à la fois du Karabakh et de l'Arménie ont présenté aux autorités soviétiques une pétition signée par 80 000 personnes demandant le transfert du Karabakh à l'Arménie (Kaufman, 2001). À ce moment, les protestataires ont qualifié le transfert du Nagorno-Karabakh en 1923 à la République soviétique d'Azerbaïdjan d'« injustice staliniste » et ont appelé à une révision de cette décision par les autorités soviétiques centrales (Chorbajian, 1994). Cette pétition, ainsi que son rejet par les autorités de Moscou, semblent constituer l'étincelle qui a déclenché les vagues nationalistes au Nagorno-Karabakh, en Arménie et en Azerbaïdjan. Le conflit s'est transformé, par la suite, en une des confrontations les plus violentes dans l'espace ex-soviétique. En août 1991, l'Azerbaïdjan proclame son indépendance et quelques semaines plus tard le Nagorno-Karabakh proclame sa décision de se séparer du nouvel État indépendant et organise un référendum, qui consacre le désir d'indépendance de sa population. Cela déclenche une politique de répression de la part des autorités de Bakou, qui se matérialise dans un premier temps par le retrait du statut d'autonomie de la province. L'Arménie commence, à partir de ce moment, à offrir un appui substantiel aux Arméniens de Nagorno-Karabakh, ce qui marque le début de la diffusion du conflit par la participation d'un acteur externe.

Les hostilités armées commencent en décembre 1991 quand la capitale du Nagorno-Karabakh, Stepanakert est bombardée par l'armée azérie. Les Arméniens contre-attaquent en février 1992 et réussissent à prendre la ville de Shusha (ou Shushi en arménien), ainsi que le territoire qui les séparait de l'Arménie en établissant, ainsi, une liaison routière avec ce pays. La deuxième phase du conflit commence pendant l'été de 1992 par une autre offensive massive de l'Azerbaïdjan qui occupe environ la moitié du territoire de Nagorno-Karabakh. Cela provoque une augmentation de l'appui offert par l'Arménie à la région

---

<sup>19</sup> Plusieurs variations de ce chiffre sont présentes dans la période post guerre froide à cause des mouvements de population causés par le conflit (source : <http://countrystudies.us/azerbaijan/18.htm>)

séparatiste car « elle n'a aucune intention de tolérer un autre massacre des Arméniens après le génocide de 1905 » (Chaliand, 1994 : XIV). La contre-offensive arménienne, qui dure d'octobre 1992 jusqu'à septembre 1993, représente, donc, un troisième stade dans le conflit et permet la libération de l'ensemble du territoire de la province, ainsi que l'occupation d'une surface de 5 500 Km<sup>2</sup> de territoire azéri, environ 14% de l'ensemble du territoire de l'Azerbaïdjan, d'où la population azérie est massivement expulsée. Finalement, une quatrième étape dans le conflit est marquée par une nouvelle action de l'Azerbaïdjan à partir de septembre 1993 qui, toutefois, ne réussit pas à renverser les gains territoriaux des Arméniens et mène au cessez-le-feu de mai 1994, qui a confirmé la victoire de ces derniers (De Waal, 2003). L'évolution du conflit a comme conséquence l'établissement d'un État de facto dans la région séparatiste, dont l'existence juridique n'est pas reconnue ni par une instance internationale, ni par un autre État. Le Nagorno-Karabakh s'ajoute ainsi à la liste des conflits « gelés », difficilement réceptifs à un règlement pacifique et durable.

Le conflit récent trouve son origine dans les griefs de la population arménienne qui habite cette région située à l'intérieur de l'Azerbaïdjan. Du point de vue historique, les deux groupes ethniques, les Arméniens et les Azéris forment des revendications sur cette région. Les causes du conflit sont multiples et incluent les accusations de discrimination, d'assimilation et de domination formulées par les Arméniens, à l'égard de la majorité azérie, à partir de 1921 quand le Karabakh est devenu une province azérie dans le cadre de l'Union Soviétique. Ces griefs d'ordre matériel et culturel se sont développés sur le fond d'injustice historique que les Arméniens du Karabakh, tout comme ceux d'Arménie, nourrissent par rapport au fait que le Karabakh se soit retrouvé sous un gouvernement azéri.

L'attitude protectrice de l'Arménie vis-à-vis des Arméniens du Nagorno-Karabakh, ainsi que le désir plus ou moins explicite de récupérer cette province et de l'intégrer à son territoire, ont constitué également une source de tensions et d'antagonisme constants entre les deux Républiques soviétiques. Même si leurs relations ne sont pas ouvertement hostiles pendant la période soviétique (Chaliand, 1994), une fois que le conflit se déclenche, le spectre des anciennes rivalités a contribué à radicaliser les politiques de répression et de discrimination pratiquées à l'égard des Arméniens à l'intérieur de l'Azerbaïdjan, tout comme celles à l'égard des Azéris à l'intérieur de l'Arménie. Une fois que les deux

républiques sont devenues indépendantes en 1991, leur désaccord sur le statut du Haut Karabakh s'est transformé en un affrontement interétatique.

L'importance du Karabakh dans le symbolisme national des deux peuples est énorme. Pour les Arméniens, cette région représente la dernière ligne de défense de la chrétienté face à la menace ottomane et l'unique endroit où des princes et des évêques arméniens conservent leur indépendance au Moyen Âge. Pour les Azéris, le Nagorno-Karabakh est leur berceau culturel, le lieu de naissance de leurs plus grands poètes et musiciens (De Waal, 2003).

Paradoxalement, comme dans le cas de plusieurs conflits sécessionnistes, la viabilité économique de la région semble être reléguée à l'arrière plan du conflit. Du point de vue économique, le développement du Nagorno-Karabakh est entravé par son isolement de l'Azerbaïdjan. Les pertes économiques résultant du conflit sont énormes d'un côté et de l'autre : non seulement l'Azerbaïdjan souffre à cause de l'occupation d'une partie importante de son territoire, mais également le Nagorno-Karabakh et l'Arménie sont isolés et se retrouvent dans une situation économique difficile, à cause de la fermeture des frontières de l'Azerbaïdjan et de la Turquie. Peut-être le dommage le plus important est-il l'opportunité perdue par ces pays de profiter de la croissance économique graduelle, qui a généralement accompagné la libéralisation des pays ex-communistes et leur intégration dans le marché mondial<sup>20</sup>.

Le conflit de Nagorno-Karabakh a eu comme conséquences des massacres et des déportations à la fois des Arméniens et des Azéris, en créant ainsi un flux massif de réfugiés dans les deux pays. Le nombre des morts s'élève à 25 000 seulement pour la période comprise entre 1991 et 1994. La violence ethnique a provoqué le départ de plus de 600 000 réfugiés azéris et 300 000 réfugiés arméniens, dont un grand nombre n'a toujours pas pu regagner ses foyers<sup>21</sup>. Ce conflit acquiert très vite les caractéristiques d'une guerre interétatique impliquant l'Arménie du côté de son groupe ethnique en Nagorno-Karabakh.

La diffusion de ce conflit a, sans doute, également contribué à sa complexité et c'est cet aspect, en particulier, qui constitue l'objet de nos recherches. Si nous ne pouvons pas

<sup>20</sup> D'autres nouveaux États indépendants sur le territoire de l'ex-Union soviétique affectés par des conflits gelés, tels que la Géorgie, ont également connu une croissance économique ralentie.

<sup>21</sup> [http://www.alertnet.org/printable.htm?URL=/db/crisisprofiles/NK\\_CON.htm](http://www.alertnet.org/printable.htm?URL=/db/crisisprofiles/NK_CON.htm)

nous prononcer sur les facteurs qui ont contribué au déclenchement et à l'escalade du conflit, en raison notamment de la multitude des circonstances qui l'entourent, notre cadre analytique, ainsi que la méthode comparative employée, devraient toutefois nous permettre d'isoler les principales variables qui ont déclenché sa diffusion.

Même si plusieurs auteurs d'origine arménienne<sup>22</sup> ainsi que des officiels arméniens ne reconnaissent pas explicitement l'implication de leurs pays dans le conflit, en affirmant que l'aide s'est limitée à offrir un appui logistique et à envoyer des volontaires pour combattre aux côtés des Arméniens de Nagorno-Karabakh, l'Arménie est considérée par la plupart des instances internationales comme une partie au conflit, et par conséquent une partie aux négociations. Cela rend la quête d'une solution équitable pour tous les acteurs impliqués encore plus compliquée. Le statut territorial de Nagorno-Karabakh, qui bénéficie d'une indépendance de facto mais pas d'une reconnaissance internationale, et l'occupation par les troupes arméniennes d'autres zones azéries autour de la province<sup>23</sup> ont été en partie le résultat de l'implication de l'Arménie dans ce conflit.

Le scénario de diffusion du conflit peut, dans sa forme la plus grave, se compliquer par une implication militaire de la Russie du côté des Arméniens et de la Turquie, un membre de l'OTAN du côté de l'Azerbaïdjan. Heureusement cette perspective reste très éloignée, mais cela souligne, encore une fois, le potentiel de déstabilisation très grave associé au phénomène de diffusion des conflits ethniques et la nécessité de le détecter et de le prévenir à ses stades initiaux.

L'étude du conflit de Nagorno-Karabakh est donc non seulement importante pour expliquer ce qui a causé sa diffusion par l'implication directe de l'Arménie, mais également pour comprendre pourquoi cette diffusion n'a pas touché d'autres États dans la région. Dans les sections suivantes, notre schéma d'analyse, comprenant l'évaluation du risque de diffusion du conflit, l'intervention des tierces parties et les aspects socio psychologiques, sera appliqué à cet effet.

---

<sup>22</sup> Par exemple Chorbajian (1994 : 2).

<sup>23</sup> Environ 5500 km<sup>2</sup> à l'extérieur de Nagorno-Karabakh d'où la population azérie a été chassée (Chorbaijan, Donabedian, Mutafian, 1994).

## Les facteurs structurels : évaluer le risque de diffusion

L'index de diffusion qui a été présenté dans les chapitres précédents nous permet d'analyser les conditions « structurelles » qui caractérisent un conflit ethnique afin d'évaluer son potentiel de diffusion régionale ainsi que la direction qu'un tel processus peut prendre et les pays ayant le plus de risques d'y être impliqués. Pour le conflit de Nagorno-Karabakh, les relations entre l'Azerbaïdjan et ses voisins (pour lesquels certains aspects du conflit constituaient des enjeux importants) ont été étudiées. Ces pays sont : l'Arménie, la Russie, l'Iran, la Géorgie et la Turquie<sup>24</sup>.

Évidemment lors des premières années du conflit (1988-1991), l'Azerbaïdjan et l'Arménie sont encore tous les deux sous contrôle soviétique. Par conséquent, les relations entre eux, tout comme par rapport à l'URSS (dont la Russie devient le successeur), sont, en quelque sorte, différentes des relations entre des États indépendants. Toutefois cette situation ne change pas fondamentalement la pertinence d'une étude dyadique et cela pour deux raisons : (1) pendant les stades initiaux du conflit, les deux républiques soviétiques ont adopté un comportement relativement indépendant par rapport à la position de Moscou qui, à la suite des réformes préconisées par Gorbatchev, diminue la centralisation et la répression de sa périphérie. En fait, dans un premier temps, Moscou essaie d'assumer le rôle d'une tierce partie. (2) la diffusion du conflit devient beaucoup plus prononcée après la dissolution de l'URSS et peut donc être analysée comme un phénomène interétatique.

Le conflit de Nagorno-Karabakh, à part le processus de diffusion dont il a fait l'objet, a également provoqué des positions polarisées parmi plusieurs acteurs internationaux, qui avaient, donc, le potentiel d'intervenir dans le conflit soit comme acteurs soit comme tierces parties. À première vue, nous pouvons compter parmi les pays plus favorables à l'Arménie, la Russie et l'Iran et parmi ceux favorisant l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie et plusieurs pays occidentaux intéressés par ses ressources pétrolifères (De Waal, 2003). Cette observation d'ordre général doit être, toutefois, nuancée tout d'abord à cause du manque de constance qui caractérise les positions de ces États, qui vont souvent être modifiées en fonction de leurs intérêts dans la région. Ainsi, la Russie poursuit

---

<sup>24</sup> La Géorgie, un autre voisin de l'Azerbaïdjan, ne fait pas l'objet de notre analyse à cause de son implication marginale. Par conséquent, nous ne pouvons pas la considérer comme ayant un enjeu important dans le conflit.

généralement une politique destinée à accroître son influence dans l'ancien espace soviétique et, pour cette raison, elle appuie tour à tour les deux parties belligérantes. L'Iran semble partagé entre ses affinités chiites avec la majorité de la population de l'Azerbaïdjan et la peur de déstabilisation causée par l'apparition d'un mouvement nationaliste fort, qui pourrait engouffrer sa propre minorité azérie. Les États-Unis souffrent, eux-mêmes, des pressions internes contradictoires exercées, à la fois, par la forte diaspora arménienne et par le lobby des grandes compagnies pétrolières.

Nous remarquons, également, la multitude de raisons qui peuvent, particulièrement à l'échelle régionale, déterminer l'implication d'un acteur externe dans le conflit et sa diffusion au-delà de ses frontières initiales. L'aspect le plus évident, qui ressort de ce survol sommaire des potentiels intervenants dans le conflit, est l'inconsistance d'une analyse basée uniquement sur l'affinité ethnique ou religieuse. En conséquence, afin de dresser un tableau préliminaire du risque de diffusion du conflit, l'indice de diffusion essaie de capter l'interaction de plusieurs facteurs décrivant, à la fois, les conditions actuelles entourant le conflit tout comme les dynamiques résultant de l'évolution antérieure à son déclenchement.

Les conditions structurelles, qui entourent un conflit ethnique, et leur interaction peuvent, donc, offrir un sens préliminaire de son risque de diffusion, ainsi que de la direction que celle-ci pourrait prendre. Si dans le cas du conflit de Nagorno-Karabakh nous savons, aujourd'hui, que la diffusion a eu lieu en impliquant la participation de l'Arménie, la question se pose toutefois: un conflit de ce type était-il prédestiné à se diffuser?

Conformément à l'indice de diffusion, plusieurs indicateurs seront étudiés dans le cadre des dyades formées de l'Azerbaïdjan et de quatre pays ayant des enjeux dans le conflit: la contiguïté, l'affinité ethnique, l'histoire conflictuelle, les prétentions irrédentistes et le type de régime politique.

### *La contiguïté*

Les frontières géopolitiques de l'Azerbaïdjan avant le conflit de Nagorno-Karabakh, et qui sont toujours reconnues par l'ensemble de la communauté internationale, ont été établies en 1923 quand cette république devient membre de l'URSS. Certains auteurs soutiennent l'idée que le fait de placer le Nagorno-Karabakh (majoritairement peuplé par des Arméniens et situé à une distance de seulement 15 kilomètres de l'Arménie) sous un gouvernement azéri et de séparer Nakhitchevan (peuplé par des Azéris) de l'Azerbaïdjan par une province arménienne est le résultat de la politique staliniste de « diviser pour mieux régner » (Chaliand, 1994). D'autres auteurs, comme Thomas de Waal (2003), soulignent également l'aspect économique et géographique qui aurait pu justifier l'intégration de Nagorno-Karabakh dans l'État azéri. Selon cet auteur si la simple politique de « diviser pour mieux régner » avait été prédominante, il aurait été plus logique de placer l'enclave du Nagorno-Karabakh sous l'autorité de l'Arménie, ce qui aurait affecté en termes géographiques et économiques la cohésion des deux républiques soviétiques. Par conséquent, un autre argument à explorer est celui de la viabilité économique des régions qui aurait, en dernière instance, justifié cette décision. Elle était particulièrement favorable aux éleveurs de bétail azéris et kurdes qui emmenaient leurs troupeaux en été dans les montagnes de Nagorno-Karabakh et descendaient en hiver sur les plaines de l'Azerbaïdjan. En ce sens, selon Thomas de Waal, c'est plutôt le terme « agencer pour mieux régner » qui s'applique à la politique de partage administratif des territoires soviétiques.

Néanmoins, les frontières établies en 1923, et qui vont rester celles du nouvel État indépendant en 1991, assurent la contiguïté de l'Azerbaïdjan avec les quatre pays qui font l'objet des dyades étudiées. L'Arménie se trouve à l'ouest de l'Azerbaïdjan. Toujours à l'ouest, à cause de la province de Nakhitchevan qui est une enclave de territoire azéri entre l'Arménie, l'Iran et la Turquie, cette dernière peut également être qualifiée de contiguë à l'Azerbaïdjan. Au nord, on retrouve la Géorgie et la Russie et au sud l'Iran. Les quatre pays qui font partie des dyades étudiées sont, donc, contigus au pays où a lieu le conflit.

Comme nous l'avons mentionné dans les chapitres précédents, la contiguïté, en elle-même, peut difficilement expliquer la diffusion du conflit. Si cet aspect a été peut-être beaucoup plus important pour l'Arménie, qui a pu ainsi fournir plus facilement un appui

logistique et militaire au Nagorno-Karabakh, il est à l'évidence moins pertinent pour des pays comme la Turquie et la Russie, qui ont le pouvoir d'intervenir dans des régions beaucoup plus éloignées de leurs frontières.

Dans la section suivante nous allons, donc, analyser un deuxième facteur qui compose l'indice de diffusion : les affinités ethniques.

### *Les affinités ethniques*

Les alliances ethniques sont, selon une partie importante de la littérature portant sur l'internationalisation des conflits ethniques, une des causes à la base d'un processus de diffusion. Par conséquent, un autre indicateur qui fait partie intégrante de l'indice de diffusion est l'affinité ethnique entre les groupes en conflit et la population des pays voisins.

Dans le cas de l'Arménie il s'agit évidemment d'un groupe ethnique apparenté aux Arméniens de Nagorno-Karabakh qui, de plus, se trouve dans une position politique dominante, ce qui constitue une condition favorable à l'implication de l'Arménie dans ce conflit. Si, en général, les élites politiques se montrent réceptives aux exigences exprimées par le groupe ethnique qui constitue la majorité de leur électorat, cette dynamique, qui caractérise la politique interne d'un État peut se transposer également dans sa politique étrangère, quand un groupe apparenté est impliqué dans un conflit ethnique dans un pays voisin.

Dans le cas de l'Arménie, l'enjeu de la parenté ethnique avec la majorité de la population de Nagorno-Karabakh semble avoir été excessivement exploité. Souvent décrit comme un mouvement populaire qui force graduellement les élites politiques à adopter des positions de plus en plus radicales (Kaufman, 2001 :60-61), la position de l'Arménie, face au conflit de Nagorno-Karabakh, est compliquée par la présence d'une forte « diaspora » provenant de cette province azérie et qui est très active dès le début du conflit (De Waal, 2003). En effet, les organisateurs de la rébellion de Nagorno-Karabakh vont, non seulement, influencer de manière significative les élites politiques en Arménie, ce qui contribue à exacerber sans doute le potentiel de diffusion du conflit, mais réussissent même

à les remplacer dans quelques postes clé à la tête de l'État. Par exemple, Robert Kocharian, un des principaux organisateurs du mouvement de résistance en Nagorno-Karabakh est devenu, par la suite, le président de l'Arménie. Un autre Arménien de Nagorno-Karabakh a occupé le poste de ministre de la défense en Arménie pendant les mois qui précèdent les hostilités ouvertes entre ce pays et l'Azerbaïdjan. D'autres membres du gouvernement font eux aussi partie des Arméniens originaires de l'Azerbaïdjan (De Waal, 2003 :53).

Un signe très illustratif de l'alliance ethnique qui se forge entre l'Arménie et les Arméniens de Nagorno-Karabakh, précédant une implication plus directe de celle-ci dans des hostilités armées contre l'Azerbaïdjan, est l'exode massif et forcé de sa propre population azérie (environ 200 000) avant même le début du conflit en Nagorno-Karabakh en février 1988 (De Waal, 2003).

La pétition, qui est envoyée aux autorités soviétiques en août 1987, est signée par des personnes provenant à la fois de l'Arménie et du Nagorno-Karabakh et représente un premier pas avant les démonstrations massives qui vont secouer Erevan à partir de février 1988. Environ un million de personnes (plus d'un quart de la population totale de l'Arménie) participent à ces manifestations (De Waal, 2003). Toutefois, dès le début, on souligne le caractère pacifique de ce mouvement populaire et rien ne laisse prévoir la violence meurtrière qui allait se déclencher dans les mois suivants.

Une remarque importante, concernant les stades initiaux qui caractérisent la mise en place d'une alliance ethnique entre l'Arménie et le Nagorno-Karabakh, est la présence des autorités centrales soviétiques qui agissent comme un frein à une implication plus directe de l'Arménie. Ainsi, Gorbatchev rencontre à l'apogée des démonstrations populaires d'Erevan, deux leaders du mouvement, les écrivains arméniens Zori Balayan et Silva Kaputikian, qui acceptent de suspendre les démonstrations en faveur du Karabakh pour un mois (De Waal, 2003). Toutefois, même l'influence que Moscou exerçait toujours avec beaucoup d'autorité sur sa périphérie ne résiste pas aux nouvelles des premiers massacres d'Arméniens dans la ville azérie de Sumgaït. Cela est conforme à notre supposition qui conditionne l'occurrence de la diffusion à l'entrée du conflit dans une phase de confrontation ouverte. En conséquence, si les affinités ethniques constituent un facteur favorisant la diffusion du conflit, c'est la violence qui devient le catalyseur nécessaire pour l'apparition d'un tel phénomène.

Il est également intéressant de souligner dans le cas des affinités ethniques tout comme dans le cas de la contiguïté, que cet aspect ne peut pas expliquer par lui-même la diffusion du conflit. Au-delà de la rhétorique populiste, au niveau individuel, les populations ressentent souvent peu de solidarité basée exclusivement sur le critère ethnique. Par exemple, les réfugiés arméniens de Sumgaït ont majoritairement choisi la Russie et non pas l'Arménie comme destination, parce qu'ils pensaient qu'en Arménie «ils ne seraient pas considérés comme des vrais Arméniens et ils ne se considéraient pas eux-mêmes comme des vrais Arméniens » ((De Waal, 2003 : 40).

Des populations arméniennes se retrouvent également en Géorgie, où elles forment la majorité dans les provinces d'Akhalkalaki, Ninotsminda et Dmanisi qui se trouvent au nord de la frontière avec l'Arménie. Ces populations semblent toutefois avoir peu d'influence sur le gouvernement central géorgien et se tiennent même à l'écart du conflit de Nagorno-Karabakh. Malgré la présence d'une minorité azérie en Géorgie dans les régions avoisinant celles habitées par les Arméniens, l'antagonisme acerbe, qui oppose ces deux groupes ethniques lors du conflit au Karabakh, ne se transpose pas en animosité entre les Azéris et les Arméniens de Géorgie<sup>25</sup>.

En Russie, les Arméniens sont plutôt considérés comme des diasporas, dans le sens où il s'agit des expatriés, qui ont été dispersés de leur pays d'origine et qui regardent celui-ci, et non pas le pays où ils habitent, comme leur vraie patrie où eux ou leur descendants espèrent retourner un jour (Safran, 1991). Ils sont différents en ce sens d'un groupe ethnique qui, même si minoritaire ou discriminé, ne planifie pas de quitter le territoire qu'il habite traditionnellement.

La diaspora arménienne russe a été elle aussi affectée par les changements majeurs qui ont suivi la fin de l'Union Soviétique; si, pendant la guerre froide, elle était concernée principalement par la protection de sa culture et religion dans un contexte favorisant l'éradication des différences nationales mais qui cachait en vérité la domination ethnique russe, au début des années 1990, les Arméniens de Russie se mobilisent autour de la question du Karabakh. Malgré cela, ils n'arrivent pas à former une communauté bien délimitée, unifiée autour des stratégies et intérêts communs et agissant en vertu d'une

---

<sup>25</sup> <http://www.country-studies.com/georgia/ethnic-minorities.html>

conscience collective. La principale cause de cette situation est le manque d'homogénéité sociale et ethnoculturelle (les Arméniens sont arrivés en Russie par vagues et en provenance de régions différentes), ce qui empêche une mobilisation efficace et soutenue autour d'un enjeu précis (Oussatcheva, 2001). En conclusion, nous ne pouvons pas considérer les Arméniens de Russie comme ayant un poids significatif dans les décisions de celle-ci concernant le conflit du Nagorno-Karabakh.

En Turquie, quelques 70 000 Arméniens sont encore présents principalement à Istanbul. Malgré le fait que les Arméniens considèrent la partie Est de la Turquie comme leur berceau historique, la plupart d'entre eux ont été aujourd'hui assimilés ou ont émigré. En outre, il ne s'agit pas d'une minorité officiellement reconnue par le gouvernement d'Ankara. Pendant le conflit du Karabakh, les Arméniens de Turquie ont été, parfois, ciblés à la suite de la mobilisation qui se crée à l'appui de l'Azerbaïdjan, sur fond d'un antagonisme historique qui persiste de manière diffuse au sein de la population turque (Hofmann, 2002). Par conséquent, et encore moins que dans le cas de la diaspora arménienne de Russie, les Arméniens de Turquie ne peuvent être considérés comme un acteur pouvant influencer les décisions de leur gouvernement, principalement en raison de leur faible poids démographique et des incitations à l'assimilation dont ils font l'objet.

Finalement, même si cela est sans rapport direct avec l'indice de diffusion, qui ne prend pas en compte l'affinité ethnique du groupe détenant le pouvoir politique dans le pays où a lieu le conflit, il est pertinent de s'arrêter brièvement sur les relations entre les Azéris et la Turquie. En Turquie, la question de l'affinité ethnique avec les Azéris est beaucoup plus influencée par l'expérience historique que par la simple origine ethnique. Des manifestations populaires incitant à un appui plus poussé en faveur de l'Azerbaïdjan ont lieu en Turquie, en grande partie en raison de leur alliance traditionnelle. Toutefois, l'implication de celle-ci dans le conflit n'a jamais dépassé le stade de déclarations pro azéris et la fermeture de ses frontières avec l'Arménie. Plusieurs causes justifient un tel comportement, dont une des plus importantes est l'appartenance de la Turquie à l'OTAN, ce qui exerce de nombreuses contraintes sur sa politique étrangère. Il faut souligner

cependant qu'il existait un appui populaire massif à une intervention plus musclée en faveur de l'Azerbaïdjan.

En général, l'affinité ethnique explique moins bien l'implication d'un pays aux côtés d'un groupe ethnique qui contrôle le pouvoir politique. Dans cette situation, le symbolisme rattaché à la victimisation d'un groupe ethnique apparenté par un adversaire qui détient le contrôle exclusif des mécanismes de répression étatiques est absent. Le cas de l'Azerbaïdjan constitue une exception à cause du succès inattendu enregistré par la résistance du Nagorno-Karabakh appuyé par l'Arménie. Toutefois, même les pays, dont une partie de la population partagent des affinités ethniques avec les Azéris, évitent de devenir acteurs dans le conflit. De manière évidente, des considérations d'une autre nature prennent le dessus.

Dans le cas d'un autre voisin de l'Azerbaïdjan, l'Iran, 25% de la population est constitué par des Azéris. Si parfois une minorité ethnique peut influencer la politique étrangère d'un gouvernement à travers des organismes de lobby, cela n'a manifestement pas été le cas en Iran. En général, les Azéris ne font pas explicitement l'objet de discriminations politiques, culturelles et économiques. Ils n'ont pas récemment fait face à une répression gouvernementale, même si la nature autoritaire du régime iranien exclut toute forme de manifestations ou de revendications exprimées publiquement. Par exemple, l'activiste azéri Mahmoud Ali Chehregani a été empêché en 2000 de poser sa candidature pour une élection à Tabriz, étant incarcéré par la police locale jusqu'à l'expiration de la date limite pour l'enregistrement des candidats. Le gouvernement iranien a toujours préféré souligner l'affinité culturelle entre la majorité perse et les Azéris. Toutefois, plusieurs développements semblent suggérer l'émergence d'un activisme de ces derniers en faveur d'une amélioration de leurs droits culturels<sup>26</sup>. L'Iran n'a donc aucun intérêt à appuyer la cause azérie, car cela pourrait avoir des répercussions sur la mobilisation ethnique de sa propre minorité ethnique<sup>27</sup>.

<sup>26</sup> Minorities at Risk, Assessment for Azerbaijanis in Iran.  
<http://www.cidcm.umd.edu/mar/assessment.asp?groupId=63002>

<sup>27</sup> Occasionnellement, une situation différente semble avoir caractérisé l'attitude de l'Iran face à un autre groupe ethnique, les Kurdes de l'Irak. Son appui leur a été accordé à plusieurs reprises, malgré la présence d'une forte minorité apparentée sur son territoire. Mais dans ce cas, la rivalité traditionnelle de ces deux pays qui s'était traduit par plusieurs conflits violents dans le passé semble être un facteur aggravant. Cela est démontré par l'importante aide que l'Iran fournit aux Kurdes irakiens pendant les années 1974-1975, mais qui cesse brusquement au moment où un compromis est trouvé avec l'Irak à propos de la dispute territoriale dans

L'affinité religieuse ne joue pas non plus un rôle significatif. Malgré le fait que les Azéris soient des Chiites, la peur de déstabilisation de l'Iran consécutive à l'émergence d'un mouvement nationaliste azéri semble, de nouveau, avoir prévalu.

Finalement en ce qui concerne la Russie, l'argument des affinités ethniques perd de son importance. Elle a appuyé, tour à tour, l'Azerbaïdjan et l'Arménie, plus en fonction des ses intérêts géopolitiques et stratégiques que pour des questions d'affinité ethnique.

### *L'histoire conflictuelle*

L'histoire conflictuelle entre le pays où a lieu le conflit et ses voisins constitue le troisième élément composant l'indice de diffusion. Cette variable tente de capter l'idée que, dans les conflits actuels, on tente souvent de justifier la violence en faisant appel à des antagonismes passés. Cependant, nous ne considérons nullement que les conflits passés puissent, en eux-mêmes, constituer une cause de nouveaux conflits. Une histoire conflictuelle entre deux pays peut, toutefois, augmenter le risque de diffusion, en fournissant les arguments « historiques » qui justifient l'intervention externe. Parmi les voisins de l'Azerbaïdjan, seule l'Arménie a été son adversaire lors de deux conflits armés dans le passé.

En contredisant en quelque sorte la thèse des rivalités ancestrales, la dispute entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan remonte seulement au début du XXe siècle (De Waal, 2003). En 1905, ni l'Arménie, ni l'Azerbaïdjan ne possédaient une structure étatique indépendante. Leurs territoires se retrouvaient partagés par la frontière entre l'Empire Ottoman et la Russie (Croissant, 1998). Les premières confrontations interethniques ont lieu dans la partie russe sur fond des premiers troubles révolutionnaires qui secouent l'empire tsariste. Toute comme dans les derniers moments de l'existence de l'URSS, l'autoritarisme chancelant de la Russie ne fait qu'aggraver le conflit. Ce qui est connu sous le nom de la guerre Arméno-Tartare commence par des massacres de la population civile d'un côté et de l'autre, sans que les autorités russes aient la volonté ou la capacité de s'y interposer. Sans enjeu de

---

l'estuaire Shatt-Al-Arab. En 1979 l'Iran est de nouveau en conflit ouvert avec l'Irak, mais il refuse toute aide aux Kurdes irakiens parce qu'il doit faire face, lui-même, à un mouvement séparatiste au sein de sa propre population kurde (Horowitz, 1985 : 274).

nature ethnique au stade initial, ces violences semblent le résultat de l'effondrement des structures d'autorité russes et du chaos qui a suivi. Toutefois, par la suite, suivant un scénario présent dans d'autres situations semblables, l'ethnicité apparaît comme le refuge de dernière instance des individus, qui organisent leur défense selon ce critère et qui est à l'origine du sentiment de menace collective que chacun des groupes ressent l'un par rapport à l'autre. Cette première confrontation semble avoir galvanisé l'antagonisme entre les deux groupes, qui éclatera de nouveau lors d'un autre conflit concernant le Haut Karabakh qui a lieu cette fois-ci, avec comme toile de fond la Révolution d'Octobre de 1917.

Le contexte international à l'époque est caractérisé par l'instabilité politique à la fois de la Russie et de l'Empire ottoman, ainsi que par une brève implication de la Grande Bretagne dans le Caucase à la fin de la Première guerre mondiale. À partir de mai 1918, l'Azerbaïdjan et l'Arménie sont, tous les deux, des États indépendants, tandis que le Karabakh bénéficiait d'une indépendance *de facto* depuis octobre 1917, en grande partie à cause de l'effondrement de l'emprise russe sur la région (Mutafian, 1994 : 114-115).

- Au début de 1918, l'alliance entre les Azéris et les forces ottomanes est à l'origine d'une offensive qui réussit, quelques mois plus tard, à conquérir le Nagorno-Karabakh mais qui déclenche, en contrepartie, une insurrection arménienne de grande envergure (Croissant, 1998 :15). Ultérieurement, suite à la défaite de l'Empire ottoman et au retrait de ses troupes, la Grande Bretagne profite brièvement de l'instabilité politique qui s'installe dans le Caucase et favorise, ouvertement, l'attachement du Karabakh à l'Azerbaïdjan, ce qui ne décourage pas, toutefois, la résistance arménienne. Le soutien du nouvel État indépendant d'Arménie à la cause du Karabakh consiste en plusieurs déclarations d'appui, mais ne se matérialise par une implication militaire qu'en avril 1920 en transformant le conflit en une guerre interétatique. L'offensive arménienne est couronnée de succès et le statut du Nagorno-Karabakh est, ainsi, de nouveau mis en question. L'arrivée de l'Armée rouge dans la région et la soviétisation des deux républiques consacreront, toutefois, l'attachement de cette province à l'Azerbaïdjan (Mutafian, 1994 :120-130).

« La principale cause de la guerre est la guerre et particulièrement la mémoire des conflits qui ont affecté les deux dernières générations » (De Waal, 2003 : 52). Si les antagonismes passés sont souvent invoqués, voire exploités, par les élites intellectuelles et politiques pour justifier la haine interethnique et les atrocités qui souvent l'accompagnent,

cette instrumentalisation est plus évidente quand on rattache un symbolisme exagéré à des conflits lointains, tels que la bataille de Kosovo de 1389 dans le récent conflit entre les Serbes et les Albanais de cette province. Dans le cas du Karabakh toutefois, le souvenir des massacres des populations civiles, en vertu de leur simple appartenance ethnique, est souvent pérennisé par les récits d'histoires réelles et personnelles ayant touché de manière directe la vie de ces gens, qui se sont transmis de génération en génération.

Cette histoire de rivalité récente, qui reste, cependant, sans conséquences pendant la période soviétique, combinée avec un irrédentisme inhibé que l'Arménie ne cesse de nourrir par rapport au Nagorno-Karabakh a constitué un facteur aggravant le risque de diffusion du conflit de 1988.

### *Les prétentions irrédentistes*

Les prétentions irrédentistes se trouvent, dans le cadre de l'indice de diffusion, dans une relation d'interaction mutuelle avec l'histoire conflictuelle entre deux pays. Cet aspect est illustré notamment par le cas du Nagorno-Karabakh. Aucun parmi les pays voisins de l'Azerbaïdjan n'entretient un projet irrédentiste à l'égard de celui-ci, à l'exception de l'Arménie dont les prétentions irrédentistes concernant la région du Karabakh peuvent être qualifiées de persistantes.

Nous remarquons deux volets par l'intermédiaire desquels les prétentions irrédentistes de l'Arménie peuvent être analysées. Le côté le plus visible de cet aspect se retrouve dans les discours des élites politiques, tandis qu'un pattern plus subtil peut être décelé dans les ouvrages des élites intellectuelles d'origine arménienne.

Dans le premier cas, le début du conflit est marqué plutôt par les déclarations à tendance irrédentiste des élites arméniennes de Nagorno-Karabakh qui réclament l'unification avec la République Socialiste Soviétique d'Arménie. Le 20 février 1988, le Soviet local de la région autonome de Nagorno-Karabakh formule une demande adressée, à la fois, aux Soviets suprêmes de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, de « montrer une compréhension profonde envers les désirs de la population de Nagorno-Karabakh » et de

transférer cette région à l'Arménie. Il appelle également le Soviet suprême de l'URSS à recevoir de manière positive cette requête (de Waal, 2003 : 10).

À ce stade initial, nous pouvons donc constater l'émergence d'un choix stratégique (mais sans doute influencé également dans une large mesure par ses aspirations historiques), que la minorité arménienne d'Azerbaïdjan opère et qui sera essentiel dans l'évolution ultérieure du conflit. Toutefois, l'irrédentisme, dans le cas du Nagorno-Karabakh, n'était pas inévitable. Horowitz (1991) souligne, d'ailleurs, l'interchangeabilité des revendications sécessionnistes ou irrédentiste dans le cadre des stratégies de contestation d'un groupe, dépendant en grande partie de l'environnement international ou des affinités ethniques transfrontalières. Par conséquent, en évaluant les probabilités de succès d'un type de stratégie par rapport à l'autre, le groupe adoptera soit un projet sécessionniste soit un projet irrédentiste, au moment où la continuation de l'appartenance à l'État actuel n'est plus perçue comme une alternative viable. En conclusion, si l'irrédentisme est un élément important au cœur de l'agitation nationaliste au Nagorno-Karabakh, c'est en partie en raison d'un choix stratégique. La perception dominante est que la cause du Karabakh sera mieux servie en obtenant l'appui d'un État voisin et que la République Soviétique d'Arménie serait favorable à un tel projet. Il faut préciser, néanmoins, que les Arméniens du Karabakh ont longtemps nourri le désir d'être unis à la République d'Arménie, tel qu'illustré par plusieurs lettres et pétitions envoyées à Moscou à ce sujet en 1945, 1965 et 1977, à des moments où des changements importants secouaient les structures soviétiques et qui faisaient naître l'espoir d'une attitude plus favorable des autorités centrales soviétiques, par rapport à un changement de statut de la région autonome (De Waal, 2003 :16).

Malgré cela, on ne peut pas conclure à l'existence d'un projet irrédentiste concret antérieur au conflit récent. Toutefois, la facilité avec laquelle des manifestations qui attiraient initialement quelques centaines de participants autour des questions environnementales au début de 1988 ont pu être transformées en rassemblements attirant presque un million de personnes (plus d'un quart de la population totale de l'Arménie) (De Waal, 2003 :23) en quelques jours seulement, à cause des événements du Karabakh, constitue une preuve de l'existence d'un sentiment d'irrédentisme diffus et persistant à l'égard de cette région.

Une autre remarque importante concernant l'impact des prétentions irrédentistes sur un processus de diffusion est que, malgré la stratégie employée par les Arméniens de Nagorno-Karabakh, l'Arménie se garde d'être ouvertement impliquée lors des stades initiaux du conflit, ce qui est conforme à notre supposition qui confine un processus de diffusion aux phases de confrontation ouverte dans l'évolution du conflit. Si la politique officielle de l'Arménie met plus longtemps à se rallier à la cause du Karabakh, le mouvement de dissidence de l'intelligentsia trouve un terrain fertile dans les masses qu'elle mobilise en enflammant les sentiments irrédentistes. Les manifestations sont, toutefois, pacifiques et restent sans conséquence directe sur l'évolution du conflit en Azerbaïdjan. Les revendications de la population concernant le Karabakh sont encore malléables et sensibles aux incitations d'ordre économique que Moscou offre à l'Arménie à l'époque<sup>28</sup>, les manifestants acceptant de suspendre leurs rassemblements, même face au refus ferme des autorités soviétiques de changer les frontières établies.

Toutefois, dès que la violence éclate en Azerbaïdjan avec les pogroms de Sumgaït contre la population arménienne, moment qui déclenche le cycle d'escalade de la violence interethnique, l'irrédentisme arménien, combiné aux facteurs analysés plus haut, devient un élément décisif dans l'implication de l'Arménie dans le conflit de son voisin.

Le « Comité Karabakh », composé en grande partie d'intellectuels d'Arménie avait comme projet déclaré de « défendre la cause arménienne » (de Waal, 2003 :56) qui incluait non seulement la récupération du Karabakh, considéré comme un territoire historique du peuple arménien, et la commémoration du génocide de 1915, comme symbole de la survie et de l'unité du groupe malgré les vicissitudes de l'histoire, mais également le ralliement des Arméniens partout dans le monde autour des buts nationalistes communs. Non seulement le Comité a-t-il réussi à l'époque soviétique, et à la suite des pressions populaires, à ériger à Erevan, un mémorial destiné au génocide et à établir une journée nationale appelée « la journée du génocide arménien », mais deux ans après le début du conflit au Nagorno-Karabakh, en mai 1990, son successeur le Mouvement National Arménien prend le pouvoir en Arménie. Le projet irrédentiste visant à récupérer le Karabakh acquiert, à ce moment, l'appui d'un État véritablement indépendant.

---

<sup>28</sup> Gorbatchev alloue environ 400 millions de roubles à l'Arménie – une somme énorme pour cette période (De Waal, 2003 :28).

Le fait que les leaders radicaux du mouvement irrédentiste de Nagorno-Karabakh contrôlent aujourd'hui, en grande partie, le pouvoir politique en Arménie est peut-être encore plus illustratif de l'ampleur et de la place centrale que ce projet a acquises dans la vie politique de ce pays. Un exemple frappant est Robert Kocharian, l'ancien président de l'Arménie, qui avait été un des leaders du mouvement nationaliste de Karabakh « Krunk » (De Waal, 2003 :54). L'actuel président de l'Arménie, Serzh Sargsyan est également un des organisateurs de la « force d'autodéfense du Karabakh » de 1989 à 1993.

Selon Chorbajian (2001 :31), l'évincement du premier président arménien dans la période postcommuniste, Levon Ter-Petrossian, a eu comme cause principale ses hésitations sur la question du Karabakh, au moment où il paraissait plus ouvert à un accord qui aurait « laissé le Karabakh vulnérable à la répression de l'Azerbaïdjan et à une éventuelle incorporation complète dans l'Azerbaïdjan ».

Dans l'évolution ultérieure du conflit, l'Arménie se gardera d'afficher ouvertement ses prétentions irrédentistes et, surtout après l'indépendance de facto du Karabakh, elle y renonça publiquement. Les normes et les coutumes internationales condamnent fermement aujourd'hui tout changement de frontières en raison d'un projet irrédentiste et en confirmant la théorie de Horowitz (1991), le Nagorno-Karabakh a réformé son projet irrédentiste en projet sécessionniste une fois que l'appui de l'Arménie lui ait assuré la victoire contre l'Azerbaïdjan, afin d'atteindre un nouvel objectif politique et obtenir la reconnaissance internationale qui lui fait toujours défaut.

Il ne fait aucun doute, toutefois, parmi l'ensemble des sources que nous avons consultées, qu'antérieurement au processus de diffusion le désir d'unification du Karabakh avec l'Arménie était très répandu au sein des élites politiques et intellectuelles arméniennes.

Plusieurs ouvrages des auteurs d'origine arménienne font ressortir de manière plus ou moins subtile la persistance des demandes irrédentistes concernant le Karabakh. L'ouvrage collectif de Chorbajian, Donabedian et Mutafian (1994) ainsi que celui sous la direction de Chorbajian (2001) publié par la suite, sont le résultat des recherches et des analyses de la diaspora arménienne concernant le conflit du Karabakh. Le premier, *The Caucasian Knot – The History and Geopolitics of Nagorno-Karabakh*, constitue une tentative de présenter une version arménienne de l'histoire des territoires considérés traditionnellement comme

arméniens de l'Antiquité jusqu'à l'époque contemporaine. L'objectif est de démontrer une continuité de la population arménienne sur ces territoires et de faire ressortir l'injustice et l'arbitraire qui ont caractérisé les annexions de ces provinces à d'autres États, en particulier la Turquie et l'Azerbaïdjan. Sans forcément nous prononcer sur la validité des arguments historiques invoqués, nous pouvons constater que l'idée principale qui traverse l'ensemble de cet ouvrage est le rattachement du Karabakh à l'Arménie, comme partie intégrante d'une entité étatique cohérente du point de vue démographique, historique et géopolitique. Nous décelons également l'idée qu'un tel acte constituerait une réparation appropriée, juste et légitime des dommages que les jeux de *power politics* des grandes puissances ont infligés dans le passé au peuple arménien.

Le deuxième ouvrage, *The Making of Nagorno-Karabakh – From Secession to Republic*, sous la direction de Levon Chorbajian (2001), reflète notamment ce changement de stratégie qui fait reculer l'idée du projet irrédentiste en faveur de la sécession, considérée comme une alternative plus acceptable au niveau international. L'objectif de cette collection de textes est, selon les auteurs (plusieurs universitaires nord-américains d'origine arménienne), d'infirmer les interprétations de « l'establishment » (les investisseurs des corporations multinationales et les gouvernements des pays industrialisés) concernant le conflit de Nagorno-Karabakh. Ainsi, on souligne, par exemple, la primauté de la norme de l'autodétermination sur l'intégrité territoriale (les auteurs semblent penser qu'on ne peut respecter l'une qu'à l'exclusion de l'autre!), la primauté des revendications arméniennes de nature historique, le fait que tout essai de résolution du conflit de la part des acteurs internationaux est biaisé en faveur de l'Azerbaïdjan à cause de ses ressources pétrolières, etc. L'accent est, donc, moins mis sur la réunification du Karabakh avec l'Arménie que sur la légitimation d'une indépendance que le Karabakh a obtenue, par la force, avec l'aide de l'Arménie.

Dans les deux ouvrages, on remarque la récurrence des justifications historiques à l'appui de l'idée que le Karabakh a toujours été un territoire arménien et que l'Arménie a toujours refusé d'accepter son intégration dans l'État azéri, ce qui illustre, de manière plus ou moins nuancée, la continuité et la persistance des prétentions irrédentiste de l'Arménie à l'égard du Karabakh.

*Le type de dyade (régime politique)*

Un dernier facteur structurel composant l'indice de diffusion est constitué par le type de dyades, en termes de régimes politique, composées par le pays où a lieu le conflit et chacun de ses voisins. Cette variable tente de capter le fait que, selon l'abondante littérature sur la paix démocratique, des démocraties vont régler leurs différends par des moyens pacifique et vont rarement, sinon jamais, utiliser la force.

Ce scénario n'est pas facilement applicable à la région du Caucase tout de suite après la fin de la guerre froide et l'indépendance de ces républiques. À l'époque du déclenchement du conflit de Nagorno-Karabakh, la plupart des voisins de l'Azerbaïdjan, à l'exception de la Turquie, avaient des régimes autoritaires. L'Arménie et la Géorgie étaient, avant la dissolution de l'URSS, des républiques soviétiques tout comme l'Azerbaïdjan, tandis que l'Iran est une république islamique, qualifiée de « théocratie post-traditionnelle » (Chehabi, 2001).

L'Azerbaïdjan est considéré comme une autocratie pendant toute la période couvrant le conflit du Karabakh. En 1988, c'était une des républiques les plus conservatrices de l'Union Soviétique où aucune dissidence politique n'était tolérée. Si l'opposition au régime communiste s'organise, tout comme en Arménie, autour des questions nationalistes générées par le conflit au Karabakh, elle subit, dans un des rares épisodes violents qui accompagnent la chute de l'URSS, une répression brutale de la part des autorités de Moscou en janvier 1990.

L'histoire post indépendance de l'Azerbaïdjan<sup>29</sup>, est marquée pendant une courte période par la victoire des nationalistes en 1992, qui amène à la présidence du pays Abulfaz Elchibey le chef du Front populaire (l'opposition nationaliste anti-communiste) (De Waal : 2001 :82-86). Son mandat est marqué par l'instabilité, les défaites des troupes azéries au Karabakh et par une mutinerie d'un des commandants de l'armée, Surat Husseinov, qui l'oblige à quitter son poste et à se réfugier dans sa province natale du Nakhitchevan. Cela ouvre la porte à Gaïdar Aliev, ancien chef du KGB azéri et premier secrétaire du parti communiste pendant neuf ans jusqu'en 1988. Il devient président de l'Azerbaïdjan, avec des pouvoirs présidentiels extraordinaires votés par le parlement azéri en juin 1993 (De

Waal, 2001 :214). En octobre de la même année il obtient un improbable 98.8% des votes (De Waal, 2001 : 225), lors d'élections que les observateurs externes qualifient de truquées. Son mode de gouvernement privilégié, pendant et après le régime communiste, a été le contrôle absolu de la société. Récemment, selon la pratique développée par la plupart des gouvernements autoritaires, son fils et successeur désigné l'a remplacé à la présidence du pays, à la suite de son décès en décembre 2003.

L'Arménie semble initialement être plus réceptive au processus de démocratisation. En mai 1990, lors d'un vote libre, les membres de la dissidence anti-communiste et nationaliste, le Mouvement National ont gagné une majorité de sièges au Soviet suprême en consolidant, ainsi, leur contrôle sur la république. Levon Ter-Petrossian, le chef du Mouvement National d'Arménie a été élu président du Soviet suprême. Il s'agissait de la première fois où une formation politique non communiste prenait le pouvoir dans une république soviétique et les autorités de Moscou décident, à la différence de la méthode violente utilisée pour écraser l'opposition azérie quelques mois plus tôt, de ne pas intervenir (De Waal, 2001 : 111).

Peu après que l'Arménie ait déclaré l'indépendance en septembre 1991, les premières élections de la période postcommunistes amenèrent, à la présidence du nouvel État, Levon Ter-Petrossian avec une majorité de 83% des votes<sup>30</sup>. Ces élections sont, sans doute, marquées par les irrégularités communes à toute démocratie naissante, mais constituent un signe encourageant sur la voie de la démocratisation. Elles reflètent, dans une large mesure, l'option politique de la société arménienne, galvanisée autour du mouvement anti-communiste et nationaliste qui s'était cristallisé autour de la question du Karabakh. Les dirigeants, qui en sont issus, sont les représentants de la société civile qui a organisé la résistance et la chute du régime communiste. D'une certaine façon nous pouvons, donc, conclure que la période couvrant l'indépendance de l'Arménie et son implication directe dans le conflit au Nagorno-Karabakh, de 1991 à 1994, correspond à une phase de démocratisation du régime et à son éloignement graduel des pratiques autoritaires de l'époque soviétique. En conséquence, pour cette courte période, l'Arménie peut être

---

<sup>29</sup> L'Azerbaïdjan déclare l'indépendance le 30 août 1991.

<sup>30</sup> [www.fco.gov.uk/servlet](http://www.fco.gov.uk/servlet)

qualifiée de démocratie, malgré la présence de plusieurs défaillances majeures au niveau de la liberté d'expression et de la participation à la vie politique.

Par la suite, cependant, cette tendance ne s'est pas maintenue et à partir de 1995 l'Arménie vira, comme beaucoup de républiques ex-soviétiques, vers l'autoritarisme. Le Mouvement National d'Arménie monopolise la vie politique du pays et son principal opposant, le traditionnel parti nationaliste arménien le Dachnaktsutium, se voit refuser la participation aux élections parlementaires de 1995, que les observateurs de l'OSCE qualifient de « libres, mais pas justes »<sup>31</sup>. Les élections présidentielles de 1996 sont, également, marquées par des allégations de fraude et d'intimidation, au moment où Ter-Petrossian revendique la victoire au premier tour avec plus de 50% des votes. L'opposition organise des manifestations et saisit la Cour Constitutionnelle pour contester la validité des résultats. Celle-ci décide, néanmoins, que les résultats des élections ne sont pas ouverts à la contestation<sup>32</sup>. Afin de réhabiliter la réputation de son gouvernement, Ter-Petrossian nomme en mars 1997, Robert Kocharian, le « président » de Nagorno-Karabakh, comme premier ministre de l'Arménie, ce qui inaugure une période d'instabilité politique et de désaccord entre ces deux centres de pouvoir, particulièrement concernant l'implication du pays dans le conflit de Karabakh. Ter-Petrossian démissionne en février 1998 et Robert Kocharian est élu sans grande surprise à sa place, lors d'élections que les observateurs du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE considèrent comme un progrès par rapport aux élections de 1996, mais sans toutefois remplir les standards internationaux acceptables<sup>33</sup>. L'évolution du régime sous la présidence de Kocharian est marquée, également, par l'instabilité politique et une concentration du pouvoir aux mains du président. Les élections ultérieures ne réussissent pas à satisfaire aux critères établis par l'OSCE, même si le régime ne semble pas adopter des traits d'autoritarisme institutionnalisés, tel que c'est le cas en Azerbaïdjan.

La Géorgie bénéficie d'une bonne image dans les milieux politiques et dans les médias occidentaux qui louent, souvent, son processus de démocratisation (King : 2001). Malgré cela, les résultats restent mitigés jusqu'à la « révolution rose » de novembre 2003, qui

<sup>31</sup> <http://www.oscepa.org/admin/getbinary.asp?FileID=792>

<sup>32</sup> [www.fco.gov.uk/servlet](http://www.fco.gov.uk/servlet)

<sup>33</sup> [http://www.osce.org/documents/odihr/1998/04/1215\\_en.pdf](http://www.osce.org/documents/odihr/1998/04/1215_en.pdf)

mobilise une population déçue et révoltée par la corruption du régime. Cette action concertée de la société civile marque un changement important par rapport à « l'apathie causée par la corruption politique et la dégradation des institutions politiques sous les régime antérieur »<sup>34</sup>. Un enthousiasme de courte durée, car le nouveau régime succombe rapidement aux tentations du nationalisme et de l'autoritarisme.

Si nous passons en revue les critères formels d'un régime démocratique, des efforts significatifs ont été entrepris à la suite de l'indépendance du pays. Ainsi, une Constitution « dans une large mesure démocratique » a été adoptée et une grande partie de la législation géorgienne a été réformée, afin d'atteindre des standards démocratiques. Les partis d'opposition ont pu agir et s'exprimer selon leurs propres visions politiques. Les médias bénéficient, également, d'assez d'indépendance pour assurer un certain niveau de pluralisme d'opinions (Nodia, 2003). Une preuve de la force de la société civile a été la mobilisation populaire extraordinaire lors de la « révolution rose ».

Toutefois, comme dans beaucoup de pays ex-communistes, la pratique démocratique en Géorgie ne respecte pas souvent les règles de son cadre institutionnel. À partir de 1992, la scène politique géorgienne est dominée par Édouard Chevardnadze, ancien ministre des affaires étrangères soviétique. Il concentre graduellement le pouvoir entre ses mains et place dans le gouvernement et l'administration publique des personnes qui lui sont fidèles. Le parti politique au pouvoir en Géorgie pendant les premiers douze ans d'indépendance, l'Union des Citoyens de Géorgie, est créé moins pour de raisons idéologiques que pour assurer la base politique et la loyauté envers le président (King, 2001).

La plupart des élections tenues par la Géorgie depuis son indépendance ont eu lieu sous le mandat de Chevardnadze et aucune d'entre elles ne réussit à satisfaire aux critères de l'OSCE<sup>35</sup>. Sans surprise, à chaque fois le parlement est dominé en grande partie par l'Union de Citoyens de Géorgie, parti fidèle au président et celui-ci obtient des victoires écrasantes sur ses adversaires.

Un autre problème généralisé de la Géorgie est la corruption à tous les niveaux d'autorité, qui ébranle de manière catastrophique la confiance des citoyens en leur gouvernement (King, 2001).

<sup>34</sup> <http://www.clubmadrid.org/cmadrid/index.php?id=506>

<sup>35</sup> [http://www.osce.org/documents/odihr/2000/02/1360\\_en.pdf](http://www.osce.org/documents/odihr/2000/02/1360_en.pdf)

Le style de leadership de Chevardnadze a été de garder un équilibre des différents intérêts concurrents en Géorgie et de s'assurer qu'aucun groupe ne détenait assez de pouvoir et de ressources pour contester son autorité comme chef d'État, chef du gouvernement et chef du parti politique dominant. Malgré cela, à cette époque la Géorgie n'était pas une autocratie « pure et dure » (King, 2001). Il n'y avait pas un culte de la personnalité, même si Chevardnadze restait la figure centrale du système politique et à la différence du président Gaïdar Aliev de l'Azerbaïdjan, il n'a jamais désigné ouvertement un successeur.

En conséquence, pour toutes les raisons citées plus haut, la Géorgie peut être considérée comme un régime hybride, un mélange de composantes démocratiques et autocratiques, difficilement classifiable dans une catégorie ou l'autre. Dans une telle situation, une méthode pour trancher en faveur d'une catégorie ou de l'autre est de suivre l'évolution à long terme du régime et d'évaluer les progrès sur la voie de la démocratie du régime ou, au contraire, le retour vers des pratiques totalitaires (Nodia, 2003). Les événements de novembre 2003 semblent, au moins, confirmer le passage pacifique du pouvoir politique, même si la consolidation de la démocratie en Géorgie est loin d'être atteinte.

La Russie est considérée, à partir de dissolution de l'Union Soviétique en 1991, comme partiellement démocratique. Si des élections ont lieu, elles sont souvent marquées par des irrégularités et une marginalisation de l'opposition politique. La Russie semble toujours tributaire des pratiques autoritaires.

Le régime postcommuniste est construit autour du président qui, élu directement, s'attribue le pouvoir de gouverner le pays tel qu'il le désire, sans devoir se porter responsable devant les citoyens ou d'autres institutions de l'État pour la durée de son mandat, jusqu'à des prochaines élections. Une des conséquences d'un tel arrangement institutionnel est la possibilité d'écarter toute opposition aux décisions présidentielles en les qualifiant de « sectorielles, déstabilisatrices, ou même non patriotiques » (Kubicek, 1994). Les circonstances entourant le commencement du processus de démocratisation en Russie ne sont pas des plus favorables. Si après le coup d'État échoué d'août 1991, Boris Eltsine semble incarner l'espoir de démocratisation de la Russie, les conflits avec l'Assemblée populaire où plusieurs supporters de l'ancien régime sont toujours influents, ainsi que le

mécontentement populaire face à la dégradation des conditions de vie ont mené à l'établissement des pratiques autoritaires qui confèrent un pouvoir disproportionné au président et qui ont inhibé également la mise en place des institutions démocratiques. Ces caractéristiques seront greffées de manière durable au régime politique russe qui, malgré la présence d'éléments démocratiques formels, conserve un fort caractère autoritaire.

Les autres voisins de l'Azerbaïdjan sont l'Iran et la Turquie. Ces deux pays sont plus facilement classifiables, leurs régimes politiques ne subissant pas des changements majeurs avec la fin de la guerre froide.

L'Iran peut être qualifié de « théocratie post-traditionnelle », dans le sens où il s'agit d'un régime théocratique qui possède une Constitution écrite (Chehabi, 2001). À part cette nuance conceptuelle, si la nature totalitaire du régime reste à débattre, il n'existe pas vraiment de dilemme par rapport à sa nature autoritaire.

Tout comme les régimes totalitaires, l'Iran proclame la suprématie absolue d'une idéologie, l'Islam, sur la vie publique et, tout comme des régimes autoritaires, il permet un certain degré de pluralisme, faisant en sorte que les citoyens aient « un choix libre mais limité » lors des élections. Toutefois dans le cadre du gouvernement islamique, le parlement a un rôle mineur. La Constitution islamique de l'Iran révèle l'incompatibilité entre l'autoritarisme clérical et les principes démocratiques : l'infailibilité des interprétations données à l'Islam par les autorités religieuses suprêmes touche l'ensemble des décisions politiques en excluant ainsi tout processus démocratique (Skocpol, 1994 :251-252).

L'Iran est caractérisé par de multiples centres de pouvoir, qui n'agissent pas toujours à l'unisson, et la Constitution de 1979 offre un cadre législatif formel par lequel la volonté de la population devrait être préservée. Malheureusement, ce document, comme dans le cas de beaucoup de régimes autoritaires, reflète mal la réalité de la vie politique iranienne (Schirazi, 1996). Les caractéristiques totalitaires du régime, basé sur l'exclusion de toute idéologie contraire à celle dominante, sont atténuées par un certain pluralisme propre à la sphère religieuse, qui est permis dans la mesure où il ne nuit pas aux principes fondamentaux du régime (Chehabi, 2001). Cela offre une petite marge de manœuvre aux journalistes et à l'intelligentsia laïque dans l'expression de leurs opinions, sans toutefois

écarter le risque de répression à caractère arbitraire et disproportionné fort probable. En général, les personnes et les groupes soupçonnés de vouloir adopter un mode de vie « cosmopolite », voire occidental, contraire à celui prôné par le gouvernement, sont qualifiés d'Iraniens « non authentiques », discriminés et traités comme citoyens de seconde classe (Farsoun, Mashayekhi, 2001).

En conclusion, si le régime iranien contemporain semble s'écarter du totalitarisme à cause d'un certain fractionnisme du pouvoir politique et des sphères sociales et religieuses, le caractère autoritaire du régime ne fait aucun doute.

Finalement, le dernier voisin de l'Azerbaïdjan, la Turquie, peut être considéré comme une démocratie malgré de nombreuses critiques concernant certains abus des droits de la personne et de la liberté d'expression, ainsi que le pouvoir controversé de l'armée dans la vie politique.

Le rôle central de l'armée qui agit comme l'élite de l'État a été apparent non seulement lors du coup d'État de 1980, qui était censé purger le gouvernement des « éléments radicaux », ainsi que par les dispositions de la Constitution de 1982, qui stipulent que le gouvernement est obligé de donner la priorité aux recommandations faites par le Conseil National de Sécurité, une instance dominé par les élites militaires. Les pressions de l'armée font tomber le gouvernement Erbakan en 1997 en motivant « des menaces à la sécurité que certaines activités islamistes posent à l'égard de l'État » (Heper, 1998). Cela mène à la situation paradoxale où le caractère démocratique et laïc de l'État turc est protégé par les méthodes controversées et souvent arbitraires de l'élite militaire turque, qui s'érige en défenseur unique et omniscient de la tradition kémaliste. Une conséquence issue de cette situation est évidemment, le manque de consolidation de la société civile qui devrait normalement remplir ce rôle. Par conséquent, malgré le multipartisme et des élections libres, le régime politique turc semble encore se trouver sous une certaine influence de l'armée, qui, même si elle n'a pas récemment essayé de s'emparer directement du pouvoir, possède toujours les moyens d'influencer, de manière significative, la vie politique du pays.

D'autres dispositions controversées de la Constitution concernent la liberté d'expression, dans le sens où elle exclut « les pensées et les opinions contraires aux intérêts nationaux turcs, au principe d'indivisibilité de la Turquie [...] ou aux valeurs morales et

historiques turques [...] ou au nationalisme, aux principes, réformes et à la modernité d'Atatürk », une définition qui, par son ambiguïté, ouvre la porte aux abus et punit les « pensées » et les « opinions » dans la même mesure que les actes (Rouleau, 2000).

Malgré ces problèmes structureaux du régime politique turc, le pays est considéré comme un oasis de démocratie dans la région à la frontière du Caucase et du Moyen Orient. Son appartenance à l'OTAN et son projet d'intégration à l'Union européenne ont contribué sans doute à consolider la démocratie et l'état de droit en Turquie.

En conclusion, les dyades composées de l'Azerbaïdjan et ses voisins sont autocratiques, dans le cas de la Géorgie, de la Russie et de l'Iran et mixtes dans le cas de la Turquie et, pour une période déterminée, de l'Arménie. Selon notre hypothèse, les dyades mixtes ont plus de chances d'être impliquées dans des conflits violents que les dyades autocratiques tandis que les dyades démocratiques ne vont que rarement, voire jamais, se faire la guerre.

Dans notre étude de cas la seule confrontation armée a eu lieu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Cela souligne, encore une fois, la nécessité de regarder l'impact combiné des facteurs qui constituent l'indice de diffusion. Toutefois, étant donné la portée plus générale de l'indice, la valeur du type de dyade comme facteur structurel expliquant le potentiel de diffusion d'un conflit ethnique ne doit pas être négligée, principalement en raison de la solidité empirique du programme de recherche sur la paix démocratique.

Une dernière remarque, qui clôt cette section sur les facteurs structurels composant l'indice de diffusion, concerne une variable qui n'a pas été prise en compte. L'asymétrie de pouvoir dans le cadre d'une dyade devrait, à première vue, jouer également un rôle dans la décision d'un pays d'intervenir dans le conflit ethnique de son voisin. Malgré la rareté des preuves théoriques et empiriques concernant l'impact de l'asymétrie de pouvoir dans les conflits à enjeux ethniques entre deux États, une étude récente souligne la faiblesse explicative de cette variable en tant que facteur déterminant la participation d'un État comme acteur dans une crise internationale (Akbaba, James, Taydas, 2006). Cela semble confirmé par notre étude de cas. Parmi les voisins de l'Azerbaïdjan, c'est seulement

l'Arménie qui se trouvait dans une position d'infériorité par rapport à celui-ci<sup>36</sup> et pourtant c'est aussi le seul pays qui se soit impliqué dans le conflit autour du Haut Karabakh.

*Évaluation du risque de diffusion du conflit de Nagorno-Karabakh selon l'indice de diffusion*

Selon le cadre analytique présenté dans la première partie de cet ouvrage, l'indice de diffusion est composé de la somme pondérée des variables présentées plus haut. Son objectif principal est d'estimer l'impact combiné de tous ces facteurs structurels sur le processus de diffusion. Ces variables indépendantes (contiguïté, affinité ethnique, histoire conflictuelle, prétentions irrédentistes et type de dyade) prennent des valeurs différentes selon la grille d'opérationnalisation établie et en fonction des informations recueillies lors de l'étude de cas.

Voici un court résumé des valeurs attribuées à chaque dyade et du résultat obtenu pour l'indice de diffusion.

- Dyade Azerbaïdjan - Arménie
  - L'Azerbaïdjan et l'Arménie sont des pays contigus, donc  $D1=1$ .
  - Le groupe ethnique dans une position dominante en Arménie est apparenté à la minorité arménienne d'Azerbaïdjan, concentrée spécialement dans la région de Nagorno-Karabakh, donc  $D2=2$ .
  - En 1905 et entre 1918-1920, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont disputés le sort du Karabakh, qui est finalement tombé sous la tutelle de l'Azerbaïdjan, donc  $D3=1$ .
  - L'Arménie a des prétentions irrédentistes persistantes envers le Nagorno-

---

<sup>36</sup> À titre d'exemple, nous pouvons faire référence à l'asymétrie démographique des deux pays : l'Azerbaïdjan a environ 8 300 000 habitants, tandis que l'Arménie a seulement 3 800 000 habitants. Les ressources naturelles de l'Azerbaïdjan, en particulier le pétrole, le placent également dans une position de supériorité.

Karabakh qui est peuplé majoritairement d'Arméniens qui sont favorables à l'indépendance et à une éventuelle union avec l'Arménie, donc  $D4= 1$ .

- L'Azerbaïdjan est considéré une autocratie, tandis l'Arménie se qualifie comme une démocratie pour la période 1991-1994. Nous sommes donc en présence d'une dyade mixte,  $D5= 2$ .

- $D' = p1D1 + p2D2 + p3D3 + p4D4 + p5D5 = 11$

=> Sur une échelle de 1 à 10,  $D= 9,2$

En suivant la même méthode voici en résumé les valeurs des variables indépendantes et le score de l'indice de diffusion pour les autres dyades analysées.

- Dyade Azerbaïdjan – Géorgie :  $D1=1; D2= 1; D3=0; D4=0; D5=2$   
 $D' = 7$  ou sur une échelle de 1 à 10,  $D=5,8$
- Dyade Azerbaïdjan – Russie :  $D1=1; D2=0; D3=0; D4=0; D5=1$   
 $D' = 4$  ou sur une échelle de 1 à 10,  $D=3,3$
- Dyade Azerbaïdjan – Iran :  $D1=1; D2=0; D3=0; D4=0; D5=1$   
 $D' = 4$  ou sur une échelle de 1 à 10,  $D=3,3$
- Dyade Azerbaïdjan – Turquie :  $D1=1; D2=0; D3=0; D4=0; D5=2$   
 $D' = 5$  ou sur une échelle de 1 à 10,  $D=4,2$

De manière évidente, le risque le plus accentué de diffusion se retrouve dans la dyade Azerbaïdjan – Arménie. L'impact combiné des facteurs structurels, tel qu'illustré par l'indice de diffusion, prédispose donc le conflit de Nagorno-Karabakh à un processus de diffusion impliquant l'Arménie. Ceci est une réflexion fidèle de l'évolution du conflit – l'Arménie commence à jouer un rôle central dans l'appui des insurgés de Nagorno-Karabakh à partir du printemps de 1992 (Kaufman, 2001 :73).

Les scores de l'indice pour les autres dyades indiquent soit un risque bas de diffusion (pour la Russie, l'Iran et la Turquie) ou modéré (la Géorgie)<sup>37</sup>. Les différences de nuance entre ces différents scores n'ont pas vraiment de correspondance empirique, mais, de manière générale, le fait qu'aucun processus de diffusion n'émerge dans le cadre de ces dyades, et que les pays en question assument plutôt un rôle de tierces parties dans le conflit (Mooradian et Druckman, 1999) est conforme aux valeurs peu élevées de l'indice. Cela confirme notre première hypothèse pour cette étude de cas mais souligne également le caractère préliminaire et exploratoire de l'indice en estimant le risque de diffusion d'un conflit ethnique et la nécessité d'étudier d'autres aspects importants qui pourraient affecter d'une manière fondamentale l'évolution du conflit. Par conséquent, plusieurs autres hypothèses concernant notamment le rôle des tierces parties et les facteurs socio-psychologiques seront testées dans les sections qui suivent.

---

<sup>37</sup> L'indice de diffusion a été vérifié lors d'une étude quantitative réunissant 75 conflits ethniques partout dans le monde. Cette étude nous permet d'établir les scores qui correspondent à un risque de diffusion bas, modéré et respectivement élevé. La catégorie intermédiaire inclut les scores de diffusion entre la moyenne de 4,89 et 6,42 (la moyenne + l'écart type), tandis que les scores indiquant un potentiel de diffusion élevé sont situés au-dessus de la valeur de 6,42. Plus le score de diffusion est élevé, plus l'on observe des cas de diffusion : la diffusion n'apparaît presque pas pour la catégorie de scores bas, 10% des conflits dans la catégorie des scores intermédiaires ont effectivement subi un processus de diffusion, tandis que dans la catégorie de scores élevés on remarque 35% des cas qui ont éprouvé la diffusion (Tranca, 2006).

## La variable contextuelle : échec de l'intervention des tierces parties

Prendre en compte seulement les facteurs structurels qui entourent les conflits ethniques signifie que certains d'entre eux sont simplement prédestinés à la diffusion. Deux observations d'ordre empirique infirment cette perspective déterministe. Premièrement, la diffusion des conflits ethniques est en général un phénomène relativement rare et, deuxièmement, ce ne sont pas tous les conflits, qui possèdent un haut potentiel de diffusion, qui risquent d'être inévitablement impliqués dans un tel processus. L'intervention des tierces parties est considérée une variable contextuelle : différents conflits ethniques vont bénéficier de degrés d'attention et d'implication variables de la part des éventuels intervenants, ce qui peut avoir un impact déterminant sur la diminution du risque de diffusion.

En même temps, différentes interventions n'aboutissent pas aux mêmes effets et conséquences. Tel que discuté dans la première partie de cet ouvrage, le type d'intervenant, le moment de l'intervention, le consentement des belligérants et l'efficacité de l'intervention par rapport à la résolution du conflit peuvent avoir une influence déterminante sur sa capacité à prévenir la diffusion régionale d'un conflit ethnique.

Un certain nombre de facteurs sont à l'origine de l'indifférence des tierces parties face aux conflits internes tels que les guerres civiles ou ethniques. Un de ces facteurs est la réticence des tierces parties à s'impliquer dans les affaires internes des États souverains, conformément au principe de non ingérence, qui est un élément fondamental du droit international. Une autre raison est le fait que les États, qui ne sont pas directement affectés par le conflit, ne sont pas sensibilisés aux ramifications globales du conflit et aux menaces qu'il peut poser à long terme à la paix et à la sécurité internationales. Les conflits internes en particulier sont souvent perçus comme n'ayant pas de conséquences sur la sécurité d'autres États. Le refus d'allouer des ressources pour une cause qui n'est pas considérée comme faisant partie des intérêts nationaux, ainsi que les difficultés propres à l'organisation et à l'exécution des opérations à caractère international retardent souvent une action collective. Tout cela peut être encore aggravé par le refus des parties au conflit

d'accepter une intervention externe. En outre, les causes profondes d'un conflit ethnique ne sont pas toujours évidentes pour des acteurs externes. Ainsi, dans le cas des crises internes, la réaction des acteurs externes est souvent d'essayer de retarder toute action, ou d'ignorer l'amplitude de la crise le plus longtemps possible, ce qui diminue les chances d'une réponse multilatérale prompte et efficace qui puisse éviter une éventuelle tragédie humanitaire (Ackermann, 2000).

Tous les cas d'intervention préventive qui ont eu du succès ont démontré qu'une réponse proactive doit être entreprise aux stages initiaux du conflit, de préférence avant le déclenchement des confrontations violentes (Ackermann, 2000). Cela souligne, encore une fois, l'importance des mécanismes de veille qui analysent la dynamique de différents facteurs structurels inhérents aux causes profondes du conflit mais, également, des aspects sociaux, tels que le rôle des élites et les comportements collectifs.

### *Le type d'intervenant*

Tel qu'anticipé par le cadre analytique présenté antérieurement, la première étape de l'analyse est d'identifier les tierces parties impliquées dans le conflit.

Dans le cas du Haut Karabakh, la première tentative pour résoudre le conflit s'est déroulée au début de 1988, moment où le conflit entrait dans sa phase initiale et l'Azerbaïdjan, tout comme l'Arménie, se trouvaient toujours sous le contrôle soviétique. Naturellement, à cette époque, Moscou a émergé comme le principal intervenant. Le fait que, tel que mentionné, les deux républiques faisaient partie de la même structure fédérale a compliqué les définitions du conflit au Nagorno-Karabakh. Officiellement vu comme une affaire interne à l'Azerbaïdjan, il devient, de plus en plus, le sujet d'interventions officieuses des élites intellectuelles arméniennes par l'intermédiaire des pressions populaires ainsi que par d'autres démarches plus directes auprès des autorités centrales soviétiques. Cela a une conséquence d'ordre pratique sur l'évolution du conflit : son escalade est accompagnée presque simultanément et proportionnellement par un processus de diffusion, qui signifie une implication de plus en plus poussée de l'Arménie.

Les enjeux du conflit se complexifient, donc, dès son début. Toutefois, les relations entre l'Azerbaïdjan et Moscou sont, à cette époque, suffisamment indépendantes pour que le pouvoir soviétique central puisse être considéré comme une tierce partie. À titre d'exemple, l'établissement de la Commission Volsky, qui a temporairement placé l'administration de Nagorno-Karabakh sous l'autorité directe de Moscou (ce qui peut être considéré une forme d'interposition entre les parties belligérantes), a été perçu en Azerbaïdjan comme une perte de souveraineté et un empiétement sur ses droits constitutionnels (Kaufman, 2001).

Théoriquement, le gouvernement central soviétique aurait pu assumer le rôle de médiateur dans le conflit. Cependant, son statut de tierce partie a été entaché par plusieurs de ses actions qui ont violé tout au long du conflit la norme « de pratiques non discriminatoires dont le but principal est la résolution du conflit ».

Aux stades initiaux du conflit, Moscou réussit à garder une position impartiale. Suite à la demande de réunification avec l'Arménie, formulée par le Soviet Suprême de Nagorno-Karabakh, et aux manifestations populaires massives de Erevan, en février 1990, Gorbatchev décide d'abord de purger le leadership communiste dans la province et en Arménie, sans toutefois utiliser la force pour réprimer les manifestations. La rhétorique officielle encourage les parties à résoudre leurs différends en utilisant les méthodes du Parti et les mécanismes institutionnels de l'État soviétique. Comme dans beaucoup de cas, cela ne prend pas en compte le fait que la plupart des structures soviétiques étaient inadéquates et paralysées par plus d'un demi-siècle d'autoritarisme et que les procédures de négociation et de compromis nécessaires à une résolution pacifique du conflit en souffraient aussi<sup>38</sup>. Le Karabakh est le premier, dans une longue série d'opportunités manquées, à être victime de la structure pyramidale et rigide du système soviétique. En ce qui concerne les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie on assiste à une détérioration rapide qui est également causée en partie par les défaillances structurelles de l'URSS<sup>39</sup> faisant en sorte que les seuls contacts entre les républiques soviétiques passaient par Moscou et cela encourageait la

---

<sup>38</sup> Le poids du clientélisme et de la corruption entrave également toutes négociations se voulant impartiales.

<sup>39</sup> Un autre paradoxe du système soviétique est l'essai de bannir l'ethnicité de la sphère du politique, tout en créant des structures administratives (les républiques socialistes soviétiques) dont le fondement est ethnique (Roeder, 1991).

compétition, et non pas la coopération, des républiques au sein de la fédération (De Waal, 2003).

Face à l'échec de cette stratégie, qui a comme résultat l'aggravation du conflit, Moscou abandonne tout souci d'impartialité et d'effort de résolution du conflit et décide d'agir principalement en fonction de ses propres intérêts. Ainsi en janvier 1990, des violences éclatent contre la population arménienne de Bakou qui est en grande partie expulsée de la ville, sans que les troupes soviétiques présentes sur le terrain interviennent; toutefois, seulement après la fin des violences, l'armée soviétique reçoit l'ordre de réprimer brutalement les forces nationalistes et anti-communistes azéries. « Le fait de ne pas avoir déclaré l'état d'urgence pour arrêter le pogrom des Arméniens et de l'avoir fait seulement après que tous les Arméniens ont été déportés, suggère soit un profond cynisme, soit une incompetence complète, soit les deux à la fois » (De Waal, 2003 :94). Ce premier échec d'intervention alimente, à la fois, le risque d'escalade du conflit tout comme celui de diffusion.

Ainsi, le cycle d'escalade qui se déclenche après les massacres des Arméniens à Sumgaït, en février 1988, a comme conséquence le début des expulsions des Arméniens et des Azéris des régions où ils sont minoritaires au Nagorno-Karabakh. À partir de ce moment, la violence devient le moyen privilégié par les deux parties dans la gestion du conflit, marquant le passage de la confrontation à un stade supérieur d'antagonisme (Tilly, 2003). Les mécanismes institutionnels, ainsi que les moyens pacifiques d'expression des griefs, sont abandonnés au profit des actions violentes.

Un autre signe de l'implication biaisée de Moscou intervient au début de 1991, moment où Gorbatchev essayait de rallier les républiques autour du nouveau traité de l'Union soviétique. L'Azerbaïdjan se joint à cette entreprise tandis que l'Arménie se dirige à grands pas vers l'indépendance. De plus en plus impliquée au Karabakh, l'Arménie est évidemment extrêmement réceptive à l'évolution du conflit, qui devient ainsi le levier entre les mains des leaders soviétiques censé assurer sa loyauté.

Pendant « l'Opération Anneau » (nommée ainsi parce que son but était d'encercler les villages arméniens par des paramilitaires azéris et de forcer leur population à s'enfuir), les troupes soviétiques qui stationnaient en Azerbaïdjan ont aidé les forces locales azéris à accomplir leur objectif de nettoyage ethnique. Apparemment, la raison qui se cachait

derrière les actions de Moscou n'avait rien en commun avec la résolution du conflit, mais le but de Gorbatchev était de forcer l'Arménie à signer le traité de l'Union, auquel l'Azerbaïdjan avait déjà donné son accord et qui représentait la dernière chance de maintenir l'URSS (Kaufman, 2001)

Une autre raison pour laquelle Moscou n'a pas été perçue par aucune des parties belligérantes comme un arbitre impartial dans le conflit a été le fait que les mouvements nationalistes, à la fois en Arménie (le Comité Karabakh qui s'est renommé par la suite le Mouvement National Arménien) et en Azerbaïdjan (le Front Populaire Azéri), étaient également profondément anti-communistes et pro indépendantistes. En conséquence, quand Moscou a décidé de s'attaquer aux leaders nationalistes dans les deux républiques, ses actions ont été perçues comme protégeant ses propres intérêts.

Les onze leaders du Comité Karabakh ont été arrêtés par les autorités soviétiques en décembre 1988 pour des « atteintes à l'ordre public » et incarcérés sans procès jusqu'en mai 1989 (Croissant, 1998 : 32). En janvier 1990, lors des pogroms de Bakou, le gouvernement soviétique central saisit cette opportunité non pas pour mettre fin à la violence interethnique, mais pour s'attaquer au Front Populaire Azéri qui avait délogé les autorités soviétiques et contrôlait plusieurs grandes villes en Azerbaïdjan. En fait, le ministre soviétique de la Défense de l'époque a ouvertement admis que le but principal de l'opération des troupes soviétiques était de rétablir l'autorité de l'État soviétique et, à travers lui, celle des dirigeants communistes locaux (Melander, 2001).

L'effondrement de l'Union Soviétique à partir d'août 1991 ouvre la voie à l'implication d'autres tierces parties qui essaient de s'attaquer au conflit de Karabakh. Mooradian et Druckman (1999) distinguent six tentatives de médiation qui ont lieu entre 1991 et 1995. Déjà en septembre 1991, Boris Eltsine, le nouveau président de la Russie et le président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev tentent une médiation du conflit. Cependant leurs interventions ont été perçues comme étant plus motivées par leurs ambitions personnelles que par le désir de résoudre le conflit. Au moment où Gorbatchev démissionne en décembre 1991, les deux présidents abandonnent leur intérêt pour le sort du Karabakh et concentrent leur attention sur les nouvelles opportunités politiques ouvertes par ces changements majeurs dans l'espace ex-soviétique (Mooradian, Druckman, 1999). Le

résultat de cette intervention est la signature d'un cessez-le-feu qui reste toutefois sans conséquences sur le terrain où les combats violents continuent.

Suite à l'implosion de l'Union Soviétique et à la perte d'influence de la Russie en Europe centrale et orientale après la chute du mur de Berlin, les efforts de Moscou semblent se concentrer sur la récupération d'une sphère d'influence plus limitée, dans les ex-républiques soviétiques. Contrairement aux positions adoptées pendant la période communiste qui encourageaient, du moins en théorie, l'effacement graduel des référents identitaires ethniques, la Russie, malgré les problèmes posés par ses propres minorités, semble utiliser les conflits ethniques de ses anciennes républiques pour les inciter, voire forcer, à accepter des troupes russes sur leur territoire, comme dans le cas de la Géorgie, ou à établir une relation privilégiée avec Moscou, comme dans le cas de l'Azerbaïdjan. De ce point de vue, la position de ce dernier est compliquée par les affinités culturelles qui le lient à une autre grande puissance régionale, la Turquie. L'Azerbaïdjan semble effectivement au début des années 1990 vouloir desserrer ses liens avec Moscou et forger une alliance plus étroite avec la Turquie. Tant que la loyauté de l'Azerbaïdjan n'est pas assurée, Moscou profite donc de la continuation du conflit.

En conséquence, la position russe, dans la période critique précédant la diffusion du conflit jusqu'à la signature du cessez-le-feu (1988-1994) semble osciller entre un appui opportuniste accordé soit à l'Arménie, soit à l'Azerbaïdjan. À partir de 1996, l'établissement d'une base militaire russe sur le territoire arménien, à proximité de la frontière avec la Turquie, semble signaler un engagement plus ferme du côté arménien. Ce développement est toutefois ultérieur au processus de diffusion. Il peut acquérir une signification plus importante seulement dans le contexte d'une reprise du conflit armé, une situation qui pourrait effectivement valoriser la présence militaire russe en Arménie, par la protection offerte contre une éventuelle incursion de la Turquie.

L'Iran essaie, également, de jouer un rôle de tierce partie dans le conflit, pour une courte période entre février et mai 1992. Encore une fois, la motivation centrale semble être le souci d'accroître son influence régionale au détriment de la Turquie plutôt que de trouver une solution au conflit (Croissant, 1998 :79). Tout comme dans l'essai de médiation

précédent, l'accord sur un cessez-le-feu est contredit par une escalade des confrontations armées au Nagorno-Karabakh.

Le Kazakhstan, encore une fois par l'entremise de son président, est à l'origine d'une nouvelle tentative de négociation en août 1992. Cette intervention est perçue comme biaisée par les Arméniens à cause de la primauté absolue accordée par Nazarbayev au principe d'intégrité territoriale au détriment du principe d'autodétermination, une stratégie semble-t-il motivée par ses propres peurs d'une éventuelle intervention russe sur son territoire, en réponse à l'agitation séparatiste de la minorité russe de Kazakhstan (Mooradian et Druckman, 1999)

Au printemps de 1992, l'Arménie commence à appuyer ouvertement les opérations militaires des Arméniens de Nagorno-Karabakh contre les forces azéries ce qui indique l'émergence d'un processus de diffusion. Aucune des interventions jusqu'à ce moment-là n'avait, donc, réussi à faire contrepoids à l'escalade du conflit ou à l'implication de plus en plus poussée de l'Arménie.

En août 1992, une tierce partie, qui remplit le critère d'impartialité et d'actions orientées vers la résolution du conflit, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), commence son intervention au Nagorno-Karabakh. L'activité du Group de Minsk<sup>40</sup>, un organisme *ad hoc*, censé réunir plusieurs acteurs régionaux importants sous le chapeau de la CSCE, est toutefois minée par la Russie qui a du mal à accepter de partager son influence régionale, surtout après la mise en place de la politique de l'« étranger proche »<sup>41</sup> en novembre 1993. En conséquence, à partir de ce moment et jusqu'en décembre 1994, la Russie s'efforce de monopoliser le rôle de médiateur dans le cadre du Group de Minsk, en se plaçant plutôt sur une position de compétition avec la CSCE (Mooradian et Druckman, 1999). Malgré ses imperfections, cette formule semble la plus appropriée à gérer le conflit, aspect souligné par la mise en place d'un cessez-le-feu, qui avec des

---

<sup>40</sup> Le Groupe de Minsk est formé initialement par la Russie, la Suède, la Turquie, l'Italie, l'Allemagne, la France, la Tchécoslovaquie, la Biélorussie et les États-Unis (Croissant, 1998 : 85).

<sup>41</sup> *L'Étranger proche* constitue la doctrine dirigeant à la fois la politique étrangère et de défense de la Russie et qui contient quelques principes directeurs, tels que la protection des droits et libertés des minorités russes dans les ex-républiques soviétiques, contrecarrer l'expansion des alliances militaires au détriment des intérêts de sécurité russes, la défense des installations militaires russes dans les ex-républiques soviétiques, empêcher le déploiement des troupes étrangères sur les territoires des pays avoisinant la Russie, sans l'accord explicite de Moscou ou du Conseil de sécurité, ainsi que la défense de tout autre « intérêt vital de la Russie » (Croissant, 1998 : p. 64).

exceptions mineures, reste en vigueur jusqu'à présent. Toutefois, le conflit perdure et sa diffusion, par l'implication de l'Arménie, n'a pas pu être empêchée.

En conclusion, à part le fait que dans les stades initiaux, aucune organisation internationale ne soit impliquée, les intervenants qui ont assumé un rôle de tierces parties n'ont pas rempli, aux yeux des belligérants, les critères d'impartialité assurant la légitimation de l'intervention. Cette défaillance aurait pu être corrigée à un stade ultérieur par l'implication de la CSCE, appuyée par plusieurs grandes puissances européennes. Malheureusement, dans le cas du Nagorno-Karabakh on ne peut pas conclure à une action conjointe de ces acteurs qui s'engagent souvent dans des stratégies de compétition et non pas de coopération, aspect qui n'échappe pas aux parties belligérantes<sup>42</sup>. En 1993, les mots du président de l'Azerbaïdjan, Abulfaz Elchibey illustraient cette situation paradoxale : « à mon grand regret, la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan a cessé depuis longtemps d'être une guerre entre deux rivaux dans le Caucase. C'est une guerre où les peuples combattants sont devenus les pions des grandes puissances »<sup>43</sup>.

Une conclusion intéressante, qui ressort également de cette étude de cas, est le fait que même la présence d'une grande puissance ayant d'importants moyens de pression sur les parties n'est pas suffisante pour prévenir l'escalade et la diffusion du conflit si un ou plusieurs belligérants perçoivent son intervention comme biaisée et servant les intérêts de l'intervenant et non pas la résolution du conflit. Les interventions du gouvernement soviétique central avant l'indépendance des deux républiques, et par la suite de la Russie, ont eu peu d'influence à certains moments sur l'évolution du conflit (notamment au début des violences interethniques) tandis qu'à d'autres moments elles ont contribué à l'escalade du conflit (lors de l'Opération Anneau, par exemple).

---

<sup>42</sup> Par la suite, la participation des États-Unis, en particulier, aurait pu donner les impulsions nécessaires à une intervention plus efficace. Malgré leur implication dans les négociations, les Américains semblent réticents à adopter une position ferme à l'égard des parties au conflit, en craignant d'une part de mettre en péril la relation fragile avec Aliiev et d'autre part de provoquer le puissant lobby arménien (Weisbrode, 2001).

<sup>43</sup> Cité dans Croissant (1998 : 107).

### *Le moment de l'intervention*

Un deuxième aspect analysé concernant l'impact des tierces parties sur la prévention de la diffusion d'un conflit ethnique est le moment de l'intervention. Notre troisième hypothèse suppose que l'intervention dans les stades initiaux d'un conflit ethnique ayant un haut potentiel de diffusion a plus de chances d'arrêter ce processus, qu'une intervention au moment où le conflit entre une phase d'« impasse mutuellement désavantageuse ». Cette hypothèse, inspirée par la littérature existante et adaptée à des conflits ethniques ayant un potentiel élevé de diffusion, n'a pas encore été soumise à un test empirique. Un autre aspect original de nos recherches est donc de mettre à l'épreuve, lors d'un premier terrain d'essai constitué par le conflit karabakhi, la validité de ces suppositions théoriques.

Les stades initiaux du conflit de Nagorno-Karabakh offraient quelques possibilités d'intervention qui renfermaient le potentiel de prévenir son escalade, sa diffusion et ultimement son entrée dans une phase gelée. Malheureusement, ces opportunités ont été manquées principalement à cause de l'absence d'une tierce partie impartiale.

Au début de 1988, quand la pétition en faveur du transfert du Nagorno-Karabakh à l'Arménie a été rejetée par les chefs du Parti communiste à Moscou, la réaction populaire en Arménie a été l'organisation de manifestations pacifiques. Quand, en réaction à ces pressions populaires, le Soviet suprême de Nagorno-Karabakh a voté une résolution réclamant le transfert de cette région à l'Arménie, les autorités soviétiques centrales ont réagi rapidement en rejetant, également, cette demande. L'Arménie a, donc, agi avec beaucoup de prudence au début du conflit et les manifestations populaires à l'appui du Karabakh étaient encore largement sous le contrôle des leaders nationalistes, qui étaient réceptifs aux pressions et aux incitations offertes par Moscou (Kaufman, 2001).

Toutefois, les actions de Moscou dans cette période critique, qui précédait l'escalade violente du conflit, souffrent de quelques défauts majeurs, intrinsèques au système soviétique qui favorise l'imposition d'une solution de haut en bas sans prendre en compte la nécessité d'obtenir un compromis de la part des parties belligérantes. Moscou réagit d'abord en remplaçant les chefs des partis communistes locaux en Nagorno-Karabakh, en Arménie et en Azerbaïdjan et en écartant la possibilité de négociation avec

les vrais acteurs du conflit, l'opposition nationaliste et anti-communiste dans les deux républiques. En outre, les autorités soviétiques centrales ne formulent pas une stratégie globale, mais s'adressent séparément aux deux parties, ce qui accroît, au lieu de limiter, leur méfiance et antagonisme mutuels, à cause de la peur de se voir défavorisées par une entente conclue avec leur adversaire et de laquelle elles seraient exclues.

Une fois que la violence ethnique prend une tournure sérieuse avec les pogroms des Arméniens à Sumgaït, le 27 février 1998, le conflit connaît une escalade généralisée, avec des massacres et des déportations forcées des Arméniens dans les régions dominées par les Azéris et des Azéris dans les régions dominées par les Arméniens. La gravité de la situation a été, également, accentuée par l'expulsion systématique des Azéris de la République d'Arménie.

Dans les stades initiaux du conflit, avant son escalade violente et sa diffusion par l'implication de l'Arménie, au moment où les parties étaient encore ouvertes à des incitations en faveur d'une résolution pacifique, l'intervention de Moscou semblait basculer entre la volonté d'appliquer les nouveaux principes de la *perestroïka*, en donnant une voix aux communautés locales, et une attitude paternaliste et autoritaire qui visait explicitement à conserver l'autorité du gouvernement soviétique.

En outre, cela a favorisé l'émergence des mouvements nationalistes et de groupes de guérillas en dehors du cadre institutionnel des républiques<sup>44</sup>. Ces formes de mobilisation ont tiré leur appui d'une population de plus en plus radicalisée qui commençait à s'opposer au leadership communiste, en général et à l'implication de Moscou, en particulier.

En conclusion, il n'y a eu aucun effort d'intervention préventive de la part de la seule tierce partie capable de résoudre le conflit à ses stades initiaux. Une nouvelle étape dans l'escalade du conflit a été atteinte avec l'Opération Anneau. Le fait que Moscou ait choisi de résoudre le conflit par la force, en punissant ses initiateurs à ce stade tardif, a été interprété par certains auteurs comme l'effort d'une tierce partie de faire apparaître une « impasse mutuellement désavantageuse » (Zartman, 1989), une situation où les coûts de la

---

<sup>44</sup> À partir de 1990, en Arménie, plusieurs groupes sont organisés selon des principes nationalistes et sous le prétexte de défendre leurs "frères" de Karabakh. Au moment de la déclaration d'indépendance en septembre 1991, l'Armée nationale arménienne représentait une force indubitable qui continue d'agir sur des bases semi-officielles jusqu'à la signature du cessez-le-feu de 1994. En Azerbaïdjan, les groupes armés sont moins organisés au début du conflit; par la suite, des « armées privées », comme celle sous la commande de Surat

poursuite du conflit deviendraient trop élevés pour l'ensemble des adversaires et qui les forcerait à négocier. Cette action s'inscrirait dans la continuité de la répression violente de l'opposition nationaliste azérie par les troupes soviétiques, une année plus tôt en janvier 1990 (Melander, 2001). Ainsi, l'emploi de la force a été utilisé, à la fois, contre les Arméniens lors de l'opération Anneau mais aussi contre les nationalistes azéris, afin de provoquer des négociations menant à un accord.

Pendant l'été de 1991, étant donné leur incapacité à arrêter les agressions des troupes azéries et soviétiques contre les villages arméniens, les leaders du Karabakh ont proposé que toutes les parties reconsidèrent les changements constitutionnels antérieurs, une déclaration qui faisait principalement référence aux changements de frontières proposés par Nagorno-Karabakh et par l'Arménie. Cette proposition a été reçue favorablement à Bakou et à Erevan et une première rencontre a eu lieu en juillet entre les représentants du Nagorno-Karabakh et Moutalibov, le président de l'Azerbaïdjan. Cependant, aucune des parties n'a poursuivi les pourparlers entamés à cette occasion et quelques jours après, un des participants arméniens a été assassiné. Il n'est pas clair qui a été à l'origine de ce meurtre. Même si les opinions les plus répandues penchent du côté d'une implication des éléments radicaux arméniens, l'implication des extrémistes azéris n'est pas exclue non plus (Koehler, Zürcher, 2003 :71). La conséquence incontestable de cet événement qui se superpose à l'instabilité qui a suivi le coup d'État manqué à Moscou en août 1991 fut de mettre fin à toute tentative de négociation à court terme.

En général, le danger qui accompagne la stratégie d'une tierce partie d'imposer une impasse mutuellement désavantageuse, surtout dans des conflits à forts enjeux symboliques, tels que c'était le cas au Karabakh, est l'appropriation du pouvoir par les factions radicales. Celles-ci justifient leur position en réponse aux stratégies des tierces parties perçues comme hostiles aux intérêts du groupe. Leur appui populaire est assuré par l'escalade du conflit (inhérente à l'implémentation de cette stratégie) ce qui leur permet de présenter les positions plus modérées comme une trahison contre les victimes du conflit. On négocie peut-être mais avec un niveau d'insatisfaction élevé et en espérant pouvoir prendre sa revanche à un moment ultérieur. Au Nagorno-Karabakh cette situation est

---

Husseïnov, commencent à jouer un rôle important non seulement dans la confrontation les opposant aux Arméniens mais également sur la scène politique azérie. (Koehler, Zürcher, 2003).

aggravée par le fort pouvoir symbolique qui a accompagné, tout au long du conflit, la perte de vies arméniennes ainsi que l'interprétation des actions des Azéris dans la lumière de l'ancienne rivalité qui opposait Arméniens et « Turcs ».

La tentative de négociation, qui a eu lieu en juillet 1991 entre les leaders du mouvement séparatiste au Nagorno-Karabakh et le gouvernement azéri, peut difficilement être interprétée comme étant le résultat d'une impasse mutuellement désavantageuse qui aurait pu se transformer, éventuellement, en un accord durable, menant à la résolution pacifique du conflit. Elle n'a pu ni prévenir la diffusion du conflit, ni son entrée dans une phase gelée. Malgré cela, Melander (2001) soutient que si les circonstances avaient été plus favorables, voire si Moscou avait pu maintenir son emprise sur la région, cette situation aurait pu aboutir à la résolution du conflit par des négociations entre les parties. Kaufman (2001), au contraire, considère que le conflit ne pouvait plus être résolu après son déclenchement en 1988 et que pour des raisons symboliques et émotionnelles, les Arméniens de Nagorno-Karabakh n'auraient plus accepté de se placer, de nouveau, sous un gouvernement azéri.

Ces deux approches concurrentielles doivent être cependant nuancées. Contrairement à l'opinion de Kaufman, malgré son potentiel d'escalade et de diffusion élevé, le conflit de Nagorno-Karabakh n'était pas inévitablement condamné à suivre cette voie. Plusieurs défaillances majeures de l'intervention des autorités soviétiques aux stades initiaux du conflit ont aggravé ce risque. Toutefois, en 1991, le principal facteur qui a posé des obstacles à la prévention de la diffusion a été l'escalade du conflit vers un stade où la violence était devenue le seul instrument de gestion du conflit, ce qui a mené à la prédominance des éléments radicaux des deux côtés. Cette situation a été aggravée par l'intervention violente et biaisée de Moscou qui a fondamentalement érodé la confiance des adversaires.

À ce stade dans l'évolution du conflit au Nagorno-Karabakh, il devient problématique de conclure, tel que Melander le fait, que les Arméniens de Nagorno-Karabakh, malgré leur défaite militaire temporaire, auraient pu être d'accord avec des négociations sous la supervision de Moscou. Peut-être auraient-ils pu l'accepter comme un compromis temporaire, afin de réduire leurs pertes humaines et matérielles à court terme, mais il est discutable que cela aurait pu résoudre le conflit à long terme ou prévenir sa

diffusion. Les Arméniens de Nagorno-Karabakh, préféraient clairement, à ce moment, une intervention plus poussée de l'Arménie.

En conclusion, l'absence d'une intervention préventive efficace aux stades initiaux du conflit et l'échec de forcer les négociations, malgré la présence d'une impasse mutuellement désavantageuse, aux stades ultérieurs, confirment notre troisième hypothèse.

### *Le consentement des parties belligérantes*

Dans le cas du conflit de Nagorno- Karabakh, les parties belligérantes ont accepté l'intervention des tierces parties avec beaucoup de réticence. Les tierces parties, qui se sont impliquées dans le conflit dans les stades initiaux, ont été perçues comme manquant de crédibilité, promouvant des pratiques discriminatoires et poursuivant leurs intérêts propres. En outre, les antécédents historiques ne renfermaient pas une image favorable des intervenants externes. Tout au long de leur histoire, le sort des Arméniens tout comme celui des Azéris a été souvent décidé en fonction d'intérêts qui ne les concernaient pas et qui servaient exclusivement le projet de domination régionale des grandes puissances.

Un autre aspect important concerne le manque de discernement des autorités soviétiques concernant les vrais dirigeants des groupes en conflit. Dans un premier temps, Moscou a essayé de contrôler le conflit en mettant de la pression sur les dirigeants communistes à Bakou, au Nagorno-Karabakh et en Arménie sans prendre en compte que les vrais leaders dans ce conflit étaient des nationalistes issus des manifestations populaires<sup>45</sup>. Le nouveau leadership a été forcé à son tour de se plier aux pressions des nationalistes. Conformément à la tradition soviétique, les leaders nationalistes ont été traités par Moscou comme des agitateurs et emprisonnés (De Waal, 2003 :65). Comme réaction

---

<sup>45</sup> Les manifestations de 1988 commencent avec des revendications écologiques. Les opinions diffèrent quant au rôle des entrepreneurs politiques dans la redirection de la mobilisation populaire vers la question du Karabakh. Pour Kaufman (2001) il s'agit d'un mouvement populaire spontané qui émerge au sein des masses à la suite du relâchement des contraintes soviétique, alimenté par les mythes d'injustice historiques. Pour De Waal (2003), la révolte est soigneusement préparée par des Karabakhis vivant en Arménie qui ont par la suite récupéré les premiers signes de mobilisation populaire au profit de la cause du Karabakh. .

aux politiques arbitraires de Moscou, les mouvements nationalistes sont devenus ouvertement antisoviétiques et, dans une certaine mesure également, antirusse.

Aux stades ultérieurs du conflit, les négociations dans le cadre du Groupe de Minsk se sont portées entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, en excluant complètement le Nagorno-Karabakh à cause du souci azéri de ne pas ouvrir la porte à une éventuelle reconnaissance internationale de l'entité rebelle. Cette stratégie a été contreproductive pour le règlement du conflit, car malgré les relations étroites entre le Nagorno-Karabakh et l'Arménie, leurs intérêts n'ont pas toujours coïncidé. Ultérieurement, les représentants de la province ont pu négocier avec le gouvernement azéri, mais seulement lors des rencontres secrètes (Croissant, 1998 :110). En septembre 1993, Aliev autorise la première rencontre publique entre un politicien azéri et un représentant officiel de Stepanakert, ce qui signale pour la première fois la reconnaissance des Arméniens de Karabakh, comme partie au conflit (De Waal, 2003 :226).

L'envoi de troupes de maintien de la paix, une question longuement débattue, n'a jamais réussi à réunir le consentement de toutes les parties. Dans un premier temps, l'Azerbaïdjan dénonce la proposition de Moscou d'envoyer ses soldats dans la région comme une tentative d'enraciner sa présence militaire et son influence dans ce pays, considéré comme faisant partie de son « étranger proche ». La compétition qui a lieu entre celle-ci et la CSCE, quant au monopole de l'intervention dans le conflit, permet au nouveau président de l'Azerbaïdjan, Gaïdar Aliev de réclamer une présence internationale. La Russie continue, toutefois, d'insister sur une composition majoritairement russe des troupes de maintien de la paix envoyées sur le territoire des ex-républiques soviétiques.

L'Arménie, de l'autre côté, accepte des troupes russes sur son territoire, mais plus dans une logique de défense que de gestion du conflit, élément illustratif de l'impasse qui caractérise l'intervention.

En fait, le cessez-le feu signé le 12 mai 1994 est plus le résultat de l'épuisement militaire et économique que celui du consentement obtenu par les tierces parties. De manière significative, alors que les deux parties acceptent la nécessité d'arrêter la violence, l'envoi des troupes de maintien de la paix est rejeté. La méfiance que les belligérants éprouvent envers les tierces parties, et le refus d'accepter une implication internationale plus poussée a comme résultat la situation exceptionnelle d'une ligne de cessez-le-feu, qui

sépare deux adversaires inflexibles mais qui est, néanmoins, gérée d'un commun accord. Une situation unique dans le monde, où les forces d'interposition des tierces parties sont considérées comme un mal plus grand que l'ennemi traditionnel lui-même. Le cessez-le-feu de 1994 marque l'entrée du conflit dans sa phase gelée.

### *Les instruments de dissuasion*

Finalelement, une quatrième dimension, qui influence l'efficacité d'une intervention, concerne les instruments à la disposition des tierces parties assurant leur crédibilité auprès des belligérants.

Selon ces critères, la stratégie de Moscou a tout simplement été incohérente. L'annonce d'une aide économique pour le Karabakh a été accompagnée par la désignation des autorités azéries comme gérants de cette aide, une situation perçue dans la province comme biaisée et nettement défavorable aux Arméniens (Kaufman, 2001). À la suite d'une première escalade de la violence à Sumgaït, Moscou a établi la Commission Volsky qui était censée assurer un gouvernement neutre au Nagorno-Karabakh, mais une année plus tard, la province est réintégrée sous l'autorité de l'Azerbaïdjan : un autre signe d'incohérence. L'envoi des troupes au Nagorno-Karabakh, qui était censé indiquer la décision ferme de Moscou de conserver l'intégrité territoriale de la république azérie, a été mal interprété par les Arméniens. Faute de signaux plus clairs, cela a été perçu plus comme une force protectrice contre une éventuelle répression du gouvernement azéri qu'un élément de dissuasion contre les projets séparatistes. En même temps, Bakou comptait sur Moscou pour utiliser tous les moyens nécessaires de façon à maintenir le statu quo territorial de la république, une circonstance qui ne les incitait pas à négocier (Melander, 2001). Cette situation ambiguë a favorisé la confrontation et non pas le rapprochement des parties et a eu comme conséquence, la continuation du nettoyage ethnique d'un côté et de l'autre, achevant ainsi l'homogénéisation des régions auparavant multiethniques et l'émergence d'un nombre important de réfugiés. Ceux-ci, formeront, par la suite le noyau des factions radicales dans leurs mouvements nationalistes respectifs et deviendront des

éléments importants dans l'évolution ultérieure du conflit, en alimentant notamment son escalade et sa diffusion.

Ainsi, les actions entreprises n'ont pas confirmé les déclarations publiques et les raisons pour les représailles ont été imprécises et ambiguës.

En conclusion, l'intervention de Moscou au Nagorno-Karabakh peut être considérée comme un échec, selon les standards de la crédibilité des instruments de dissuasion et, sans surprise, elle n'a pas pu prévenir ni l'escalade, ni la diffusion du conflit.

Avec la création du Groupe de Minsk sous l'égide de la CSCE en 1992, la voie est ouverte aux médiateurs occidentaux, incluant les États-Unis et la Turquie. Les deux belligérants semblent accueillir d'une manière favorable cette nouvelle étape. Le danger, toutefois, a été d'intégrer le conflit de Karabakh dans le cadre plus large de la compétition entre la Russie et l'Occident pour la récupération de son influence dans l'ancien espace soviétique (De Waal, 2003). Le manque d'expertise et, occasionnellement, d'intérêt ainsi que l'incompétence des médiateurs occidentaux apparaissent également évidents aux deux parties : les représentants des différents pays faisant partie du Groupe de Minsk étaient plus impliqués « dans une compétition entre eux-mêmes que d'essayer véritablement de résoudre la question du Karabakh »<sup>46</sup>. Cela mine de manière essentielle la capacité de cet organisme de renforcer ses prises de positions et ses déclarations par des moyens crédibles aux yeux des parties au conflit, qui sont encouragées à jouer sur les rivalités et les intérêts différents des pays membres du Groupe et à chercher des intervenants favorables à leur cause.

Le manque d'intérêt flagrant des pays occidentaux envers ce conflit et l'absence d'impulsion de la part de leur opinion publique en faveur d'une implication plus ferme annule tout moyen de pression et de représailles que la CSCE aurait pu exercer sur les belligérants.

Quand la question de l'envoi de troupes de maintien de la paix, élément essentiel à l'élaboration d'un plan de paix dans un conflit d'une telle ampleur, s'est posée en 1993, la CSCE ne possédait pas l'expérience nécessaire à la mise en place d'une opération de telle envergure. En outre, « tout le monde était d'accord qu'un seul pays était préparé à envoyer instantanément des troupes pour surveiller les conflits dans le Caucase et c'était la Russie »

---

<sup>46</sup> Ter-Petrossian, en 2000, cité dans de Waal (2003 : 230)

(De Waal, 2003 :231). Naturellement, en vertu de leurs expériences passées et récentes, ni les Arméniens, ni les Azéris n'étaient enclins à considérer une implication russe avec beaucoup de confiance.

En conclusion, ni les hésitations, ni les défaillances et ni l'incohérence de l'intervention de la CSCE, qui reste souvent le terrain de jeu entre les intérêts de la Russie et ceux des États occidentaux, n'ont réussi à empêcher ou à limiter la diffusion du conflit, mais au contraire, elles ont contribué, de manière indirecte, à la cristallisation du conflit dans une phase « gelée », un statu quo défavorable pour l'ensemble des parties mais qui est néanmoins préféré à une résolution définitive.

La section suivante conclut l'analyse des facteurs qui ont provoqué et aggravé la diffusion du conflit de Karabakh, en étudiant un aspect extrêmement important dans tout conflit ethnique, sa dimension socio psychologique.

## Les facteurs socio psychologiques : la peur d'extinction

Le conflit de Nagorno-Karabakh a évolué à l'ombre des peurs collectives enracinées dans les expériences passées des deux groupes. Les Arméniens de Nagorno-Karabakh voient le conflit en termes de survie et comme une expression de leur droit à vivre dans une région où ils forment la majorité et qui leur appartient historiquement (Chaliand, 1994 : XIV). Au contraire, les Azéris le considèrent comme une menace à leur identité nationale, qui s'est formée en parallèle avec la création de leur État; par conséquent, toute atteinte à l'intégrité territoriale du pays est perçue, dans la conscience collective, comme un coup mortel à l'existence même du groupe (Kaufman, 2001).

### *Les traumatismes historiques : le symbolisme du « génocide »*

Du côté arménien, le symbole du génocide de 1915 par les « Turcs » constitue une référence extrêmement importante dans la conscience nationale. Deux schémas d'interprétation conditionnent la perception des Arméniens de leur environnement et de

leurs relations avec les autres groupes : (1) le peuple arménien a subi dans le passé une extermination massive et un anéantissement presque entier (Kaufman, 2001 :53) une situation qui doit être évitée à tout prix à l'avenir et (2) les « Turcs » ont été les principaux oppresseurs du peuple arménien (Kaufman, 2001 :53 ) et, par conséquent, toute action soulevant le soupçon d'une répétition des événements passés doit recevoir une réplique décisive.

Ce schéma interprétatif est tellement fort qu'il influence même le comportement d'autres groupes. Par exemple, même si la Turquie a été un allié constant de l'Azerbaïdjan tout au long du conflit de Nagorno-Karabakh, avant et après l'implication de l'Arménie, elle a fait des grands efforts à ne pas démontrer un appui excessif à sa cause, craignant que la puissante diaspora arménienne en Occident exploite toute opportunité de présenter la Turquie comme planifiant de nouvelles atrocités contre les Arméniens. Dans ces circonstances, il était très difficile pour les officiels turcs d'être trop anti-arméniens, même dans le contexte d'une condamnation populaire massive contre l'occupation par l'Arménie d'une partie de l'Azerbaïdjan et d'un appui constant en faveur d'une implication turque plus poussée dans le conflit du côté des Azéris. À l'époque, le premier ministre Demirel a motivé cette politique circonspecte à l'égard de la question du Karabakh par une déclaration qui souligne l'importance des facteurs socio psychologiques dans ce conflit, en affirmant qu'une intervention turque aux cotés de l'Azerbaïdjan n'aurait d'autre conséquence que de rallier le reste du monde aux côtés de l'Arménie (Cornell, 1998).

La force des symboles historiques, sous-exploitée pendant la période soviétique des deux pays, refait surface pendant le conflit et s'avère un instrument extrêmement efficace dans la mobilisation de l'appui populaire en Arménie. Le thème du génocide revenait de manière répétitive dans les discours tenus lors des manifestations populaires en Arménie : la destruction des monuments historiques en Nagorno-Karabakh a été qualifiée de génocide culturel, le déclin démographique des Arméniens signifiait, selon une expression à connotations racistes, un « génocide des blancs » et même les problèmes de pollution étaient qualifiés de génocide écologique. Dans ce contexte, pour les Arméniens, ce n'est pas une exagération de dénoncer les politiques de discrimination et de répression de Bakou comme faisant partie d'un projet de « génocide contre la population arménienne entre 1920

et 1987” (Kaufman, 2001 :55). Il faut préciser que ce schéma interprétatif s’appliquait à une période précédant toute violence interethnique. Son importance s’accroît ultérieurement d’une manière excessive suite aux massacres de Sumgaït, qui marquent pour la première fois depuis 1920 la perte de vies arméniennes dans un contexte rappelant les événements du début du siècle, notamment le fait d’être tué et déporté au nom de son appartenance au peuple arménien. Des événements, relativement fréquents dans la résurrection des tensions interethniques partout dans les pays qui se débarrassent de leur régimes autoritaires et qui, dans la plupart des cas, restent des épisodes isolés, ont pris, dans le cas du conflit opposant Arméniens et Azéris, une ampleur extraordinaire, alimentée principalement du côté arménien par le mythe du génocide et la peur de l’extinction du groupe.

Initialement, une perception semblable n’a pas d’équivalent du côté azéri, mais elle émerge et devient de plus en plus ancrée dans la psyché collective après les défaites humiliantes aux mains des Arméniens et le nettoyage ethnique pratiqué par ceux-ci dans les portions de territoire azéri qu’ils ont occupées. Aujourd’hui, l’Azerbaïdjan, lui aussi, commémore « le jour du génocide », institué récemment pour souligner les souffrances du peuple azéri. Cette commémoration est issue d’un sentiment de victimisation résultant non seulement des violences récentes infligées par les Arméniens, mais également des injustices perpétrées par le reste du monde qui a assisté impassible à l’expulsion d’environ deux cent mille Azéris de l’Arménie entre 1988-1989 et qui n’a jamais reconnu les massacres des Azéris lors du conflit de 1918-1920 (De Waal, 2001 :97).

Malgré le fait qu’il s’agit d’un projet récent, initié par le président Aliev en 1998, il fait davantage référence au 31 mars 1918, jour où les massacres contre les musulmans avaient commencé à Bakou (De Waal, 2001 :97). Il s’agit évidemment d’un projet purement politique qui vise à donner une réplique au symbolisme du génocide arménien. On reconnaît, ainsi, la force et l’influence déterminante de ces facteurs d’ordre socio psychologique sur l’évolution du conflit. Il s’agit, également, d’une entreprise qui vise, principalement, à servir les objectifs à court terme des autorités azéries, notamment pousser les instances internationales à condamner plus fermement l’agression arménienne, mais qui, une fois pénétrée dans les schémas interprétatifs du groupe, conditionnera sans doute les attitudes et les perceptions des générations suivantes.

En conclusion, les mythes et les symboles à connotation négative, soulignant l'antagonisme passé des groupes et qui sont perpétués par une propagande constante des élites intellectuelles et politiques, constituent des catalyseurs puissants des conflits futurs et des bases fertiles à la mobilisation du groupe autour des enjeux ethniques.

Dans le conflit du Karabakh, le symbole du génocide arménien, utilisé de manière exagérée autant par les Arméniens de cette province que par la population de l'Arménie, a escaladé et aggravé le conflit en provoquant la réaction disproportionnée des autorités azéries. Il s'est également avéré un facteur déterminant dans la diffusion du conflit en conditionnant l'entrée en jeu de l'Arménie : c'était la seule alternative possible pour éviter l'extinction à nouveau d'un autre segment du groupe.

Ainsi, dès le début du conflit, la trentaine d'Arméniens qui ont perdu la vie à Sumgaït en février 1988 et les 14 000 qui ont dû quitter la ville (De Waal, 2001 :40) n'ont pas pu être interprétés selon un autre schéma que celui qui confirmait les débuts d'un génocide contre tous les Arméniens de l'Azerbaïdjan. Dans ce contexte, l'Arménie n'avait pas d'autre choix que d'intervenir.

De façon paradoxale, le symbolisme du génocide arménien peut être interprété comme un facteur parmi d'autres, empêchant la diffusion du conflit vers la Turquie. Sans forcément reconnaître une responsabilité dans le génocide arménien, les autorités turques ont pressenti les vagues de condamnation presque universelles qu'une intervention dans ce conflit aurait causées.

#### *La force des stéréotypes : identités nouvelles contre identités anciennes*

L'identité azérie s'est formée relativement récemment (dans les années 1930), tandis que les Arméniens réclament une ascendance remontant au IV<sup>e</sup> s, aux alentours de l'époque de leur conversion au christianisme. Avant de développer une définition plus précise de leur identité, les Azéris s'appelaient des Turcs caucasiens, ou des Musulmans ou des Tatares et ne semblaient pas intéressés par des idées panislamiques, panturques ou par toute autre idéologie nationaliste au 19<sup>e</sup> siècle (Kaufman, 2001 :56-57).

Dans un premier temps, lors du conflit de Nagorno-Karabakh, le fait que les Azéris soient des cibles de choix pour toute tentative de fragiliser une identité encore récente a pu contribuer à une réaction disproportionnée par rapport aux projets sécessionnistes de la province, ce qui a inévitablement mené à l'escalade du conflit. Principalement parce que leur identité s'est développée simultanément et a été profondément influencée par l'établissement de leur État, les Azéris ont perçu toute tentative de changer leurs frontières comme une menace à leur survie comme groupe.

Dans un deuxième temps, étant donné la superposition entre le moment où leur processus de formation nationale prend ampleur et les épisodes troubles et violents qui vont décider le sort du Karabakh, les prétentions irrédentistes persistantes, que les Arméniens ont formulées par rapport à cette province à partir de 1920 et tout au long de son histoire récente, se sont gravées, en quelque sorte, dans la construction de l'identité ethnique azérie, comme une menace constante à leur identité et, par conséquent, à leur survie comme groupe.

En ce qui concerne le processus de diffusion du conflit, l'identité relativement récente des Azéris semble avoir des effets surprenants. À cause du fait, notamment que historiquement, les Azéris n'étaient pas strictement différenciés par rapport à d'autres groupes d'origine turque, il a été plus facile pour les Arméniens de les assimiler à leurs ennemis traditionnels, les Turcs. En fait, dans le langage courant, une grande partie des Arméniens ne font aucune distinction entre Azéris et Turcs (De Waal, 2003 :78). Ainsi, il est devenu d'autant plus facile de transposer des stéréotypes négatifs qui avaient été traditionnellement appliqués aux Turcs aux nouveaux ennemis, les Azéris<sup>47</sup>.

Cette situation est grandement amplifiée par les récits des premiers réfugiés arméniens en provenance d'Azerbaïdjan, qui dénoncent l'oppression qu'ils ont subi à cause des stéréotypes négatifs que les Azéris avaient employé à leur égard. Ainsi, on déplorait l'attitude des Azéris, qui les présentaient souvent comme des fauteurs de troubles, et leur

---

<sup>47</sup> Il est intéressant de noter que la même catégorisation ne s'applique pas aux Azéris de l'Iran, un allié politique de l'Arménie. Ceux-ci ne soulèvent pas le même antagonisme que les Azéris d'Azerbaïdjan et n'ont pas fait l'objet de persécutions et expulsions suite au conflit de Nagorno-Karabakh. Tout simplement, ils ne sont pas perçus comme des ennemis (De Waal, 2003 :81)

penchant à les détester, à cause du succès économique et du statut social plus avancé des Arméniens dans le cadre de l'Union Soviétique (Melander, 2001 :55).

De telles catégorisations ont été utilisées pour encourager et justifier la violence interethnique. Quelques opinions répandues parmi la population azérie, au moment des massacres et des expulsions des Arméniens, semblent confirmer cette perception. « Les Arméniens ont eu finalement ce qu'ils méritaient », « votre peuple a fait bien pire » (Kaufman, 2001 :64) sont des exemples illustrant à la fois le sentiment de menace que les Azéris ressentaient à l'égard du statut de supériorité qu'ils attribuaient aux Arméniens, en vertu de l'ancienneté et de la cohésion de leur groupe, tout comme l'impression que les malheurs des Arméniens ne sont que la juste conséquence de leurs actions visant à affaiblir et détruire l'État azéri.

Ce type d'attitudes collectives, que les réfugiés de Nagorno-Karabakh ne manquent pas de répéter à leur arrivée en Arménie, a contribué, encore plus, à accentuer la perception que la survie des Arméniens dans cette province était sérieusement menacée. En conséquence, pour l'Arménie, une fois que le conflit éclate et que la violence contre la population arménienne commence à se propager à travers l'Azerbaïdjan, toute nouvelle d'un autre massacre par les « Turcs » apparaît comme une confirmation de la peur collective profondément enracinée qu'une répétition des événements passés, qui ont mené presque à l'anéantissement total du groupe, était en train de se reproduire. « La peur d'être anéanti non pas comme individu, mais comme nation, la peur du génocide, est enracinée en chaque Arménien »<sup>48</sup>.

De l'autre côté, les Arméniens de Nagorno-Karabakh ont recherché activement la protection de l'Arménie, comme le seul recours contre un État et une population hostile qui, même pendant les longues périodes de cohabitation pacifique », ne leur ont jamais accordé un autre statut que celui d'« invité » (De Waal, 2001 : 100)<sup>49</sup>. Dès lors, l'Arménie n'avait pas d'autre choix que de répondre à leur demande. Au début, un large appui populaire force même les élites communistes, loyales à Moscou, à se rallier à la cause des Arméniens de Nagorno-Karabakh. Le processus de diffusion commence, ainsi, d'abord

---

<sup>48</sup> Témoignage de Lyudmila Harutiunian cité dans De Waal (2001 :78)

<sup>49</sup> En fait, comme partout dans l'Union soviétique, qui n'avait pas réussi à imposer une conception civique de la nation et où la conception ethnique prévalait toujours, en Arménie, les Azéris étaient également ouvertement traités d'« invités » (De Waal, 2001).

avec des déclarations réaffirmant le droit d'union de leurs territoires et, par la suite, avec une assistance informelle et formelle qui, à la fin, s'est transformée en une guerre ouverte entre deux États, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, comme résultat du conflit au Nagorno-Karabakh.

Des symboles ont changé et d'autres symboles sont apparus avec la guerre. Les Arméniens doivent composer avec le fait qu'ils ne peuvent plus se définir, exclusivement, comme des « victimes » des complots des puissances étrangères et de leurs politiques de nettoyage ethnique. Ce changement a été opéré par leur victoire contre l'Azerbaïdjan. Pour une fois, ils étaient les vainqueurs et les autres, les perdants (De Waal, 2001 :77). Du côté azéri, la ville fantôme de Shusha, peuplée majoritairement d'Azéris entièrement expulsés, constitue aujourd'hui un nouveau symbole puissant et un point d'honneur dans les négociations actuelles. Dans l'éventualité où le Nagorno-Karabakh obtient la reconnaissance internationale de son indépendance, le symbole de cette ville et de ses habitants injustement chassés deviendra un point central des schémas interprétatifs conditionnant les relations avec l'Azerbaïdjan.

Si les facteurs socio psychologiques, qui sont à la base des perceptions, des attitudes et des comportements des groupes, ne constituent pas en eux-mêmes une cause de conflit, leur instrumentalisation excessive peut avoir des conséquences inattendues et difficilement contrôlables, causant l'apparition de nouveaux processus de construction sociale, qui dépassent largement les buts de leurs initiateurs, mais qui auront néanmoins des conséquences très concrètes sur l'avenir du groupe.

## Conclusions

Malgré les facteurs structurels qui le prédisposaient à une diffusion régionale, l'évolution du conflit de Nagorno-Karabakh n'a pas été prédéterminée. Dans les stades initiaux, des stratégies de négociation et de gestion du conflit, destinées à calmer les tensions et l'ampleur des violences interethniques, auraient peut être rendu moins probable l'intervention de l'Arménie. Cependant, de tels conflits, qui renferment un haut potentiel de débordement, sont difficilement résolus par des moyens internes. Si un groupe peut

mobiliser l'appui d'un acteur externe, une radicalisation de ses positions et en conséquence une escalade violente du conflit sont assez prévisibles.

Dans ce contexte, l'intervention d'une ou plusieurs tierces parties peut s'avérer le facteur décisif, inhibant de manière déterminante la diffusion. Toutefois, pour assurer son efficacité, l'intervention doit respecter certains critères qui lui assurent la crédibilité auprès des parties belligérantes. Tout d'abord, l'intervenant doit passer le test de l'impartialité et des actions orientées exclusivement vers la résolution du conflit. Comme nous l'avons démontré, une organisation internationale est la mieux adaptée pour recueillir la confiance des parties de ce point de vue. Toutefois ses actions seront plus efficaces quand un État, de préférence une grande puissance régionale, lui offre ouvertement son appui. Dans le cas du conflit de Nagorno-Karabakh les seules tierces parties qui auraient pu intervenir pour contrecarrer un processus de diffusion ont été le gouvernement central de Moscou pendant la période soviétique et la CSCE, à partir de l'indépendance des deux républiques. Dans le premier cas, les autorités centrales soviétiques se sont montrées tour à tour biaisées, incompetentes et impuissantes; dans le deuxième cas, les essais de médiation de la CSCE ont été minés par la rivalité des grandes puissances qui composaient le Groupe de Minsk et qui essayaient chacune de récupérer le plus d'espace d'influence sur les ruines de l'empire soviétique. Dans ce nouveau cadre institutionnel, la Russie a encore une fois agi en fonction des ses intérêts restreints, en privilégiant des solutions qui lui étaient favorables et sans vraiment se préoccuper en premier de la résolution du conflit.

Par conséquent, les autres conditions qui auraient dû assurer le succès de l'intervention ont été également minées. Des opportunités d'intervention préventive ont été perdues aux stades initiaux du conflit. Par la suite, les parties ont développé des réticences importantes par rapport au rôle des tierces parties, en privilégiant seulement les intervenants qu'elles percevaient comme favorables à leur cause. La probabilité d'une intervention impartiale et orientée vers la résolution du conflit a ainsi graduellement disparu comme alternative à la continuation du conflit. Finalement, le manque flagrant d'instruments assurant la crédibilité et les moyens de dissuasion des tierces parties ont rendu la plupart des progrès éphémères.

Dans ces conditions, les belligérants se sont retournés vers leurs alliés traditionnels, les Arméniens vers la République d'Arménie et les Azéris vers la Turquie. La diffusion

s'est produite seulement dans le premier cas, confirmant ainsi le risque de diffusion élevé prédit par l'indice de diffusion. Dans le cas de la Turquie, des conditions structurelles, telles que, par exemple, son appartenance à l'OTAN qui contraint ses actions militaires à l'externe, tout comme des contraintes d'ordre symbolique qui ont conditionné tout acte plus agressif à l'égard des Arméniens, se sont révélés des inhibiteurs efficaces contre son éventuelle implication dans le conflit.

Une dimension complémentaire est l'analyse des facteurs socio psychologiques, tels que l'importance des traumatismes historiques et des stéréotypes négatifs dans la diffusion du conflit. Cet aspect a eu un impact déterminant dans le cas du conflit de Nagorno-Karabakh. Le symbole du génocide arménien a acquis une place centrale dans le conflit, en justifiant l'emploi, du côté arménien, de tous les moyens nécessaires, y compris le nettoyage ethnique et la conquête de 20% des territoires azéris, et en rendant l'implication de l'Arménie dans le conflit presque automatique, afin d'éviter la répétition de ce traumatisme historique marquant.

Du côté azéri, des stéréotypes négatifs répandus à l'égard des Arméniens ont aggravé la violence spontanée et, d'autant moins contrôlable, des masses et ont constitué la base des récits que les réfugiés ont transmis à la population de l'Arménie. Paradoxalement, à cause de l'identité nationale nouvellement constituée des Azéris et de la confusion qui persiste toujours au sein de la population arménienne qui les assimile toujours aux Turcs, le sentiment de menace est devenu encore plus prégnant au moment des premiers pogroms arméniens.

Tous ces facteurs d'ordre socio psychologiques qui ont été perpétués et accentués par les élites politiques et intellectuelles, moins ouvertement pendant la période soviétique, et exploités en excès après le déclenchement du conflit, ont constitué des catalyseurs et des accélérateurs du processus de diffusion du conflit.

Aujourd'hui, le conflit semble cristallisé autour d'enjeux non négociables, malgré un statu quo désavantageux pour l'ensemble des parties. Il semble suivre en cela d'autres conflits qui ont fait l'objet d'un processus de diffusion, comme Chypre, le Cachemire et toute la série de conflits « gelés » sur le territoire ex-soviétique. Cela prouve que, malgré sa rareté, la diffusion des conflits ethniques comporte des conséquences régionales dévastatrices et durables et qu'un conflit qui en est affecté est d'autant plus difficile à

résoudre. Il convient, donc, de souligner encore une fois l'importance des interventions préventives aussitôt que des foyers de conflits à haut risque de diffusion sont détectés.

Finalement, si nos hypothèses de recherche ont été confirmées en grande partie par cette étude de cas, nous nous proposons dans le chapitre suivant d'envisager une autre étude de cas, qui a été choisie notamment pour mettre à l'épreuve quelques-unes des conclusions mentionnées plus haut. Notre objectif final sera de mieux comprendre quels facteurs offrent la meilleure valeur explicative d'un processus de diffusion des conflits ethniques, ce qui nous permettra de tirer des conclusions d'ordre plus général applicables à un nombre plus large de cas. La question principale sera de découvrir pourquoi la Macédoine, un pays en proie à deux conflits ethniques ayant de hauts risques de diffusion, a pu échapper au destin du Nagorno-Karabakh.

## Chapitre 5 La Macédoine

Figure 4



Après la fin de la guerre froide, la Macédoine était considérée par la plupart des spécialistes en relations internationales, et même par une grande partie des décideurs politiques occidentaux, comme le foyer potentiel d'un futur conflit qui aspirerait dans la violence et l'instabilité l'ensemble de la région. Au début des années 1990, la communauté académique et politique était en grande partie convaincue que dans le cas d'un conflit ethnique, l'État macédonien, déjà affaibli par ses problèmes internes, deviendrait la cible des ambitions expansionnistes de ses voisins, en raison, entre autres, de sa position géostratégique et de son passé. « La Macédoine est victime de son exceptionnelle situation géographique. Elle a été la victime de tous les adeptes de grandeur : Grande Albanie, Grande Serbie, Grande Bulgarie, Grande Grèce, mais aussi Grande Yougoslavie et Grande Macédoine » (Chiclet et Lory, 1998 : 8). À la suite des derniers développements, un nouvel projet expansionniste pourrait s'y ajouter, celui du « Grand Kosovo »<sup>50</sup>.

Ainsi, son passé historique, les conditions de géopolitique régionale, l'existence des minorités ethniques contestataires et la proximité des conflits croate et bosniaque prédisposaient la Macédoine à l'éclatement d'un conflit ayant des origines à la fois internes et externes, en suivant le même destin tragique qui avait affligé ses voisins. De plus, avec l'implication potentielle de nombreux autres acteurs qui auraient perçu une menace ou un enjeu dans ce conflit, le risque pour la paix, pour la stabilité et pour la sécurité régionales, déjà ébranlées par les autres conflits de la ex-Yougoslavie, devenait très possible.

## Le potentiel de diffusion des conflits ethniques

Du point de vue historique, la question macédonienne est née du déclin de l'Empire Ottoman. Les rivalités des grandes puissances, l'impérialisme, l'éveil du nationalisme dans les Balkans, la quête pour une autonomie religieuse, le développement de l'éducation, tout cela a contribué à son émergence. À cette époque, trois enjeux majeurs définissent la

---

<sup>50</sup> Le nouveau statut du Kosovo, celui d'État indépendant, ne sera que marginalement pris en compte par cette analyse, principalement à cause du fait qu'il ne bénéficie pas d'une reconnaissance universelle (acceptation par l'ONU) et deuxièmement à cause du quasi-protectorat assuré par la communauté internationale, qui impose des contraintes particulières à sa politique étrangère.

question macédonienne. Quel territoire correspond à la Macédoine ? À quel État ce territoire appartient-il ? Et quelle est la nationalité des peuples qui y habitent ? (Perry, 1988)

À la suite de son indépendance en 1991, la Macédoine contemporaine semble avoir hérité de la plupart de ces problèmes auxquels s'ajoutent l'apprentissage de la démocratie, des perturbations économiques et sociales et des relations conflictuelles avec les minorités ethniques, en particulier avec la minorité albanaise. La présence de voisins puissants et hostiles, combinée avec la faiblesse de son armée, gravement endommagée par le retrait de l'Armée yougoslave, rendait la position de la Macédoine extrêmement vulnérable.

En outre, les Macédoniens ont développé leur identité nationale relativement tard par rapport à leurs voisins, qui ont essayé tour à tour de les assimiler. Leurs référents historiques et culturels sont, donc, devenus l'objet de plusieurs disputes avec les pays voisins, notamment la Grèce et la Bulgarie.

Au moment de son indépendance, la Macédoine a dû composer avec les successeurs de la Yougoslavie, la Serbie et le Monténégro. Malgré le retrait relativement facile de l'armée yougoslave, les intentions de la Serbie sont longtemps restées ambiguës. Dès 1989, Milosevic a mené des discussions avec la Grèce sur un éventuel partage de la Macédoine. Une des raisons utilisées pour justifier les revendications serbes était la prétendue présence de 300 000 Serbes en Macédoine, même si le recensement du gouvernement macédonien indiquait seulement 10% de ce chiffre. La Yougoslavie refusait également, de reconnaître les frontières de la République de Macédoine (Shea, 1997). Les efforts serbes pour la création d'un État serbe « ethniquement pur » ont aggravé le risque d'un conflit entre la minorité serbe de Macédoine et les autorités de Skopje. Un tel conflit aurait par la suite attiré l'intervention de la Serbie, selon un scénario semblable aux conflits croates et bosniaques.

D'autre part, des différends importants entre la Grèce et la Macédoine, quant au nom, au drapeau et à la constitution de celle-ci, ont été à l'origine de l'embargo grec imposé à la Macédoine. La crise économique, qui a été en partie la conséquence de cet embargo, ouvrait ainsi la voie aux tensions intercommunautaires entre les divers groupes ethniques attisés par des voisins hostiles, une situation qui ressemblait aux stades initiaux du conflit bosniaque (Shea, 1997).

L'irrédentisme est, aussi, un facteur dans le déclenchement d'un éventuel conflit régional. La Macédoine pouvait être le point d'origine d'un nouveau conflit balkanique à cause des antécédents historiques qui caractérisaient ses relations avec ses voisins. Des projets interventionnistes plus ou moins ouvertement appuyés par les gouvernements de la Serbie, de la Grèce et de la Bulgarie ont refait surface à la fin de la guerre froide.

Selon certaines sources, la Grèce aurait informellement approuvé le plan serbe de partage du pays. Au moment où les tensions montaient dans la province serbe du Kosovo, la Grèce a également entamé des exercices militaires destinés à envoyer des signaux menaçants à la Macédoine. Ces derniers furent interprétés comme un appui indirect aux projets expansionnistes de la Serbie (McAllister, 2001).

Un autre pacte secret sur le changement des frontières avait été conclu en 1993 à Vienne par le Comité macédonno-albanais qui préconisait la division de la Macédoine en deux cantons, l'un albanais et l'autre bulgare qui auraient été, par la suite, rattachés respectivement à l'Albanie et à la Bulgarie. Il est intéressant, toutefois, de souligner que ce projet était le résultat d'une initiative des leaders de l'émigration macédonienne et albanaise et qu'il n'impliquait pas directement les gouvernements des États mentionnés (Joksic, 2005).

Encore plus choquant semble être le projet du premier ministre macédonien Ljubco Georgievski, qui, par l'entremise des représentants de l'Académie macédonienne des sciences et des arts, aurait proposé en 2001, d'un commun accord avec les autorités de Belgrade, au leader albanais Arben Xhafëri, un plan secret sur le partage pacifique de la Macédoine menant à la création d'un État ethniquement pur (Joksic, 2005).

Plusieurs acteurs internationaux majeurs, parmi lesquels l'ONU et l'Union européenne, ont reconnu le risque de conflagration régionale posé par l'instabilité de l'État macédonien. Ainsi, dès le début des années 1990, une des rares initiatives d'intervention préventive a pris forme en Macédoine, avant même qu'un conflit (de nature ethnique ou autre) se transforme en confrontation violente. La présence des troupes onusiennes a sans doute influencé d'une manière déterminante l'évolution du jeune État indépendant, à un moment où les Balkans subissaient la période d'instabilité la plus grave depuis presque 50 ans. Malgré la signature de l'accord de Dayton, destiné à mettre fin à la violence chronique

qui a accompagné le démembrement de la Yougoslavie, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a approuvé à l'unanimité en décembre 1995 la continuation du mandat des 1100 soldats ONU, dont 500 américains (Shea, 1997).

Par conséquent, la question centrale dans cette étude de cas se concentre sur la présence des tierces parties en Macédoine, alors qu'émergent les premiers signes d'instabilité interne et internationale. Il devient, donc, important de se demander si cette intervention préventive a empêché l'éclatement d'un conflit en Macédoine, dans les années 1990, et si l'attention et le soutien que les acteurs internationaux continuent à lui porter ont réussi à entraver la diffusion du conflit. À cet effet, une première interrogation doit être résolue. Existait-il vraiment un risque de conflit généralisé, tout comme les communautés scientifique et politique occidentales le craignaient ?

Selon certains analystes, la République de Macédoine a échappé au sort de ses voisins non pas à cause de l'intervention préventive des tierces parties, mais à cause d'autres facteurs : une minorité serbe trop peu nombreuse pour motiver l'intervention de la Serbie, le besoin de l'armée yougoslave de transférer des troupes sur la scène du conflit bosniaque, l'utilité pour la Serbie du territoire macédonien afin de court-circuiter les sanctions internationales, ainsi que le souci de la Grèce d'éviter une déstabilisation encore plus grave de la région qui aurait pu mener à la création d'un État musulman en Bosnie, un scénario pire qu'une Macédoine indépendante (Ackermann, 2000).

Parmi ces facteurs, il faut souligner encore une fois l'importance du poids démographique qui, souvent, fait partie des calculs stratégiques qui sont à la base d'un processus de diffusion. L'implication de la Serbie dans le conflit macédonien a été, en partie, justifiée par l'existence d'une minorité serbe, dont le nombre a été exagéré afin d'appuyer des actions allant en ce sens. Toutefois, tel que l'exemple du Kosovo le démontre, d'autres raisons, relevant de la politique intérieure ou de la symbolique accordée à un territoire, peuvent constituer le motif d'une intervention dans un conflit ethnique. Dans ce cas, le poids démographique du groupe, en faveur duquel on orchestre l'intervention, revêt moins d'importance.

Même si plusieurs analystes prédisaient un éventuel conflit entre la Macédoine et ses voisins, la façon dont cela aurait pu se concrétiser restait souvent ambiguë. Le scénario le plus commun était le suivant. Même si la Serbie ne s'était pas impliquée sous le prétexte

d'un appui à la minorité serbe de Macédoine, le risque beaucoup plus réel des tensions ethniques opposant les autorités de Skopje à la minorité albanaise aurait pu déclencher une guerre impliquant la Serbie, la Grèce, l'Albanie, la Bulgarie et la Turquie. La Macédoine étant affaiblie à la fois par les sanctions imposées par la Grèce et par celles pesant sur l'ex-Yougoslavie et ayant comme dirigeant le parti nationaliste VMRO, les dissensions avec la minorité albanaise auraient été utilisées comme prétexte pour une intervention de la Serbie, afin de décourager une rébellion similaire au Kosovo (Shea, 1997).

Un autre scénario prédit une alliance entre la Grèce et la Serbie qui aurait permis à cette dernière de récupérer des territoires longtemps revendiqués sous le nom de la « Serbie du Sud ». Cela pouvait provoquer une réaction de la part de la Bulgarie qui serait alors intervenue aux côtés des Macédoniens (Shea, 1997).

Un autre acteur potentiel, la Turquie, aurait pu éventuellement prendre part à un conflit opposant la minorité albanaise aux autorités macédoniennes. Toutefois, sa position n'était pas facile à anticiper. Du point de vue de l'affinité ethnique, la Turquie serait plus proche de la minorité musulmane macédonienne, distincte des Albanais, et qui compte entre 100 000 et 200 000 individus. Probablement la Turquie n'aurait pas envisagé d'intervenir contre ce groupe s'il décidait de s'allier à la majorité macédonienne. Cependant, l'implication de la Turquie dans un éventuel conflit en Macédoine aurait pu avoir lieu si la Grèce s'en était mêlée, pas forcément pour appuyer les Albanais, mais pour gagner un avantage sur la Grèce (Shea, 1997).

Rétrospectivement, les trois principales sources de conflit violent en Macédoine, après son indépendance, ont été les tensions entre les Slaves macédoniens et les minorités albanaise et serbe, les relations conflictuelles avec la Serbie, y compris le danger de contagion des conflits de Bosnie et du Kosovo et finalement l'escalade de la dispute avec la Grèce. La plupart des conditions explosives, favorisant une confrontation violente avec la Serbie et la Grèce, ont été désamorçées après l'accord de Dayton et la signature de l'accord entre la Grèce et la Macédoine en 1995 (Ackermann, 2000).

En réalité, seules la Grèce et la Serbie ont posé des problèmes à la nouvelle république indépendante et la menace de conflit violent émanait seulement de la Serbie. La politique de la Grèce, même si elle visait à déstabiliser la Macédoine, écartait la possibilité d'une confrontation violente. D'autres contentieux avec l'Albanie et la Bulgarie n'ont

jamais débordé du champ diplomatique. La plupart des efforts préventifs des tierces parties présentes en Macédoine se sont donc concentrés pour éviter une implication de la Serbie.

## Les conflits serbes et albanais

La minorité ethnique serbe vit principalement dans les villes et les villages proches de la frontière avec la Serbie. Le conflit avec les autorités de Skopje s'est déclenché après l'indépendance de la République de Macédoine, quand les Serbes décidèrent de déclarer leur propre république, selon un modèle emprunté aux communautés serbes ethniques de Krajina en Croatie, le 1 janvier 1993. Les confrontations avec la police macédonienne ont servi de prétexte pour accuser le gouvernement macédonien de répression et de discrimination (Ackermann, 2000).

L'agitation serbe, la présence de l'Armée yougoslave sur son territoire et l'aggravation de la situation en Croatie ont marqué les premiers mois d'indépendance de la Macédoine. Bien que le nombre des Serbes en Macédoine ne dépasse pas 44 000 ou deux pour cent de la population du pays (Ackermann, 2000), ils ont constitué un facteur déstabilisateur, surtout pendant les premières années d'indépendance. Le danger de diffusion en provenance de la Serbie était réel, comme le prouvent les fréquentes incursions armées serbes sur le territoire macédonien, un scénario qui ressemblait aux conditions précédant la guerre en Croatie et en Bosnie (Ackermann, 2000).

Cependant, le gouvernement macédonien, avec l'assistance de la Conférence Internationale sur l'ex-Yougoslavie, a réussi à stopper l'escalade et une éventuelle diffusion du conflit, en répondant à la plupart des revendications de la minorité serbe. Les représentants des Serbes ont signé un accord avec le gouvernement macédonien leur garantissant la reconnaissance constitutionnelle de leur statut de minorité ethnique, un accès accru aux médias et plus d'appui pour l'enseignement en langue maternelle (Ackermann, 2000).

La mobilisation de la minorité albanaise, qui constitue à la fin de la guerre froide environ 20 % de la population macédonienne, se déroule sur fond de changements géopolitiques majeurs qui accompagnent l'effondrement des régimes communistes en

Europe orientale. Les Albanais ont regardé avec beaucoup de suspicion l'indépendance de la Macédoine, notamment à cause des inquiétudes concernant leur statut dans ce nouvel État. En outre, la concentration de la population dans une région délimitée, à l'Ouest de la Macédoine, amplifiait le danger de sécession.

Les doléances de cette minorité ressemblent à celles énoncées par les Albanais Kosovars tout au long des années 1980. Toutefois leur situation en Macédoine, en particulier la gestion du conflit par les autorités macédoniennes, est incomparablement meilleure que celle du Kosovo, où d'importantes manifestations en 1981 et 1989 ont eu comme conséquence l'imposition de la loi martiale par le gouvernement de Belgrade.

En général, le combat des Albanais en Yougoslavie est centré sur la reconnaissance comme nation constituante de l'État, un statut reconnu aux principaux groupes ethniques, les Serbes, les Croates, les Bosniaques<sup>51</sup>, les Macédoniens, les Monténégrins et les Slovènes. La signification du statut de nation constituante est étroitement liée à la souveraineté politique sur un territoire donné, incluant le droit à la sécession.

D'autres groupes ethniques présents en Yougoslavie avaient initialement un statut de minorités nationales bénéficiant des droits culturels. Par la suite, toutefois, ce statut a été élevé à celui de « nationalité », leur garantissant la représentation proportionnelle au niveau local et au niveau provincial/ républicain et fédéral pour les minorités les plus importantes (par exemple, les Hongrois en Voïvodine). En Serbie, deux provinces autonomes ont été constituées : le Kosovo, avec une population majoritairement albanaise et la Voïvodine, peuplée par des Hongrois et d'autres minorités (Pesic, 1996). La justification officielle pour ces différences de statut était fondée sur le fait qu'il existait déjà des États-nations, des « patries », pour les Albanais et les Hongrois, à l'extérieur de la fédération yougoslave.

Selon la Constitution de 1974, ces provinces ont acquis des pouvoirs semblables à ceux octroyés aux républiques. Toutefois, les Kosovars ne renoncent pas à leur quête pour un statut de nation constituante et une agitation nationaliste éclate au Kosovo en 1981. La Serbie y oppose son propre projet nationaliste, centré sur le renforcement de l'emprise de Belgrade sur l'ensemble de la fédération. Le point culminant de cette confrontation, qui

---

<sup>51</sup> La Bosnie-Herzégovine n'a pas bénéficié du statut de nation constituante jusqu'en 1971. Après la reconnaissance des Musulmans comme une ethno-nation distincte, la Bosnie-Herzégovine est devenue une république composée de trois peuples constituants : les Serbes, les Croates et les Musulmans.

de tout au long des années 1980, est le retrait de l'autonomie de la province en 1989, quand Milosevic commence à mettre en pratique son projet de « Grande Serbie ».

La situation des Albanais au Kosovo est étroitement liée à celle des Albanais de Macédoine. Une partie du projet nationaliste kosovar concerne, justement, l'éventuelle unification des territoires habités par les Albanais au sein d'une nouvelle république. Il va sans dire que la Macédoine s'est toujours fortement opposée à un tel projet (Phillips, 2004). Une autre preuve de l'étroite relation entre les deux communautés albanaises est le phénomène de radicalisation qui semble s'emparer des Albanais macédoniens tout au long des années 1990 et qui reflète, en quelque sorte, le conflit qui oppose Albanais Kosovars et Serbes. De ce point de vue, la Macédoine constitue une excellente étude de cas pour le phénomène de contagion des conflits ethniques, non seulement en raison de l'influence que les événements de Kosovo ont exercé sur la perception des relations mutuelles entre Albanais et Slaves macédoniens, mais également à cause du processus d'apprentissage qui façonnera leur comportement par la suite.

Le point de déclenchement du conflit récent peut être retracé au moment de la réforme de la Constitution de 1989, qui remplace l'ancienne définition de cette république yougoslave, « l'État du peuple macédonien et des minorités albanaise et turque », avec une forme abrégée, « l'État du peuple macédonien ». Cet amendement a été perçu par les Albanais comme une diminution de leurs droits. Déjà en 1988, à la suite des inquiétudes éprouvées par la majorité slave quant au taux supérieur de croissance démographique des Albanais, l'assurance maladie financée par l'État avait été limitée à deux enfants par famille.

La Constitution du nouvel État indépendant de novembre 1991, ratifiée sous le leadership du parti nationaliste VMRO, réduit davantage les droits des Albanais, en éliminant le droit des minorités à la représentation proportionnelle dans les instances publiques (Phillips, 2004). En 1994, la nouvelle Constitution essaie de résoudre ces différends de nature juridique en statuant que la Macédoine était l'État national du peuple macédonien, dans lequel les Albanais, les Turcs, les Valaques, les Roms et les autres nationalités bénéficiaient de la pleine égalité comme citoyens. Cela n'apaise pourtant pas les revendications des Albanais macédoniens, qui demandent un statut supérieur à celui des autres minorités en vertu de leur poids démographique. Les Albanais, qui ont boycotté le

recensement de 1991 et ont contesté les résultats de celui de 1994, continuent à faire valoir qu'ils représentent entre 30 et 40 pour cent de la population contrairement au chiffre officiel de 23 pour cent.

Enfin, les Albanais revendiquent l'autonomie territoriale. Méfiants par rapport à leur statut dans une Macédoine indépendante, les Albanais ont boycotté le référendum sur l'indépendance et ont organisé leur propre référendum sur l'autonomie territoriale, le 11-12 janvier 1992 où 72 pour cent de ce groupe ethnique ont voté pour l'autonomie. Bien que les autorités macédoniennes aient déclaré ce référendum illégal en craignant une éventuelle séparation, il peut être considéré comme un signal que la majorité des Albanais était prête à accepter la coexistence avec la majorité slave dans le cadre du même État (Ackermann, 2000). Par conséquent, aux stades initiaux du conflit, les principaux griefs des Albanais évoluent autour de l'obtention d'un meilleur statut au sein de la Macédoine et non pas vers un projet sécessionniste.

Un autre aspect des revendications albanaises concerne les droits linguistiques. Même si une disposition de la Constitution prévoit le droit d'utiliser une langue autre que le macédonien dans l'administration locale quand il y a une majorité ou un nombre considérable de la population qui appartient à une minorité ethnique, les Albanais ne considèrent pas que leurs droits linguistiques soient suffisamment protégés par les pratiques de l'administration (Ackermann, 2000).

Finalement, la question de l'enseignement universitaire en albanais a acquis tout au long du conflit une place de plus en plus centrale, chargée symboliquement, parmi les revendications des Albanais macédoniens. Cette question semble, elle aussi, découler des événements qui ont eu lieu au Kosovo au début des années 1990, quand l'enseignement en albanais a été interdit à l'Université de Pristina, jusqu'alors bilingue (serbe et albanais). Ce développement a engendré deux types de conséquences : premièrement les Albanais macédoniens ont été privés de leur seule institution d'enseignement supérieur en langue maternelle (aggravé par l'indépendance de la Macédoine et l'accès moins aisé aux structures d'autonomie culturelle, formelles et informelles, développées par le Kosovo) et deuxièmement, les Kosovars ont appuyé la création d'une université de langue albanaise en

Macédoine, un environnement perçu comme plus permissif que celui de la Serbie de Milosevic de plus en plus autoritaire.

En Macédoine, l'enseignement en langue maternelle était garanti pour les cycles primaires et secondaires. Par contre, jusqu'en 2004, l'enseignement universitaire a été permis seulement en macédonien. Pour les Albanais macédoniens la création d'une université où les cours se dérouleraient en albanais servirait principalement à préparer des enseignants de langue albanaise, tout en s'imposant comme le lieu privilégié pour préserver et promouvoir la culture albanaise en Macédoine. Ce projet a toutefois soulevé une opposition acharnée de la part des autorités macédoniennes, qui n'ont que récemment reconnu l'université non officielle qui s'ouvre à Tetovo en 1995. Son inauguration a provoqué une intervention en force de la police au cours de laquelle un Albanais a été tué.

Les autorités macédoniennes ont, initialement, essayé de contourner les obligations internationales qu'elles avaient contractées selon la *Convention cadre pour la protection des minorités nationales*, ratifiée en 1998. Une des mesures prises par le gouvernement afin de répondre à ces revendications a été la réouverture de l'Institut pédagogique de Skopje en 1997, ce qui permettait la formation d'instituteurs en langue albanaise. Sous pression internationale, la Macédoine accepte la création d'une université privée à Tetovo en 2000, *South East European University*, largement financée par les donateurs internationaux et qui permettait l'enseignement en macédonien, albanais et anglais. Plusieurs obstacles et limitations ont assuré un succès mitigé de ce projet. Finalement, en 2004, le combat des Albanais macédoniens est couronné de succès et l'Université de Tetovo obtient toutes les accréditations nécessaires et le même statut que les autres universités macédoniennes. Elle reste toutefois, même aujourd'hui, l'objet de nombreuses controverses, considérée par certains comme un instrument de ségrégationnisme.

En conclusion, les griefs des Albanais macédoniens sont la conséquence d'une part de leur situation dans l'ancienne structure fédérale yougoslave et d'autre part, des restrictions qui leur ont été imposées après l'indépendance de la Macédoine. Ils peuvent être classifiés selon trois grands enjeux : un statut constitutionnel d'égalité avec les Slaves macédoniens, la reconnaissance de l'albanais comme langue officielle et l'enseignement universitaire public en langue maternelle.

Du point de vue pratique, la discrimination des Albanais va au-delà des dispositions formelles. En réalité, ils sont en grande partie exclus des structures de l'administration publique, même dans des cas où la loi leur garantit un accès privilégié. Face à ce problème, la justification des autorités macédoniennes est le fait que les Albanais ne possèdent pas les compétences nécessaires (notamment, un niveau d'éducation approprié) pour occuper des postes dans l'administration du pays. Même si, à partir de 1990, quatre à cinq ministres albanais ont participé à chaque gouvernement en place, dans les échelons inférieurs de l'administration, ainsi qu'au sein de la police et de l'armée, les Albanais restent nettement sous représentés. À titre d'exemple, jusqu'en 2001, les Albanais représentaient tout au plus 3.1% de la police et de l'armée (Phillips, 2004).

Ce phénomène génère des conséquences de plus en plus néfastes car, en étant exclus des structures officielles, les Albanais macédoniens commencent à bâtir leurs propres structures informelles qui, graduellement, remplacent les fonctions sociales de l'État, à l'exemple du Kosovo. Toutefois, dans ce cas, loin d'être un simple processus d'apprentissage, cette réaction collective semble avoir des origines dans les pratiques de discrimination profondément enracinées dans la société macédonienne. Aujourd'hui même les relations entre la minorité albanaise et la majorité macédonienne demeurent volatiles. Les revendications politiques et sociales des Albanais n'ont jamais été complètement résolues.

Bien que la Macédoine démontre plusieurs spécificités qui relèvent de sa situation historique et géopolitique particulière, il est intéressant d'y appliquer une analyse du potentiel de diffusion des conflits, selon les facteurs identifiés antérieurement. Ainsi, l'indice de diffusion pourra être confronté à la fois à la perception largement dominante dans les communautés universitaires et politiques, tout comme à la réalité empirique de l'évolution du conflit.

## Les facteurs structurels

### *La contiguïté*

Ce facteur structurel, partie composante de l'indice de diffusion, semble renfermer une signification importante dans le cas de la Macédoine. La délimitation frontalière a souvent constitué un objet de controverse entre ce pays et ses voisins. La proximité de la Serbie a constitué un facteur qui a aggravé la perception d'une menace ressentie par la jeune république, par rapport à plusieurs actions provocatrices de celle-ci. Ainsi, le gouvernement de Belgrade a qualifié la Macédoine de « nation artificielle » (la Serbie n'a pas reconnu la Macédoine avant 1996) et Milosevic avait suggéré, plus ou moins ouvertement, que la Macédoine soit partagée entre la Grèce et la Serbie (Ackermann, 1996). En outre, en 1994 les forces armées serbes ont occupé, temporairement, une petite portion de territoire macédonien et douze des dix-neuf incidents rapportés à la frontière avec la Serbie impliquaient des incursions serbes sur le territoire macédonien ou des confrontations entre les troupes de l'ONU et la police de frontière serbe (Ackermann, 2000).

La contiguïté avec la Serbie facilitait, également, le déplacement rapide des troupes surtout dans les conditions où, après l'indépendance de la Macédoine, 60 000 soldats de l'Armée yougoslave sont restés sur le territoire macédonien (Ackermann, 2000). Même après le retrait des forces yougoslaves, le fait que le pays soit dépourvu de toute capacité militaire de défense le laissait vulnérable face aux intentions prédatrices de la Serbie.

En ce qui concerne les autres voisins de la Macédoine, la Grèce, l'Albanie et la Bulgarie, la contiguïté semble être également un facteur important façonnant les relations bilatérales avec l'ancienne république yougoslave. La Turquie est, en effet, le seul pays non-contigu cité par des sources dans le milieu universitaire et politique comme un acteur potentiel dans une éventuelle conflagration régionale autour de la Macédoine (Saideman, 2002).

La contiguïté avec l'Albanie semble, également, constituer une condition structurelle menant à une diffusion potentielle des conflits macédoniens. En juin 1993, un incident à la frontière entre les deux pays aurait pu provoquer une guerre interétatique. Un

officier du service de renseignement albanais a été tué par les gardes de frontière macédoniens, de manière délibérée, selon des sources diplomatiques occidentales. Cet incident, un parmi plusieurs confrontations non-identifiées, a incité l'ONU à déployer des casques bleus en Macédoine et l'UE à envoyer une mission de monitoring du côté de la frontière albanaise (Phillips, 2004).

La contiguïté avec la Grèce constitue, également, une donnée pouvant favoriser une confrontation entre les deux pays. Il est toutefois intéressant de mentionner que l'implication de la Grèce en Macédoine est indirectement liée aux conflits ethniques qui secouent ce pays. La Grèce essaie d'attiser ces conflits sans forcément appuyer un des groupes contestataires, afin de faciliter une éventuelle implosion du pays. Depuis l'indépendance de l'État macédonien, des rassemblements populaires en Grèce ont maintes fois proclamé le dessein de frontières communes avec la Serbie, un projet qui n'aurait pu être réalisé que par le partage ou l'élimination de la Macédoine (Lukic, 2003).

La Bulgarie, elle aussi un pays contigu de la Macédoine, n'a jamais contesté les frontières territoriales du nouvel État indépendant. Le seul objet de controverse entre les deux pays reste la reconnaissance de la langue et de la nation macédonienne, que la plupart des Bulgares considèrent comme étant ethniquement identique à la leur.

Pour la Turquie, le seul pays non-contigu analysé dans cette étude de cas, les frontières de la Macédoine n'ont pas, non plus, constitué un véritable enjeu.

En conclusion, tel qu'anticipé dans la partie théorique, la contiguïté territoriale peut constituer un facteur favorisant la diffusion des conflits ethniques. Elle doit, toutefois, interagir avec d'autres facteurs structurels pour offrir une explication complète d'un processus de diffusion.

### *Les affinités ethniques*

Un deuxième facteur structurel inclus dans l'indice de diffusion concerne les affinités ethniques. La question de l'affinité ethnique dans le processus de diffusion des conflits ethniques est souvent tributaire des spécificités culturelles et historiques qui lient (ou éloignent) deux communautés qui partagent une même origine. Cet aspect relève de dimensions perceptuelles et fortement subjectives et, de ce point de vue, peut avoir une

influence plus ou moins déterminante dans la décision d'un groupe d'appuyer le combat de ses confrères ethniques dans un autre État.

Dans le cas de la Macédoine, cette observation revêt une pertinence particulière. Plusieurs communautés se définissent en termes qui les distinguent d'autres groupes dans la région, auxquels elles pourraient être assimilées si ces référents identitaires subjectifs n'étaient pas pris en compte. À l'issue du recensement de 1981, la population de la Macédoine était composée principalement de Macédoniens, Albanais, Serbes, Musulmans, Rom, Turcs, Valaques et Bulgares (Poulton, 2000). La composition ethnique de la Macédoine, particulièrement en ce qui concerne la minorité albanaise, s'est transformée en enjeu central dans le conflit et a souvent été manipulée à des fins politiques. Certains leaders des Albanais macédoniens, demandant une représentation proportionnelle dans les structures politiques et administratives, ont invoqué de manière erronée un pourcentage de 40% de population albanaise. Une partie des élites politiques slaves macédoniennes ont artificiellement créé une atmosphère de peur et de méfiance à l'égard des Albanais, en soulignant le danger que le taux de natalité supérieur de ceux-ci pourrait poser à l'équilibre ethnique de la Macédoine. En réalité les variations dans la composition ethnique de la Macédoine dans les dernières 30 années ne sont pas significatives. Ainsi, en 1981, les pourcentages pour les Macédoniens, les Albanais et les Turcs et les Serbes, sont respectivement 67%, 20%, 5%, 2.4%. En 1991, ces pourcentages sont : 65%, 22%, 4%, 2.2%. En 1994, lors d'un recensement sous l'égide de l'Union européenne, des chiffres similaires émergent : 67% Macédoniens, 23% Albanais, 4% Turcs, 2.1% Serbes (Ortakovski, 2001).

Finalement, le dernier recensement, datant de 2002, cite les données suivantes : 64.18%, 25.17%, 3.85%, 1.78% (Gaber, Joveska, 2004). Ce dernier recensement a bénéficié de l'implication de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe qui, à l'invitation du gouvernement macédonien, ont organisé le monitoring international du l'ensemble du processus. Ces organismes ont conclu que tous les standards internationaux en matière de recensement ont été respectés<sup>52</sup>.

---

<sup>52</sup> International Census Observation Mission – ICOM, *Monitoring the 2002 Census in the Former Yugoslav Republic of Macedonia Final report to the Steering Committee*, avril 2004.  
<http://www.delmkd.ec.europa.eu/en/whatsnew/2004/Census%202002%20Final%20report%20HLEG%20April%202004%20with%20annexes%201-3.30.4.04.pdf>

La Serbie de Milosevic a, sans doute, essayé d'exploiter la situation de la minorité serbe de Macédoine. Ainsi, afin d'affaiblir la nouvelle république, le gouvernement de Belgrade a encouragé les demandes d'indépendance des Serbes de Macédoine (Ackermann, 2000). Un des scénarios les plus discutés dans la première moitié des années 1990 était que la Serbie allait se servir de la population serbe de Macédoine comme prétexte pour une intervention militaire. La propagande officielle de Belgrade semblait confirmer cette crainte. En outre, la communauté serbe macédonienne semblait extrêmement réceptive aux signaux en provenance de Belgrade, « prête à assister sa mère-patrie à n'importe quel moment » (Miletic, dans Lukic, 2003:399), tout comme les réfugiés serbes relocalisés au nord du pays, un groupe déjà radicalisé par les autres conflits où ils avaient été impliqués (Phillips, 2004).

Plusieurs analystes ont souligné le fait que le poids démographique réel des Serbes en Macédoine était moins propice à une intervention semblable à l'implication de la Serbie en Croatie et en Bosnie. Néanmoins, l'existence d'un groupe ethnique apparenté en Macédoine a fourni au gouvernement serbe un levier puissant pour forcer une éventuelle alliance de la nouvelle république avec la Serbie (Lukic, 2003). En outre, les autorités serbes ont souvent manipulé la signification symbolique d'un enjeu, même devant les preuves indiscutables d'une prédominance ethnique non-serbe, comme au Kosovo. Cela prouve, encore une fois, les limites d'une analyse des interventions externes, basée exclusivement sur l'affinité ethnique. D'ailleurs si les controverses concernant le poids démographique des populations différentes de la majorité slave macédonienne ont continué dans le cas du conflit albanais, elles ont complètement perdu leur pertinence pour la minorité serbe, après la chute du gouvernement Milosevic.

Les Albanais, le groupe ethnique le plus important en Macédoine après la majorité slave, ont souvent oscillé entre plusieurs alliances issues des affinités ethniques. L'Albanie a accueilli avec enthousiasme l'indépendance de la Macédoine comme un contrepoids à la puissance de la Serbie et de la Grèce dans les Balkans. Par conséquent, elle n'a pas adopté

---

une position extrêmement proactive par rapport au programme de revendications des Albanais macédoniens, en concentrant ses efforts sur l'appui des Albanais Kosovars. En outre, sa dépendance sur l'assistance internationale pour tenir à flot une économie en pure dégringolade a limité sa marge de manœuvre quant à une politique interventionniste plus directe en Macédoine (Phillips, 2004).

Malgré cette politique étrangère tempérée, l'Albanie a toujours suivi de près la situation des Albanais de Macédoine, en réagissant promptement et fermement pour appuyer leurs revendications. Par exemple, tant qu'il fut au pouvoir, le Président albanais Sali Berisha a ouvertement appuyé le projet de l'université albanaise de Tetovo (Lukic, 2003). En 1995, l'Albanie a annoncé qu'elle allait reconsidérer sa politique étrangère à l'égard de la Macédoine si les autorités de Skopje ne respectaient pas les promesses qu'elles avaient faites concernant les griefs de la minorité albanaise (Ackermann, 2000). Malgré cette rhétorique et certains essais pour influencer la politique macédonienne par des pressions diplomatiques, l'Albanie ne s'est pas impliquée ouvertement dans le conflit albanais en Macédoine. Néanmoins, la possibilité d'une intervention militaire de l'Albanie n'était pas totalement exclue si le conflit macédonno-albanais s'était aggravé au-delà de tout contrôle. Plusieurs leaders politiques occidentaux s'inquiétaient, en outre, d'une éventuelle alliance entre la Turquie et l'Albanie dans le cas d'une diffusion du conflit (Phillips, 2004).

Les Albanais Kosovars semblent être le groupe le plus réceptif à l'évolution de la situation de leurs confrères macédoniens. Toutefois, leur influence dans le conflit macédonien ne se manifeste ouvertement qu'en 2001 et elle est restreinte de manière significative par le quasi-protectorat international qui est instauré au Kosovo après l'intervention de l'OTAN. Par conséquent, tel que mentionné précédemment, le Kosovo ne possède pas la latitude politique et diplomatique pour s'impliquer directement dans le conflit macédonien, ce qui inhibe un processus de diffusion.

Les Musulmans macédoniens, ou *Torbeshi*, offrent un cas d'étude intéressant, malgré leur poids démographique moins important (environ 3.5% de la population). Généralement ils sont considérés comme faisant partie de la catégorie plus large des descendants des Slaves qui se sont convertis à l'Islam pendant la période ottomane et se distinguent, de ce fait, des Albanais musulmans ou des Turcs musulmans. Ils ont été

reconnus comme « nation » en Yougoslavie en 1971 et ont constitué la base de l'identité bosniaque après le démembrement de la fédération. Mais si la majorité d'entre eux parlent serbo-croate (ou bosniaque par la suite) et vivent en Bosnie-Herzégovine, les *Torbeshi* de Macédoine parlent macédonien (Poulton, 2000). De ce point de vue, un processus de différenciation a eu lieu entre les deux communautés, accentué encore plus après la consolidation de l'identité bosniaque. L'ambiguïté de l'identité des *Torbeshi* Macédoniens peut être à l'origine de différentes affinités ethniques avec d'autres groupes de la région. Tout dépendant de l'aspect identitaire souligné, ils pourraient former des alliances ethniques avec les autres communautés turques (si l'on souligne l'aspect historique), albanaises ou musulmanes (si l'on souligne la religion) ou la majorité slave macédonienne (si l'on souligne la langue commune).

La Turquie a été citée comme un éventuel acteur dans les conflits macédoniens en vertu de son affinité ethnique avec les *Torbeshi* et les Turcs macédoniens (Shea, 1997). Si les autorités macédoniennes ont initialement appuyé l'affirmation des identités des Turcs et des *Torbeshi* afin d'éviter leur « albanisation », elles commencent graduellement à craindre une éventuelle influence de la Turquie.

Les *Torbeshi* commencent à s'organiser politiquement après l'indépendance du pays, en formant un parti affilié au SDA des Musulmans Bosniaques. En même temps, un processus de fragmentation a lieu à l'intérieur de la communauté, un certain nombre de *Torbeshi* dans la région de Denbar demandant l'enseignement en turc. Les leaders de la Communauté des Slaves macédoniens dénoncent alors un dessein panturc du Parti démocratique des Turcs de Macédoine visant à étendre son influence sur les *Torbeshi* (Poulton, 2000). Par conséquent, le terrain aurait pu devenir propice à une implication de la Turquie à l'appui de l'affirmation identitaire des Turcs et des *Torbeshi* macédoniens, mais cette crainte reste sans fondement.

En conclusion, la structure multiethnique de la Macédoine favorisait un nombre d'alliances possibles de nature ethnique, ayant le potentiel d'influencer un éventuel processus de diffusion de ses conflits internes.

### *L'histoire conflictuelle*

L'histoire des conflits autour de la question macédonienne est souvent citée comme un des facteurs déterminants dans l'éclatement d'une nouvelle guerre balkanique. Si la république de Macédoine ne peut retracer ses origines plus loin que la fin de la deuxième guerre mondiale et la création de la Fédération yougoslave, les conflits autour de ce territoire et de la population qui l'habite remontent au Traité de San-Stefano de 1878. Auparavant, cette région faisait partie de l'Empire ottoman et les tensions intercommunautaires suivaient le même scénario que dans les autres provinces de l'empire, selon la fracture religieuse qui séparait en termes d'avantages sociaux et économiques, chrétiens et musulmans.

Au 19<sup>e</sup> siècle, l'apparition des mouvements de libération nationale parmi les Bulgares, les Grecs, les Roumains et les Serbes a déclenché une compétition pour les allégeances des populations de l'Empire et des territoires qu'elles habitaient. Cette tendance s'accélère après la guerre russo-turque de 1877-1878, qui a eu comme conséquence la création des États indépendants de Roumanie, Serbie et Monténégro. La Bulgarie reste sous la souveraineté ottomane, mais obtient son autonomie ainsi qu'une bonne partie des territoires au sud-est des Balkans, y compris la Macédoine d'aujourd'hui, qui y sont rattachés selon le traité de San-Stefano. Quelques mois plus tard, le Congrès de Berlin révoque cette décision et la Macédoine revient sous le contrôle direct de l'Empire ottoman. Ce verdict déterminera, en grande partie, la politique étrangère et les alliances de la Bulgarie dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, récupérer la Macédoine devient un de ses principaux objectifs politiques (Liotta, 2000).

À partir de 1893, dans la Macédoine ottomane, l'intelligentsia slave commence à s'organiser en vue d'obtenir l'autonomie de la Macédoine dans le cadre de l'Empire, premier pas vers une éventuelle indépendance. Ce mouvement de libération nationale connu sous le nom de *l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne* (VMRO) déclenche un combat secret et violent contre les autorités ottomanes, dont la manifestation la plus spectaculaire est la révolte d'*Ilinden* de 1903 (Perry, 2000).

Les guerres balkaniques, qui éclatent en 1912, relancent l'épineuse question de la Macédoine. Dans un premier temps, la Bulgarie, la Grèce, le Monténégro et la Serbie s'allient contre l'Empire ottoman dans le but de se partager la Macédoine. La même année,

un autre acteur régional qui jouera un rôle important dans la région fait son apparition, l'Albanie. Elle comprend, à l'époque, juste une fraction des territoires de l'État actuel et une partie importante des territoires habités par les Albanais, tels l'Épire, le Kosovo, le sud du Monténégro et l'Ouest de la Macédoine, reste sous l'emprise d'autres États (Perry, 2000). Lors de la deuxième guerre balkanique, le rôle central revient aux rivalités entre anciens alliés. La Serbie, la Grèce et la Roumanie d'une part et la Bulgarie d'autre part se confrontent au sujet de leurs conquêtes en Macédoine. À l'issue de ces guerres, la Macédoine est principalement divisée entre la Serbie (51%) et la Grèce (34%); la Bulgarie ne réussit à préserver qu'une infime partie de ses conquêtes antérieures (15% du territoire macédonien). Chacun de ces pays commence une politique d'assimilation forcée sur les territoires nouvellement acquis.

Le choix d'alliances de la Bulgarie pendant la première et la deuxième guerre mondiale reflète son désir de récupérer la Macédoine. Pendant la deuxième guerre mondiale, la plus grande partie du territoire de la Macédoine yougoslave et une partie de la Macédoine grecque sont passées sous domination bulgare. L'enthousiasme initial de la population macédonienne face à ce changement de souveraineté (en grande partie dû aux exactions et aux discriminations subies de la part des autorités serbes) laisse la place au désenchantement par rapport à la politique autoritaire et de « bulgarisation » imposée par Sofia. Par conséquent, le renforcement d'une identité propre se déroule sur le fond des essais de domination des nations voisines et devient une des motivations principales de l'adhésion d'une majorité de la population au projet du leader yougoslave Joseph Tito, qui promet, dès 1943, la création d'une république indépendante en Macédoine (Perry, 2000).

L'unification des territoires habités par une population albanaise avait été, brièvement, réalisée sous l'occupation italienne pendant la deuxième guerre mondiale et avait été bien accueillie par une population longtemps opprimée par les Serbes au Kosovo et en Macédoine (Perry, 2000). De ce point de vue, la création de la république yougoslave de Macédoine représentait un pas en arrière pour les Albanais, qui ont dû se résigner à un statut de minorité dans la fédération. Cela a mené, également, à l'émergence d'une tension constante entre la cristallisation de l'identité macédonienne et la nostalgie d'une patrie propre pour les Albanais yougoslaves.

Dans le cadre de la fédération yougoslave, Tito a encouragé la consolidation de l'identité macédonienne, ce qui a eu comme conséquence de miner les prétentions bulgares (qui considéraient les Macédoniens comme Bulgares) tout comme les tentatives d'assimilation serbes. En raison de la présence d'une large population albanaise, la création de la Macédoine yougoslave constituait également un obstacle à la Grande Albanie.

Ce court aperçu historique de la « question macédonienne » a été nécessaire afin de souligner la signification des conflits passés dans le déroulement des conflits actuels. Toutefois si la Macédoine a été au cœur des luttes d'influence régionale dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, le nouvel État qui apparaît dans le cadre de la République yougoslave n'a jamais été lui-même directement impliqué dans un conflit avec ses voisins. Il est donc pertinent de se demander si ces scénarios passés avaient une chance de se reproduire dans le contexte actuel.

Deux principaux arguments de nature empirique peuvent justifier une interprétation basée sur le poids du passé, quoique fortement nuancés en raison du nouveau statut d'État indépendant de la Macédoine. Premièrement, deux puissances régionales, la Grèce et la Serbie, semblent se retourner vers une logique passéiste, en formulant un projet de démembrement et de partage du nouvel État indépendant et en lui niant toute légitimité. Cela a provoqué une réaction forte de la part du gouvernement macédonien qui, en 1992, a publiquement protesté contre le fait que lors d'une visite à Athènes, Milosevic discutait la situation de la Macédoine sans la présence d'un représentant macédonien (Phillips, 2004 :54). Deuxièmement, pour comprendre l'animosité de la Grèce envers le nouvel État indépendant il faut aller au-delà de l'analyse des conflits interétatiques passés. Le fait que Tito avait conçu le projet de récupérer Salonique à la fin des années 1940 et le souvenir de l'appui des Macédoniens slaves à la faction communiste pendant la guerre civile grecque ont aiguisé le sentiment de menace éprouvé par la Grèce (Phillips, 2004). De ce point de vue, la simple indépendance de la Macédoine est devenue une question de sécurité nationale pour la Grèce.

En conclusion, le passé conflictuel de la Macédoine semble revêtir une importance particulière pour au moins deux de ses voisins : la Serbie et la Grèce.

### *Les prétentions irrédentistes*

La Macédoine semble être une victime perpétuelle des prétentions irrédentistes de ses voisins. Ce facteur structurel, combiné avec les autres variables composant l'indice de diffusion contribue, donc, à une meilleure explication du potentiel de diffusion de ses conflits internes.

Au début de 1991, la Serbie, la Grèce et la Bulgarie ont émis une déclaration commune contestant l'existence de la nation macédonienne et en affirmant que la Macédoine était peuplée de Serbes, de Grecs et de Bulgares (Lukic, 2003 :379). Cela semble une alliance surprenante, étant donné la compétition qui avait opposée ces trois pays à la fin du 19<sup>e</sup> et au début du 20<sup>e</sup> siècle pour l'allégeance de la population macédonienne. Néanmoins, cette déclaration récente soulignait le potentiel d'une nouvelle ère de prétentions irrédentistes dans les Balkans.

Si les relations entre la Macédoine et l'Albanie ne comportaient pas le même niveau de tensions que celles avec la Serbie et la Grèce, l'existence d'une forte minorité d'Albanais macédoniens et le conflit qui opposait celle-ci ouvertement aux autorités de Skopje causaient beaucoup d'inquiétude en Macédoine. Le principal souci concernait un éventuel appui de l'Albanie aux minorités d'origine albanaise en Macédoine et au Kosovo.

Au début des années 1990, l'ambiguïté adoptée par Tirana quant à ses éventuelles prétentions irrédentistes semblait confirmer ces inquiétudes. Toutefois une rencontre entre le Président Gligorov et Sali Berisha en juin 1992 a marqué le début d'une politique étrangère albanaise plus modérée, fait confirmé par la suite par l'ouverture d'une mission diplomatique albanaise à Skopje en 1993 et la signature d'un traité de coopération mutuelle (Ackermann, 2000). En plus des contraintes internationales, des problèmes économiques majeurs et de son instabilité interne, l'Albanie n'aurait pu que difficilement trouver les ressources pour mettre en œuvre un éventuel projet irrédentiste. En outre, l'Albanie faisait elle-même l'objet des revendications irrédentistes voilées de la part de la Grèce. Sans être explicitement endossée mais pas non plus condamnée par le gouvernement, l'Église

orthodoxe grecque a plusieurs fois énoncé l'idée de réintégrer l'Épire du Nord (une région albanaise habitée par une minorité grecque) à la Grèce (Lukic, 2003 : 381).

De son côté, la Bulgarie a rapidement abandonné l'attitude belliqueuse qui caractérisait la politique de Belgrade et Athènes à l'égard de la Macédoine. Selon Phillips (2004 :59), le président bulgare, Jelio Jeleu s'est fortement opposé au plan serbo-grec de diviser la Macédoine, peu après son indépendance.

Toutefois, si la Bulgarie a été parmi les premiers pays à reconnaître l'indépendance de la Macédoine, elle a continué de nier l'existence de la langue et de la nation macédonienne jusqu'en 1999 quand un compromis a été trouvé. Pour des raisons historiques et symboliques, la Bulgarie considère que la langue et la nation macédoniennes sont essentiellement bulgares. À part ces aspects contentieux, les relations entre les deux pays sont bonnes et la Bulgarie a signalé qu'elle renonçait officiellement à toute prétention territoriale à l'endroit de la Macédoine (Ackermann, 2000). En effet, la reconnaissance diplomatique rapide de la Macédoine renfermait une valeur symbolique pour la Bulgarie, dans le sens d'une rupture avec ses prétentions irrédentistes passées. La récupération de la Macédoine avait en effet été l'objet d'une obsession nationaliste de plusieurs générations, commençant avec le traité de San Stefano de 1878 et finissant avec le projet d'une fédération balkanique de leaders communistes yougoslave (Tito) et bulgare (Dimitrov), abandonné en 1948 (Lukic, 2003).

L'irrédentisme est, par contre, un élément principal dans la politique étrangère à l'égard de la Macédoine dans le cas de deux autres de ses voisins, la Grèce et la Serbie. Toutefois, même dans ces deux cas, l'irrédentisme n'apparaît que de manière cachée, utilisé plus dans la rhétorique politique interne et beaucoup moins pour légitimer la position de ces États au plan international.

La Grèce semble enfermée dans le paradoxe de ses déclarations. D'une part, elle a nié le droit à l'existence d'un État macédonien indépendant, en le considérant comme une invention « artificielle » de la période yougoslave. D'autre part, elle a construit tout un discours autour de la menace que l'existence même d'un tel État poserait à l'intégrité territoriale grecque. Les incohérences d'une telle position (celle de victime et de bourreau à la fois) ont été soulignées par plusieurs auteurs. Selon Lukic (2003:386), la Grèce soutient que le nom de « République de Macédoine » exprime implicitement des revendications

territoriales à l'égard de la Macédoine grecque. Toutefois, plusieurs recherches entreprises récemment soulignent l'intention de la Grèce de déstabiliser la Macédoine, afin d'y faciliter une éventuelle campagne de la Serbie (Phillips, 2004 :55). Deux embargos, l'un imposé en février 1992 et levé en 1993 et l'autre en vigueur de février 1994 jusqu'en 1995, ont fortement ébranlé l'économie macédonienne. Ces pressions économiques, combinées avec l'instabilité causée par les tensions ethniques fomentées au sein des minorités serbe et albanaise, auraient pu provoquer l'implosion du pays à un moment où la reconnaissance internationale de l'indépendance n'était pas encore acquise. Par la suite, la Grèce et la Serbie pourraient se partager les « prises de guerre ». Plusieurs manifestations populaires en Grèce ont affiché le slogan « des frontières communes avec la Serbie » (Lukic. 2003 : 393).

Il est important toutefois de souligner que malgré sa position, qui se démarque singulièrement par rapport à celle de ses partenaires dans l'UE et l'OTAN et qui a été sévèrement condamnée par plusieurs des pays membres et par la Commission européenne (Shea, 1997 :289), l'implication de la Grèce n'a jamais dépassé le stade des pressions diplomatiques, de l'embargo économique et des exercices militaires à la frontière du nouvel État indépendant (Lukic, 2003 : 386). En effet, la Macédoine n'a jamais considéré sérieusement la possibilité d'une intervention militaire en provenance de la Grèce. Selon Michas (2002), le président macédonien Gligorov lui aurait avoué qu'il avait toujours craint une intervention de la Serbie, mais qu'il ne considérait pas la Grèce comme une menace réelle, car elle était contrainte dans ses actions par son appartenance à l'Union européenne et avant tout à l'OTAN.

La Serbie est le pays qui menace de la façon la plus directe l'intégrité territoriale de la Macédoine, en y encourageant ouvertement le projet séparatiste de la minorité serbe. Les nationalistes serbes considéraient la Macédoine comme étant la Serbie du Sud, comme elle l'a été dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (1918-1941). En 1991, l'un de vice-présidents du Parlement de la Serbie a exprimé ouvertement des prétentions irrédentistes à l'égard de la Macédoine, en demandant l'annexion de la vallée de Kumanovo à la Serbie. Lors de la rencontre entre Milosevic et le ministre des Affaires étrangères grec, Samaras, du 4 septembre 1991, Milosevic aurait présenté un plan concernant l'envoi des réfugiés serbes en Macédoine qui, alliés avec la minorité serbe, auraient dû se révolter

contre le gouvernement macédonien. Par la suite, l'Armée populaire yougoslave serait intervenue pour les protéger (Lukic, 2003 :398).

En pratique, la Serbie a utilisé le conflit serbe en Macédoine comme moyen de pression, pour s'assurer de la collaboration de la république à ses projets expansionnistes. Les prétentions irrédentistes de la Serbie prennent la forme d'une menace directe à l'intégrité territoriale de la Macédoine (soit en fomentant le séparatisme parmi la minorité serbe, soit par l'intermédiaire de pressions économiques et politiques). Dans ce cas toutefois, l'irrédentisme n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour contraindre la Macédoine à une position assujettissante par rapport aux autorités de Belgrade. La perception d'une menace en provenance de la Serbie reste néanmoins prégnante. En avril 1993, le ministre de la Défense macédonien a été démis de ses fonctions, après avoir déclaré, lors d'un voyage au Canada, qu'il n'y avait pas de menace en provenance du nord (Phillips, 2004 :60). Par conséquent, les prétentions irrédentistes de la Serbie ont revêtu, dans la première moitié des années 1990, une importance majeure pour les responsables politiques macédoniens.

#### *Le type de dyade (régime politique)*

Le dernier facteur structurel composant l'indice de diffusion concerne le type de dyade (démocratique, mixte ou autoritaire) et analyse les interactions entre les élites politiques de la Macédoine et celles des pays avoisinants. Si dans une étude quantitative, ce facteur peut facilement être mesuré en fonction des gradations disponibles dans des bases de données telle que *Polity IV* or *Freedom House*, les études de cas nous offrent la possibilité d'entreprendre une analyse plus minutieuse des différents processus politiques qui caractérisent la politique intérieure et étrangère des États. Ainsi, non seulement les différents arrangements institutionnels, mais également l'idéologie et les principes politiques des élites au pouvoir, peuvent fournir un aperçu intéressant de relations interétatiques.

Avant même son indépendance, la Macédoine a organisé ses premières élections libres en novembre et décembre 1990. C'est le Front National Macédonien, une coalition de

quatre partis nationalistes pro indépendance, qui en est sorti gagnant. À la tête de cette coalition se trouvait l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne – le Parti Démocratique pour l'Unité Nationale de la Macédoine (VMRO-DPMNE) qui occupait 37 sièges des 120 disponibles au Parlement et qui est devenu, ainsi, la force politique dominante. La deuxième force à l'Assemblée nationale (30 sièges) était constituée par les communistes réformés qui ont participé dans les élections sous le nom de l'Union Sociale Démocrate de Macédoine (SDUM), un parti qui appuyait officiellement la Fédération yougoslave au moment des élections de 1990, mais qui, par la suite, a adopté une position favorisant de plus en plus l'indépendance. Une autre force politique majeure (24 sièges) était le Parti pour la Prospérité Démocratique (PPD) dont l'électorat était principalement formé des membres de la minorité albanaise. Le reste de sièges ont été occupés par quelques petits partis politiques, tels que le Parti National Démocratique, le Parti Socialiste de Macédoine, les Forces Réformistes de Macédoine – le Parti Libéral et le Parti pour l'Émancipation Complète des Roms de Macédoine (Ackermann, 2000).

Même si le VMRO a obtenu la majorité, l'Assemblée nationale a nommé le 27 Janvier 1991 Kiro Gligorov, un ancien dirigeant communiste, comme président de la Macédoine. Lujbko Gerogievski, le chef du VMRO-DPMNE est devenu vice-président du pays et Nikola Kljusev, un professeur d'économie, a occupé le poste de premier ministre. Cet arrangement politique était censé atténuer la position d'indépendantisme agressif du VMRO, dans une situation où le pays était toujours dépendant de Belgrade et où l'on craignait une intervention serbe.

Le message ethnocentriste du VMRO-DPME était susceptible d'accentuer les fractures ethniques en Macédoine, en soulevant l'inquiétude et le mécontentement des minorités ethniques. Cette situation aurait pu dégénérer et déclencher une crise régionale grave dans le contexte de la rhétorique nationaliste qui dominait à l'époque la scène politique yougoslave.

En échange, la deuxième force politique du pays, le successeur réformé du Parti communiste, appelé dans un premier temps l'Union Sociale Démocrate de Macédoine et après les élections de 1994, l'Alliance Social Démocratique de Macédoine, avait adopté une position plus modérée. Elle a été le principal moteur derrière la mise en place d'un gouvernement d'« experts » (en mars 1991), une décision justifiée par le fait qu'aucun parti

n'avait obtenu la majorité lors des élections. Par conséquent, très peu de membres du gouvernement avaient une affiliation politique et trois parmi ceux-ci provenaient de la minorité albanaise, ce qui signalait la volonté d'inclure les minorités dans le processus décisionnel (Ackermann, 2000).

Selon Ackermann (2000), les actions d'un groupe d'intellectuels libéraux, connu sous le nom de « Jeunes Lions », ont beaucoup influencé la décision de nommer Gligorov à la tête du pays. Le choix de Gligorov s'est avéré fortuné. Surnommé le « renard des Balkans », il a recueilli tout au long de ses deux mandats, les éloges des politiciens et des analystes occidentaux pour la manière dont il a su naviguer en eaux troubles, lors des premières années d'indépendance de la jeune république. Sa plus importante contribution a été celle d'éviter, d'une part, le déclenchement des conflits ethniques violents à l'intérieur du pays et, d'autre part, une guerre avec la Serbie, au moment même où la Slovénie, la Croatie et la Bosnie commençaient l'épisode le plus sanglant de l'histoire européenne récente.

Lors des élections suivantes en 1994, la plateforme nationaliste du VMRO ne réussit plus à séduire les électeurs. La victoire de l'Alliance pour la Macédoine, une coalition formée de l'Alliance Social Démocrate de Macédoine, du Parti Socialiste de Macédoine et du Parti Libéral, a permis la mise en place, avec des représentants du PPD, d'un gouvernement modéré sous la présidence renouvelée de Kiro Gligorov (Perry, 1995). Ainsi, pendant la période la plus critique du conflit yougoslave, tout au long des années 1990, quand le potentiel de diffusion de ses conflits ethniques restait extrêmement élevé, la Macédoine a réussi à mettre en place des gouvernements qui ont adopté une ligne modérée, non seulement par rapport à la contestation interne, mais également dans les relations avec les États voisins.

Une preuve supplémentaire, toutefois, de l'habileté des élites politiques macédoniennes, sous la direction du président Gligorov, a été la période de relative stabilité dont la Macédoine a joui avant la guerre au Kosovo. À partir de 1998, une période qui coïncide avec l'arrivée au pouvoir du VMRO et d'un nouveau président à la tête de la république, ainsi qu'avec des événements importants, tels que le retrait des troupes onusiennes et le processus de contagion du conflit kosovar, l'Ouest de la Macédoine connaît une flambée de violence ethnique. Malgré cette situation aggravante, qui constitue

un milieu propice pour la propagation du conflit, la Macédoine réussit, encore une fois, à le contenir à l'intérieur de ses frontières.

Les relations de la Macédoine avec ses voisins semblent également osciller avec le changement des élites au pouvoir. Une autre spécificité du cas macédonien tient au fait que, contrairement aux prédictions de la théorie de la paix démocratique, des relations extrêmement tendues émergent avec une des démocraties les plus stables et consolidées de la région. Seule la Serbie dépasse en hostilité la politique de la Grèce à l'égard de la nouvelle république.

L'Albanie, un des pays les plus susceptibles à se retrouver au centre d'un processus de diffusion du conflit albanais-macédonien, reste généralement à l'écart de la question macédonienne. À l'exception de quelques propos enflammés de Sali Berisha le président albanais de 1992 à 1997, l'Albanie reste prisonnière de sa fragilité interne. Dans le cas de l'Albanie, on ne peut parler que superficiellement d'une dyade démocratique. Malgré la tenue des élections, les structures politiques restent vacillantes et marquées par une corruption chronique. Dernièrement, la quête de l'intégration dans l'OTAN et l'UE a contraint l'Albanie à une politique étrangère modérée, qui écarte tout projet interventionniste en faveur des minorités apparentées dans les pays voisins.

Les relations entre la Bulgarie et la Macédoine peuvent également être qualifiées de manière positive. Selon Lukic (2003), l'élection à la présidence bulgare en 1992 de l'ancien dissident Jeliou Jeleu a contribué à l'amélioration des relations entre les deux pays. La question de la langue et de la nation macédonienne reste toujours un objet de controverse entre les deux pays, mais elle ne déborde jamais du cadre des discussions au niveau diplomatique. Une déclaration mutuelle, signée en 1999 est le résultat d'un compromis qui relègue la question de la langue aux instances constitutionnelles de chaque pays (Lukic, 2003 :384). Par conséquent, le seul différent majeur qui oppose ces deux États est résolu de manière pacifique, tel que prédit dans le cas d'une dyade démocratique.

Le cas de la Grèce reste inhabituel. La Grèce continue de nourrir une hostilité constante par rapport à la République de Macédoine, tel que montré encore une fois par la récente opposition orchestrée par les Grecs à la présence d'une délégation macédonienne au récent sommet de l'OTAN à Bucarest, en avril 2008. Malgré une normalisation des relations entre les deux États en 1995, l'emprise symbolique des enjeux nationalistes,

surtout à propos du nom « Macédoine », ne diminue pas. Les relations tendues entre la Grèce et la Macédoine démontrent les limites d'une théorie basée seulement sur une analyse institutionnelle du type de régime politique. Néanmoins, tel que mentionné précédemment, malgré les effets néfastes des embargos grecs, la Macédoine n'a jamais craint une intervention plus hostile et, selon le Livre Blanc de 1995 du ministère des Affaires étrangères grec, la Grèce ne craignait pas une incursion militaire en provenance du nord, même si elle n'excluait pas son intervention militaire si des alliances plus larges dans la région menaçaient son intégrité territoriale (Shea, 1997 : 302).

Pendant la dictature de Milosevic, la Serbie demeure le voisin le plus dangereux de la Macédoine. Cela s'intègre dans la logique d'un degré d'hostilité élevé pour les dyades mixtes (autocratie-démocratie). Un changement significatif a lieu au moment de la démocratisation de la Serbie. Le rapprochement se produit surtout à cause du souci commun des deux États par rapport à leurs minorités albanaises. Selon Phillips (2004 :81), la possibilité d'une intervention de l'armée serbe en Macédoine en appui aux forces macédoniennes qui combattaient les insurgés albanais n'était pas exclue. En conséquence, si le nationalisme serbe semble connaître un regain à la suite de l'indépendance du Kosovo, l'amélioration des relations avec la Macédoine se poursuit sans entraves et constitue, ainsi, une rupture majeure avec les relations tendues de la première moitié des années 1990.

Le type de dyade constitue le dernier facteur structurel composant l'indice de diffusion. À la lumière des informations recueillies dans les sections précédentes, une estimation préliminaire du potentiel de diffusion des conflits ethniques en Macédoine pourra être établie.

#### *Évaluation du risque de diffusion du conflit des conflits serbe-macédonien et albanais-macédonien selon l'indice de diffusion*

Suivant le cadre théorique présenté au début de cette recherche, le potentiel de diffusion des conflits est le résultat de la somme pondérée des facteurs structurels présentés antérieurement. Leur valeur sera donc établie selon les informations exposées plus haut.

Dans le cas de chaque dyade, une justification abrégée des valeurs attribuées sera mentionnée.

### *Conflit serbe*

#### ▫ Dyade Macédoine- Serbie

- La Macédoine et la Serbie sont des pays contigus, donc  $D1= 1$ .
- Le groupe ethnique dans une position dominante en Serbie est apparenté à la minorité serbe de la Macédoine, donc  $D2=2$ .
- La Serbie a entrepris plusieurs interventions militaires sur le territoire macédonien et a participé à son partage lors des guerres balkaniques ; donc  $D3=1$ .
- La Serbie a émis des prétentions irrédentistes persistantes envers l'ensemble ou une partie du territoire macédonien pendant le régime de Milosevic, donc  $D4= 1$  pour la période 1991-2000. Après 2000, la Serbie renonce à toute prétention irrédentiste à l'égard de la Macédoine, donc  $D4=0$
- Jusqu'à la chute de Milosevic, la Serbie est considérée comme une autocratie, tandis que la Macédoine peut être qualifiée de démocratie pour l'ensemble de la période étudiée. Nous sommes donc en présence d'une dyade mixte entre 1991-2000,  $D5= 2$  et d'une dyade démocratique à partir de 2000,  $D5=0$ .
- Pour la période 1991-2000:  $D' = p1D1 + p2D2 + p3D3 + p4D4 + p5D5 = 11$   
=> Sur une échelle de 1 à 10,  $D = 9,2$
- À partir de 2000:  $D' = 8$  (L'indice de diffusion est calculé seulement à titre informatif pour cette période, étant donné que le conflit serbe-macédonien a été résolu en 2000)  
=> Sur une échelle de 1 à 10,  $D = 6,6$

En suivant la même méthode, voici en résumé les valeurs des variables indépendantes et le score de l'indice de diffusion pour les autres dyades analysées dans le conflit serbe-macédonien.

- Dyade Macédoine – Bulgarie : D1=1; D2= 0; D3=1; D4=0; D5=0  
D'= 4 ou sur une échelle de 1 à 10, D=3,3
- Dyade Macédoine-Albanie: D1=1; D2=0; D3=1 ; D4=0; D5=0  
D'= 4 ou sur une échelle de 1 à 10, D=3,3
- Dyade Macédoine – Grèce : D1=1; D2=0; D3=1; D4=1; D5=0  
D'= 5 ou sur une échelle de 1 à 10, D=4,2
- Dyade Macédoine – Turquie : D1=0; D2=0; D3=1; D4=0; D5=0  
D'= 1 ou sur une échelle de 1 à 10, D=0,8

#### *Conflit albanais*

- Dyade Macédoine-Serbie : D1=1 ; D2=1; D3=1 ; D4=1 (1991-2000) et D4=0 (après 2000) ; D5=2 (1991-2000) et D5=0 (après 2000)  
D'= 9 ou sur une échelle de 1 à 10, D=7,5 (1991-2000)  
D'= 7 ou sur une échelle de 1 à 10, D=5,8 (après 2000)
- Dyade Macédoine – Bulgarie : D1=1; D2= 0; D3=1; D4=0; D5=0  
D'= 4 ou sur une échelle de 1 à 10, D=3,3
- Dyade Macédoine-Albanie: D1=1; D2=2; D3=1 ; D4=0; D5=0  
D'= 8 ou sur une échelle de 1 à 10, D=6,6
- Dyade Macédoine – Grèce : D1=1; D2=0; D3=1; D4=1; D5=0  
D'= 5 ou sur une échelle de 1 à 10, D=4,2

- Dyade Macédoine – Turquie : D1=0; D2=0; D3=1; D4=0; D5=0  
D'= 1 ou sur une échelle de 1 à 10, D=0,8

En conclusion, nous remarquons un score de diffusion élevé pour la dyade Serbie-Macédoine (9,2/10) dans le cas du conflit opposant la minorité serbe à la majorité macédonienne, pendant la période 1991-2000. Par la suite, dans le conflit albanais, les scores signalent un potentiel de diffusion élevé pour la dyade Macédoine-Serbie (7,5) entre 1991-2000 et modéré pour la dyade Macédoine-Albanie (6,6). Ces mesures quantitatives reflètent, dans une certaine mesure, les prédictions des élites intellectuelles et politiques occidentales, concernant la possibilité de débordement des conflits ethniques macédoniens dans les années 1990. Si un processus de diffusion proprement dit n'a pas lieu en Macédoine, le niveau de menace perçue est correctement anticipé par les valeurs de l'indice. Des circonstances spécifiques, qui n'ont pas pu être intégrés dans un modèle d'analyse tout aussi général, expliquent par exemple le fait que, malgré un score de diffusion intermédiaire, l'Albanie pose peu de menaces à la Macédoine : sa faiblesse interne lui enlève une grande partie de sa marge de manoeuvre dans sa politique étrangère. Le score élevé, qui apparaît dans le cas du conflit albanais pour la dyade Serbie-Macédoine, peut se confirmer de façon empirique dans les opinions des élites macédoniennes qui, en 1999, accusent le gouvernement de Milosevic d'une nouvelle tentative de déstabilisation du pays, comme conséquence de l'expulsion massive de réfugiés albanais en provenance du Kosovo (Gligorov et Georgievski cités dans Ackermann, 2000 : 178).

Le cas de la Grèce démontre, encore une fois, la particularité de sa politique à l'égard de la Macédoine. Adoptant une position isolée par rapport à ses partenaires dans l'UE et dans l'OTAN, la Grèce continue de faire usage de son influence pour entraver la plupart des initiatives internationales de la Macédoine. Ainsi, malgré un score de diffusion peu élevé, la Grèce a influencé de manière négative la stabilité interne de la Macédoine, par la mise en place des embargos dans la première moitié des années 1990. Toutefois, une intervention militaire de la Grèce n'a jamais été considérée sérieusement par les autorités macédoniennes.

Si l'indice de diffusion réussit, dans une certaine mesure, à illustrer les scénarios anticipés par les analystes et les décideurs politiques, il ne confirme pas la réalité sur le terrain, notamment l'absence d'un processus de diffusion, malgré le score élevé qui prédisait une implication de la Serbie. Le cas de la Macédoine a été spécifiquement choisi pour mettre à l'épreuve les limites explicatives du modèle quantitatif.

En conséquence, deux autres variables contextuelles, qui dans certains cas peuvent altérer de manière significative le potentiel de diffusion d'un conflit ethnique, seront analysées dans les sections suivantes.

## La variable contextuelle : intervention préventive des tierces parties

L'objectif principal de cette section est de découvrir comment l'intervention des tierces parties a influencé le déroulement et la résolution des conflits ethniques en Macédoine, ainsi que la diminution du risque de diffusion de ces conflits. La Macédoine est le pays où, pour la première fois, une force préventive de l'ONU a été déployée. Il faut, toutefois, préciser que ce type d'intervention reste peu fréquent dans l'univers des mandats onusiens. La Macédoine demeure, malgré tout, un exemple illustrant comment des pays qui semblent prédestinés à subir des confrontations ethniques violentes peuvent, néanmoins, éviter l'escalade et la diffusion de ce type de conflits, sinon leur déclenchement.

En décembre 1991, quelques mois avant le début de la guerre en Bosnie-Herzégovine, le président bosniaque Alija Izetbegovic a demandé que des troupes de maintien de la paix onusiennes soient déployées dans son pays de manière préventive. Sa requête a été refusée par les Nations Unies en raison du fait qu'il n'existait pas une pratique établie concernant l'envoi des troupes dans un pays avant le déclenchement des hostilités. Les États-Unis se sont ralliés à l'époque à cette position (Ackermann, 2000).

Même si en théorie l'ONU a toujours eu comme objectif primordial la prévention des conflits, en pratique son intervention a été, dans la plupart des cas, réactive. Pendant la guerre froide, les forces de maintien de la paix ont été déployées seulement après le déclenchement, ou dans beaucoup de cas, après l'arrêt des hostilités. Les antagonismes idéologiques et le besoin d'éviter une confrontation entre les deux superpuissances ont, en

grande partie, influencé cette approche réactive adoptée par l'ONU face aux conflits violents. En outre, la plupart des instruments de prévention mis en place au plan international, comme la dissuasion et le contrôle des armements, ont été destinés à prévenir des conflits interétatiques et ne répondaient que marginalement aux défis posés par la violence intercommunautaire (Ackermann, 2000).

Après la fin de la guerre froide, le secrétaire général des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali (1992) met en place un programme de réforme des missions onusiennes, afin de trouver des solutions mieux adaptées aux nouveaux défis de l'environnement international. Ainsi, un des axes centraux de cette nouvelle stratégie était la diplomatie préventive, définie comme étant l'action de prévenir l'escalade des disputes vers des confrontations armées et de les empêcher de se diffuser dans d'autres pays ou régions. Selon Boutros-Ghali, la diplomatie préventive doit avoir trois objectifs : la prévention, la non escalade, et l'endiguement du conflit. Les mesures énoncées pour répondre à cet objectif seraient : la mise en place des instruments assurant le renforcement de la confiance entre les parties (par exemple, l'établissement des centres régionaux et sous-régionaux dont la tâche principale serait de réduire les risques générés par l'incertitude), l'envoi régulier de hauts représentants de l'ONU et d'autres organisations régionales afin d'évaluer la situation sur le terrain, le renforcement de mécanismes de veille assurant le monitoring de la situation politique, le déploiement préventif et la création des zones démilitarisées.

#### *Le type d'intervenant*

La Macédoine a eu la chance de bénéficier de l'implication d'une pléiade d'intervenants, dès les premières phases de ses conflits ethniques. La première tierce partie qui s'y implique est le *Groupe de travail sur les minorités ethniques et nationales* qui est une organisation ad-hoc créée dans la cadre de la *Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie*. Le *Groupe de travail* s'est activement engagé dans la médiation des demandes d'autonomie territoriale, émises par la minorité albanaise. Il a réussi à obtenir des compromis de la part des deux parties : les Albanais ont accepté de renoncer à leur quête d'autonomie territoriale, en échange des promesses du gouvernement macédonien d'augmenter le nombre d'écoles enseignant en albanais et d'un appui aux émissions de

radio et télévision en albanais et autre langues minoritaires. Des négociations ont, également, été entreprises avec les leaders de la communauté serbe qui ont pu être convaincus d'abandonner le projet d'une république indépendante sur le territoire de la Macédoine, en échange de la reconnaissance de leur statut constitutionnel de minorité nationale (Ackermann, 1996 :415). Ainsi, une grande partie du danger posé par l'agitation serbe en Macédoine a été anéantie par l'intervention du *Groupe de travail*, qui a négocié ce compromis entre le président Gligorov et le gouvernement serbe (Ackermann, 2000).

Si le *Groupe de travail* manquait de moyens de pression et d'incitation comparativement à d'autres organisations plus puissantes et mieux établies, son grand avantage est celui d'être perçu comme un intervenant neutre/impartial et de ce fait, il a réussi à gagner la confiance de chaque partie conflictuelle. Sa crédibilité, toutefois, aurait sans doute souffert sans l'appui d'autres organisations qui lui ont apporté leur collaboration, tels le déploiement préventif des forces de l'OTAN et la mission de monitoring de l'OSCE.

Les tâches de l'OSCE concernaient spécifiquement le potentiel de débordement des conflits serbe et albanais : le mandat était explicitement celui de prévenir l'escalade et la diffusion des tensions ethniques. Deux volets principaux constituent la base des activités de l'OSCE en Macédoine; premièrement, l'identification des menaces internes et externes à la stabilité du pays et deuxièmement, la médiation des situations explosives pouvant dégénérer en escalade ou diffusion du conflit. Encore un fois, il est important de souligner l'impact de la présence concomitante de plusieurs acteurs internationaux, qui agissent dans le but commun de prévenir une aggravation des conflits. La présence des forces armées, sous l'égide de l'ONU, a renforcé la crédibilité des démarches diplomatiques.

Les Nations Unies déploient ici, pour la première fois, une mission destinée à prévenir la diffusion d'un conflit ethnique. Après la résolution no. 795 du Conseil de sécurité du 11 novembre 1992, les premiers casques bleus arrivent en Macédoine le 6 janvier 1993, dans le cadre de la *Force de déploiement préventif des Nations Unies* (FORDEPRENU). Dès les premiers stades de son intervention, les efforts de l'ONU se sont dirigés principalement vers la prévention d'une implication de la Serbie. Ainsi une des tâches majeures des troupes de l'ONU était de surveiller la frontière entre la Macédoine et la Serbie. Les multiples incidents susceptibles de mener à l'escalade du conflit, avant la

signature du traité entre les deux pays en 1996, ont démontré le bien-fondé de cette entreprise.

Bien que le mandat de l'ONU se limitait à observer, rapporter et déployer des troupes de manière préventive et n'incluait pas la défense du territoire macédonien en cas d'une attaque serbe, les Macédoniens regardaient la présence de l'ONU comme une garantie qui compensait leur manque de capacités de défense (Ackermann, 2000). Cela a sans doute diminué le niveau de menace ressenti par la majorité slave macédonienne, par rapport aux tentatives de déstabilisation en provenance, à la fois, de l'intérieur et de l'extérieur du pays. Indirectement, un environnement plus propice à la négociation et au compromis a remplacé le jeu à somme nulle qui avait caractérisé les interactions des protagonistes au début des conflits.

Dès juillet 1993, les États-Unis prennent également part à la FORDEPRENU (Ackermann, 1993). La présence des troupes américaines a envoyé un signal sans équivoque aux États voisins, qui auraient pu autrement s'ériger en défenseurs des intérêts des groupes ethniques apparentés. Désormais, le règlement des conflits macédoniens était pris en charge par les tierces parties présentes au pays et aucune autre intervention externe, surtout de nature militaire, ne serait acceptée. La participation des États-Unis revêt également une signification singulière, en raison du fait qu'ils choisissent la Macédoine comme le lieu de leur première participation à une mission de paix de l'ONU. Symboliquement, la participation des États-Unis était destinée à faire passer un message ferme aux élites nationaliste serbes, tout comme à d'éventuels entrepreneurs ethniques aventureux en Albanie et en Grèce.

La simple présence de soldats d'une grande puissance ne garantit pas cependant la stabilisation et, éventuellement, la résolution d'un conflit. Les débâcles de la Somalie et d'Haïti démontrent les limites d'une logique axée seulement sur la manifestation symbolique de l'intérêt d'une grande puissance. Toutefois, en Macédoine, l'implication des États-Unis a joué un rôle fondamental. Elle confirme, ainsi, l'hypothèse selon laquelle l'intervention concertée des organisations internationales et d'au moins une grande puissance diminue le risque de diffusion d'un conflit ethnique. Cette observation de portée générale doit être nuancée par d'autres circonstances qui contribuent au succès de l'intervention et qui sont présentés dans les sections suivantes.

### *Le moment de l'intervention*

Premier cas d'intervention préventive dans une crise interne d'un État, la Macédoine a cristallisé sur le plan théorique et pratique le concept de diplomatie préventive, défini par Alice Ackermann (1996) comme étant la mise en oeuvre délibérée de mesures préventives par des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux au stade initial du conflit, au moment où la violence ne s'est pas encore généralisée à l'ensemble du pays ou de la région.

L'intervention en Macédoine a dû répondre à des défis particuliers, car le conflit qui menaçait d'éclater combinait à la fois des dimensions internes et externes. Des signes de radicalisation étaient en train d'émerger aussi bien parmi les Serbes que parmi les Albanais macédoniens qui ont organisé chacun des référendums, les premiers pour l'indépendance, les deuxièmes pour l'autonomie territoriale.

Même si, à cette époque, la violence d'origine ethnique n'était pas un phénomène généralisé en Macédoine, à partir du moment où en novembre 1992, le président macédonien Gligorov a déposé auprès du Secrétaire général de l'ONU une demande formelle pour l'envoi d'une mission préventive, seulement deux mois se sont écoulés avant l'arrivée des premiers casques bleus sur le terrain. Ils ont été déployés le long des frontières de la Macédoine avec la Serbie et l'Albanie, dans un effort explicite de désamorcer la diffusion du conflit par l'implication de ces deux États.

Pourquoi une telle mission préventive a-t-elle pu être envoyée en Macédoine, mais non en Bosnie, même si Izetbegovic avait fait une demande semblable avant le déclenchement de la guerre? La raison la plus évidente découle du processus d'apprentissage entamé après la débâcle extrêmement violente du conflit bosniaque. Moins évidente, mais tout aussi importante, est l'influence des opinions largement répandues parmi les analystes occidentaux, déjà évoquées au début de cette étude de cas, qui transposaient les scénarios catastrophes des guerres balkaniques et des deux guerres mondiales à la situation actuelle de la Macédoine. Ironiquement, le poids de l'histoire, si souvent cité comme une des causes principales des guerres yougoslaves et souvent utilisé par la propagande nationaliste pour inciter à la violence, semble avoir conduit à la modération et à la prudence dans le cas de la Macédoine.

Le fait d'avoir prévenu la généralisation des confrontations interethniques a également servi d'inhibiteur à une éventuelle diffusion des conflits macédoniens. En l'absence de preuves tangibles de la répression de leur groupe ethnique apparenté par les autorités macédoniennes, et malgré une stabilité fragile de l'État garantie néanmoins par la présence internationale, peu d'opportunités se présentaient pour mobiliser les masses en faveur d'une intervention.

En conséquence, les années 1990, qui signifièrent le chaos et la violence pour la majorité des républiques ex-yougoslaves, n'eurent pas le même impact sur le sort de la Macédoine. Tel que mentionné précédemment, les tierces parties sont arrivées en Macédoine assez tôt pour prévenir la spirale des tensions ethniques.

À la suite du veto de la Chine au Conseil de sécurité, FORDEPRENU prend fin le 1<sup>er</sup> mars 1999. Prise en étau par ses problèmes économiques, la Macédoine commet une erreur stratégique majeure en reconnaissant Taïwan, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, en échange de promesses d'investissement (Phillips, 2004 : 61). Ce geste peut également s'expliquer par un sentiment de sympathie issu de ses propres efforts pour la reconnaissance internationale dans la première moitié des années 1990, mais peut être par le fait surtout que Taïwan avait accepté de reconnaître la Macédoine sous son nom constitutionnel. En revanche, elle s'est privée, ainsi, de la présence des forces onusiennes, qui avaient fait leurs preuves en garantissant la stabilité du pays à un des moments des plus dangereux de son histoire, quand le risque de contagion du conflit au Kosovo était à son apogée.

En 2001, des violences ethniques graves éclatent entre la minorité albanaise et les autorités macédoniennes. Les Albanais déplorent le manque de progrès dans l'amélioration de leur statut en Macédoine pendant les dix dernières années et le fait qu'ils ne bénéficiaient toujours pas d'un statut d'égalité avec la majorité slave, dans les institutions du nouvel État indépendant (Phillips, 2004 :88). De manière évidente, l'escalade de la violence est également alimentée par la contagion du conflit au Kosovo et par l'environnement international, que les leaders albanais en Macédoine perçoivent comme étant favorable à leur cause. Cela a élevé le niveau de menace ressenti par les Macédoniens salves qui commencent à être suspicieux à l'égard de l'OTAN elle-même, au moment où celle-ci ne réussit pas à enrayer le débordement des activités des guérillas albanaises du Kosovo vers la Macédoine (Phillips, 2004).

L'escalade incontrôlable du conflit devient une réalité au moment où l'armée macédonienne entreprend une offensive soutenue contre les rebelles albanais, concentrés dans la région de Tetovo, à la fin de mars 2001. Encore une fois, la crainte de diffusion du conflit provoque une intervention préventive des acteurs internationaux. La situation est bien résumée par les propos du Lord Ashdown (le Haut représentant pour la Bosnie-Herzégovine) : « le coût [de cette intervention] sera beaucoup moindre que le coût de la guerre civile, avec un potentiel de dégénérer en un conflit régional impliquant deux pays de l'OTAN, la Grèce et la Turquie, de côtés opposées » (cité dans Phillips, 2004 :104).

Deux jours après le début de l'offensive militaire macédonienne, Lord Robertson, Secrétaire général de l'OTAN et Javier Solana, le Haut représentant de l'UE pour la Politique étrangère sont présents à Skopje. Il est pertinent de conclure, qu'encore une fois, cette intervention, aux stades initiaux de l'escalade violente du conflit, a contenu non seulement la spirale de la violence mais également l'éclosion possible d'une conflagration régionale, par une éventuelle implication du Kosovo, de la Serbie, de l'Albanie et éventuellement de la Grèce et de la Turquie.

Un accord de paix est signé par les deux parties à Ohrid, le 8 août 2001, à la suite de la médiation de l'UE. Il contient un compromis sur les enjeux principaux du conflit : l'usage de l'albanais dans des situations spécifiques, ainsi qu'une meilleure représentation des Albanais dans les forces policières. L'accord ouvre également la voie pour le déploiement des troupes de l'OTAN qui lors de « Operation Harvest » (Récolte Essentielle) désarment une partie des guérillas albanaises impliquées dans le conflit (toutefois, dans une mesure moindre que les estimations des stocks d'armement) (Lukic, 2003).

Ainsi, la troisième hypothèse, qui postule qu'une intervention aux stades initiaux d'un conflit démontrant un haut potentiel de diffusion a plus de chances d'arrêter un tel processus qu'une intervention au moment où le conflit entre dans une phase « d'impasse mutuellement désavantageuse », est confirmée dans le cas des conflits serbe et albanais du début des années 1990. Sa validité est moins claire pour le conflit albanais de 2001. En 2001, des confrontations violentes ont eu lieu avant que les tierces parties puissent agir et on peut considérer que l'accord d'Ohrid a été signé parce que les Albanais avaient capturé la ville d'Aracinovo, d'où ils auraient pu menacer des points vitaux à Skopje (son seul aéroport international et la seule raffinerie de pétrole du pays) (Phillips, 2004). L'armée

macédonienne, en dépit de l'aide militaire reçue de différents pays (l'Ukraine, la Russie, la Bulgarie, la Serbie), ne réussit pas à mettre un terme à la rébellion albanaise et commence à attaquer les civils dans une campagne qualifiée par *Human Rights Watch* et *Amnesty International* de nettoyage ethnique (Lukic, 2003 : 418).

Il reste problématique, toutefois, de qualifier ce type de situation d'« impasse mutuellement désavantageuse » parce que les deux parties avaient encore des ressources pour continuer le combat et la possibilité de chercher, ainsi, un règlement du conflit par la force. L'intervention opportune de l'OTAN et de l'UE met fin à une confrontation violente qui n'avait pas, à l'époque, épuisé son potentiel d'escalade ou de diffusion.

#### *Le consentement des parties belligérantes*

Selon Alice Ackermann (2000) pour qu'une intervention préventive réussisse, un ensemble de facteurs – une action multidimensionnelle, des décideurs politiques modérés, l'appui de pays puissants et la promptitude des mesures entreprises – doivent être présents. D'autres facteurs complémentaires pourraient améliorer les chances de succès, tels que la volonté des acteurs internes d'accepter de s'abstenir d'utiliser un agenda nationaliste, l'absence de traumatismes historiques (génocide, expulsion massive de la population), un niveau bas de violence interne (plutôt sporadique que généralisée) et une attitude modérée des pays voisins. Un aspect important, qui a eu comme conséquence de rendre les conflits ethniques macédoniens plus réceptifs aux pressions et incitations exercées par les tierces parties, a été la volonté des élites politiques à accepter un tel type d'intervention.

Le choix du président Gligorov à la tête du pays en 1991 a eu un impact déterminant. Non seulement, il a formulé lui-même une demande pour la présence des troupes de l'ONU dans son pays, mais il a entretenu des liens étroits avec l'ambassadeur des États-Unis, Walter Zimmermann, en s'assurant d'une visibilité accrue auprès des décideurs américains. Cette attitude est singulière dans l'univers des interventions onusiennes après la fin de la guerre froide. Dans la plupart des cas, les gouvernements s'opposent à la présence des troupes étrangères sur leurs territoires quand ils sont confrontés à une contestation interne soutenue, en gardant avec jalousie leur pleine compétence sur le règlement du conflit par la force ou autrement. La présence de soldats

américains, en particulier, semble être honnie à cause de soupçons d'influence et domination qu'une grande puissance peut exercer sur un État plus faible.

La politique du président Gligorov suit un équilibre fragile entre les menaces d'ordre interne et externe qui pèsent sur la Macédoine. Au moment de la proclamation de l'indépendance, Gligorov a réussi à éviter une crise imminente avec la Serbie en favorisant une politique d'accommodation et de partage de pouvoir avec les principaux groupes ethniques contestataires, les Serbes et les Albanais. Il a appelé une force préventive de l'ONU, deux mois après l'indépendance de la Macédoine en sachant que d'autres concessions par rapport aux revendications serbes et albanaises devraient être acceptées. Tout cela s'est fait malgré une opposition interne acharnée de la part de la première force politique du pays, le VMRO-DPMNE, dont le programme politique reproduisait la rhétorique ethnocentrique qui prédominait dans les Balkans à l'époque. Néanmoins, pour Gligorov, une éventuelle diffusion des conflits ethniques macédoniens par l'implication des pays voisins qui ne cachaient pas leur hostilité à l'égard de son pays, (la Serbie en particulier) a pris le dessus.

La Macédoine se trouvait dans une situation extrêmement volatile, étant donné que l'Armée yougoslave était toujours stationnée sur son territoire, que le conflit en Croatie avait escaladé et que les Albanais étaient en train de préparer leur propre référendum sur l'autonomie territoriale. Le danger ne venait donc pas seulement du côté de la Serbie, mais aussi d'une éventuelle manœuvre de sécession de la minorité albanaise. La Macédoine faisant donc face, non seulement, à un danger de diffusion, par une intervention de la Serbie, mais également à la contagion du conflit en Croatie, les Albanais pouvant décider d'emprunter le modèle des Serbes de Krajina qui avaient proclamé la sécession suite à un référendum.

D'autre part, des élites politiques modérées ont émergé au sein de la minorité albanaise. Leurs représentants ont participé au gouvernement d'experts de 1991 et à celui issu des élections de 1994 (Ackermann, 1996). Dans les années 1990, bien que les Albanais vont souvent exprimer leur mécontentement par rapport aux politiques et aux pratiques de discrimination des autorités macédoniennes, une majorité d'entre eux n'appuient pas une stratégie violente pour résoudre leurs griefs. Cette situation semble changer avec la radicalisation du conflit en 2001, quand l'opinion publique albanaise en Macédoine et au

Kosovo appuie massivement le combat armé de l'UÇK (M) (l'Armée de libération nationale, Macédoine). Cela semble se refléter, également, sur les élites politiques qui doivent se positionner par rapport à l'insurrection. Toutefois, même les éléments les plus radicaux, comme Ali Ahmeti, chef militaire de l'UÇK (M), décident, après la signature de l'accord d'Ohrid, d'abandonner les armes et de joindre le processus politique (Lukic, 2003). La présence des tierces parties semble avoir eu un poids extrêmement important dans cette décision. Ali Ahmeti exprime à l'époque sa confiance dans la capacité des tierces parties à garantir l'application de l'accord d'Ohrid par le gouvernement macédonien : « Ils ne vont pas nous trahir, plus maintenant quand nous avons l'OTAN, les États-Unis et l'Union Européenne » (Ali Ahmet, cité dans Phillips, 2004 :146).

En conclusion, le consentement des élites politiques des groupes en conflit et leur confiance dans l'habileté des tierces parties à assurer la médiation du conflit en diminue le risque de diffusion. Les groupes contestataires ne chercheront pas d'alliés externes, afin de faire avancer leur cause par la force, et les potentiels acteurs externes auront moins de justifications de s'impliquer dans le conflit si aucune des parties ne soutient leur intervention.

#### *Les instruments de dissuasion*

Finalement, l'intervention des tierces parties en Macédoine a bénéficié de la plupart des éléments nécessaires à une bonne stratégie de dissuasion. Même si le contingent initial des troupes que l'ONU a envoyé en Macédoine lors de sa première mission préventive ne comptait pas plus que 1000 soldats en provenance des pays scandinaves et des États-Unis, il s'est avéré un outil de dissuasion extrêmement efficace. Cette action a signalé la volonté des acteurs internationaux majeurs de prendre une position ferme par rapport à une éventuelle exploitation des tensions ethniques en Macédoine, par des États voisins hostiles. Tel que mentionné précédemment, l'inclusion des troupes américaines, en particulier, a donné un signal très clair à Belgrade quant à l'engagement des États-Unis dans la prévention de la diffusion des conflits ethniques à l'extérieur de la Macédoine (Ackermann, 2000).

Les actions immédiates, au moment où une flambée des confrontations ethniques menaçait de se transformer en conflit généralisé, ont été accompagnées par des déclarations

fermes au plus haut niveau des échelons de pouvoir, comme la déclaration du Président Clinton en 1994 qui exprimait son appui à la mission en Macédoine comme faisant « partie d'un engagement durable envers le règlement de la situation extrêmement difficile en ex-Yougoslavie » (Bill Clinton, cité dans Ackermann, 2000 :117).

Il faut également souligner la fermeté des forces de l'ONU quand il a fallu protéger l'intégrité territoriale de la Macédoine face aux tentatives de déstabilisation orchestrées par la Serbie pendant l'été de 1994, lorsque des soldats de l'Armée yougoslave prirent position à la frontière serbo-macédonienne (Ackermann, 2000).

Au moment du déclenchement des confrontations armées en 2001, l'arrivée à Skopje des hauts représentants de l'Union européenne et de l'OTAN, avec le mandat explicite d'arrêter l'escalade et la diffusion du conflit, ainsi que l'envoi des troupes de l'OTAN, après la signature de l'accord d'Ohrid, démontrent encore une fois l'effort des tierces partie pour renforcer de manière explicite leur crédibilité et leur capacité de dissuasion.

Si l'intervention des tierces parties constitue un élément explicatif important dans l'inhibition du risque de diffusion des conflits macédoniens, la toile de fond, sur laquelle le conflit se déroule, est conditionnée par les perceptions que les groupes antagonistes ont l'un de l'autre et les interprétations qu'ils attribuent aux actions de leurs adversaires. Dans le cas de la Macédoine, l'ensemble des symboles rattachés à son passé historique et leur résonance par rapport aux événements récents semblent revêtir une importance particulière.

## Les facteurs socio psychologiques : histoire et modernité

La Macédoine a finalement cessé d'être fragmentée seulement en 1944, quand elle a été créée et reconnue comme une république à part entière dans le cadre de la fédération yougoslave. La jeune république a pu, ainsi, affirmer une identité et une langue distincte. Tito, qui est considéré comme le promoteur d'une Macédoine indépendante, essayait ainsi de miner les revendications territoriales de la Bulgarie, mais aussi de contrecarrer les ambitions de la Serbie (Ackermann, 2000).

*Les traumatismes historiques : la peur d'assimilation*

La population de la Macédoine a longtemps subi les tentatives d'assimilation de la part des puissances qui ont occupé son territoire. Que ce soit par l'intermédiaire de l'enseignement ou de la religion, les Slaves macédoniens ont été à la fois courtisés et forcés à s'intégrer dans les cultures dominantes des pays qui les ont conquis. Déjà pendant la période ottomane, l'agitation nationaliste bulgare, grecque, serbe et roumaine se propage à la Macédoine, chacun de ces pays nouvellement indépendants essayant d'étendre son influence sur une population qui semblait toujours ambiguë et incertaine face à son identité. Le fait que les Macédoniens aient développé leur identité relativement tard par rapport à leur voisins, qui ont essayé de les assimiler tout à tour, a eu comme conséquence la contestation de leurs symboles nationaux, historiques et culturels de la part d'autres groupes qui les revendiquaient comme les leurs.

Aujourd'hui l'identité des Macédoniens reste toujours l'objet de controverses. La Bulgarie ne peut concevoir les Macédoniens comme étant autre chose que des Bulgares et la Grèce n'admet pas que le nom « macédonien » soit appliqué à une population slavophone. La Serbie avait aussi qualifié à un certain point la Macédoine de « nation artificielle » (Ackermann. 1996).

De ce point de vue, l'identité macédonienne reste prisonnière de la définition que les autres lui appliquent. En d'autres mots, après l'indépendance de leur État, les Macédoniens se sont vu confrontés à des positions qui leur affirmaient tout simplement qu'ils n'étaient pas ce qu'ils prétendaient être.

Le fait que la plupart de ces déclarations s'inscrivaient dans une rhétorique fréquente, à une époque où l'ethnocentrisme semblait figurer sur l'agenda politique d'une grande partie des élites politiques dans les Balkans, n'éliminait pas la menace réelle qu'elles engendraient par rapport à la survie de la Macédoine comme État indépendant. L'hostilité de la Grèce, fondée entièrement sur la question du nom et des symboles utilisés par la Macédoine, a eu des conséquences importantes. La Grèce semblait prête à bloquer indéfiniment l'accès de la Macédoine aux forums internationaux, tout en prêtant une oreille attentive aux plans de Milosevic de partager ce pays (Michas, 2002).

La raison pour laquelle la Grèce se sentait si menacée par un État fragile et sous-développé, sans armée, ni alliés, ne peut pas être expliquée sans faire appel à des facteurs

socio-psychologiques. Le traumatisme historique provoqué par la guerre civile grecque, un épisode marqué par les efforts de Tito de contrôler une partie du territoire grec en employant des guérillas communistes d'origine slave, a alimenté sans doute, la crainte que la Grèce ressentait par rapport à la Macédoine (Michas, 2002 :41). Toutefois, la perception de la menace aurait dû être beaucoup plus atténuée en raison de la supériorité militaire et économique écrasante de la Grèce par rapport à la Macédoine. Le fait qu'un pays, pratiquement sans armée et presque entièrement dépendant de l'aide étrangère, puisse initier une campagne irrédentiste contre un membre de l'OTAN et de l'Union Européenne a soulevé la perplexité de la plupart des analystes et décideurs politiques non grecs.

Même s'il n'y a jamais eu une menace de guerre imminente, la politique étrangère de la Grèce envers la nouvelle République de Macédoine visait la déstabilisation politique et économique de cette dernière. Dans le cas de la Grèce, le poids des facteurs identitaires semble beaucoup plus important que celui des conditions structurelles, qui façonnent les relations entre ces deux pays. On peut conclure que les contentieux entre la Grèce et la Macédoine concernent, de façon démesurée, des enjeux purement symboliques.

Pour la Grèce, l'adoption du nom de Macédoine, le même que celui de sa province au nord du pays, l'emploi de l'étoile de Vergina (un symbole utilisée par Alexandre le Grand) sur le drapeau macédonien et l'utilisation de ce que les Grecs prétendaient être la Tour Blanche de Salonique sur les monnaies macédoniennes sont devenus des objets de discorde. La Grèce a perçu ces gestes comme étant une expression des ambitions expansionnistes de la nouvelle république.

En outre, l'article 49 de la Constitution macédonienne de 1991 statuait que la République était concernée par la situation et les droits des populations macédoniennes vivant dans les pays voisins. Le gouvernement grec a interprété cette disposition comme encourageant les ambitions territoriales envers la province grecque, qui abrite une minorité slave macédonienne qui n'est pas reconnue, malgré le fait qu'un article semblable existe dans la Constitution grecque (l'article 108 de la Constitution grecque stipule que la Grèce s'engage à appuyer les Grecs vivant à l'extérieur de la Grèce) (Shea, 1997 :297).

En réponse, le gouvernement macédonien a adopté, en janvier 1992, deux amendements à la Constitution, par lesquels la Macédoine renonçait à toute prétention territoriale contre les États voisins, en statuant que ses frontières ne pouvaient être changées que

conformément à la Constitution et aux normes internationales acceptées et qu'elle n'interviendrait pas dans les droits souverains d'autres pays et dans leur affaires intérieures. Malgré ces signes de flexibilité de la part des autorités macédoniennes, la Grèce continue de pratiquer une politique d'obstruction à l'égard de la Macédoine.

Les tactiques adoptées par le gouvernement grec concernaient d'une part la non-reconnaissance de la nouvelle république aussi longtemps qu'elle ne renoncerait pas au nom de Macédoine et d'autre part, l'opposition ouverte face à toutes les tentatives de la Macédoine d'accéder à des structures régionales et internationales, dont la Grèce était membre.

Dans ces conditions il n'est pas étonnant de voir, au moment de la décomposition de la fédération yougoslave, surgir un besoin de protéger et renforcer une identité qui, menacée déjà dans le passé, se heurtait de nouveau à une contestation en provenance à la fois des milieux internes et externes.

Déjà au sein de la Yougoslavie, dans le contexte le plus propice jusqu'alors pour le développement et le renforcement de leur identité nationale, les Macédoniens se sont heurtés au besoin des autres minorités de la République de protéger et d'affirmer leur propre identité ethnique et culturelle. Plus on accentuait la spécificité et les traits distincts de la nation macédonienne, plus les autres groupes ethniques éprouvaient le besoin d'accentuer leur identité. De ce point de vue, la cristallisation, relativement récente, de l'identité nationale macédonienne renfermait un risque accru de provoquer des réactions antagonistes de la part des autres groupes ethniques et diminuait les chances de bâtir une société intégrée et multiethnique. Les changements constitutionnels datant du début des années 1990 reflètent le désir des Macédoniens slaves d'ancrer fermement leur identité au nouvel État indépendant, afin d'éviter une répétition du passé où ils ont dû souvent s'assimiler à des nations plus fortes pour préserver leur existence (tour à tour la Bulgarie, la Grèce et la Serbie).

Dans le contexte de ces défis, à la fois internes et externes, et dans l'environnement trouble qui régnait dans les Balkans au début des années 1990, la Macédoine devait agir afin de prévenir la levée du nationalisme extrémiste serbe, qui renfermait un haut potentiel de diffusion du conflit par l'implication de la Serbie. On devait également répondre à la

radicalisation des revendications d'une partie de la minorité albanaise, qui se sentait menacée par l'affirmation de plus en plus agressive de l'identité des Slaves macédoniens provoquée à son tour, dans une certaine mesure, par les contestations venant de l'extérieur du pays. Les conséquences de ce cercle vicieux, qui aggravait la spirale d'insécurité de tous les groupes ethniques de Macédoine et qui menaçait de provoquer des confrontations violentes à la fois à l'échelle nationale et régionale, ont pu quand même être atténuées par un ensemble de mesures qui visaient, entre autres, l'utilisation moins menaçante du symbolisme ethno national.

La préservation de l'identité nationale représente pour les Macédoniens une valeur symbolique énorme, qui s'explique en partie par la lutte d'affirmation nationale commencée à l'époque ottomane et qui se poursuit aujourd'hui. Cela explique aussi pourquoi la plupart des Macédoniens ont regardé avec horreur la tentative des intervenants internationaux de transformer la Macédoine, lors de l'accord d'Ohrid, en un État civique, ce qui équivalait pour eux à une remise en question de leur nation. Leur résistance farouche à ce projet reste, dans une large mesure, incompréhensible pour les élites occidentales. À la suite des demandes répétées d'une grande partie de la classe politique macédonienne, la mention de la notion de « peuple macédonien » a été réintroduite dans le préambule de la Constitution de 2001 (Lukic, 2003 :422).

### *La force des stéréotypes*

Les Albanais et les Macédoniens ont des identités culturelles, religieuses et sociales distinctes et, souvent, très peu d'interactions existent entre les deux groupes. Si la plupart des Albanais de Macédoine parlent aussi macédonien, la grande majorité des Macédoniens ne parle pas un mot d'albanais.

Un nombre de stéréotypes et de fausses perceptions renforcent l'écart que les Macédoniens et les Albanais ressentent les uns par rapport aux autres. Par exemple, un stéréotype des plus répandus concerne le taux de natalité des Albanais ainsi que le danger provenant des immigrants albanais de Kosovo, qui sont considérés comme des « fauteurs de troubles » (Ackermann, 2000). Toute augmentation du nombre de la population

albanaise, réelle ou imaginaire, entraîne pour les Macédoniens la crainte d'une déstabilisation de l'équilibre ethnique en faveur des Albanais, ce qui pourrait éventuellement permettre à ceux-ci de dominer le pouvoir politique au pays. L'importance des paramètres démographiques dans le conflit est aussi illustrée par la contestation du recensement (surveillé par des instances internationales) de 1994 de la part d'une partie de la population albanaise. Un pourcentage démographique plus élevé constitue une stratégie cruciale dans la lutte des Albanais pour leur reconnaissance comme peuple constitutif.

Également, les Macédoniens conservent dans leur mémoire collective le souvenir du « non-engagement » des Albanais envers le nouvel État macédonien. Ceux-ci avaient boycotté le référendum sur l'indépendance de 1991 et avaient répliqué par leur propre référendum sur l'autonomie territoriale, ce qui avait été perçu, par une large partie des Macédoniens, comme un premier pas vers une éventuelle sécession.

L'université de Tetovo a été l'enjeu le plus controversé dans le conflit entre la majorité macédonienne et la minorité albanaise. Jusqu'au règlement de ce litige en 2004, la question de l'université de Tetovo a été considérée, par les Macédoniens, comme une tentative de créer des institutions parallèles et comme un premier pas vers la sécession. La réaction disproportionnée des autorités de Skopje, au moment de l'ouverture clandestine de l'université en février 1995, démontre le pouvoir symbolique de cet enjeu<sup>53</sup>. À leur tour, ces actions ont provoqué l'indignation de l'Albanie qui les a qualifiées « d'actes chauvinistes » (Ackermann, 2000).

Une des méthodes utilisées par les leaders politiques macédoniens, afin de diminuer le risque d'escalade et de diffusion des conflits ethniques serbe et albanais, a été d'éviter une rhétorique qui glorifiait le passé historique d'un groupe et dénigrait celui des autres. Contrairement à une pratique largement répandue dans les milieux nationalistes, qui utilisaient fréquemment des événements historiques traumatiques, des symboles et des mythes profondément enracinés dans la conscience collective du groupe afin de justifier des décisions controversées, la Macédoine a essayé de se dissocier de son image traditionnelle de violence et d'instabilité en soulignant son avenir européen. Le président macédonien

---

<sup>53</sup> Lors de la cérémonie d'ouverture, la police a tué un Albanais et en a blessé plusieurs en essayant d'empêcher la tenue des cours. Des étudiants, des professeurs et des administrateurs ont été arrêtés.

Boris Trajkovski (1999-2004), qui a gagné les élections de 1999 avec l'appui de la communauté albanaise, a décrit la Macédoine comme étant un modèle de tolérance et d'harmonie ethnique (Ramet, 2005).

Dans le cas de la Macédoine, certains stéréotypes ont été utilisés pour réduire le potentiel de violence ethnique. Par exemple, les Macédoniens se perçoivent comme un « peuple pacifique » et non pas comme des « guerriers », comme c'est le cas pour d'autres nations dans les Balkans. En fait, les Macédoniens et les Albanais prétendent, chacun leur tour, être plus pacifiques que les autres (Ackermann, 2000).

La même formule a été utilisée pour interpréter la signification des événements passés. Aucun traumatisme historique, profondément enraciné dans la conscience collective de groupes en conflit, ne revient pour envenimer leurs relations courantes. D'une part, les Macédoniens ont réussi à éviter le piège d'assimiler la minorité albanaise à leurs ennemis traditionnels, les Ottomans. L'événement le plus symboliquement chargé de l'histoire macédonienne, la révolte d'Ilinden de 1903 contre les autorités ottomanes, a été davantage utilisé comme un élément renforçant l'identité macédonienne que comme un outil d'exclusion visant d'autres groupes ethniques. Le fait que la ville de Krusevo, le centre de la révolte d'Ilinden, est en partie habitée par une minorité valaque (un groupe qui n'est pas perçu comme menaçant par la majorité macédonienne) et non pas par des Serbes ou des Albanais (Brown, 2003) a sans doute, également, contribué à écarter cet enjeu des conflits ethniques récents.

D'autre part, Arben Xhaferi, ancien leader du Parti démocratique des Albanais et ancien vice-premier ministre de la Macédoine, au moment même du point culminant de l'insurrection de 2001, a condamné l'emploi de stéréotypes par des opportunistes cherchant à enflammer ainsi les tensions ethniques. Il a souligné les racines récentes de la « déloyauté » de certains éléments de la communauté albanaise, qui pourrait être contrecarrés par la socialisation et l'intégration de nombreux autres dans la société macédonienne (Xhaferi, 2001).

L'attitude des élites politiques des groupes ethniques, qui se sont confrontés en Macédoine, ne peut pas être considérée uniformément comme promouvant la tolérance et les moyens pacifiques de règlement des conflits. Plusieurs positions des hauts dirigeants macédoniens et albanais renferment des contradictions prégnantes. Par exemple, Lujbko

Georgievski, chef du parti nationaliste VRMO et premier ministre de la Macédoine entre 1998 et 2002 a intégré des Albanais dans la coalition gouvernementale, tout en adoptant une position de nationalisme revendiqué pendant et après l'insurrection de 2001. En 2003, il a été l'auteur d'un article dans un journal macédonien dans lequel il proposait la partition du pays selon des lignes ethniques afin de créer un État macédonien homogène et cela afin d'« éviter que les Macédoniens deviennent une minorité dans leur propre pays » (Ramet, 2005). Néanmoins, en Macédoine, contrairement à ses voisins moins chanceux, le fait de diriger les conflits presque exclusivement dans la direction des griefs récents et d'essayer de trouver des solutions, avant tout d'ordre pratique, semble avoir prévalu.

Ce développement a diminué le risque de diffusion des conflits ethniques macédoniens, parce qu'aucun groupe dans les pays voisins ne s'est senti assez menacé pour intervenir en Macédoine. Chaque fois que les tensions ethniques ont connu une escalade entre Albanais et Macédoniens, l'implication de l'Albanie n'a pas dépassé le stade des condamnations formelles. Les Albanais Kosovars ont adopté une attitude plus proactive, probablement en partie à cause du fait qu'eux-mêmes ont récemment dû faire face à une menace d'annihilation. Par conséquent, ils ont été plus facilement mobilisés pour intervenir en appui à la rébellion des Albanais macédoniens. Certains entrepreneurs ethniques ont, sans doute, utilisé ce traumatisme récent pour tenter de mettre en marche le projet du grand Kosovo, par la réunification des territoires habités par les Albanais en ex-Yougoslavie.

Toutefois dans le cas du Kosovo, on ne peut pas parler d'un processus de diffusion et cela principalement pour deux raisons : premièrement, l'appui n'est pas organisé au-delà de l'envoi des troupes de volontaires et les leaders politiques kosovars condamnent ouvertement l'emploi de la violence en Macédoine; deuxièmement, même si Kosovo avait voulu intervenir de manière plus directe, ses structures décisionnelles se trouvaient complètement sous l'emprise du protectorat international établi après l'intervention de l'OTAN en 1999.

Le passé de la Macédoine est placé sous le spectre de la violence et de la domination par des acteurs externes. La « question macédonienne » a été au cœur de deux guerres balkaniques et a constitué un enjeu important lors des deux guerres mondiales. Les Balkans entrent, au début des années 1990, dans une nouvelle période de recrudescence

nationaliste et d'instabilité. Partout dans l'espace yougoslave, les « démons du passé », ou plus prosaïquement, la réactualisation des traumatismes historiques, sont un instrument extrêmement efficace dans la mobilisation d'un groupe contre l'autre. Malgré une foule de prédictions pessimistes, la Macédoine a réussi à échapper à une répétition de son passé.

## Conclusions

Le cas de la Macédoine nous apprend que le passé ne conditionne pas nécessairement le présent si des schémas cognitifs dangereux, promouvant un comportement agressif à l'égard des autres groupes ethniques, peuvent être évités. Si de tels développements peuvent être détectés et contrecarrés assez tôt dans l'évolution d'un conflit, la radicalisation des parties et l'escalade de la violence peuvent être mieux contrôlées. Si les stéréotypes et les interactions passées sont inévitablement accentués lors d'un conflit, ils peuvent être employés, tout aussi bien, en faveur d'un règlement pacifique des différends. Dans le cas de la Macédoine, les interactions et les stéréotypes positifs ont été soulignés par les groupes en conflit, alors que ceux qui auraient pu causer une escalade de l'antagonisme ont eu peu d'écho.

Un aspect important à souligner reste, toutefois, le fait qu'une telle stratégie ne peut pas être limitée aux élites politiques et que, souvent, elle doit obtenir l'appui d'une intelligentsia influente et des acteurs de la société civile pour qu'elle puisse prendre racine au sein des masses et pour qu'une transformation à long terme puisse s'installer. Ses limites ont été démontrées, à la fois, par l'escalade de la violence en 2001 et par la réticence d'une grande partie de la majorité slave macédonienne à accepter l'égalité de statut de leurs concitoyens albanais. Les formes de discrimination spontanée, qui continuent à séparer les deux communautés, seront, sans doute, plus difficilement et plus lentement éradiquées.

## Comparaisons et conclusions générales

Cette démarche s'inscrit dans le cadre plus large de l'effort de la communauté universitaire et politique de mettre en place des mécanismes de veille, disposant de capacités accrues pour détecter et gérer des situations de crise grave. Un des objectifs fondamentaux serait de diriger les futures interventions des tierces parties vers les foyers de conflit qui posent les menaces les plus importantes à l'échelle régionale et de limiter, ainsi, l'impact d'une crise humanitaire généralisée. Cependant, même si l'existence des mécanismes de veille est essentielle pour bien cibler des actions préventives, cela ne suffit pas pour assurer le succès d'une intervention. La deuxième partie de cette dissertation explore les conditions favorisant un cadre d'action intégré, qui constitue une réponse appropriée à une situation potentiellement explosive.

Structurellement, les conflits macédoniens et celui de Nagorno-Karabakh démontraient le même potentiel élevé de diffusion. L'indice de diffusion renferme une certaine valeur prédictive, dans le sens où il a, fidèlement, reflété les perceptions des élites universitaires et politiques en ce qui concerne la Macédoine et il a correctement évalué le potentiel de diffusion du conflit au Nagorno-Karabakh. La différence essentielle du cas macédonien, par rapport au Nagorno-Karabakh, est l'action concertée des acteurs internationaux, une fois que le potentiel de diffusion a été établi. Malgré le succès, souvent contesté, de cette intervention, la prévention des conflits ne constitue qu'une infime partie des préoccupations des États et des organisations internationales. L'absence de conflits constitue un sujet beaucoup moins étudié et ne se trouve que rarement sur l'agenda des décideurs politiques. De ce point de vue, la Macédoine reste une anomalie dans l'univers des interventions internationales.

Une remarque importante concerne l'angle sous lequel l'intervention des tierces parties a été analysée. Les motivations des intervenants ne sont envisagées que de façon marginale. Ainsi, il est évident que certains conflits vont attirer plus d'attention que d'autres et que les conditions géopolitiques, entourant un conflit, sont un facteur déterminant dans la décision d'intervenir. Cette dissertation ne vise pas à formuler des recommandations de nature

normative par rapport à la nécessité (ou au devoir) des acteurs internationaux d'intervenir dans les conflits ethniques à risque élevé de diffusion. L'objectif principal était, d'une part, de mieux comprendre les circonstances qui prédisposent certains conflits au risque d'une conflagration régionale et, d'autre part, de souligner les facteurs qui peuvent influencer l'efficacité d'une intervention, s'il existe une volonté politique d'intervenir.

Le choix des études de cas a été guidé par le besoin de vérifier plusieurs hypothèses théoriques couvrant plusieurs angles explicatifs, afin d'offrir un compte-rendu compréhensif d'un phénomène tout aussi complexe que la diffusion des conflits ethniques. Ainsi, dans un premier temps, des « facteurs structurels », c'est-à-dire des conditions de nature géopolitique et historique qui entourent l'émergence d'un conflit et qui influencent le comportement des États voisins par rapport à celui-ci, ont été analysés. Le fait que la Macédoine et l'Azerbaïdjan ont tous deux dû faire face à un potentiel élevé de diffusion de leurs conflits ethniques a permis d'isoler l'influence de l'intervention des tierces parties, une variable intermédiaire, sur l'évolution des conflits. Finalement, au-delà des actions entreprises par les acteurs externes, les dynamiques sociocognitives collectives agissent comme toile de fond à l'évolution des conflits. Ce dernier aspect semble toutefois influencer indirectement le processus de diffusion des conflits ethniques, en agissant avant tout sur l'escalade de la confrontation.

Le conflit au Nagorno-Karabakh a été choisi parce qu'il constituait l'exemple d'un cas rare, mais extrêmement violent, où un conflit interne s'est transformé en une confrontation interétatique. L'évolution des conflits ethniques macédoniens a défié les prédictions pessimistes : en dépit des conditions structurelles extrêmement défavorables, qui caractérisaient ces deux conflits et d'un passé de violence et d'instabilité, la Macédoine a réussi à éviter leur débordement. Si leur escalade n'a pas pu être empêchée, l'implication hostile des États voisins et leur transformation en guerre régionale n'a pas eu lieu.

Les deux cas étudiés semblent partager plusieurs traits communs aux stades initiaux de leurs conflits ethniques respectifs. L'Azerbaïdjan et la Macédoine font tous les deux partie de fédérations qui se sont décomposées à la fin de la guerre froide. Ils contiennent des communautés ethniques qui avaient aspiré et milité, déjà dans le cadre de la structure fédérale antérieure, à l'unification des territoires habités par les autres membres de leur

groupe. Après leur indépendance, cependant, les deux nouveaux États vont très vite emprunter des voies complètement différentes. Au Nagorno-Karabakh, le conflit se radicalise rapidement et, une fois que l'Arménie et l'Azerbaïdjan accèdent à l'indépendance, le projet sécessionniste des Arméniens de Karabakh domine la vie politique dans les deux pays, tandis que le recours à la violence s'impose dans les stratégies des principaux acteurs. En Macédoine, l'agitation serbe semble poser la menace de diffusion la plus grave, mais tout comme le combat des Albanais, elle est confinée, pour une bonne partie des années 1990, dans les limites des mécanismes légaux et vise, principalement, l'obtention d'un meilleur statut juridique, social et économique au sein de la Macédoine. Le conflit serbe est étroitement dépendant des signaux envoyés par le gouvernement Milosevic et s'efface, progressivement, après l'accord de Dayton qui met fin au projet expansionniste serbe et concentre les actions de Belgrade au Kosovo. Dans le conflit albanais, l'option sécessionniste et l'emploi de la violence apparaissent beaucoup plus tard dans l'évolution du conflit et sont, fondamentalement, influencées par le processus de contagion en provenance du Kosovo.

Malgré le potentiel de diffusion élevé que nous retrouvons dans les deux cas, leur étude approfondie nous permet de découvrir des nuances au niveau des différentes composantes de l'indice de diffusion. La contiguïté reste une condition presque indispensable dans un processus de diffusion et cela semble être confirmé à la fois dans le cas de l'Azerbaïdjan et dans celui de la Macédoine. Les dyades les plus dangereuses sont composées de pays qui partagent des frontières communes. De ce point de vue, dans le cas de la diffusion des conflits ethniques, tout comme dans le cas des conflits interétatiques, la contiguïté semble une voie importante de propagation des conflits.

En ce qui concerne l'affinité ethnique, il est important de souligner les dimensions cognitives et perceptuelles qu'un groupe utilise pour s'identifier et être identifié par les autres. Si les études quantitatives ont souvent tendance à définir l'affinité ethnique selon des indicateurs objectifs, tels qu'une langue, une religion et un passé communs, les études de cas permettent de désagréger la structure monolithique d'un groupe ethnique et de prendre en compte les dimensions subjectives de son identité.

Le lien de parenté entre la population arménienne du Nagorno-Karabakh et celle de l'Arménie semble extrêmement étroit. Des échanges constants, autant au niveau des élites qu'au niveau de la population en général, tissent un réseau de connexions dense et facilitent la mobilisation de l'Arménie autour de la question du Karabakh. Ce lien étroit est particulièrement évident en ce qui concerne la mobilité des élites politiques qui, à l'époque soviétique mais particulièrement après l'indépendance de l'Arménie, cimentent la centralité du Karabakh dans la politique étrangère du pays. Aujourd'hui les plus hauts dirigeants de l'Arménie sont des personnes en provenance du Karabakh qui ont été directement impliquées dans le mouvement sécessionniste, à l'instar des deux derniers présidents de la République.

Il est toutefois nécessaire de nuancer ces remarques. Les réfugiés arméniens qui ont fui l'Azerbaïdjan à la suite des pogroms de Sumgaït et de Baku ont, dans certains cas, été regardés avec méfiance et hostilité en Arménie. Certains d'entre eux ont même préféré aller en Géorgie ou en Russie (De Waal, 2003).

En ex-Yougoslavie, la carte de l'affinité ethnique est principalement jouée par les élites nationalistes serbes pour justifier leur projet expansionniste. En Macédoine, à la différence du Nagorno-Karabakh, le potentiel de diffusion du conflit serbe-macédonien est alimenté de l'extérieur par les autorités de Belgrade, pour tenir en échec le nouvel État macédonien. En ce qui concerne le conflit albanais, l'affinité ethnique renferme beaucoup plus de signification pour les Albanais Kosovars que pour ceux d'Albanie. Elle a moins d'importance, toutefois, pour le potentiel de diffusion car le Kosovo n'a que récemment acquis son indépendance et ne bénéficiait d'aucune autonomie en politique étrangère pendant son appartenance à la Serbie. Après 1999, le processus de contagion qui a lieu est limité par les contraintes du protectorat international. À l'avenir toutefois, si le Kosovo réussit à surmonter les obstacles de la reconnaissance internationale et à consolider ses assises étatiques à l'interne et à l'externe, le danger de diffusion du conflit albanais-macédonien vers le Kosovo peut resurgir.

Cowan et Brown (2000) mettent en garde contre le danger d'assimiler les Albanais d'Albanie à ceux de Macédoine ou de Kosovo, en termes culturels et ethniques, une erreur commise par un bon nombre d'universitaires et d'analystes politiques. L'ethnicité est de ce point de vue, subjectivement conditionnée par les perceptions que le groupe a de lui-même

et qui, dans certains cas, peut exclure des individus ou d'autres groupes qui objectivement (par la langue, la religion, le passé) pourraient en faire partie.

Ces nuances qui apparaissent au moment d'une étude approfondie des conflits peuvent expliquer, dans une certaine mesure, les différences entre les potentiels de diffusion des différentes dyades. Elles démontrent la nécessité d'accompagner un modèle formel, qui utilise des données quantitatives disponibles par l'intermédiaire des banques de données, par des études de cas. Toutefois, il faut également souligner le rôle des modèles formels et quantitatifs, qui fournissent une compréhension préliminaire et générale d'un phénomène complexe et qui peuvent diriger la recherche vers des cas cruciaux, afin d'en offrir une explication plus raffinée.

L'irrédentisme, la troisième composante de l'indice de diffusion, joue un rôle extrêmement important dans la décision d'un État d'intervenir dans le conflit ethnique de son voisin. L'irrédentisme, aujourd'hui compromis par les maux qu'il a causés lors de deux guerres mondiales, survit sous la forme du sens d'injustice historique, qui constitue souvent la toile de fond des récits nationalistes. Dans le cas arménien, ce sentiment est accompagné de celui de victimisation, contenu dans le symbolisme extrêmement puissant du génocide arménien. Cela a débouché sur une combinaison particulièrement explosive, au moment où le Karabakh est plongé dans la violence interethnique.

Cependant, si le désir de récupérer le Karabakh est sous-entendu dans toutes les actions que l'Arménie entreprend pour appuyer la cause des Arméniens Karabakhis, il n'est jamais ouvertement exprimé. Les insinuations sont toujours voilées, surtout quand il faut défendre la cause du Karabakh dans les instances internationales. L'Arménie renonce ouvertement à tout essai d'unification avec l'État de facto.

Cela semble confirmer, encore une fois, le manque de légitimité qu'un projet irrédentiste présente dans les relations interétatiques modernes. Malgré une dilution de la souveraineté étatique, la récupération par la force des territoires, en vertu des griefs historiques, est fortement découragée par les normes internationales. L'irrédentisme semble donc relégué au passé, sinon comme entreprise politique, au moins comme instrument de justification et de légitimation des guerres. Cette évolution confirme en quelque sorte la théorie de Horowitz (1991) qui souligne l'interchangeabilité des stratégies sécessionnistes

ou irrédentistes des groupes ethniques, selon les signaux plus ou moins favorables envoyés par l'environnement externe. La souplesse de cette théorie n'exclut pas une réalisation à l'avenir de rêves irrédentistes des Arméniens ou la mise en marche du projet du Grand Kosovo, réunissant les territoires habités par les Albanais en ex-Yougoslavie, si un changement dans l'environnement international le permettait.

L'irrédentisme s'avère également un instrument utile pour des dirigeants politiques qui cherchent à consolider une position politique affaiblie. Il peut être utilisé de différentes façons, comme en témoigne l'attitude de la Serbie et de la Grèce face aux conflits macédoniens. La Serbie menace d'employer le même scénario qu'en Croatie et en Bosnie, en s'érigeant en défenseur d'une minorité serbe persécutée et opprimée. En réalité, tel que souligné par de nombreux analystes, l'objectif principal était de garder au pouvoir des anciens communistes/nationalistes qui autrement auraient dû céder la place aux nouvelles élites pro-démocratiques et pro-européennes.

Dans un sens inverse, la Grèce a utilisé un prétendu irrédentisme macédonien pour imposer un embargo au nouvel État indépendant. Kofos (1999) suggère que l'objectif principal de l'embargo était d'ordre interne, notamment de mobiliser l'opinion publique grecque en faveur du parti du premier ministre Andreas Papandreou (PASOK). Le gouvernement précédent, sous le leadership de Constantine Mitsotakis, avait adopté une position similaire en encourageant du moins tacitement les menaces voilées de la Serbie à l'égard de la Macédoine (Phillips, 2004).

Si la phobie de l'irrédentisme macédonien semble donc résolue aujourd'hui, la Grèce n'est pas encore sortie du cercle vicieux de la rhétorique des noms et des symboles, ce qui la pousse à adopter parfois des positions étranges aux yeux de ses partenaires européens. L'atmosphère d'antagonisme, créée au sein de la société grecque à l'égard de la Macédoine par les élites politiques, intellectuelles et religieuses grecques au début des années 1990, semble avoir acquis ses propres dynamiques, difficilement réversibles, qui conditionnent toujours la politique étrangère de la Grèce. Cela souligne encore une fois les effets néfastes et durables de l'utilisation excessive des symboles nationalistes, pour consolider les positions vacillantes des certains leaders politiques.

En fin de compte, l'irrédentisme semble avoir toujours le potentiel de toucher des cordes sensibles, surtout au sein d'une population influencée par le sens des injustices

historiques passées. Il est, toutefois, de plus en plus confiné à une rhétorique destinée exclusivement à un public interne et rarement défendu dans les forums internationaux.

Finalement, le dernier facteur structurel entourant le potentiel de diffusion d'un conflit ethnique, c'est-à-dire le type de dyade, semble renfermer une très bonne valeur prédictive, à l'exception de la dyade Grèce-Macédoine dans le cas macédonien. Encore une fois, l'attitude hostile de la Grèce, par rapport à une nouvelle démocratie, et surtout son alliance étonnante avec le régime autoritaire de Milosevic contredisent les prédictions théoriques. Il faut, cependant, souligner que cette hostilité ne s'est jamais matérialisée en confrontation armée et que la Macédoine n'a jamais ressenti une vraie menace de guerre de la part de la Grèce. Par contre, les actions de la Serbie de Milosevic ont toujours soulevé l'inquiétude de la jeune république.

Après 1995, les relations entre la Grèce et la Macédoine connaissent un rapprochement graduel, particulièrement dans le domaine économique : la Grèce devient le premier investisseur étranger en Macédoine. Cependant, la question de la Macédoine reste toujours un sujet sensible pour la Grèce. En juillet 2008, le Parlement grec a consacré plusieurs sessions parlementaires à discuter de l'éventualité d'imposer un nouvel embargo sur la Macédoine, au moment même où la Grèce se trouve en proie à de nombreux scandales financiers et difficultés économiques. Cette nouvelle crise surgit avec en toile de fond les déclarations du gouvernement de Skopje demandant à la Grèce de rétablir la citoyenneté et les titres de propriétés des Macédoniens slaves, qui ont été forcés de quitter la Grèce après la guerre civile<sup>54</sup>. Toutefois le niveau d'antagonisme n'atteint jamais celui qui a opposé la Macédoine à la Serbie pendant le régime Milosevic.

Dans le cas du conflit au Nagorno-Karabakh, la diffusion du conflit a eu lieu au sein d'une dyade mixte (Azerbaïdjan-Arménie). L'Azerbaïdjan reste de nos jours une autocratie. Après la mort du président Gaïdar Aliev, c'est son fils qui lui succède comme chef de l'État, selon le modèle « monarchique informel », qui semble diriger la passation des pouvoirs dans un bon nombre de régimes autoritaires modernes. L'Arménie organise des

---

<sup>54</sup> MINA, "Greece may threaten Macedonia with Embargo", 16 juillet 2008. <http://macedoniaonline.eu/content/view/2343/45/>

élections libres en 1990, avant même son indépendance, qui sont gagnées par l'opposition anti-communiste, qui fait campagne sur la question du Karabakh. Toutefois elle est rapidement entraînée dans un cercle vicieux de corruption et d'intimidation politique et même si, officiellement, elle se déclare une démocratie après son indépendance, elle peine à satisfaire aux standards internationaux en matière de réformes démocratiques. L'Arménie peut toutefois être considérée comme un régime plus ouvert que l'Azerbaïdjan en raison du débat public qui, malgré ses défaillances, bénéficie d'une certaine ouverture.

Étant donné l'objectif central de vérifier des hypothèses destinées à découvrir une pluralité de facteurs potentiels, qui auraient pu expliquer pourquoi la diffusion s'est produite dans un cas mais pas dans un autre, la seconde partie de cette dissertation s'est arrêtée sur l'influence de l'intervention des tierces parties.

L'étude de l'intervention des tierces parties souligne, encore une fois, l'argument principal de cette dissertation. S'il est toujours extrêmement utile de détecter les points chauds de la violence ethnique, qui ont un potentiel élevé de dégénérer en conflagration régionale (et les facteurs structurels tels que ceux analysés ici peuvent offrir une évaluation préliminaire d'un tel risque), la diffusion des conflits ethniques n'est pas inévitable.

Les tierces parties sont présentes, à la fois en Macédoine, et au Nagorno-Karabakh, mais avec des mandats et des capacités différentes. L'OSCE est une des tierces parties impliquées en Macédoine, tout comme au Nagorno-Karabakh. La différence indéniable qui sépare les deux cas est illustrée par l'échec de l'intervention afin d'empêcher la diffusion du conflit karabakhi, par rapport au succès enregistré en Macédoine. Si l'escalade du conflit albanais-macédonien en 2001 et la contagion du conflit kosovar n'ont pas pu être évitées, la présence des tierces parties s'est avérée un instrument dissuasif efficace contre la diffusion des conflits ethniques macédoniens, dans les moments les plus difficiles qui ont entouré les premières années d'indépendance du pays.

Une des explications importantes réside, sans doute, dans le fait qu'en Macédoine, l'OSCE reçoit la collaboration et l'appui d'autres intervenants. La présence des troupes onusiennes contribue, en grande partie, au succès de sa mission. De plus, les troupes américaines, qui font partie du contingent des casques bleus, marquent un changement notable par rapport au conflit bosniaque, où les États-Unis ont refusé d'envoyer des soldats

sur le terrain. Même si cette présence est symbolique et l'ensemble du contingent onusien n'aurait pas pu réellement stopper une éventuelle invasion de l'Armée yougoslave, elle s'est imposée comme un élément important de dissuasion. Le retrait de la force onusienne en 1999, à la suite du veto au Conseil de Sécurité de la Chine, furibonde après la reconnaissance par la Macédoine du Taïwan, coïncide avec l'escalade de la violence et la contagion du conflit kosovar. Cela démontre l'effet dissuasif et stabilisant que la mission de l'ONU, en combinaison avec les autres intervenants internationaux (gouvernementaux et non-gouvernementaux), a eu sur l'évolution des conflits macédoniens tout au long des années 1990.

Au Nagorno-Karabakh, l'OSCE commence son intervention après l'indépendance de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, au moment où le conflit avait déjà atteint un seuil élevé de violence. Malgré la présence de grandes puissances dans le groupe de Minsk, seule la Russie se porte volontaire pour envoyer des troupes de maintien de la paix, ce qui est regardé avec suspicion par les deux parties, étant donné le passé récent de mauvaise gestion du conflit de celle-ci. En outre, les grandes puissances, impliquées dans la médiation du conflit, semblent s'engager dans une compétition pour le pouvoir et l'influence de la région, ce qui a comme conséquence de miner les efforts de l'OSCE plutôt que de contribuer au renforcement de sa crédibilité (comme dans le cas macédonien). La méfiance, qui caractérise l'attitude des belligérants par rapport aux tierces parties, trouve son expression dans l'accord de cessez-le-feu de 1994 qui cimenter une ligne de séparation sans surveillance internationale, et qui reste toujours sujette à des flambées de violence.

Les quatre hypothèses explorées concernant l'intervention des tierces parties sont étroitement liées, tel que montré par l'étude de l'évolution des conflits analysés. Ainsi, le moment de l'intervention, le deuxième aspect souligné par le cadre analytique, contribue aussi à expliquer les différences entre les deux cas. En Macédoine, l'intervention se fait dans les stades initiaux du conflit et implique dès le début une multitude d'acteurs internationaux. Au Nagorno-Karabakh, le gouvernement fédéral soviétique, malgré l'existence de leviers de pression importants, ne s'implique sérieusement dans le conflit qu'après les premiers pogroms et ses hésitations, incohérences et actions biaisées minent rapidement la confiance des parties. Les acteurs internationaux, qui interviennent après

l'indépendance de l'Azerbaïdjan, doivent composer avec un processus de diffusion déjà en cours.

Troisièmement, le consentement des parties belligérantes joue un rôle fondamental dans la réussite d'une intervention. Aujourd'hui, le consentement des adversaires n'est plus une condition indispensable pour une intervention. Cependant, la volonté de travailler avec un tiers qui joue un rôle de médiateur, si elle ne garantit pas le règlement du conflit, peut stopper néanmoins des phénomènes dangereux de diffusion, escalade et contagion.

La spécificité du conflit macédonien réside dans les efforts d'une partie des élites politiques de marginaliser les éléments les plus radicaux, prêcheurs de la haine interethnique et de la violence. La Macédoine est loin d'être un exemple idéal de coopération et tolérance interethnique, les différentes communautés interagissent peu et un climat de méfiance persiste. Chaque groupe conçoit un certain sentiment de supériorité par rapport aux autres et malgré la variété ethnique indéniable du pays, la majorité slave macédonienne s'est toujours opposée à une forme de gouvernement « consensuelle », basée sur le partage du pouvoir, tout comme à l'établissement d'un État civique où l'influence de l'appartenance ethnique serait réduite.

Malgré cette ségrégation qui divise encore les communautés ethniques de la Macédoine, une certaine forme de collaboration, plus ou moins tendue selon les partis au pouvoir, a pu être trouvée entre les élites macédoniennes et albanaises. Elle s'est particulièrement matérialisée dans l'appui que toutes les parties aux conflits (à l'exception des leaders ultranationalistes serbes dans la première moitié des années 1990) ont accordé à la présence internationale.

Un certain refroidissement émerge en 2001, quand les Macédoniens slaves voient l'éclatement de la rébellion albanaise comme étant en partie alimenté par des éléments en provenance du Kosovo, dont le territoire se trouvait sous le protectorat de l'OTAN. Cependant la collaboration entre l'OTAN et l'Union européenne, menant à la signature de l'accord d'Ohrid et ultérieurement, à sa mise en œuvre, ainsi que le désir clairement exprimé de la Macédoine de joindre le plus vite possible ces deux organisations, cristallisent sans doute cette relation à long terme.

Si la confiance mutuelle entre les communautés ethniques n'est pas chose accomplie en Macédoine, les tierces parties ont été regardées comme les garants du respect des

engagements mutuels et ont contribué à la mise en place des infrastructures sociales et politiques, qui ont facilité les échanges et le dialogue même dans les conditions extrêmes des confrontations armées de 2001 et de l'environnement post conflictuel. Par conséquent, les protagonistes des conflits macédoniens ont accepté et exploité l'aide internationale et ont rarement travaillé à son encontre.

La situation est complètement différente au Nagorno-Karabakh. Les Arméniens karabakhis ont clairement favorisé une implication plus poussée de l'Arménie, qui n'a jamais visé un rôle de médiateur dans le conflit et s'est placée fermement du côté de son groupe ethnique apparenté. La diffusion du conflit, par l'intermédiaire de l'Arménie, est en partie la conséquence de la radicalisation rapide des positions, dès le début du conflit, et qui vont œuvrer pour un règlement du conflit par la force, plutôt que par une solution négociée. Les adversaires sont, donc, peu réceptifs à des intervenants impartiaux, dont l'objectif principal est la résolution du conflit. Cette situation est aggravée par les actions du gouvernement fédéral soviétique, qui abandonne très vite le souci de médiation du conflit et favorise un belligérant ou l'autre en fonction de ses propres intérêts, ce qui accentue la méfiance des parties à l'égard des tierces parties. Même dans le cadre du Groupe de Minsk, qui évolue sous l'égide de l'OSCE, les Arméniens et les Azéris privilégient les États qu'ils perçoivent comme étant plus favorables à leur cause respective, ce qui a comme conséquence le blocage des négociations. Les belligérants peinent à sortir d'une logique de jeu à somme nulle et seuls les projets de résolution, qui remplissent les conditions non-négociables d'une partie sont acceptables pour celle-ci, ce qui le rend naturellement inacceptables pour l'autre. En conséquence, les tierces parties ne réussissent pas à obtenir la confiance et le consentement des belligérants, ce qui contribue à un processus de diffusion et au renforcement du penchant naturel des ceux-ci à chercher des acteurs externes qui appuient sans réserve leur cause.

Finalement, les instruments de dissuasion, la cohérence et la coordination des tierces parties marquent également une différence majeure entre les deux cas. En Macédoine on assiste à l'intervention simultanée de plusieurs acteurs internationaux qui, la plupart du temps, poursuivent des voies différentes mais qui restent, toutefois, complémentaires. Le Groupe de travail se concentre surtout sur les réunions informelles au niveau des élites politiques, l'OSCE prend en charge le monitoring en signalant les situations

potentiellement explosives et les forces onusiennes sont déployées au long des frontières macédoniennes pour dissuader les incursions hostiles de la part des États voisins. De nombreuses ONG travaillent également au sein de la population. Leurs actions sont moins détaillées ici, car étant donné leurs effets diffus et à long terme, il devient plus difficile de conclure sur leur impact sur un processus de diffusion. Néanmoins, leur présence a sans doute influencé de manière positive le déroulement des conflits macédoniens.

Ces actions sont, souvent, accompagnées d'une attention médiatique intense et soulignées dans les discours des hauts responsables politiques occidentaux. L'engagement de ces acteurs internationaux en Macédoine envoie donc des signaux dissuasifs clairs aux États qui envisageraient une éventuelle incursion en Macédoine.

Au Nagorno-Karabakh, le gouvernement central soviétique bénéficiait sans doute d'instruments dissuasifs importants. Au sein de l'URSS, les pressions du Soviet central ont, plusieurs fois, étouffé les essais des Arméniens de transférer le Karabakh à la République Socialiste Soviétique d'Arménie (De Waal, 2003). Malheureusement, les méthodes autoritaires employées par Moscou visaient principalement à imposer le point de vue de la direction du Parti et ne concernaient pas la quête d'un compromis acceptable pour toutes les parties.

Au moment des premiers signes de violence et d'instabilité au Nagorno-Karabakh et en Arménie en 1988, Moscou utilise, encore une fois, les structures hiérarchiques du pouvoir soviétique pour mettre fin au conflit. Cette fois-ci, cependant, les réformes gorbatchéviennes affaiblissent les moyens de pression dont le gouvernement central dispose, lui-même se trouvant en proie à des transformations majeures.

La Commission Volsky est un premier essai vers la médiation, et malgré les pratiques autoritaires employées, un certain succès est enregistré. La Commission est, cependant, rapidement victime de ses contradictions : une aide financière au Karabakh qui est jalousement gérée par Bakou, le manque d'une stratégie claire qui prépare les parties à la solution envisagée du conflit, et l'absence d'un appui ferme de la part de Moscou. Si la direction de l'URSS favorisait probablement toujours, à l'époque, l'autonomie du Karabakh dans le cadre de l'Azerbaïdjan, cela n'a jamais été communiqué de manière claire aux parties, chacune d'entre elles continuant à percevoir la mise de la province sous le contrôle direct de Moscou comme favorisant leur cause respective. Ainsi, d'une part, les

Karabakhis espéraient contourner le gouvernement central de l'Azerbaïdjan et opérer un éventuel rapprochement avec l'Arménie. D'autre part, les Azéris ont perçu ce transfert d'autorité comme un premier pas vers la restauration de l'ordre antécédent, menant à la pleine réintégration de la province à l'Azerbaïdjan.

Une fois l'URSS plongée dans le chaos des dernières années précédant sa chute, tout essai de médiation est abandonné en faveur de la poursuite de nouveaux intérêts stratégiques dans la région, destinés à assurer une certaine continuité de son influence. Après la décomposition de la fédération soviétique, aucun des acteurs impliqués ne dispose d'instruments de pression et d'incitations suffisants pour arrêter le processus de diffusion déjà en cours. L'action de l'OSCE est, elle-même, minée par la quête d'influence et de puissance qui oppose la Russie à l'Occident. Par conséquent, des mécanismes de dissuasion défailants, le manque de crédibilité et des actions et des positions incohérentes de la part des tierces parties impliquées dans le conflit karabakhi ont nettement limité et, dans certains cas annihilé, les effets positifs de leurs interventions.

En conclusion, les circonstances, qui entourent l'intervention des tierces parties dans les conflits macédoniens et karabakhi, influencent de manière essentielle le risque de diffusion de ces conflits. Dans des conditions structurelles qui favorisaient dans les deux cas la diffusion, seule la Macédoine a réussi à l'éviter grâce en grande partie à l'implication ferme coordonnée et opportune des tierces parties.

Cependant, aucun phénomène généré par des interactions de nature ethno-identitaire ne peut être pleinement expliqué sans comprendre les fondements socio-psychologiques, qui façonnent l'interprétation et les réactions collectives des individus face à des événements cruciaux.

L'angle d'analyse de la psychologie sociale constitue, donc, le troisième et dernier volet de cet essai de compréhension du phénomène de diffusion des conflits ethniques. Deux aspects importants, qui revêtent une signification particulière dans les schémas interprétatifs des groupes en conflit, sont les traumatismes historiques et les stéréotypes.

Le conflit karabakhi évolue sous le spectre du génocide arménien. Les massacres, les expulsions et autres exactions perpétrés contre les Arméniens au Karabakh ou dans d'autres régions de l'Azerbaïdjan, ont l'effet de mobiliser la population de l'Arménie en faveur d'un

appui massif au combat de leur groupe ethnique apparenté. Élément central dans le symbolisme national arménien, le thème du génocide est transposé au conflit récent avec toute une pléthore d'interprétations issues du passés : non seulement la menace d'annihilation du groupe, mais également la diabolisation de l'ennemi (les Azéris sont assimilés aux anciens ennemis, les Turcs) et la méfiance envers les intervenants externes.

À la différence du Nagorno-Karabakh, la peur d'extinction des Albanais macédoniens concerne des enjeux culturels et sociopolitiques. Le conflit n'est pas défini en termes de menace à la survie physique du groupe, en termes de génocide ou nettoyage ethnique (malgré la tournure violente de 2001 et les incidents qui ont mené à la mort de certains individus). Bien que la dimension symbolique rattachée au conflit semble avoir eu une influence significative, la radicalisation des parties et le jeu à somme nulle qui l'accompagne généralement, ont pu être évités. Un changement s'opère à partir de 1999, quand les Albanais kosovars doivent faire face à une menace réelle posée à l'existence même de leur groupe. La campagne serbe, qui a comme conséquence de nombreuses victimes et de vagues massives de réfugiés, a le potentiel de devenir un traumatisme collectif dans l'histoire des Albanais de l'ex-Yougoslavie. Cependant, la courte durée de l'opération, qui a été rapidement arrêtée par l'intervention de l'OTAN, le retour d'une grande partie des réfugiés et l'accomplissement de l'indépendance du Kosovo appuyée par les puissances occidentales, diminuent l'influence d'éventuels récits de victimisation qui pourraient y prendre racines. Au Karabakh, de tels récits, ayant à l'origine le génocide arménien de 1915, ont créé une toile de fond propice à une stratégie mobilisant l'ensemble du groupe, pour prévenir une répétition des événements passés. Cette interprétation du présent par le prisme du passé a dominé et conditionné, dans une large mesure l'attitude de l'Arménie par rapport au Nagorno-Karabakh et a souvent fermé la porte aux négociations et au compromis.

La Macédoine a évité, en grande partie, le cercle vicieux des conflits d'antériorité (Thual, 1995) qui ont occupé une place centrale dans l'escalade de la violence au Nagorno-Karabakh et au Kosovo. La plupart des récits historiques des nations du sud-est européen contiennent des références à des territoires anciennement habités par des membres de leur groupe ethnique et, ultérieurement, perdus dans les conquêtes et les défaites qui ont fait l'histoire des Balkans. Si en Macédoine, il y a aussi des voix qui appuient le projet d'une

patrie mythique réunissant tous les territoires macédoniens qui avaient été partagés entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie au début du 20<sup>e</sup> siècle, leur influence dans les conflits récents reste marginale. Les adversaires, dans les conflits macédoniens, ont exprimé surtout des griefs de nature sociale et économique enracinés dans le contexte contemporain. Dans les conflits serbes et albanais, on a réussi, ainsi, à éviter le retour à des accusations et des incriminations puisées dans le passé lointain, des griefs auxquels on ne peut que difficilement trouver une solution. Tout comme pour les Albanais macédoniens, le traumatisme historique, qui semble avoir le plus d'influence dans les schémas interprétatifs des Macédoniens slaves aujourd'hui, ne concerne pas la peur d'extinction du groupe mais la perte d'identité.

Les relations entre la Macédoine et la Grèce font, encore une fois, figure d'exception. Dans ce cas, le poids des traumatismes historiques façonne une grande partie de leurs interactions sur la scène internationale. Toutefois, une attitude d'hostilité fondée, en grande partie, sur des rancunes issues du passé ne suffit pas pour déclencher un processus de diffusion. Cela démontre, une fois encore, la complémentarité des approches utilisées dans cette dissertation.

Finalement, si les stéréotypes semblent avoir un impact moindre sur les mécanismes qui mettent en marche le processus de diffusion d'un conflit ethnique, ils renferment, néanmoins, une valeur explicative importante pour analyser le degré d'antagonisme ressenti par les belligérants et qui contribue de manière indirecte à la mobilisation des acteurs externes.

En conclusion, un ensemble de facteurs doivent être pris en compte pour comprendre la diffusion des conflits ethniques, tels que les deux études de cas analysés ici le démontrent.

Au Nagorno-Karabakh, toute une série de circonstances aggravantes ont été présentes : une mauvaise gestion du conflit, le manque de crédibilité et l'inefficacité des tierces parties, la centralité des événements traumatiques passés dans l'interprétation du présent et des stéréotypes qui mutuellement ont aggravé le sens de la menace et de la peur.

La Macédoine avait, aussi, le potentiel de se retrouver au centre d'une nouvelle guerre balkanique. Toutefois, dans son cas, l'intervention des tierces parties a rempli la plupart des critères d'efficacité : la participation des organisations internationales et régionales appuyés individuellement par des grandes puissances, en particulier les États-Unis, l'intervention au

stades initiaux du conflit avant que la violence provoque une radicalisation extrême des parties, le consentement de la plupart des élites des groupes en conflit et, finalement, des actions fermes accompagnées par des déclarations d'appui de la part des hauts dirigeants politiques et par une bonne stratégie de dissuasion.

De plus, en Macédoine, les anciennes rivalités historiques et les perceptions négatives à l'égard des autres groupes ethniques ont été beaucoup moins utilisés comme instruments de mobilisation par les élites politiques que dans le cas du Karabakh. Les Macédoniens, Slaves, Albanais, Serbes et d'autres origines ethniques font, sans doute, toujours l'objet de certains stéréotypes négatifs, qui ont le potentiel d'enflammer les tensions ethniques, comme par exemple la croyance des Macédoniens slaves que le taux de naissances supérieur des Albanais fait partie d'une stratégie délibérée pour assurer leur domination politique au pays.

Le sujet des antagonismes religieux n'est que marginalement traité dans cette dissertation, parce qu'un cadre plus large d'analyse basé sur des éléments de psychologie sociale a été privilégié. Quand la religion est devenue un enjeu dans le conflit au Nagorno-Karabakh, il s'agissait plus de souligner le clivage qui séparait Arméniens et Azéris et de renforcer leur image « d'ennemis traditionnels » et, aussi, parce qu'elle offrait une raison supplémentaire d'assimiler les Azéris aux « Turcs ». Ainsi, la religion est devenue un outil accentuant le rôle des traumatismes historiques dans l'interprétation du présent et n'a jamais été, par elle-même, une cause de l'escalade ou de la diffusion du conflit. En Macédoine, les antagonismes religieux ne renferment aucune pertinence pour l'étude d'un éventuel processus de diffusion. En réalité, deux des voisins les plus hostiles de la Macédoine, la Serbie et la Grèce, ont une population majoritairement chrétienne orthodoxe tout comme la Macédoine elle-même.

Cette dissertation démontre qu'il est possible de contenir même les conflits ethniques les plus sensibles à un processus de diffusion. Elle souligne, aussi, le fait qu'une combinaison entre des stratégies d'intervention adéquates et la volonté des élites politiques de collaborer et compléter les efforts des tierces parties est difficilement atteignable et reste souvent le résultat des circonstances fortuites. L'expérience des guerres, ailleurs en ex-Yougoslavie, a rendu les acteurs internationaux particulièrement attentifs au sort de la

Macédoine et a incité les Macédoniens à éviter le plus possible un règlement violent de leurs conflits, en favorisant la coopération pour résoudre des griefs socio-économiques superposés à des clivages ethniques.

Finalement, cette dissertation apporte une contribution implicite au champ d'étude des interventions préventives. Elle remet dans un contexte plus large les opinions selon lesquelles l'intervention des tierces parties a échoué en Macédoine parce qu'elle n'a pas réussi à entamer une résolution à long terme du conflit albanais et n'a pu empêcher l'éclatement de la violence en 2001, tout comme une radicalisation d'une partie des élites politiques albanaïses et macédoniennes. Le contraste, que la comparaison avec le conflit kharabakhi dresse, sert ainsi à souligner les dangers graves et durables qu'un processus de diffusion d'un conflit ethnique peut poser à l'ordre et à la stabilité régionaux.

L'effort pour contribuer à une explication exhaustive des dynamiques à l'origine de la diffusion des conflits ethniques et des actions qui peuvent inhiber un tel processus a été la ligne directrice de cette recherche. Elle constitue, nous l'espérons, d'une part une plaidoirie contre le déterminisme, qu'il soit de nature historique ou géopolitique, et d'autre part une argumentation en faveur de la nécessité de trouver des solutions innovatrices et multidimensionnelles, impliquant une variété d'organismes internes et internationaux, et qui dépassent le cadre restreint des politiques nationales ou des relations bilatérales.

## Bibliographie

Akbaba, Yasemin, Patrick James, Zeynep Taydas (2006), “One-Sided Crises in World Politics: A Study of Oxymoron, Violence and Outcomes”, *International Interactions*, vol. 32, no. 2, pp. 229–260.

Ackermann, Alice (1996), “The Former Yugoslav Republic of Macedonia: A Relatively Successful Case of Conflict Prevention in Europe”, *Security Dialogue* 27, no. 4, pp. 409-424.

Ackermann, Alice (2000), *Making Peace Prevail: Preventing Violent Conflict in Macedonia*, Syracuse, N.Y.: Syracuse University Press.

Adelman, Howard, Susanne Schmeidl (1998), *Early Warning and Early Response*, New York: Columbia University Press.

Anderson, Benedict (1991), *Imagined Communities: Reflection on the Origin and Spread of Nationalism*, London et New York: Verso.

Azar, E. E., P. Jureidini, R. Maclaurin (1978), “Protracted Social Conflict: Theory and Practice in the Middle East”, *Journal of Palestine Studies*, vol. 8, no. 1, pp. 41-60.

Bélanger, Louis, Érick Duchesne, Jonathan Paquin (2005), “Foreign Interventions and Secessionist Movements: The Democratic Factor”, *Canadian Journal of Political Science – Revue canadienne de science politique*, vol. 38, no.2, pp. 435-462.

Baron, R. A., et D. Byrne (1977), *Social Psychology : Understanding Human Interaction*, Boston : Allyn & Bacon.

Bell, Daniel (1975), “Ethnicity and Social Change”, dans Nathan Glazer et Daniel P. Moynihan (eds.), *Ethnicity: Theory and Experience*, Cambridge: Harvard University Press, pp. 141-174.

Birnbaum, Pierre (1997), *Sociologie des nationalismes*, Paris : PUF.

Boutros-Ghali, Boutros (1992), *Agenda for Peace: Preventive Diplomacy, Peacemaking and Peacekeeping, Report of the Secretary –General*, adopted by the Summit Meeting of the Security Council, 31 janvier 1992, A/47/277-S./24111, New York: United Nations.

Branigin, William (1998), “Immigrants Shunning Idea of Assimilation”, *Washington Post*, 25 mai.

Brecher, Michael, Jonathan Wilkenfeld, Sheila Moser (1988), *Crisis in the Twentieth Century*, vol. 1, New York: Pergamon Press.

Brecher, Michael, Patrick James (1986), *Crisis and Change in World Politics*, Boulder: Westview Press.

Brecher, Michael, Jonathan Wilkenfeld (2000), *A Study of Crisis*, Ann Arbor: University of Michigan Press.

Bremer, Stuart A. (1992), “Dangerous Dyads: Conditions Affecting the Likelihood of Interstate War, 1816-1965”, *Journal of Conflict Resolution*, vol.36, no. 2, pp. 309-341.

Brown, Keith (2003), *The Past in Question: Modern Macedonia and the Uncertainties of Nation*, Princeton and Oxford: Princeton University Press.

Brown, Michael E. (1993), *Ethnic Conflict and International Security*, Princeton: Princeton University Press.

Brown, Michael E. (2001), “The Causes of Internal Conflict: An Overview” dans Michael E. Brown, Owen R. Coté Jr., Sean M. Lynn-Jones, Steven E. Miller (ed.), *Nationalism and Ethnic Conflict*, Cambridge: The MIT Press.

Brown, Michael E. (1996), *The International Dimensions of Internal Conflict*, Cambridge: MIT Press.

Bull, Hedley (1984), *Intervention in World Politics*, Oxford: Clarendon Press.

Bull, Hedley (1977), *The Anarchical Society*, New York: Columbia University Press.

Byman, Daniel L. (1997), "Divided They Stand: Lessons about Partition from Iraq and Lebanon", *Security Studies*, vol.7, no. 1, pp. 1–32.

Calhoun, Craig (1997), *Nationalism*, Buckingham: Open University Press.

Carment, David (2003), "Assessing State Failure: Implications for Theory and Policy", *Third World Quarterly*, vol. 24, no. 3, 2003, p. 407-427.

Carment, David et Frank Harvey (2001), *Using Force to Prevent Ethnic Violence: An Evaluation of Theory and Practice*, Westport: Praeger.

Carment, David et Patrick James (1998), *Peace in the Midst of War*, Columbia: University of South Carolina Press.

Carment, David (1993), "The International Dimension of Ethnic Conflict: Concepts, Indicators, and Theory", *Journal of Peace Research*, vol. 30, no. 2, pp. 137-150.

Carment, David, Patrick James (1995), "Internal Constraints and Interstate Ethnic Conflict: Toward a Crisis-Based Assessment of Irredentism", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 39, no. 1, pp. 82-109.

Carment, David, Patrick James (1998), "The United Nations at 50: Managing Ethnic Crises – Past and Present", *Journal of Peace Reserch*, vol. 35, no. 1, pp. 61-82.

Carment, David, Patrick James (2004), "Third Party States in Ethnic Conflict: Identifying the Domestic Determinants of Intervention", dans Steven E. Lobell et Philip Mauceri (eds.), *Ethnic Conflict and International Politics: Explaining Diffusion and Escalation*, New York: Palgrave Macmillan.

Chaliand, Gerard (1994), "Preface", dans Levon Chorbajian, Patrick Donabedian, Claude Mutafian, *The Caucasian Knot, The History and Geopolitics of Nagorno-Karabagh*, London and New Jersey: Zed Books.

Chazan, Naomi (1991), "Approaches to the Study of Irredentism", dans Naomi Chazan (ed.), *Irredentism and International Politics*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, pp. 1-8.

Chehabi, H. E. (2001), "The Political Regime of the Islamic Republic of Iran in Comparative Perspective", *Government and Opposition*, vol. 36, no. 1, pp. 41-70.

Chiclet, Christophe et Bernard Lory (1998), « Macédoine : la volonté d'être » dans Christophe Chiclet et Bernard Lory (dir.), *La République de Macédoine*, Paris : L'Harmattan.

Chorbajian, Levon, Patrick Donabedian, Claude Mutafian (1994), *The Caucasian Knot, The History and Geopolitics of Nagorno-Karabagh*, London and New Jersey: Zed Books.

Cigar, Norman (1995), *Genocide in Bosnia – The Policy of Ethnic Cleansing*, Texas: A&M University Press.

Collier, Paul (2000), "Doing Well out of War" dans Mats Berdal et David Malone (eds.), *Greed et Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*, Boulder: Lynne Rienner, pp. 91-111.

Collier, Paul et Anke Hoeffler (2001), *Greed and Grievances in Civil War*, The World Bank.

Connor, Walker (1994), *Ethnonationalism: The Quest for Understanding*, Princeton: Princeton University Press.

Conversi, Daniele (2000), "Central Secession: Towards a New Analytical Concept? The Case of Former Yugoslavia", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 26, no. 2, p. 333-355.

Cornell, Svante E. (1998), "Turkey and the Conflict in Nagorno-Karabakh: A Delicate Balance", *Middle Eastern Studies*, vol.34, no.1, pp.51-72.

Cox, Robert (1992), *Governance without Government: Order and Change in World Politics*, Cambridge: Cambridge University Press.

Cowan, Jane K. et K. S. Brown (2000), « Introduction : Macedonian Inflections », dans Jane K. Cowan (ed.), *Macedonia : The Politics of Identity and Difference*, London and Sterling, VA : Pluto Press.

Croissant, Michael P. (1998), *The Armenia-Azerbaijan Conflict – Causes and Implications*, Westport, Connecticut and London: Praeger.

Davis, David R. et Will H. Moore (1997), "Ethnicity Matters: Transnational Ethnic Alliances and Foreign Policy Behaviour", *International Studies Quarterly*, vol. 41, no. 1, pp. 171-184.

Derriennic, Jean-Pierre (2001), *Les guerres civiles*, Paris : Presses de Sciences Po.

Deutsch, Karl (1966), "Nation-Building and National Development: Some Issues for Political Research" dans Karl Deutsch et William J. Foltz (ed.), *Nation-Building*, New York: Atherton Press.

De Waal, Thomas (2003), *Black Garden: Armenia and Azerbaijan Through Peace and War*, New York: New York University Press.

Diamond, Larry and Marc F. Plattner (1994), *Nationalism, Ethnic Conflict and Democracy*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press.

Diehl, Paul F. (1985), "Contiguity and Military Escalation in Major Power Rivalries, 1816-1980", *Journal of Politics*, vol. 47, no. 4, pp.1203-1211.

Dixon, William J. (1996), "Third-Party Techniques for Preventing Conflict Escalation and Promoting Peaceful Settlement", *International Organization*, vol. 50, no. 4, pp. 653-681.

Dowty, Allan et Gil Loescher (2001), "Refugee Flows as Grounds for International Action" dans Michael E. Brown, Owen R. Coté Jr., Sean M. Lynn-Jones, Steven E. Miller (ed.), *Nationalism and Ethnic Conflict*, Cambridge: The MIT Press.

Doyle, Michael (1986), "Liberalism and World Politics", *American Political Science Review*, vol. 80, no. 4, pp. 1151-1169.

Eckstein, Harry (1975), "Case Study and Theory in Political Science" dans F. I. Greenstein et N. W. Polsby (eds.), *Handbook of Political Science*, Reading, Mass.: Addison-Wesley, pp. 79-138.

Eller, Jack David (1999), *From Culture to Ethnicity to Conflict*, Ann Arbor: University of Michigan Press.

Ellis, Donald G. (1999), *Crafting Society – Ethnicity, Class and Communication Theory*, Mahwah: Lawrence Erlbaum Associates Publishers.

Enloe, Cynthia (1973), *Ethnic Conflict and Political Development*, Boston: Little, Brown and Company.

Eriksen, Thomas Hylland (1993), *Ethnicity and Nationalism: Anthropological Perspectives*, London: Pluto Press.

Esman, Milton J. (ed.) (1975), *Ethnic Conflict in the Western World*, Ithaca: Cornell University Press.

Esman, Milton J. (1994), *Ethnic Politics*, Ithaca: Cornell University Press.

Esman, Milton J. (1995), "Ethnic actors in international politics", *Nationalism and Ethnic Politics*, vol.1, no.1, pp. 111-125.

Farnen, Russel F. (ed.) (1994), *Nationalism, Ethnicity, and Identity – Cross National and Comparative Perspectives*, New Brunswick (USA): Transaction Publishers.

Farsoun, Samih K., Mehrdad Mashayekhi (2001), "Introduction: Iran's Political Culture", *Iran: Political Culture in the Islamic Republic*, London: Routledge, pp. 1-30.

Gaber, Natasha et Anata Joveska (2004), «Macedonian census results – controversy or reality?», *SEER SouthEast Europe Review for Labour and Social Affairs*, no. 01, pp. 99-110.

Gagnon, V. P. (2001), "Ethnic Nationalism and International Conflict: The Case of Serbia", dans Michael E. Brown, Owen R. Coté Jr., Sean M. Lynn-Jones, Steven E. Miller (ed.), *Nationalism and Ethnic Conflict*, Cambridge: The MIT Press.

Geertz, Clifford (1963), "The Integrative Revolution: Primordial Sentiments and Civil Politics in the New States" dans Clifford Geertz (ed.), *Old Societies and New States: The Quest for Modernity in Asia and Africa*, New York: Free Press.

Gellner Ernest (1983), *Nations and Nationalism*, Oxford: Basil Blackwell.

Gellner, Ernest (1997), *Nationalism*, New York: New York University Press.

George, Alexander (1979), "Case Studies and Theory Development: The Method of Structured, Focused Comparison", dans Gordon Lauren (ed.), *Diplomacy: New Approaches in History, Theory and Policy*, New York: Free Press.

Ghosn, Faten, Glenn Palmer et Stuart Bremer (2004), "The MID3 Data Set, 1993–2001: Procedures, Coding Rules, and Description", *Conflict Management and Peace Science*, no. 21, pp.133-154.

Giraud, Michel (1998), "L'ethnicité comme nécessité et comme obstacle", dans Gilles Ferréol (éd.), *Intégration, lien social et citoyenneté*, Villeneuve d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion.

Glenny, Misha (1992), *The Fall of Yugoslavia – The Third Balkan War*, London, Penguin Books.

Goertz, Garry et Paul F. Diehl (1993), "Enduring Rivalries: Theoretical Constructs and Empirical Patterns", *International Studies Quarterly*, vol. 37, no. 2, pp.147-171.

Gurr, Ted Robert, Harry Eckstein (1975), *Patterns of Authority: A Structural Basis for Political Inquiry*, New York: John Wiley & Sons.

Gurr, Ted Robert (1996), "Minorities, Nationalists and Ethnopolitical Conflict", dans Chester A. Crocker et Fen Osler Hampson, with Pamela All (eds.), *Managing Global Chaos: Sources of and Responses to International Conflict* Washington, D.C.: United States Institute of Peace Press, pp. 71-81.

Gurr, Ted Robert et Barbara Harf (1994), *Ethnic Conflict in World Politics*, Boulder: Westview Press.

Gurr, Ted Robert (1994), "Peoples Against States: Ethnopolitical Conflict and the Changing World System", *International Studies Quarterly*, vol. 38, no. 3, pp. 347-377.

Gurr, Ted Robert (1993a), "The Internationalization of Protracted Communal Conflicts since 1945: Which Groups, Where and How", dans Manus I. Midlarsky (ed.), *The Internationalization of Communal Strife*, London et New York: Routledge, pp. 3-25.

Gurr, Ted Robert (1993), *Minorities at Risk: A Global View of Ethnopolitical Conflicts*, Washington: U.S. Institute of Peace Press.

Haas, Ernest B. (1993), "Collective Conflict Management: Evidence for a New World Order", dans Thomas G. Weiss (ed.), *Collective Security in a Changing World*, Boulder: Lynne Rienner.

Haas, Richard N. (1990), *Conflicts Unending: The United States and Regional Disputes*, New Haven: Yale University Press,.

Hamilton, D. L. (1981), *Cognitive Processes in Stereotyping and Intergroup Behavior*, Hillsdale, N.J.: Erlbaum.

Hammarstrom, Mats, Birger Heldt (2002), "The Diffusion of Military Intervention: Testing a Network Position Approach", *International Interactions*, no. 28, pp. 355-377.

Hammarstrom, Mats (1994), "The Diffusion of Military Conflict: Central and South-East Europe in 1919-20 and 1991-92", *Journal of Peace Research*, vol. 31, pp. 263-280.

Hampson, Fen Osler (1996), *Nurturing Peace: Why Peace Settlements Succeed or Fail*, Washington, D.C.: United States Institute for Peace.

Hardin Russel (1995), *One for All: The Logic of Group Conflict*, Princeton: Princeton University Press.

Henderson, Errol A. (1997), "Cultural Contiguity: Ethnic Conflict, The Similarity of States and the Onset of War, 1820-1980", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 41, no. 5, pp. 649-668.

Hensel, Paul R. et Paul F. Diehl (1994), "Testing Empirical Propositions about Shatterbelts, 1945-76", *Political Geography*, vol. 13, pp.33-51.

Heper, Metin, E. Fuat Keyman (1998), "Double-faced state: Political patronage and the consolidation of democracy in Turkey", *Middle Eastern Studies*, vol. 34, no. 4, pp. 259-278.

Heraclides, Alexis (1990), "Secessionist Minorities and External Involvement", *International Organization*, vol. 44, no. 3, pp. 341-378.

Higgins, Rosalyn (1972), "Internal War and International Law", dans C. E. Black et

Hofmann, Tessa (2002), *Armenians in Turkey Today*, Bruxelles: The EU Office of Armenian Associations of Europe.

Richard A. Falk (eds.), *The Future of the International Legal Order*, vol. 3, Princeton, N.J.: Princeton University Press, pp. 81-121.

Hill, Stuart, Donald Rothchild (1986), "The Contagion of Political Conflict in Africa and the World", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 30, no. 4, pp. 716-735.

Hill, Stuart et Donald Rothchild (1993), "The Impact of Regime on the Diffusion of Political Conflict", dans *The Internationalization of Communal Strife*, London et New York: Routledge, pp. 189-206.

Hill, Stuart, Donald Rothchild et Colin Cameron (1998), "Tactical Information and the Diffusion of Peaceful Protests" dans Lake, David A., Donald Rothchild (eds.), *The International Spread of Ethnic Conflict*, Princeton: Princeton University Press.

Homer-Dixon, Thomas F. (1999), *Environment, Scarcity and Violence*, Princeton: Princeton University Press.

Horowitz, Donald (1975), "Ethnic Identity", dans Nathan Glazer et Daniel P. Moynihan (eds.), *Ethnicity: Theory and Experience*, Cambridge: Harvard University Press, pp. 111-140.

Horowitz, Donald (1985), *Ethnic Groups in Conflict*, Berkley: University of California Press.

Horowitz, Donald (1990), "Making Moderation Pay: The Comparative Politics of Ethnic Conflict Management", dans Joseph Montville (ed.), *Conflict and Peacemaking in Multiethnic Societies*, Lexington: Lexington Books.

Horowitz, Donald (1991), "Irredentas and Secessions: Adjacent Phenomena, Neglected Connections", dans Naomi Chazan (ed.), *Irredentism and International Politics*, Boulder: Lynne Rienner Publishers, p. 9- 22.

Huntington, Samuel P. (2000), *Le choc des civilisations*, Paris : Éditions Odile Jacob.

Ignatieff, Michael (2000), *L'honneur du guerrier: guerre ethnique et conscience moderne*, Québec : Les Presses de l'Université Laval.

Islam, M. Rafiqul (1985), « Secessionist Self-Determination: Some Lessons from Katanga, Biafra and Bangladesh », *Journal of Peace Research*, vol.22, no.3, pp. 211-221.

Jenne, Erin (2004), "A Bargaining Theory of Minority Demands: Explaining the Dog that Did not Bite in 1990s Yugoslavia", *International Studies Quarterly*, vol. 48, pp. 729-754.

Jervis, R. (1976), *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton: Princeton University Press.

Jesse, Neal, Marc Simon (2004), "Modeling the Internationalization of Ethnic Conflict: An Application to Northern Ireland and South Africa", dans Steven E. Lobell et Philip Mauceri (eds.), *Ethnic Conflict and International Politics: Explaining Diffusion and Escalation*, New York: Palgrave Macmillan.

Joksic, D. (2005), "Macédoine: découverte d'un plan secret de partage du pays", *Oslobodjenje*, 8 juin.

[http://www.balkans.eu.org/print\\_article.php?id\\_article=5575](http://www.balkans.eu.org/print_article.php?id_article=5575)

Kadera, Kelly M. (1998), "Transmission Barriers, and Constraints. A Dynamic Model of the Spread of War", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 42, pp. 367-387.

Kaldor, Mary (1999), *New & Old Wars: Organized Violence in a Global Era*, Stanford: Stanford University Press.

Kaplan, Robert D. (1993), *Balkan Ghosts: A Journey Through History*, New York: St. Martin's Press.

Kaplan, Robert D. (2000), *The Coming Anarchy*, New York: Random House.

Kaufman, Stuart J. (1996), "Spiraling to Ethnic War: Elites, Masses, and Moscow in Moldova's Civil War", *International Security*, vol. 21, no. 2, pp. 108-138.

Kaufman, Stuart J. (1996), "An 'International' Theory of Inter-Ethnic War", *Review of International Studies*, vol. 22, pp. 149-171.

Kaufman, Stuart J. (1998), "Preventing Ethnic Violence. Conditions for the Success of Peacekeeping", dans David Carment, Patrick James (eds.), *Peace in the Midst of War*, Columbia: University of South Carolina Press.

Kaufman, Stuart (2001), *Modern Hatreds – The Symbolic Politics of Ethnic War*, Ithaca: Cornell University Press.

King, Charles (2001), "Potemkin Democracy: Four Myths about Post-Soviet Georgia", *The National Interest*, vol. 64, no. 3, pp. 93-102.

King, Gary, Robert O. Keohane et Sidney Verba (1994), *Designing Social Inquiry – Scientific Inference in Qualitative Research*, Princeton: Princeton University Press.

Koehler, Jan, Christoph Zürcher (2003), « The Art of Loosing the State : Weak Empire to Weak Nation-State around Nagorno-Karabakh », dans Jan Koehler, Christoph Zürcher (eds.), *Potentials of Disorder*, Manchester and New York: Manchester University Press.

Kofos, Evangelos (1999), "Greek Policy Considerations over FYROM Independence and Recognition" dans James Pettifer (ed.), *The New Macedonian Question*, Houndmills, Basingstoke: Macmillan.

Kriesberg, Louis (1998), "The Phases of Destructive Conflicts. Communal Conflicts and Proactive Solutions", dans David Carment, Patrick James (eds.), *Peace in the Midst of War*, Columbia: University of South Carolina Press.

Kornprobst, Markus (2007), "Dejustification and Dispute Settlement: Irredentism in European Politics", *European Journal of International Relations*, vol. 13, no. 4, pp. 459–487.

Kumar, Rupesinghe (1998), *Civil War, Civil Peace*, London: Pluto.

Lake, David A., Donald Rothchild (1998), "Spreading Fear: The Genesis of Transnational Ethnic Conflict", dans David A. Lake et Donald Rothchild (eds.), *The International Spread of Ethnic Conflict*, Princeton: Princeton University Press.

Lake, David A., Donald Rothchild (1996), "Containing Fear: The Origins and Management of Ethnic Conflict", *International Security*, vol. 21, no. 2, pp. 41-75.

Le Vine, Victor T. (1997), "Conceptualizing Ethnicity and Ethnic Conflict: A Controversy Revisited", *Studies in Comparative International Development*, vol. 32, no. 2, p. 45-75.

Lederach, John Paul (1997), *Building Peace: Sustainable Reconciliation in Divided Societies*, Washington, D.C.: United States Institute of Peace.

Levy, Jack S. (1982), "The Contagion of Great Power War Behaviour, 1495-1975", *American Journal of Political Science*, vol. 26, pp. 562-584.

Lijphart, Arendt (1971), "Comparative Politics and the Comparative Method", *American Political Science Review*, vol. 65, 1971, pp. 682-693.

Lijphart, Arendt (1977), *Democracy in Plural Societies – A Comparative Exploration*, New Haven: Yale University Press.

Liotta, P. H. (2000), "The "future" republic of Macedonia: The last best hope", *European Security*, vol. 9, no. 1, pp. 68 – 97.

Lobell, Steven E., Philip Mauceri (2004), "Diffusion and Escalation of Ethnic Conflict", dans Steven E. Lobell et Philip Mauceri (eds.), *Ethnic Conflict and International Politics: Explaining Diffusion and Escalation*, New York: Palgrave Macmillan.

Lukic, Renéo (2003), *L'agonie yougoslave (1986-2003) : les États-Unis et l'Europe face aux guerres balkaniques*, Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval.

Lund, M.S. (1996), *Preventing Violent Conflict: A Strategy for Preventive Diplomacy*, Washington DC: United States Institute of Peace Press.

Lustick, Ian S., Dan Miodownik, Roy J. Eidelson (2004), "Secessionism in Multicultural States: Does Sharing Power Prevent or Encourage It?", *American Political Science Review*, vol. 98, no. 2, pp. 210-229.

Maoz, Zeev et Bruce Russett (1993), "Normative and Structural Causes of Democratic Peace, 1946-1986", *American Political Science Review*, vol. 87, no. 3, pp. 624-648.

Mayall, James (1990), *Nationalism and International Society*, Cambridge: Cambridge University Press.

McAllister (2001), "Ever Greater Serbia", *Time Magazine*, June 21th.  
<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,160667,00.html>

McCrone, David (1998), *The Sociology of Nationalism*, London: Routledge.

McGarry, John, Brendan O'Leary (1993), "The Macro-political Regulation of Ethnic Conflict" dans John McGarry et Brendan O'Leary (eds.) *The Politics of Ethnic Conflict Regulation*, New York: Routledge.

Melander, Erik (2001), "The Nagorno-Karabakh Conflict Revisited – Was the War Inevitable?", *Journal of Cold War Studies*, vol. 3, no.2, pp. 48-75.

Michas, Takis (2002), *Unholy alliance: Greece and Milosevic's Serbia*, College Station: Texas A & M University Press.

Midlarsky, Manus I. (1978), "Analyzing Diffusion and Contagion Effects: The Urban Disorders of the 1960s", *American Political Science Review*, vol. 72, pp. 996-1008.

Mitchell, C. R. (1970), "Civil Strife and the Involvement of External Parties", *International Studies Quarterly*, vol. 18, no. 2, pp. 199-194.

Mojzes, Paul (1994), *Yugoslav Inferno: Ethnoreligious Warfare in the Balkans*, New York: Continuum.

Montville, Joseph (1990), *Conflict and Peacemaking in Multiethnic Societies*, Lexington: Lexington Books.

Mooradian, Moorad, Daniel Druckman (1999), "Hurting Stalemate or Mediation? The Conflict over Nagorno-Karabakh, 1990-1995", *Journal of Peace Research*, vol. 36, no.6, pp.709-727.

Most, Benjamin A., Harvey Starr (1980), "Diffusion, Reinforcement, Geopolitics, and the Spread of War", *American Political Science Review*, vol. 74, p. 932-946.

Most, Benjamin A., Harvey Starr (1990), "Theoretical and Logical Issues in the Study of International Diffusion", *Journal of Theoretical Politics*, vol. 2, pp. 391-412.

Moynihan, Daniel Patrick (1975), "Introduction" dans Nathan Glazer, et Daniel P. Moynihan (eds.), *Ethnicity: Theory and Experience*, Cambridge: Harvard University Press.

Moynihan, Daniel Patrick (1993), *Pandaemonium*, Oxford: Oxford University Press.

Nodia, Ghia (2003), "Two Attempts to Establish Democracy in Georgia: Summarizing a 15 Year-Long Journey", *Building Democracy in Georgia*, International Institute for Democracy and Electoral Assistance.

- Ortakovski, Vladimir T. (2001), "Interethnic Relations and Minorities in the Republic of Macedonia", *Southeast European Politics*, vol.2, no.1, pp.22-45.
- Oussatcheva, Marina (2001), "Institutions in Diaspora: The Case of Armenian Community in Russia", *Working Papers from the Transnational Communities Programme at Oxford*.  
<http://www.transcomm.ox.ac.uk/working%20papers/WPTC-01-09%20Marina.doc.pdf>
- Owen, John M., "How Liberalism Produces Democratic Peace", *International Security*, no. 2, 1994, pp. 387-425.
- Palumbo, Michael, William O. Shanahan (1981), *Nationalism*, Westport: Greenwood Press.
- Perry, Duncan (2000), "Conflicting Ambitions and Shared Fates: The Past, Present and Future of Albanians and Macedonians", dans Victor Roudometof (dir.), *The Macedonian Question: Culture Historiography, Politics*, East European Monographs, Boulder, New York: Columbia University Press.
- Perry, Duncan M. (1988), *The Politics of Terror: The Macedonian Liberation Movements 1893-1903*, Durham and London: Duke University Press.
- Perry, Duncan M. (1995), "On the Road to Stability – or Destruction?", *Transitions*, 25 août, p. 40-48.
- Pesic, Vesna (1996), "Serbian Nationalism and the Origins of the Yugoslav Crisis", *Peace Works no. 8*, United States Institute for Peace.
- Petersen, Karen (2004), "A Research Note: Reexamining Transnational Ethnic Alliances and Foreign Policy Behavior", *International Interactions*, no. 30, pp. 25-42.

Pettigrew, T. F. (1978), "Three Issues in Ethnicity: Boundaries, Deprivations, and Perceptions" dans J. M. Yinger et S. J. Cutler (eds.), *Major Social Issues: A Multidisciplinary View*, New York: Free Press, p. 25-49.

Pfaff, William (1993), *The Wrath of Nations: Civilization and the Furies of Nationalism*, New York: Simon et Schuster.

Poulton, Hugh (1993), *Balkans : Minorities and States in Conflict*, London: Minority Rights Publications.

Poulton, Hugh (2000), *Who Are the Macedonians?*, Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press.

Poutignat, Philippe, Jocelyne Streiff-Fenart (1995), *Théories de l'ethnicité*, Paris : Presses Universitaires de France.

Raknerud, Arvin et Havard Hegre (1997), "The Hazard of War: Reassessing the Evidence for the Democratic Peace", *Journal of Peace Research*, vol. 34., no. 4, pp. 385-404.

Ramen, Sabina P. (2005), *Thinking about Yugoslavia : Scholarly Debates about the Yugoslav Break-up and the Wars in Bosnia and Kosovo*, Cambridge: Cambridge University Press.

Regan, Patrick M. (1998), "Choosing to Intervene: Outside Interventions in Internal Conflicts", *The Journal of Politics*, vol. 60, no. 3, pp. 754-779.

Regan, Patrick M. (1996), "Conditions of Successful Third-Party Intervention in Intrastate Conflicts", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 40, no. 2, pp. 336-359.

Renan, Ernest (1991), « Qu'est-ce qu'une nation ? » dans Philippe Forest, *Qu'est-ce qu'une nation ? Texte intégral de E. Renan, Textes de Barrès, Daudet, Gourmont, Céline*, Paris: Bordas.

Rigby, Andrew (1995), “Unofficial Non-violent Intervention: Examples from the Israeli-Palestinian Conflict”, *Journal of Peace Research*, vol. 32, no. 4, pp. 453-467.

Rioux, Jean-Sébastien, "Third Party Interventions in International Conflicts: Theory and Evidence", Communication présentée au colloque de la Central and East European International Studies Association, Budapest, le 26 juin 2003.

Roe, Paul (1999), “The Intrastate Security Dilemma: Ethnic Conflict as a Tragedy?”, *Journal of Peace Research*, vol. 36, no. 2, pp. 183-202.

Roeder, Philip G. (1991), « Soviet Federalism and Ethnic Mobilization », *World Politics*, vol. 43, pp. 196-232.

Roeder, Phillip G. (2003), “Clash of Civilizations and Escalation of Domestic Ethnopolitical Conflicts”, *Comparative Political Studies*, vol. 36, no. 5, pp. 509-540.

Romanucci-Ross, Lola et George De Vos (1995), *Ethnic Identity: Creation, Conflict and Accommodation*, Walnut Creek : Altamira Press.

Rothchild, Joseph (1981), *Ethnopolitics: A Conceptual Approach*, New York: Columbia University Press.

Rouleau, Eric (2000), “Turkey’s Dream of Democracy”, *Foreign Affairs*, vol.79, no.6, pp. 100-114.

Rummel, R. J., *Power Kills: Democracy as a Method of Non-violence*, New Brunswick: Transaction Publishers, 1997.

Ryan, Stephen (1995), *Ethnic Conflict and International Relations*, Aldershot: Dartmouth.

Ryan, Stephen (1998), "Preventive Diplomacy, Conflict Prevention and Ethnic Conflict" dans David Carment, Patrick James (eds.), *Peace in the Midst of War*, Columbia: University of South Carolina Press.

Safran, W. (1991), "Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return", *Diaspora*, vol. 1, no.1, pp. 83-99.

Said, Abdul and Luiz R. Simmons (1976),"The Ethnic Factor in World Politics" dans Abdul Said, Luiz R. Simmons (ed.), *Ethnicity in International Context*, New Brunswick (USA): Transaction Books.

Saideman, Stephen M. (1997), "Explaining the International Relations of Secessionist Conflicts: Vulnerability versus Ethnic Ties", *International Organization*, vol. 51, no. 4, pp. 721-753.

Saideman, Stephen M., William Ayres (2000), "Determining the Causes of Irredentism: Logit Analyses of Minorities at Risk Data from the 1980s and 1990s", *Journal of Politics*, vol. 62, no. 4, pp.1126-1144.

Saideman, Stephen M. (2001), *The Ties that Divide: Ethnic Politics, Foreign Policy and International Conflict*, New York: Columbia University Press.

Saideman, Stephen M. (2002), "Overlooking the Obvious: Bringing International Politics Back into Ethnic Conflict Management", *International Studies Review*, vol. 4, no 3, pp. 63-86.

Sarkees, Meredith Reid (2000), "The Correlates of War Data on War: An Update to 1997," *Conflict Management and Peace Science*, vol. 18, no. 1: pp: 123-144.

Schirazi, Asghar (1996), *The Constitution of Iran: Politics and the State in the Islamic Republic*, London, I.B. Tauris.

Scokpol, Theda (1994), *Social Revolutions in the Modern World*, Cambridge: Cambridge University Press.

Shea, John (1997), *Macedonia and Greece: The Struggle to Define a New Balkan Nation*, Jefferson, North Carolina and London: McFarland & Company.

Small, Melvin J. et David Singer (1982), *Resort to Arms: International and Civil Wars, 1816-1980*, Beverly Hills (CA): Sage.

Smith, Anthony D. (1981), *The Ethnic Revival*, Cambridge: Cambridge University Press.

Smith, Anthony D. (1988), *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford et Cambridge: Blackwell.

Smith, Anthony D. (1998), *Nationalism and Modernism*, London: Routledge.

Smith, Anthony D. (2004), *The Antiquity of Nations*, Cambridge: Polity Press.

Smith, Graham, Vivien Law, Andrew Wilson, Annette Bohr, Edward Allworth (1998), *Nation-building in the Post-Soviet Borderlands – The Politics of National Identities*, Cambridge: Cambridge University Press.

Snyder, Jack et Robert Jervis (1999), "Civil War and The Security Dilemma", dans Barbara F. Walter et Jack Snyder (ed.), *Civil Wars, Insecurity and Intervention*, New York: Columbia University Press.

Snyder, Jack (2000), *From Voting to Violence*, New York: W. W. Norton et Company.

Spalding N. (2002), "A Cultural Explanation of Collapse into Civil War: Escalation of Tension in Nigeria", *Culture and Psychology*, vol. 6, no. 1, pp. 51-87.

Staub, Ervin (2002), *The Roots of Evil: The Origins of Genocide and Other Group Violence*, Cambridge: Cambridge University Press.

Stofft, William A. et Gary L. Guertner (1995), "Ethnic Conflict: The Perils of Military Intervention", *Parameters*, Spring, pp. 30-42.

Suhrke, Astri, Lela Noble (1977), "Spread or Containment? The Ethnic Factor", dans A. Suhrke et L. Noble (eds.), *Ethnic Conflict and International Relations*, New York: Praeger.

Taylor, Donald M. et Fathali M. Moghaddam (1994), *Theories of Intergroup Relations – International Social Psychological Perspectives*, Westport, Connecticut and London: Praeger.

Tilly, Charles (2003), *The Politics of Collective Violence*, Cambridge : Cambridge University Press.

Thual, François (1995), *Les conflits identitaires*, Paris : Éditions Marketing.

Tranca, Oana (2006), « La diffusion des conflits ethniques - une approche dyadique », *Études internationales*, vol. 37, no. 4, p. 501-524.

Tripps, Charles (2002), *A History of Iraq*, Cambridge University Press.

Vasquez, John A. (1993), "Factors Related to the Contagion and Diffusion of International Violence", dans Manus I. Midlarsky (ed.), *The Internationalization of Communal Strife*, London et New York: Routledge, pp.149-172.

Vayrynen, R. (1991), *New Directions in Conflict Theory: Conflict Resolution and Conflict Transformation*, Newbury Park (CA): Sage.

Vukovic, Gojko (1997), *Ethnic Cleavages and Conflict: The Sources of National Cohesion and Disintegration*, Aldershot: Ashgate Publishing Ltd..

Wade P., "Race, nature and culture", *Man*, vol. 28, no. 1, March 1993, pp. 17-34.

Walt, Stephen M. (1987), *The Origins of Alliances*, Ithaca: Cornell University Press.

Wallerstein, Immanuel (1960), "Ethnicity and National Integration", *Cahiers d'études africaines*, vol. 3, no. 1, pp. 129-137.

Walter, Barbara F. (1999), "Introduction" dans Barbara F. Walter et Jack Snyder (ed.), *Civil Wars, Insecurity and Intervention*, New York: Columbia University Press.

Waltz, Kenneth N. (1979), *Theory of International Politics*, Reading, MA: Addison-Wesley.

Weber, Max (1971), *Économie et société*, Paris, Plon, 1971.

Weiner, Myron, (1971), "The Macedonian Syndrome", *World Politics*, vol. 23, no. 1, pp. 665-83.

Weisbrode, Kenneth (2001), *Central Asia: Prize or Quicksand?*, Oxford: Oxford University Press.

Wieviorka, Michel (1993), *La démocratie à l'épreuve : nationalisme, populisme, ethnicité*, Paris : La Découverte.

Woodward, Susan L. (1995), *Balkan Tragedy : Chaos and Dissolution after the Cold War*, Washington : The Brookings Institution Press.

Woodwell, Douglas (2004), "Unwelcome Neighbors: Shared Ethnicity and International Conflict during the Cold War", *International Studies Quarterly*, no.48, pp. 197–223.

Wright, Quincy, (1983), *A Study of War*, Chicago: University of Chicago Press.

Xhaferi, Arben (2001), *The DPA Non-Paper*, <http://blog.aacl.com/the-albanian-nation/albanians-in-macedonia/the-dpa-non-paper-arben-xhaferi/>

Young, Crawford (1976), *The Politics of Cultural Pluralism*, Madison: University of Wisconsin Press.

Zartman, William (1997), "Toward the Resolution of International Conflicts" dans William Zartman et J. Lewis Rasmussen (ed.), *Peacemaking in International Conflict: Methods and Techniques*, Washington, D.C.: United States Institute for Peace.

Zartman, William I. (1993), "Internationalization of Communal Strife: Temptations and Opportunities of Triangulations", dans Manus I. Midlarsky (ed.), *The Internationalization of Communal Strife*, London et New York: Routledge, pp. 27-41.

Zartman, William (1989), *Ripe for Resolution: Conflict and Intervention in Africa*, 2<sup>nd</sup> ed., New York: Oxford University Press.

**ANNEXE – Le modèle de l'indice de diffusion appliqué à une étude quantitative (extrait de l'article « La diffusion des conflits ethniques - une approche dyadique », *Études internationales*, vol. 37, no. 4, 2006, pp. 519-523).**

Deux conditions fondamentales ont dû être respectées dans le choix de l'univers de cas sur lesquels l'indice de diffusion a été vérifié. Premièrement, l'indice est conçu pour analyser des conflits dans la période post guerre froide (par exemple, il n'y a pas de variable pour la polarité de la structure du système international). Par conséquent, seulement des conflits qui sont apparus ou ont continué après 1990 ont été étudiés. Deuxièmement, seulement des conflits ayant atteint la « phase ouverte » (et qui offrent les conditions nécessaires pour une possible diffusion) ont été pris en compte.

Les données pour ces conflits ethniques ont été puisées dans la banque de données *Minorities at Risk*. Deux critères de sélection ont été simultanément utilisés pour choisir les cas correspondant aux conditions décrites plus haut : un premier pour la période de 1990 à 2000 et un deuxième pour détecter les conflits qui se trouvent dans une phase ouverte, plus précisément manifestations protestataires ou rébellions contre le régime (en commençant par de larges manifestations et une activité intermédiaire de guérilla) combinées avec la répression de la part du régime (usage sans restriction de la force contre les protestataires). La durée de la « phase ouverte » a été établie par la première et la dernière année de manifestations protestataires ou rébellions, dans l'intervalle plus large de 1990 à 2000. Cela a eu comme résultat la sélection de 75 conflits ethniques partout dans le monde.

Parmi les 306 dyades analysées, 31 ont subi un processus de diffusion réel. Les cas sont dispersés entre cinq régions : Europe de l'Est et les républiques ex-soviétiques, Afrique, Amérique latine, Moyen-Orient et Asie. Le tableau 1 présente la distribution des conflits selon les régions. La plupart des conflits « à une phase ouverte » se retrouvent en Afrique et en Asie, ce qui totalise presque deux tiers de tous les cas. Toutefois, après l'Afrique, où on assiste à la plupart de cas de diffusion, ce sont les conflits en Europe de l'Est et dans l'espace ex-soviétique qui présentent le plus haut taux de diffusion. En termes de pourcentage, étant donné la moyenne de diffusion pour tous les cas (10,1 %), 23,7 % des

conflits en Europe de l'Est et dans les ex-républiques soviétiques ont éprouvé un vrai processus de diffusion. L'Amérique latine est la seule région où aucun processus de diffusion des conflits ethniques n'a été enregistré.

**Tableau 3 La diffusion par régions**

		Région					Total
		Afrique	Europe de l'Est et espace ex- soviétique	Amérique eLatine	Moyen Orient	Asie	
Diffusion	Effectifs	12	9	0	4	6	31
	% dans région	11,2%	23,7%	0%	9,3%	5,7%	10,1%
Pas de diffusion	Effectifs	95	29	13	39	99	275
	% dans région	88,8%	76,3%	100,0%	90,7%	94,3%	89,9%
(N)		(107)	(38)	(13)	(43)	(105)	(306)

$$\chi^2 = 11.553; df = 4; p < 0.05$$

En ce qui concerne le score de diffusion calculé conformément à l'indice de diffusion, nous remarquons une moyenne de 4,89 sur une échelle de 1 à 10. Dans les cas ayant des scores de diffusion bas ( $d\_score < 4,89$ ) qui se trouvent au-dessous de la moyenne obtenue pour l'indice, un seul montre l'existence d'un processus de diffusion réel. Ce cas en particulier concerne l'implication de l'Ouganda dans le conflit ethnique opposant la minorité Tutsi au gouvernement de la République démocratique du Congo. La principale raison pour laquelle, malgré un score de diffusion bas pour cette dyade, l'Ouganda est devenu un acteur dans ce conflit est le contexte général d'effondrement des structures étatiques en RDC. L'Ouganda a agi pour protéger la sécurité de ses propres frontières, étant donné la pratique courante des rebelles ougandais d'utiliser le territoire congolais comme

base d'opérations pour leurs attaques contre le gouvernement de leur pays. Une observation à valeur plus générale peut être retirée de cet exemple : dans le cas des États défaillants, à cause de l'incapacité des autorités étatiques d'exercer le contrôle sur leur territoire, d'autres États dans la région peuvent être tentés, de manière exceptionnelle, de s'impliquer dans les conflits internes de ces États. Par conséquent, dans le cas des États défaillants, l'indice de diffusion perd quelque peu de sa capacité à mesurer la probabilité de diffusion d'un conflit ethnique.

Le reste des cas ont été partagés en deux autres catégories : une catégorie intermédiaire qui inclut les scores de diffusion entre la moyenne de 4,89 et 6,42 (la moyenne + l'écart type), et une catégorie de scores élevés, situés au-dessus de la valeur de 6,42. Les résultats confirment l'existence d'une relation entre le score de diffusion ( $d\_score$ ) et l'émergence d'un vrai processus de diffusion, ce qui confirme la validité apparente de l'indice. Plus le score de diffusion est élevé, plus l'on observe des cas de diffusion : la diffusion n'apparaît presque pas pour la catégorie de scores bas, 10 % des conflits dans la catégorie des scores intermédiaires ont effectivement subi un processus de diffusion, tandis que dans la catégorie de scores élevés on remarque 35% des cas qui ont éprouvé la diffusion.

**Tableau 4 La diffusion selon les catégories de scores**

		Catégories selon les scores (d_score)			Total
		scores bas	scores intermédiaire	scores élevés	
Diffusion	Effectifs	1	10	20	31
	% dans la catégorie	,7%	10,0%	35,1%	10,1%
Pas de diffusion	Effectifs	148	90	37	275
	% dans la catégorie	99,3%	90,0%	64,9%	89,9%
(N)		(149)	(100)	(57)	(306)

$$\chi^2 = 53.64 \text{ df} = 2; p < 0.001$$

Étant donné que la variable dépendante est dichotomique, nous utilisons Kendall's tau-b pour mesurer la force d'association entre le score de diffusion et un processus réel de diffusion. Le coefficient de corrélation dans l'ensemble (en ignorant les catégories mentionnées plus haut) est de 0,323, statistiquement significatif au niveau 0,001, ce qui indique une relation relativement forte entre l'indice de diffusion et l'émergence d'un processus de diffusion.

**Tableau 5 La force d'association entre le score de diffusion (d\_score) et l'émergence de la diffusion par région**

Région	Valeur de Kendall's tau-b	Approx. Sig.
Afrique	,365	,000
Europe de l'Est et espace ex-soviétique	,498	,000
Amérique Latine	--	--
Moyen Orient	,283	,049
Asie	,251	,014

Dans le cas des conflits ethniques en Europe de l'Est et dans les pays ex soviétiques, le coefficient de corrélation et le plus fort (0,498) est statistiquement significatif au niveau 0,001. Dans la grande majorité des cas où un score de diffusion élevé a été détecté ( $d\_score > 7,3$ ), la diffusion a effectivement eu lieu. Neuf sur dix cas en Europe de l'Est et parmi les pays ex-soviétiques illustrent cette situation. Toutefois, une situation plus complexe est présente dans le cas des valeurs intermédiaires obtenues pour l'indice de diffusion (des scores entre 4,7 et 5,3), où la diffusion est présente dans trois dyade : Moldavie/Russie pour le conflit opposant les russophones à la majorité moldave, la dyade Géorgie/Russie dans le conflit opposant la minorité abkhaze à la majorité géorgienne et encore une fois la dyade Géorgie/Russie cette fois-ci dans le conflit en Ossétie.

Dans toutes ces dyades, la présence de la Russie est évidente. Cela nous suggère que les enjeux et les opportunités tout comme les raisons et la volonté d'intervenir semblent différents dans le cas des grandes puissances et des anciens États patrons quand ils sont confrontés à des conflits ethniques dans leur espace d'influence, ce qui les distingue d'autres potentiels acteurs étatiques.

La diffusion des conflits ethniques en Afrique nous met devant une autre situation complexe. L'indice de diffusion montre une moindre capacité de prédire l'émergence d'un processus de diffusion. Le coefficient de corrélation Kendall's tau-b pour l'Afrique est 0,365, statistiquement significatif au niveau 0,001 ce qui indique une relation modérée. Néanmoins, étant donné que l'indice de diffusion est essentiellement construit pour analyser le comportement des États, il peut être moins utile dans des situations où l'État n'a pas de pouvoir réel sur son territoire, ses ressources et sa population, comme c'est le cas de plusieurs États défaillants en Afrique. Le modèle de diffusion employé dans cet article est basé sur deux dimensions principales : l'opportunité d'intervenir dans le conflit ethnique d'un autre État et la volonté de le faire. Dans le cas de certains pays d'Afrique, même si la volonté et l'opportunité existaient, parce que la capacité d'intervenir manquait très souvent, les résultats peuvent être biaisés. Un exemple serait la non-intervention de la Somalie dans le conflit impliquant les Somaliens en Éthiopie. Un autre aspect propre aux États défaillants est l'accessibilité de leur territoire pour les forces rebelles d'un pays voisin, qui dans certains cas acquièrent de l'influence auprès du gouvernement central et réussissent à le persuader de leur offrir un appui. En conséquence, nous avons refait l'analyse pour l'Afrique, cette fois-ci en excluant les États défaillants<sup>62</sup> comme acteurs potentiels dans un processus de diffusion et le nouveau coefficient de corrélation a été amélioré (0,459 statistiquement significatif au niveau 0,001), ce qui indique une relation substantielle entre l'indice de diffusion et l'émergence de la diffusion dans le cas des États d'Afrique non défaillants.

Le Moyen-Orient et l'Asie montrent les moins forts coefficients de corrélation. Cela peut être en effet causé par le fait que beaucoup de conflits dans cette région ont commencé longtemps avant 1990. Par conséquent, un processus de diffusion aurait pu déjà se produire bien avant la période étudiée dans cet article. Des négociations entre les différents acteurs étatiques qui ont été impliqués dans la diffusion ainsi que la médiation de tierces parties auraient pu inhiber une répétition de la diffusion dans les années 1990. Par exemple, la dyade Israël/Égypte dans le conflit palestinien montre même après 1990 la plus haute probabilité de diffusion (9,3 sur notre échelle de 0 à 10) sans toutefois qu'on assiste en réalité à un tel processus. Une explication serait que pendant la guerre froide, les États arabes, y compris l'Égypte, sont déjà intervenus plusieurs fois en faveur des Palestiniens.

Les interventions des tierces parties, tout comme les efforts diplomatiques visant à normaliser les relations entre Israël et ses voisins ont rendu un processus de diffusion moins probable. Une autre direction de recherche à l'avenir pourrait donc se concentrer sur la relation entre la durée d'un conflit ethnique et son potentiel de diffusion. De manière générale, une interprétation alternative concernant les divergences observables pour certains scores de diffusion intermédiaires et l'émergence d'un processus de diffusion serait que la nature binaire de notre variable dépendante (diffusion, pas de diffusion) ne peut pas rendre compte de certaines formes plus nuancées d'intervention externe. Par exemple, l'intervention de la Russie dans les conflits des ex-républiques soviétiques a été codée comme diffusion même si elle a pris la forme des actions secrètes et informelles, ce qui la distingue en réalité d'autres cas de diffusion plus clairs qui ont résulté en une guerre ouverte entre les membres de la dyade, comme dans le cas des dyades Yougoslavie/Croatie ou Arménie/Azerbaïdjan.

En conclusion, cette recherche préliminaire offre une image d'ensemble sur la manière dont les interactions de plusieurs facteurs influencent le potentiel de diffusion d'un conflit ethnique. Même si plusieurs anomalies ont été détectées et que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour parfaire ce modèle, les conditions structurelles qui caractérisent un conflit et son environnement externe proche, ainsi que leur interaction, telles que présentées par l'indice de diffusion, peuvent fournir une estimation générale quant au risque de diffusion d'un conflit ethnique. Par la suite, un tel modèle pourrait être appliqué à des conflits émergents afin de mesurer leur potentiel de diffusion et dans ce sens, contribue à la mise en place des mécanismes de prévention destinés à inhiber ce risque.